



« Sans Visa » : Trélazé, les forçats de l'or bleu



# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14981 7 F

SAMEDI 27 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

En menaçant de ne pas choisir le premier ministre dans les rangs du RPR

## M. Mitterrand cherche à dissuader M. Chirac d'exiger son départ de l'Elysée

Quelle politique extérieure ?

Il appartient à la loi du genre électoral que les problèmes liés à la politique extérieure jouent un rôle mineur. La campagne pour les élections législatives n'a pas dérogé à cette regrettable tradition : hormis quelques déclarations de dirigeants de la nouvelle majorité, annonçant un renouveau de la France dans les négociations du GATT et les discussions à Bruxelles sur la politique agricole, rien, ou presque, n'a été dit sur l'attitude que les prochains gouvernements entendaient adopter vis-à-vis du monde yougoslave, du chaos russe, des pays affectés par la montée de l'intégrisme islamique.

En clamant haut et fort que l'ampleur de leur victoire leur permettrait de mordre allègrement sur les prérogatives du chef de l'Etat en matière de politique étrangère et de défense, le fameux « domaine réservé », les hommes et les femmes qui vont, la semaine prochaine, s'emparer des leviers de commande auraient dû, normalement, éclairer les électeurs sur leurs intentions. Or, on a pu assister, tout au long du débat électoral, à une « mise en veilleuse » des thèmes qui avaient, depuis plusieurs mois, mobilisé quelques leaders de la droite. Le soutien à la Bosnie agressive, l'armement des hommes comme Philippe de Villiers ou Jean-François Deniau, s'est fait discret, et un étrange silence — à la notable exception de M. Valéry Giscard d'Estaing — a accompagné la dramatisation de la situation politique en Russie. Le même flou artistique est perceptible sur la manière dont la France entend intervenir dans le processus de paix au Proche-Orient, un sujet, pourtant, où quelques maladroites de la diplomatie française auraient pu donner aux futurs gouvernements matière à définir une nouvelle ligne.

DANS tous ces domaines, il faut bien constater que la droite, pendant les dix ans où elle n'a pas été aux affaires, a développé une véritable « culture d'opposition », critiquant au coup par coup telle ou telle initiative présidentielle, comme le voyage à Kiev de François Mitterrand au lendemain de la chute du mur de Berlin, sans pour autant présenter de solution alternative claire à la politique conduite à l'Elysée.

Les observateurs étrangers se sont perdus alors en conjectures sur l'orientation que prendra la politique étrangère française après le 28 mars : le renforcement de la coopération franco-allemande restera-t-il l'axe de la politique européenne de la France ? Le rapprochement avec l'OTAN, déjà amorcé avec l'intégration de l'« Eurocorps » franco-allemand dans le système de défense de l'« Alliance », sera-t-il poursuivi ? Doit-on mettre les propos « musclés » de M. Jacques Chirac concernant le GATT sur le compte de la rhétorique électorale ?

Il ne suffit pas d'inviter le président de la République à « inaugurer les chrysanthèmes » en arguant du désaveu subi les 21 et 28 mars. Une paralysie de l'action extérieure de la France, conséquence d'une pensée confuse à droite et d'un combat de tranchées mené par l'Elysée ne ferait l'affaire que des extrémistes à l'intérieur et des chantres du « déclin français » à l'étranger.

M0147 - 0327 0 - 7.00 F



M. Mitterrand a fait savoir, jeudi 25 mars, par divers porte-parole autorisés, qu'il n'exclut pas de choisir son premier ministre ailleurs que dans les rangs du RPR. Le président de la République répondait ainsi aux propos, jugés « inacceptables », de M. Chirac, qui l'avait invité à se retirer au nom de l'intérêt de la France. M. Roland Dumas a précisé que le chef de l'Etat était « très peu enclin à choisir le premier ministre dans le camp de ceux qui souhaitent son départ ». A l'Elysée, on indiquait que M. Mitterrand avait voulu adresser un « rappel à l'ordre » au président du RPR.

### Allumer un contre-feu

par Thomas Ferencki

Une crainte tenaille certains milieux de gauche : que dimanche soir, dès que sera connue la victoire massive de la droite, des groupes de manifestants plus ou moins idéologues par le RPR se déploient sur les Champs-Élysées à Paris pour réclamer le départ de M. Mitterrand.

Le souvenir du grand défilé gaulliste de 1968 est assez présent dans les esprits pour que, vingt-cinq ans après, même si les conditions ne sont plus les mêmes, cette perspective soit prise au sérieux.

C'est pourquoi le président de la République a saisi l'occasion que lui offraient les récents propos de M. Chirac, qui l'avait invité mardi à se retirer au nom de l'intérêt national, pour allumer un contre-

feu face à une éventuelle tentative de déstabilisation. Le chef de l'Etat a choisi d'user d'une des seules armes dont il dispose pour peser encore sur le cours des événements : la désignation du futur premier ministre.

Tout le monde tenait pour assuré que M. Balladur serait l'heureux élu. M. Mitterrand, lui, ne veut pas qu'on oublie qu'il conserve une totale liberté de choix, et il a décidé de le faire savoir.

Par l'intermédiaire de M. Pierre Bérégovoy, qu'il a chargé de dire, mercredi soir, à mots couverts, qu'il pourrait bien aller chercher un premier ministre ailleurs que dans les milieux « qui n'ont pas le souci ou la volonté de respecter notre Constitution ».

Lire la suite page 12

### Lire également

#### Un appel de M. Rocard

Dans un texte qu'il nous a adressé, M. Rocard, en ballottage difficile dans les Yvelines, invite les Français à ne pas laisser la gauche disparaître du Parlement en élisant une Assemblée monocolor. « La France, affirme-t-il, a besoin d'une gauche ! ». page 12

- Il y a sept ans, la première cohabitation
- Nord : Michel Delebarre le dos au mur
- Seine-Saint-Denis : la répression préférée à la prévention
- Bouches-du-Rhône : la calme campagne du FN
- La chronique de Claude Sarrault pages 12, 14, 15 et 18

### Demain dans le Monde

En raison du second tour des élections législatives, « le Monde-Economie » paraîtra exceptionnellement dans notre numéro daté dimanche 28-lundi 29 mars. A lire : une enquête de Jean-Pierre Tuquoi sur « Elf, le conquérant menacé ».

### L'odyssée tragique du « MC Ruby »

V. — Les dollars du « long cours » En novembre 1992, huit passagers clandestins africains ont été jetés à la mer par les marins du cargo MC Ruby. Comment vivent-ils dans leur pays ? Lire page 20 la suite de l'enquête de PHILIPPE BROUSSARD

### ROMANTIQUE

DIVINES EN DIAMANT. ÉLÉGANTES EN ÉMERAUDE. SUBLIMES EN SAPHIR. ROYALES EN RUBIS. LES ROMANTIQUES SONT UNIQUES COMME VOUS. À PARTIR DE 80000 F



O.J. PERRIN  
JOAILLIERS-  
PARIS

36, AVENUE MONTAIGNE

33, AVENUE VICTOR-HUGO - 8, RUE ROYALE - DUTY FREE CHARLES-DE-GAULLE  
CANNES - 6, LA CROISSETTE - CANNES/SIÈRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 100 esc ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suède, 1,50 SKR ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$

La réunion du Congrès et la crise économique en Russie

## M. Eltsine réclame à nouveau l'organisation d'un plébiscite

Le président Eltsine a réclaté une nouvelle fois, devant le Congrès des députés qui s'est ouvert, vendredi 26 mars, au Kremlin, la tenue d'un « plébiscite de confiance » le 25 avril. Un vote de destitution du président apparaissait de moins en moins probable. La président de la Cour constitutionnelle a appelé à des élections générales à l'automne, et à la formation d'un gouvernement de coalition. En entrant au Kremlin, M. Eltsine avait répété que le temps des « compromis » était passé. Un remaniement ministériel témoignant d'une volonté de conciliation a pourtant été annoncé (lire nos informations page 26).

### Reconversion laborieuse dans l'Oural

PERM (Oural)

de notre envoyée spéciale

En 1984, à la surprise de ses employés, l'entreprise Aviadvigatel de Perm, dans l'Oural, remporte un concours lancé par le ministère soviétique de l'industrie aéronautique pour la conception d'un nouveau réacteur d'avion. Les ingénieurs sont fiers d'avoir devancé des bureaux d'études plus puissants et plus prestigieux que le leur. Les dirigeants, eux, sont inquiets, car ils auront maintenant de nouvelles commandes à exécuter. Neuf ans plus tard, l'avenir de 35 000 personnes et de leurs familles dépend de ce réacteur. « Le PS-90, c'est notre thème central, c'est grâce à lui que nous sommes connus dans le pays et dans le monde », rappelle Iouri Rochenikov, directeur d'Aviadvigatel, dans une

interview au journal de l'entreprise, le *Progrès*, une simple page ronéotypée recto-verso. Au terme de ces longues années, le projet de réacteur est enfin parvenu à maturité. Le moteur équipe déjà certains appareils Ilouchine 96, qui assurent, par exemple, des liaisons en avion-cargo Moscou-Singapour. Mais durant ces années, les bouleversements politiques de Moscou sont aussi parvenus jusqu'à Perm, à 1 500 km à l'est de la capitale de l'ex-URSS, une ville encaignée « de l'anniversaire de la révolution d'Octobre » (7 novembre) à celui de Lénine (22 avril).

FRANÇOISE LAZARE

Lire la suite page 26

Lire également les articles de JAN KRAUZE et PHILIPPE PONS page 4

## Le président bosniaque a signé le plan de paix

Le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, a signé, jeudi 26 mars, le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine proposé par les médiateurs internationaux, MM. Cyrus Vance (pour l'ONU) et David Owen (pour la CEE), que les Croates ont déjà signé, mais que les Serbes bosniaques estiment toujours « inacceptable ». MM. Vance et Owen, de même que M. Izetbegovic, espèrent amener la communauté internationale à prendre ses responsabilités face à l'obstruction des Serbes, de plus en plus isolés. Cependant, à Belgrade, le général Philippe Morillon a pressé le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, de convaincre les Serbes bosniaques de respecter une trêve afin de permettre l'acheminement de secours en Bosnie orientale.

Lire page 3 les articles d'AFSANE BASSIR POUR et FLORENCE HARTMANN



## « Course contre la montre » en Egypte

Entre un gouvernement privilégiant la répression et des extrémistes musulmans jouant la déstabilisation, un grand vide politique

LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux

« L'atmosphère est malsaine. Depuis un an, il y a tous les jours quelque chose. Ce n'est pas forcément grave mais c'est désormais quotidien et l'on ne peut que s'inquiéter. » Pour cet homme d'affaires prospère, c'est « une course contre la montre » qui est dorénavant engagée entre le gouvernement égyptien et les extrémistes islamistes. Certes, l'Egypte n'est pas encore l'Algérie et dans les rues grouillantes du souk Khan al-Khalili ou du quartier d'Imbaba, au Caire, la foule qui déambule tranquillement paraît bien étrangère à l'agitation violente

qui surgit périodiquement aux quatre coins du pays. Tête couverte pour la plupart, les femmes ne se privent pas de sorties entre amis, voire d'une promenade avec un amoureux, et l'on peut rire dans certains théâtres populaires aux dépens des islamistes rigoristes. Si la présence policière est importante, le Caire n'est pas en état de siège et les touristes, moins nombreux, s'y promènent toujours comme si de rien n'était.

Cela ne saurait toutefois masquer l'accélération de l'affrontement entre les activistes islamistes se réclamant généralement de la Jamaa islamia et le gouvernement, dont la seule réponse est une répres-

sion de plus en plus dure. Alors que, pour les douze derniers mois, ces violences n'avaient fait — si on peut dire — qu'une centaine de morts, quarante-quatre personnes ont été tuées depuis le début du mois de mars dans les heurts entre islamistes et policiers.

L'Egypte paraît être entrée dans un cycle d'actes de vengeance dont les extrémistes n'ont pas l'appanage, tant la police, laissée à elle-même, paraît se comporter de la même façon.

ALEXANDRE BUCCANTI  
et FRANÇOISE CHIPAUX  
Lire la suite page 7

## AU COURRIER DU Monde

20

ÉT

I

fav

rèl

mil

vor

mi

2

de

Fu

qu

tic

su

E

te

pe

tn

de

m

m

u

ce

pr

bi

nd

up

## SOCIÉTÉ

## Vive l'heure d'été!

AVANT 1976, en été, les Français se levaient plusieurs heures après le jour; le soir, ils se couchaient après le soleil, et ils allumaient l'électricité. C'est pour réduire ce décalage et mieux caler nos heures de vie et de travail sur la réalité des heures de jour que l'heure d'été a été décidée en 1976. Cette mesure destinée, en plein choc pétrolier, à réduire notre facture énergétique répondait à une nécessité immédiate; le gain obtenu, chiffré avec précision, a été très apprécié; et de nombreux pays européens ont à leur tour adopté l'heure d'été.

On reproche aujourd'hui à l'heure d'été de nous déranger deux fois par an, en changeant d'une heure le réglage de nos montres et de notre réveil. Ce changement éternel; il apparaît comme une intervention arbitraire et méfiste de l'État dans la vie des individus; on invoque la santé des enfants; certains médecins confirment que ce changement est regrettable parce qu'il touche à leur rythme de vie.

Mais nous devons conserver l'esprit clair et savoir que ce changement est minime, que des décalages autrement importants sont acceptés de bon cœur par les enfants aussi bien que par les adultes à l'occasion des voyages intercontinentaux, et que ce n'est pas l'heure d'été qui menace gravement la santé de nos enfants.

On reproche aussi à l'heure d'été de nous éloigner de l'heure solaire, ce qui est vrai, parce que cela nous éloignerait de la nature, ce qui est faux.

Les paysans, qui vivaient avec le jour, se levaient très tôt en été, bien avant 6 heures; en hiver, ils se levaient beaucoup plus tard! Ce n'était pas l'heure que l'on décalait; c'était l'heure du lever qui évoluait tout au long de l'année, en même temps que la nature des travaux des champs. Faudrait-il aujourd'hui retrouver au bureau des habitudes de ce genre?

Mais allons à l'essentiel. Avec l'heure d'été, le législateur nous a apporté beaucoup plus qu'une économie; il nous a donné, sans le dire, le bonheur de vivre une heure de jour chaque jour d'un équilibre à l'autre, à la place d'une heure de nuit, pendant les six mois que dure la belle saison. C'est l'heure d'été qui nous offre ces longues et merveilleuses soirées d'été, au moment où les journées sont les plus belles, où la nature est la plus aimable et la plus chaude. Quand arrive l'équinoxe de septembre, et le retour à l'heure d'hiver, nous constatons avec quelle brutalité cette heure perdue nous fait basculer dans la saison des jours trop courts et des trop longues nuits.

L'heure d'été continue à apporter à notre pays ainsi qu'à beaucoup d'autres en Europe la réduction de la consommation d'énergie pour laquelle elle a été voulue et mise en application. Cette économie n'apparaît certes plus comme l'impérieuse nécessité qu'elle était il y a dix-neuf ans; elle n'est plus qu'une économie ordinaire qu'un pays riche, disposant avec le pétrole d'un potentiel énergétique, peut envisager de négliger... Il reste que l'heure d'été est bel et bien un fait de société, quelque chose qui touche en profondeur à notre vie et à notre rapport avec la nature. Ne serait-il pas regrettable qu'une décision fatale soit préparée à l'encontre de l'heure d'été sans que ses incidences bénéfiques sur ce qui contribue à notre joie de vivre aient été évoquées?

CLAUDE CHILLON

Lainville (Yvelines)

## JEUNESSE

## L'exemple de Cyril Collard

DEPUIS quelque temps, nous entendons des commentaires invraisemblables à propos de Cyril Collard. On se demande si les journalistes et le ministre de la culture lui-même sont conscients de ce qu'ils disent en nous montrant Cyril Collard comme un saint, un phare, un modèle... alors qu'il faudrait dire: voilà exactement ce qu'il ne faut pas faire. Sa prétendue course à la vie est une course à la mort - la sienne et celle des autres.

Vous rendez-vous compte de votre responsabilité à l'égard de la jeunesse? Il sera bien temps de pleurer ensuite en face des drames que ce « style de vie » (si l'on peut dire) amène inévitablement.

DENISE WALLON

Paris

## MÉDECINE

## Une fable humanitaire

MAÎTRE DEBRÉ sur sa chaire [perché] Tenait dans son bec un fromage. Bernard Kouchner par l'odeur allé [ché]. Lui tint à peu près ce langage...

Non, et ce fut là son tort. S'il avait médité la fable de La Fontaine et grisé d'hommages le professeur Debré, peut-être aurait-il obtenu le droit d'enseigner à Cochin la médecine humanitaire. Mais débarquer de but en blanc parmi les mandataires pour s'arroger un poste qui la veille n'existait pas, on croit rêver! Si la médecine humanitaire figurait parmi les sciences, le professeur Debré le saurait. Il a étudié, lui, pendant que le petit docteur écumait la mer de Chine ou crapahutait en Bosnie. Pas question d'admettre le devoir d'ingérence à l'hôpital ni de permettre à ce toubib style Club Med d'y recourir des disciples. Où irait-on? Le docteur Kouchner a battu en retraite. Demain, il reprendra la route, se colportera quelques sacs de riz pour le plaisir des photographes, sourira de ses dents blanches (et longues) en voyant sa cote grimper dans les sondages. Oui, bien sûr, il a des arrière-pensées politiques. Et puis après? Le professeur Debré n'est-il pas membre du RPR? Peu nous importe, la solidarité échappe aux partis. Privez-la d'une chaire, elle n'en criera que plus fort, d'une voix dont certains gros bonnets n'atteindront jamais le diapason.

GABRIELLE ROLIN

écrivain

## SNCF

## L'hypocrisie de Socrate

« CINQ millions de réservations dans les trains en 1970, 50 millions en 1992 et presque 150 millions en 1995: vous êtes et vous serez de plus en plus nombreux à vouloir voyager en ayant l'assurance d'une place assise. »

Ainsi commence une pleine page de publicité de la SNCF cherchant à se faire excuser les déboires du système Socrate. C'est un exemple éhonté de désinformation: en 1970, les réservations étaient facultatives dans tous les trains; en 1992, les réservations sont obligatoires dans les TGV Sud-Est et Atlantique; en 1995, la SNCF prévoit de rendre obligatoires les réservations dans tous les trains de grande ligne.

En 1995, nous serons donc presque 145 millions à être contraints d'acheter un service inutile.

La SNCF doit-elle vraiment ajouter à l'opacité de sa tarification la malhonnêteté de sa communication?

LAURENT LUGAND

Venves

## ALTERNANCE

## Le système des dépouilles

DEPUIS quelques semaines resurgit une polémique habituelle avant chaque élection nationale. La majorité actuelle place un certain nombre de ses personnalités politiques à des postes clés en prévision de son retour dans l'opposition, et l'opposition actuelle, future majorité probable, crie au scandale devant une série de nominations dont la plus éhontée à ses yeux est celle de Pierre Joxe comme premier président à la Cour des comptes.

De nombreuses voix s'élèvent pour réclamer, comme aux Etats-Unis l'instauration du *spoils system* ou système des dépouilles dont la définition exacte est: système consistant à distribuer des postes administratifs à des partisans après une victoire électorale (selon le dictionnaire Robert et Collins).

Or il s'agit en France de la distribution de ces postes aux futurs vaincus avant la défaite électorale, et les vainqueurs s'estiment spoliés, c'est-à-dire, selon la définition du Petit Larousse illustré, « dépouillé, par force ou par ruse ».

Il se trouve que le verbe « spolier » est un faux ami et se traduit en anglais par *to despoil*. Il serait donc tout à fait approprié de parler du système français tel qu'il semble s'installer comme du « *despoil system* ».

MANUEL PEUSSE

Paris

## COHABITATION

## Nuages monocolors

JE me demande s'il peut y avoir une cohabitation heureuse, même dans le cas où le président et son premier ministre sont de la même couleur politique.

Ainsi la cohabitation de Gaullière ne fut-elle pas sans nuages ni suspensions. Jean Lacouture nous raconte, par exemple, que de Gaulle communiquait directement avec Joxe, et en cachette de Michel Debré, pendant les négociations d'Évian.

La cohabitation de Gaullière-Pompidou s'est elle-même assez mal terminée.

De même la cohabitation Pompidou-Chaban n'a-t-elle duré que deux ans. Et pourtant, Chaban-Delmas avait obtenu la confiance de l'Assemblée nationale... ce qui causa sa disgrâce.

La cohabitation Giscard-Chirac ne fut pas plus heureuse et ne survécut pas à deux printemps. Celle de Giscard avec Barre fut-elle totalement idyllique? Monsieur Barre est trop discret pour nous le dire...

Ne parlons pas de la cohabitation Mitterrand-Chirac, trop connue; mais les cohabitations de Mitterrand avec ses premiers ministres, notamment Michel Rocard, ne furent pas exemptes de conflits plus ou moins dissimulés.

Il faut donc être un peu naïf pour croire que l'instauration du quinquennat à la place du septennat conduirait *ipso facto* à une relation harmonieuse entre le président et son premier ministre.

Au reste, peut-il y avoir, d'une façon générale, une cohabitation sans nuages?

Les humoristes disent que le mariage est la principale cause des divorces. De façon plus précise, on pourrait dire que c'est la cohabitation des époux qui conduit le plus souvent à leur séparation.

RAYMOND ANTOINE

Mérigny (Seine-et-Marne)

## MALAISE

## Maisons ouvertes

J'AI lu avec un vif intérêt l'article de Tahar Ben Jelloun sur la Malaisie dans le Monde du 20 février. Il m'a rappelé un pays où j'ai servi plusieurs années et dont ma famille et moi avons gardé un merveilleux souvenir.

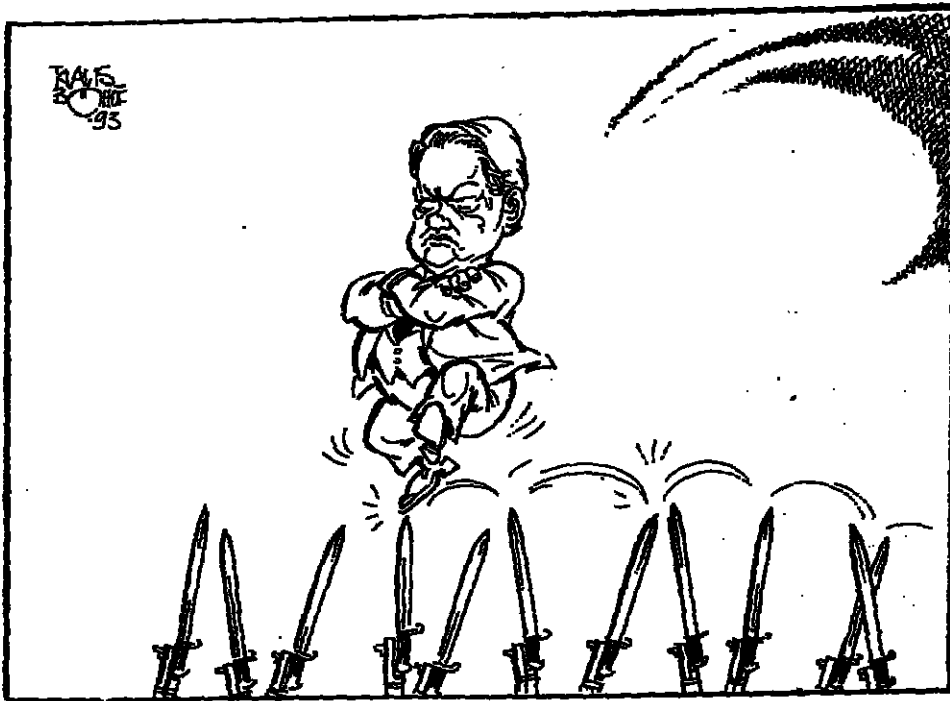
J'y relève cependant deux inexactitudes, qui n'enlèvent rien à la pertinence de l'ensemble. D'abord, la langue n'est pas la même à Singapour, où l'on parle mandarin et anglais, et en Malaisie, où la langue officielle - et la langue de la majorité - est le malais (comme en Indonésie, à quelques nuances près). Le malais est bien l'une des langues nationales de Singapour, mais elle n'est guère visible ni employée (15 % de la population seulement, la majorité étant chinoise).

Ensuite, il me paraît inexact d'écrire que les Malaisiens n'invitent jamais chez eux. Au contraire, j'ai été frappé par l'accueil de ce peuple, qui pratique, notamment à l'occasion des fêtes et toutes ethnies confondues, la très belle tradition de l'« open house ». On fait savoir qu'à telle occasion les Untel recevront, et tout le monde - voisins et amis de passage, voire les inconnus - est invité à se servir aux buffets, riches ou moins riches, offerts pour partager la joie. Et ils viennent.

JEAN HOURCADE

ancien conseiller culturel à l'ambassade de France à Kuala Lumpur

## TRAIT LIBRE



Die Welt, 24 mars.

## SONDAGES

## « Plutôt » raciste

L'ENNUI avec les sondages, c'est qu'on reste toujours sur sa faim. A notre époque d'images, notre vocabulaire, bien que très riche, reste par trop vague pour nous faire sentir ce qui peut se cacher sous ces subtilités de tendances: « Un peu raciste », « Pas très raciste », « Plutôt raciste », formulés dans le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, en réponse au questionnaire sur la question.

On a beau feuilleter le Larousse, le Robert, le Littré; rien ne permet de dégager toute la substance de ces substantifs fuyants; un peu, pas très, plutôt. Evidemment, n'importe quel écolier donnerait une explication que tout le monde saisirait; mais suivis du mot « raciste », ces petits mots, anodins en apparence, se chargent de sens, tout en ne dégageant pas la totalité de leur réalité. Il eût été intéressant de poser des questions sur le passage à l'acte. Par exemple: à une personne « tenue par le racisme », si elle accepterait de mettre la main à la pâte pour d'éventuelles arrestations? A une autre, « plutôt raciste », si elle était d'accord pour garder un camp, si l'occasion lui en était donnée. A une autre: « raciste convaincu », si elle apporterait volontiers son aide pour pousser un Juif ou un Arabe dans une chambre à gaz?

Par ces questions anodines, on connaîtrait mieux nos semblables, nos frères, que nous croisons dans la rue, dans le métro.

GEORGES MICHEL

Saint-Michel-sur-Orge

## CHRISTIANISME

## Mythe et structure

LE MONDE a donc décidé de faire de sa page 2 du vendredi (daté samedi) le carrefour et le sommet des échanges intellectuels contemporains, derrière la modeste apparence d'une « page des lectures », qui est le véritable hommage du journal à ceux qui en constituent sa force et sa pertinence. Qu'il en soit vivement félicité. Mais je trouve bien sommaire le raisonnement par lequel Bernard Besret, ancien prieur de l'abbaye de Boquen, décrit l'agonie du christianisme.

Je m'étonne beaucoup qu'à son niveau - et depuis le temps que se répète un peu partout l'enseignement de Lacan, - l'ancien prieur de Boquen ne sache pas distinguer un mythe et une structure.

D'une façon catégoriquement opposée aux assertions de Bernard Besret, Lacan disait souvent que « la vraie religion, c'est la religion catholique ».

Pour une raison très simple: que c'est celle qui illustre et habite de plus près les structures - et non les mythes - que l'analyse est parvenue à établir, derrière les mythes.

STÉPHANE DI VITTORIO

analyste, membre de l'Ecole de la cause freudienne.

## CORRUPTION

## Présumés coupables

J'AI été scandalisé par une phrase de l'article « Préludes » de Christian Bonnet, ancien ministre et sénateur du Morbihan (le Monde du 5 mars 1993): « Devra être écarté des conseils du gouvernement quiconque dont le nom aura été - fût-ce à tort! - prononcé à propos d'une quelconque affaire ».

Il suffirait donc qu'un quelconque journal mette en cause sans preuve un bonhôte citoyen pour qu'il soit écarté des conseils du gouvernement? Où est la justice dans cette proposition?

Un sénateur supposé - fût-ce à tort - honorable peut-il se permettre de faire fi des droits élémentaires des citoyens et continuer à siéger dans une assemblée qui participe à l'élaboration des lois?

JEAN HOURCADE

ancien conseiller culturel à l'ambassade de France à Kuala Lumpur

Docteur PAUL MASSE

Saint-Cloud

## POLITIQUE

## Pour un parti big bang

PUISQUE ni le « big bang » ni les primaires ne réchauffent les ardeurs éteintes, voici la proposition d'un parti « révolutionnaire » en ce qu'il privilégie les moyens par rapport aux fins. Il s'inspire d'un exemple qui fonctionne bien, celui du Parti québécois, et correspond aux attentes populaires. Ce serait le Parti Procédure, le Parti du « comment ».

Chaque militant est inscrit sur des registres publics; les cotisations des seuls militants sont acceptées, plafonnées et publiées. Il y a derrière chaque candidat et chaque élu un permanent chargé de veiller sur chaque franc qui entre et qui sort. Et ces permanents comme tous les salariés du parti sont interdits à vie de candidature. De même les candidats s'engagent à publier non seulement leur patrimoine avant et après l'élection, mais aussi leur train de vie et celui de leurs proches. Les fonctionnaires démissionnent de l'administration, à la veille de leur second mandat. Les candidats sont limités dans le temps et dans l'espace. Des sages repus d'honneurs et d'années, interdits de candidature, assurent en public l'harmonie et la transparence des décisions et nominations. Enfin, le candidat à la tête du parti, à l'élection présidentielle, est élu au suffrage universel direct par des militants dûment enregistrés avec code Minitel privé. La confiance des militants est vérifiée lors de chaque consultation d'importance nationale.

Pour administrer la preuve de sa bonne foi, le Parti Procédure s'engage à réformer au soir de l'élection la loi de 1995 des secteurs sensibles de la société civile, ceux des associations « lucratives sans but » et celui du mariage audiovisuel.

Pour restaurer l'authenticité associative, levain de la société civile, il faut mettre hors la loi de 1901 ceux qui n'ont rien à y faire, le Prince, les marchands, les féodaux et les corporations.

La liberté d'association n'a pas été instaurée pour contraindre les citoyens à cohabiter sous le même statut que MM. Nuçi et Médéric. En cas de subventions importantes et régulières, l'impartialité partisane, la transparence, la rigueur, les normes de la comptabilité et de la fonction publique seraient imposées dans les organismes comme à Paris.

Second chantier, celui des médias dont l'incohérence, les abus de positions dominantes, les privilèges, le mélange des genres, la loi du flic et du séducteur ne passeront pas la rampe devant les instances de régulation des démocraties sérieuses. La liberté d'expression des citoyens, socle de la liberté de la presse, n'a pas été instaurée pour justifier le désastre culturel, financier, moral et technique que constitue la PAF actual. Il faut imposer cohérence et morale à ceux qui accaparent le pouvoir de l'image et du bruit jusqu'au cœur de nos logements.

PIERRE-PATRICK KALTENBACH  
président des Associations  
familiales protestantes

## UN LIVRE

## 3615 toute seule

## SEXES ET MENSONGES

de Martine Vantse.

Ed. Joëlle Losfeld.

110 p., 95 F.

QUAND on est seule, désespérément seule, et que le besoin d'un homme devient lancinant, aucun moyen ne semble négociable. Certaines femmes recourent aux petites annonces. D'autres prennent leur courage à deux mains et vont frapper à la porte d'une agence matrimoniale ou d'un club de rencontres. D'autres encore, plus prudentes, ou cherchant des émotions plus fortes, alkament leur Minitel, se donnent un pseudonyme et s'avancent masquées.

Martine Vantse a rencontré quelques-unes de ces solitaires en chasse. Elle les a fait parler, en essayant de les comprendre. Les interviewées, âgées de trente-six à cinquante-six ans, ont presque toutes un métier apprécié (pharmacienne, informaticienne, enseignante, psychologue, secrétaire...) qui devrait normalement leur offrir de nombreux contacts. Elles crévent pourtant de solitude, illustrant l'absurdité d'une « société de communication » dont le Minitel apparaît comme la meilleure caricature.

« Le Minitel, c'est comme le métro à l'envers, remarque une utilisatrice. Tout le monde s'y perd sans connaître sans s'être jamais... »

ROBERT SOLÉ

Président bosniaque

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe

Le général

Presse directe



Afin de mettre la communauté internationale devant ses responsabilités

## Le président bosniaque a signé le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

« Moi, j'ai signé. Maintenant, c'est à la communauté internationale de jouer. » Le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, a ainsi résumé les raisons qui l'ont poussé à apposer, jeudi 25 mars, sa signature au bas du plan de paix des médiateurs internationaux, MM. Cyrus Vance (pour l'ONU) et David Owen (pour la CEE), en espérant mettre fin à l'agression serbe contre les populations musulmanes de Bosnie-Herzégovine.

M. Izetbegovic, qui avoue ne pas avoir reçu de garanties sur la mise en œuvre du plan de paix, demande au Conseil de sécurité des Nations unies de prendre, enfin, ses responsabilités vis-à-vis des Serbes, les seuls à s'opposer encore à un règlement international. La signature a eu lieu au siège des Nations unies en présence des médiateurs, de la délégation croate - qui a signé le plan en janvier - ainsi que de la délégation serbe de M. Radovan Karadzic.

Il a fallu plusieurs semaines d'attente, de tractations et de pressions de la part de MM. Vance et Owen

pour persuader le gouvernement musulman de M. Izetbegovic de signer. Mais celui-ci a assorti sa signature d'un certain nombre de conditions. Lors d'une conférence de presse, M. Izetbegovic a déclaré : « Ma délégation considère que la communauté internationale a, dès maintenant, une obligation selon la charte des Nations unies, de protéger la population de Bosnie-Herzégovine ». Sa signature « ne sera plus valable » si, dans un délai « raisonnable », toutes les parties n'ont pas signé, si le plan de paix n'est pas appliqué ou si l'agression continue.

Selon une source bien informée, la délégation musulmane aurait « exigé », à la dernière minute, l'assurance du gouvernement croate de permettre le passage, « sans entrave », des « ravitaillements » à destination des villes musulmanes. Selon cette source, « le peu d'armes qui arrivent encore » aux musulmans passent par le territoire croate.

Après plusieurs heures d'hésitations, et avec « l'encouragement » de Washington, le président croate, M. Franjo Tudjman, aurait téléphoné à M. Izetbegovic pour l'as-

surer de sa coopération. Le président bosniaque, qui, depuis plusieurs semaines, insiste pour obtenir des garanties internationales concernant la mise en œuvre du plan de paix - qui entraînera, selon l'OTAN, la présence de plus de 50 000 « casques bleus » - a reconnu ne pas avoir reçu de « garanties » mais des « assurances » de la part des Occidentaux. M. Izetbegovic, qui devait rencontrer, vendredi 26 mars, à Washington, le président Clinton, a ajouté avoir reçu l'assurance du gouvernement américain de « faire tout ce qu'il faut » pour obtenir la levée de l'embargo sur les armes au cas où l'agression serbe continuerait. « J'ai signé à contrecoeur, mais maintenant nous avons fait tout ce que la communauté internationale nous a demandé de faire ; on va voir ce qu'elle fera pour nous », a commenté, d'un air triste, M. Izetbegovic.

Le dirigeant serbe bosniaque, lui, maintient que le plan de paix, surtout la carte de partage de la Bosnie, est « inacceptable ». Aux journalistes M. Karadzic a dit en souriant : « Maintenant, il vont essayer de faire pression sur nous. »

Isolé, il a quitté New-York en proposant un nouveau tour de négociations à son quartier général de Pale (près de Sarajevo). Isolant les Serbes : tel était bien l'objectif de MM. Vance et Owen, qui, comme le président bosniaque, entendent placer les Occidentaux devant leurs responsabilités.

### « Tous les moyens nécessaires »

Autrement dit, les deux médiateurs estiment qu'il revient aux Occidentaux et aux Russes de faire pression sur les Serbes par « tous les moyens nécessaires ». Les États-Unis ont laissé entendre à plusieurs reprises déjà qu'ils étaient prêts à renforcer les sanctions contre la Serbie afin que celle-ci fasse pression sur les milices serbes de Bosnie.

Qualifiant la décision du gouvernement bosniaque de « très grand pas en avant », MM. Vance et Owen ont dit « espérer » que la communauté internationale était « prête à traduire ses bonnes paroles en actions, des actions militaires si nécessaire ». Pour lord Owen, la situation en Bosnie est un défi à la

communauté internationale, qui doit être « confrontée à la conscience morale ».

Le geste de M. Izetbegovic tire MM. Vance et Owen d'un bien mauvais pas. Depuis plus de trois semaines, les coprésidents de la conférence internationale assistaient, impuissants et humiliés, à la multiplication des offensives serbes contre Sarajevo ainsi que contre la Bosnie orientale. La stratégie des Serbes paraît être de redessiner, sans que la communauté internationale ne s'y oppose, la carte de la Bosnie, en chassant par la terreur les populations civiles musulmanes des régions qu'ils entendent s'approprier.

De là vient leur opposition au plan Vance-Owen, qui prévoit le découpage de la Bosnie en dix provinces autonomes. Ce plan obligerait les Serbes à céder environ un tiers de leurs conquêtes, ramenant de 70 à 43 % les territoires sous leur contrôle. Pour sa part, le Conseil de sécurité a adopté, par consensus, une déclaration se félicitant de la décision de M. Izetbegovic. Le Conseil « exhorte » les Serbes bosniaques à « signer sans délai et mettre fin à leurs violences ».

à la « purification ethnique » et aux entraves à l'assistance humanitaire.

Le Conseil, qui recevra dès la semaine prochaine le rapport des coprésidents « se tient prêt à y donner suite et à adopter les mesures qui s'imposeraient pour qu'intervienne le règlement de paix ». Selon des diplomates occidentaux, des consultations sur une résolution imposant de nouvelles sanctions contre la Serbie ont été entamées dès jeudi entre des membres du Conseil.

### AFSANÉ BASSIR POUR

□ M. Dumas se félicite de l'accord des musulmans. — M. Roland Dumas s'est félicité, vendredi 26 mars, sur Europe 1, de l'acceptation par les musulmans du plan de paix sur la Bosnie-Herzégovine, estimant toutefois que seule « une partie du chemin » avait été parcourue. Le ministre des affaires étrangères a souligné la nécessité, pour ramener la paix dans la région, « de continuer à maintenir la pression sur les Serbes de Bosnie ».

Pour faire lever les obstacles serbes aux secours

## Le général Morillon s'adresse directement à M. Milosevic

Par la persuasion agressive d'une pointe de menace, le général Philippe Morillon, commandant des forces de l'ONU en Bosnie, a décidé de combattre l'obstruction des Serbes bosniaques à bloquer les opérations humanitaires dans l'enclave musulmane de Srebrenica (Bosnie orientale) qu'ils assiègent depuis près d'un an.

1909 BELGRADE

de notre correspondante

Après l'interruption, mercredi, de l'évacuation des blessés de Srebrenica par des hélicoptères de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en raison des bombardements serbes qui ont fait quatre morts et plusieurs blessés, dont deux « casques bleus » canadiens (le Monde du 26 mars), le général Morillon s'est rendu, jeudi 25 mars, à Belgrade pour presser le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, d'intervenir auprès des Serbes de Bosnie pour qu'ils respectent le cessez-le-feu dans la région et permettent à la FORPRONU d'accomplir sa mission.

En cas d'échec, l'affaire serait portée devant le Conseil de sécurité, qui « pourrait décider de modifier le mandat de la FORPRONU en Bosnie », a précisé jeudi soir le Monde le général Morillon. Ce dernier aurait, selon les milieux diplo-

matiques occidentaux, laissé entendre à M. Milosevic que la communauté internationale songerait à recourir à la force contre ceux qui n'agiraient pas conformément à la résolution 770 de l'ONU, qui spécifie que l'aide humanitaire doit pouvoir parvenir à toutes les régions qui en ont besoin.

Pour convaincre la partie serbe, le général Morillon n'a pas, cette fois-ci, mâché ses mots : « La prise de Srebrenica serait un crime contre l'humanité. Les milliers de femmes et d'enfants qui y sont réfugiés ne survivraient pas à une bataille dans cette ville. Srebrenica ne doit pas tomber. »

### Le temps presse

A l'issue de deux heures d'entretien avec le président Milosevic, le général Morillon s'est déclaré convaincu que l'homme fort de la Serbie avait compris que « la poursuite de l'offensive serbe en Bosnie orientale remettrait en cause tout le processus de paix qui a été entériné » et risquait par conséquent de relancer la guerre. « Le président Milosevic m'a promis son aide pour sauver non seulement la population de Srebrenica mais pour sauver la paix. »

Jeudi à Belgrade, M. Milosevic s'est donc engagé à « exercer toute son influence » pour que les Serbes de Bosnie acceptent un cessez-le-

feu immédiat en Bosnie orientale, l'ouverture d'un couloir terrestre pour l'acheminement de l'aide humanitaire et d'un couloir aérien pour évacuer les blessés de l'enclave musulmane de Srebrenica, où est prévu le déploiement permanent d'observateurs militaires et de « casques bleus ». Pour concrétiser cet accord, le général Morillon a demandé à rencontrer celui qu'il considère comme « le véritable responsable » de la partie serbe bosniaque, à savoir le général Ratko Mladic, chef des forces serbes de Bosnie.

Cette rencontre, qui sera organisée sous les auspices du président Milosevic, devait se tenir vendredi 26 mars à Belgrade. Trompé par de nombreuses fausses promesses, le général Morillon a indiqué qu'il ne laisserait pas plus d'une journée à M. Milosevic pour convaincre les Serbes de Bosnie de débloquent la situation à Srebrenica. Car le temps presse et l'arrêt des hostilités dans cette région est une priorité. Depuis que le général Morillon a installé ses quartiers à Srebrenica, les attaques n'ont jamais cessé. « Ma présence a permis d'épargner la ville mais les combats se poursuivent sur les hauteurs avoisinantes. Les Serbes poursuivent leur offensive dans le Sud-Est et grignotent chaque jour du terrain. Dans la région de Srebrenica notamment, une quarantaine de villages sont bombardés jour et nuit »,

a-t-il précisé au Monde. Pour le chef adjoint de la FORPRONU, M. Cedric Thornberry, la situation est d'autant plus alarmante que les forces serbes ont déjà pris position aux portes de la ville et qu'elles ont manifesté pour l'objectif « d'obtenir dans les jours prochains la reddition de Srebrenica », située dans une région que le plan de paix des Nations unies attribue aux musulmans.

De son côté, l'envoyé spécial du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), M. Jose Maria Mendiluce, a indiqué que la panique régnait à Srebrenica, où « des centaines de personnes fuient la ville à pied pour se rendre à Tuzla [ville tenue par les musulmans à 80 kilomètres plus au nord], ce qui implique un passage des lignes serbes ».

M. Mendiluce a demandé au président Milosevic d'intervenir auprès des Serbes de Bosnie pour obtenir « la fin des bombardements sur Srebrenica et la liberté de mouvement pour le HCR », alors que 25 tonnes d'aide humanitaire et un hôpital de campagne destinés à l'enclave musulmane sont bloqués depuis plusieurs jours à la frontière serbo-bosniaque. « Pour être honnête, je ne suis pas très optimiste », a déclaré M. Mendiluce après une heure d'entretien avec le président serbe.

FLORENCE HARTMANN

Alors que les épidémies menacent

## Le HCR refuse de « céder au chantage » des « chefs locaux » qui bloquent les convois de ravitaillement

GENÈVE

de notre correspondante

« La situation dans l'ancienne Yougoslavie s'est encore aggravée. Les pires moments de l'hiver sont passés, mais l'arrivée du printemps n'apporte aucun signe d'espoir », c'est par ces paroles que M. Srdko Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a accueilli les participants d'une trentaine de pays au groupe de travail des questions humanitaires sur l'ex-Yougoslavie, jeudi 25 mars, au Palais des Nations.

Évoquant le rôle des « chefs de guerre locaux », qui menacent de bloquer les convois de ravitaillement s'ils ne peuvent se servir au passage, M. Ogata a estimé qu'il était préférable de leur faire rebrousser chemin plutôt que de « céder à pareil chantage ». « L'accès humanitaire doit être inconditionnel ». Il n'existe qu'une seule issue à une situation qui ne cesse de s'envenimer : la cessation immédiate des hostilités pour mettre fin « à la souffrance, à la violence et à la persécution ».

D'autre part, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exprimé sa crainte d'une épidémie de typhus imminente qui frapperait la population, particulièrement vulnérable parce qu'affaiblie et affaiblie, des enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie et des camps de réfugiés. Le représentant spécial de l'OMS, Sir Donald Acheson, qui vient de passer

neuf mois sur place, a rappelé que, dans ces enclaves, 150 000 personnes assiégées n'ont pas été ravitaillées depuis des mois. L'accumulation des ordures risque, avec l'arrivée des pluies printanières, puis avec la chaleur, de polluer complètement les canalisations d'eau potable.

ISABELLE VICHNIAC

### Nouveaux « casques bleus » français en Krajina

Le premier détachement des « casques bleus » français qui assurent la relève du bataillon d'infanterie de la FORPRONU en Krajina a quitté, mercredi 24 mars, l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine (Moselle) pour Zagreb. Il s'agit de soldats de la 7<sup>e</sup> division blindée de Besançon - parmi lesquels les deux tiers sont des appelés volontaires - qui remplacent des hommes de la 10<sup>e</sup> division blindée de Châlons-sur-Marne (Marne) ayant passé cinq mois d'attente en ex-Yougoslavie. Venus de formations à Epinal, Belfort, Lure, Montbéliard, Valdahon, Cheneviers, Besançon et Canjuers, les nouveaux « casques bleus » de Krajina emportent de l'armement lourd, comme des mortiers de 80 mm et des missiles anti chars Milan. Leur implantation s'achèvera au milieu de la semaine prochaine.

La visite du chancelier Kohl à Washington

## Le gouvernement de Bonn est divisé sur la participation allemande aux opérations aériennes dans l'ex-Yougoslavie

Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, est arrivé vendredi 26 mars à Washington pour des entretiens avec le président Clinton. En tête de son agenda figurent l'appui à la politique de réforme du président Boris Eltsine en Russie et les tensions entre Américains et Européens à propos du GATT. Il était également prévu d'aborder la politique de sécurité allemande, qui devait être débattue au même moment, à la demande de l'opposition, au Bundestag.

BONN

de notre correspondant

A la veille du départ du chancelier pour les États-Unis, le gouvernement allemand avait décidé mercredi, contre l'avis d'un des membres de la coalition, le Parti libéral, que les équipages allemands des avions de surveillance AWACS de l'OTAN pourraient participer en cas de nécessité à des vols au-dessus de l'ex-Yougos-

lavie. Cette décision, dont l'application dépendrait du bon vouloir du tribunal constitutionnel, a soulevé une tempête dans les rangs de l'opposition. Elle a relancé le conflit sur les missions de l'armée allemande et la nature de sa coopération avec ses alliés.

L'affaire des AWACS est devenue le nouveau test dans l'épreuve de force que se livrent les principales formations politiques sur la participation de forces allemandes à des opérations extérieures au territoire des pays de l'OTAN, dans le cadre des institutions internationales auxquelles l'Allemagne appartient. Le chancelier Kohl et ses amis politiques du Parti chrétien-démocrate et de la CSU bavaroise veulent obtenir le droit pour l'Allemagne de prendre part, dans le cadre des Nations unies, de l'OTAN, mais aussi d'une défense européenne, à toute action servant les intérêts de sa sécurité et de ses alliés.

Il leur faut pour cela une modification de la Constitution. Mais les sociaux-démocrates, au nom d'une sensibilité allemande particulière liée à son passé, s'opposent à toute modification consti-

tutionnelle qui irait au-delà d'une participation de la Bundeswehr à des missions de maintien de la paix dans le cadre de l'ONU. Ils ont, sur ce point, l'appui des libéraux de FDP.

Dans l'affaire des AWACS, les chrétiens-démocrates font valoir qu'un refus de l'Allemagne de laisser ses équipages participer aux missions qui pourraient éventuellement incomber à l'OTAN pourrait être considéré par ses alliés comme une rupture de la solidarité occidentale. Pour éviter une crise de la coalition, les libéraux ont indiqué qu'ils acceptaient d'être mis en minorité au sein du gouvernement, mais qu'ils s'associeraient, dans un but de « clarification », à un recours des sociaux-démocrates devant le tribunal constitutionnel.

A titre de consolation, le chancelier Kohl pourra confirmer au président Clinton l'envoi de trois appareils Transall pour participer de concert avec les appareils de l'US Air Force aux missions de parachutages de vivres à partir de la base américaine de Francfort. Depuis longtemps déjà, d'autres Transall allemands participent au

ravitaillement de Sarajevo. Le gouvernement de Bonn a également décidé l'envoi de vedettes de patrouille de sa police des frontières en Roumanie pour aider au contrôle de l'embargo contre la Serbie sur le Danube.

HENRI DE BRESSON

□ Nouveaux parachutages américains au-dessus de la Bosnie orientale. — L'aviation américaine a procédé, dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 mars, à sa 26<sup>e</sup> mission de parachutage de vivres et de médicaments au-dessus de la Bosnie orientale. Trois appareils de type Hercules C-130 ont largué 17,6 tonnes de nourriture au-dessus de Srebrenica. En revanche, une mission de parachutage qui devait être menée par un avion français, un avion allemand et un avion américain a été annulée par les Nations unies. Aucune raison n'a été fournie officiellement à cette annulation, mais l'intention de l'Allemagne de se joindre à ces opérations avait été vivement critiquée par les Serbes de Bosnie. — (AFP)

ARTS & VIE

Première association culturelle de voyages à l'étranger.  
Agrément ministériel tourisme n° 74066

ÉTÉ - AUTOMNE 93

Villes d'art  
Fêtes, festivals  
Forums - Civilisations  
Circuits, balades, expéditions  
Voyages au bout de la terre  
Sports au vert...

BROCHURES SUR SIMPLE DEMANDE

ARTS ET VIE, 39, rue des Favorites, 75738 Paris - Cedex 15  
par Minitel 3614 AREVIE par téléphone: 16 (1) 40-43-20-21.

M. \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_  
Souhaite recevoir la brochure Été-Automne 93 ☐ 0  
Printemps 93 valable jusqu'en juin ☐ Toussaint 93 (parution en juin) ☐

## EUROPE

RUSSIE : la crise politique

## Le Congrès extraordinaire des députés s'est réuni dans un climat passionnel

La Russie était plongée, à la veille de l'ouverture, vendredi 26 mars, du Congrès extraordinaire des députés, dans un climat passionnel, tandis que les principaux acteurs du «drame» intervenaient à la télévision.

MOSCOU

de notre correspondant

Quand le chef de l'Etat, le président du Parlement et le patriarche de toutes les Russies interviennent tour à tour, le même soir, à la télévision, c'est forcément que la situation est grave. Quand Boris Eltsine appelle à «arrêter cette crise qui est un processus fatal», quand le patriarche Alexis implore de «tout faire pour éviter de plonger le pays dans le chaos et la guerre civile», on se dit même que la situation est tragique, l'apocalypse pour le lendemain matin.

D'où vient, alors, la curieuse impression que tout cela est malgré tout un peu forcé, un peu outré, et que ni le salut de la Russie ni même le sort ultime de Boris Eltsine ne se décideront vraiment à ce «IX<sup>e</sup> Congrès extraordinaire des députés du peuple», dont les *Izvestia* ont déjà annoncé par avance qu'il serait le dernier? Après tout, au moment même où Boris Eltsine avertit gravement que «l'un des scénarios de renversement du président est en cours», son propre entourage confie qu'il est tout à fait improbable que le Congrès destitue le président, que l'opposition sera incapable de réunir suffisamment de voix, et que M. Khasboulatov lui-même s'arrangera sans doute pour que la proposition ne soit pas mise aux voix.

Est-ce alors, une fois de plus, de jouer au drame, va-t-on finir par le provoquer vraiment? La soirée de jeudi 25 mars avait en tout cas les allures d'une veillée d'armes. Le président avait rencontré le vice-président Rouskoi - l'homme appelé en principe à prendre sa place en cas de destitution, mais on ne savait rien de ce qu'ils étaient dit. Les démocrates organisaient fiévreusement des manifestations, les «rouge-bruns» (communistes et nationalistes), aussi.

Les trois interventions

Le maire de Moscou clamait son inquiétude, le ministre de la Défense appelait, une fois de plus, l'armée, «un des derniers garants de la stabilité en Russie», à ne pas se laisser «impliquer dans la confrontation politique». La télévision annonçait que les Cosaques, traditionnels défenseurs des tsars, se mobilisent pour soutenir le président.

De son côté, Boris Eltsine sortait le grand jeu, intervenant immédiatement après le journal télévisé : une allocution courte, solennelle, prononcée sur un ton de commandeur. Il attaque de front le Congrès, coupable d'entretenir l'anarchie dans le pays, la Cour constitutionnelle, coupable de s'être empressée de condamner ses initiatives avant même la publication des décrets. On fait tout, s'exclame M. Eltsine, pour empêcher le vote populaire sur la confiance au président, tout pour priver le peuple de son «droit de donner son avis». Suit un appel aux députés, mis en demeure de voter nominalement au lieu de se dissimuler dans le brouillard des décisions collectives, et une sorte de dernier avertissement : «Souvenez-vous, si le Congrès prend des décisions injustifiées en regard de l'Histoire, il jettera le pays dans l'abîme de la confrontation».

Après avoir, le Patriarche de toutes les Russies, Alexis, avait mis en garde contre le retour «à la dictature et aux répressions», supplié les dirigeants de «s'arrêter», de renoncer à «leurs ambitions». Dans la tradition d'un patriarche orthodoxe qui, en Russie, a presque toujours soutenu le pouvoir exécutif, Alexis II a semblé approuver l'essentiel du schéma proposé par Boris Eltsine : un vote sur la confiance au

président et l'élection d'un «nouveau Parlement». Mais le patriarche insistait aussi sur la nécessité de trouver un «compromis», comme l'avait fait plusieurs jours plus tôt le général Gratchev, ministre de la Défense.

Le premier à s'exprimer à la télévision avait été le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov. Dans la forme - un entretien avec un journaliste - et dans le ton, son intervention se voulait beaucoup plus paisible. Mais sur le fond il s'est livré à un réquisitoire en règle contre Boris Eltsine, mêlé à un plaidoyer en faveur de la démocratie et entrelardé de remarques propres à satisfaire les nostalgiques de l'URSS. Il a laissé entendre que M. Eltsine n'avait jamais su s'accommoder de rien ni de personne : ni de l'Union (soviétique), ni du parti, ni du Parlement, et que bientôt il risquait de ne plus s'accommoder du peuple lui-même.

«Jardin d'enfants»

Sa politique actuelle ne consiste-t-elle pas à «monopoliser le pouvoir» et à «supprimer l'institution parlementaire»? Il a donc suggéré qu'on demande à la population de se prononcer sur des questions simples et «compréhensibles» : «Voulez-vous poursuivre la politique économique du président?» M. Khasboulatov a remar-

qué au passage que la politique étrangère de la Russie était désormais «totalement soumise à l'Occident, ce n'est plus un secret».

Bref, il y avait là de quoi conforter dans leur aversion ceux qui voient dans «le Tchétchéne» un hypocrite dévoré d'ambition et un fourrier du retour à l'ordre ancien. Le président du Parlement a d'ailleurs évoqué lui-même la «salle propagande» organisée autour du fait qu'il n'est «pas d'origine russe». Alors même qu'il a toujours mené une «politique pro-russe», parce que, «dans la Fédération, les Russes constituent la majorité, et il faut qu'ils se sentent protégés, ce qui est nécessaire pour que les petits peuples se sentent en sécurité».

Sur l'essentiel, c'est-à-dire sur l'attitude à adopter à l'égard du président, M. Khasboulatov a pourtant été moins clair. Il a certes fait remarquer que le «désert» publié la veille par M. Eltsine n'était pas celui dont il avait parlé lors de son intervention télévisée du 20 mars : «Nous ne sommes pas au jardin d'enfants...». Il est évident que, face à l'opposition des sujets de la Fédération, l'équipe présidentielle est obligée de reculer. Mais dans sa nouvelle forme, le décret viole la Constitution, a ajouté M. Khasboulatov, mais en laissant tout de même entendre que le Congrès aurait pu s'en accommoder si M. Eltsine n'avait pas commencé par mettre la barre beaucoup plus haut, s'il n'avait pas agi comme s'il était «au-dessus de la loi».

Un gouvernement «de professionnels»

Tout cela était sévère. Mais M. Khasboulatov n'appellait pas pour autant à la destitution du président (il ne l'a d'ailleurs jamais fait à proprement parler), et expliquait que, si M. Eltsine «reconnait son erreur», et si «difficile» qu'elle soit, elle se trouve... Une issue pourrait être trouvée par la formation d'un gouvernement «de professionnels» et non «d'idéologues», et par des élections législatives et présidentielle, au plus tard au printemps 1994.

C'est sans doute plus que ne voudra en avaler Boris Eltsine, qui a répété vendredi matin que «le temps du compromis est passé». Mais, tous comptes faits, M. Eltsine avait laissé le Congrès se réunir à Moscou, avait même décidé d'y assister et d'y prendre la parole. Quinze jours plus tôt, n'avait-il pourtant pas fait savoir qu'il ne remettrait plus les pieds dans cette assemblée, qu'il n'avait plus rien à dire aux députés, et que désormais il ne dialoguerait plus qu'avec le peuple?

JAN KRAUZE

A la mi-avril, à Tokyo

## M. Eltsine sera invité à participer à une réunion du G7 sur l'aide à la Russie

Le gouvernement japonais a annoncé, vendredi 26 mars, la réunion à Tokyo, les 14 et 15 avril prochains, des ministres des affaires étrangères et des finances des sept pays les plus industrialisés pour examiner la question de l'aide à la Russie. Le président Eltsine sera invité à participer aux discussions. D'autre part, Tokyo ne s'opposerait pas à la tenue d'un «sommet extraordinaire» du G7, mais souhaite que les ministres décident de son opportunité. «En tant que pays hôte [du sommet de juin], le Japon s'efforcera de réaliser un consensus sur cette question», a déclaré le porte-parole du gouvernement.

TOKYO

de notre correspondant

Effet des pressions de ses partenaires ou prise de conscience de l'urgence de sortir de son attentisme, Tokyo est en train d'infléchir sa politique à l'égard de la Russie en mettant de facto entre parenthèses le différend territorial

sur les Kouriles du Sud. Une question qui a été jusqu'à présent le principal obstacle à la signature d'un traité de paix entre les deux pays et à un approfondissement de la coopération économique.

Dans le passé, Tokyo a réagi avec retard lors d'événements concrets avec ses partenaires. Sa contribution tardive, mais pourtant substantielle, à la guerre du Golfe fut par exemple accueillie avec des réserves. De même, lorsqu'il s'est agi de soutenir M. Gorbachev, le Japon a réagi avec froideur. L'aggravation de la situation en Russie l'incite à ne pas rater la coche une nouvelle fois. D'autant moins qu'il est l'hôte du prochain sommet du G7.

Une situation d'«encerclement»

Au ministère des affaires étrangères, on s'empresse d'affirmer qu'il n'y a pas de changement dans la politique fondamentale du Japon envers la Russie et que le retour des quatre îles - une revendication que Tokyo a refusé à faire endosser par ses partenaires au dernier sommet - reste la condition sine qua non d'une véritable normalisation entre les deux pays.

On reconnaît toutefois aussi que le temps presse et que le Japon ne doit pas passer pour celui qui, par ses réticences, aura laissé la Russie à la dérive, avec les conséquences internationales que cela peut avoir.

Cité par le *Mainichi*, un haut fonctionnaire des affaires étrangères aurait cependant évoqué «le climat irrationnel en faveur de l'aide» qui place le Japon dans une situation d'«encerclement», ne lui laissant d'autre possibilité que de faire chorus avec ses partenaires. Certains commentateurs estiment que la position des Occidentaux, qui insistent sur les principes démocratiques et en même temps ferment les yeux sur les entorses à la Constitution auxquelles se livre M. Eltsine, n'est pas sans contradictions. Ils tendent à y voir une ingérence de fait dans la lutte entre les deux camps qui se disputent le pouvoir en Russie. D'autres pensent qu'il est irréaliste de tout miser sur un «canard boiteux».

En dépit de ces réticences, Tokyo a manifesté un soutien politique explicite au président russe, notamment dans une déclaration du porte-parole du gouvernement, le 24 mars : «Nous appuyons les efforts de M. Eltsine pour réaliser des réformes qui revêtent une

importance historique et nous souhaitons qu'elles soient poursuivies». Cet enchevêtrement se traduira sur le plan financier. Bien qu'il soit encore difficile d'apprécier l'ampleur de ce que proposerait le Japon les 14 et 15 avril, un certain nombre d'éléments peuvent être relevés.

Le Japon apparaît tout d'abord en retard par rapport à ses partenaires : sur les 2,8 milliards de dollars promis, il n'en a effectivement mis à la disposition de la Russie que 800 millions; encore s'agit-il en grande partie d'assurances sur le commerce extérieur. Selon un responsable du ministère des finances, Tokyo débloquerait rapidement 400 à 500 millions supplémentaires.

Les mesures envisagées pourraient s'inscrire dans d'un plan global comportant plusieurs volets : une aide de base de 5 milliards de dollars, dont le Japon assumerait 1 milliard; des crédits supplémentaires transitant par des institutions financières internationales; et plusieurs milliards en prêts bonifiés pour la reconversion de l'industrie militaire.

PHILIPPE PONS

ESPAGNE

## M. Felipe Gonzalez chahuté par les étudiants madrilènes

MADRID

de notre correspondant

«Voleur! crapule! corrompu! démission!» et autres insultes ont accueilli le président Felipe Gonzalez, jeudi 25 mars, à l'université autonome de Madrid. Le chef du gouvernement était venu conclure un cycle de conférences sur la transition politique espagnole lorsqu'il fut chahuté par une partie de l'auditoire qui lui a demandé de s'expliquer sur le chômage, la corruption, et surtout les affaires, notamment l'affaire Fiesca concernant le financement occulte du Parti socialiste ouvrier «espagnol» (PSOE) (le Monde du 26 mars).

M. Gonzalez a pris les choses avec philosophie. Lorsqu'il était étudiant, il avait lui aussi participé à une séance de ce style contre Manuel Fraga, le chef du gouvernement de l'époque. «La différence», a-t-il précisé, est qu'à ce moment-là nous ne pouvions intervenir librement comme vous le faites aujourd'hui. Pendant une heure et demie, le discours du président - auquel assistait l'héritier de la couronne espagnole, le prince Felipe - a été ponctué de cris, de sifflements,

d'interjections, de questions d'une partie des trois cents étudiants qui avaient pu pénétrer dans l'amphithéâtre. Ces perturbateurs ont été par la suite qualifiés d'«éléments d'extrême droite» par le PSOE.

M. Gonzalez n'a émis aucune question. Il a répondu, grave ou souriant, aux accusations. «Je suis disposé à assumer toute la responsabilité politique et si, à un moment donné, il m'incombe celle de démissionner, je suis prêt à assumer cette responsabilité», a répliqué le chef de l'exécutif. Il a garanti que le processus judiciaire dans l'affaire Fiesca irait jusqu'à «ses ultimes conséquences». Il a défendu son gouvernement, assurant qu'il avait «agi avec honnêteté» et que «personne n'a pu démontrer et ne pourra démontrer que ses membres se sont enrichis au cours de leurs fonctions». «En ce qui me concerne, a-t-il conclu, je suis absolument tranquille, et pas seulement pour ma conscience. Jamais il ne sera possible de soutenir que l'argent m'intéresse».

MICHEL BOLE-RICHARD

La visite à La Haye du chef de l'exécutif flamand

## La Flandre souhaite se rapprocher des Pays-Bas

LA HAYE

de notre correspondant

Hesard du calendrier ou prémices d'une nouvelle donne diplomatique au sein d'une Belgique en passe de reconstruire son statut d'Etat unitaire? Quelques semaines après la réception à l'Elysée de M. Guy Spitaels, le chef de l'exécutif de la région wallonne, son alter-ego de Flandre, M. Luc Van den Brande s'est rendu, jeudi 25 mars, à La Haye, où il a, selon ses dires, des entretiens «clarificateurs et novateurs». C'est la première fois depuis la création des régions belges que le plus haut responsable flamand était reçu en tant que tel aux Pays-Bas, à l'invitation de ces derniers.

Liés à la Flandre par un simple accord de coopération culturelle et linguistique, ces derniers regardaient traditionnellement leurs «frères» du sud avec une certaine condescendance et ne souhaitaient pas lier la proie des relations d'Etat à Etat avec la Belgique pour l'ombre des rapports avec une région flamande aux compétences incertaines. La fédéralisation annoncée de la Belgique a visiblement provoqué à La Haye une curiosité nouvelle. Une aubaine pour un Luc Van den Brande d'autant plus désireux de donner un écho à ses ambitions autonomistes qu'il est convaincu que l'actuelle crise politique belge ne remettra pas en cause la réforme

constitutionnelle. Il a donc profité de son voyage pour expliquer à ses hôtes «la nouvelle réalité belge». Avec succès : l'en croire, «Les Pays-Bas croient qu'une nouvelle forme de coopération est possible, a-t-il déclaré à l'issue de ses entretiens avec des «milieux» néerlandais. Lequel...? Ça, bien sûr, étant étrangement absent à la conférence de presse finale».

L'heure de la «nouvelle relation»

Selon M. Van den Brande, la Flandre et les Pays-Bas ont décidé d'intensifier leurs contacts administratifs et politiques pour aboutir à un «accord de coopération global» portant sur la culture, l'enseignement supérieur, les infrastructures, le rapprochement économique et la relation du Benelux, que le responsable flamand verrait bien devenir une «communauté politique» au sein de la CER. Si possible avec la Wallonie, au besoin sans, a précisé M. Van den Brande.

Les modalités de ce rapprochement entre la Flandre et les Pays-Bas seront précisées avant la visite que le chef du gouvernement néerlandais effectuera à la mi-juin à Bruxelles. L'heure de la «nouvelle relation» souhaitée par la Flandre sonnera-t-elle alors?

CHRISTIAN CHARTIER

IRLANDE DU NORD

## Cinq catholiques ont été assassinés

Des extrémistes protestants, les Combattants de la liberté de l'Ulster (UFF), ont revendiqué l'assassinat de quatre catholiques et d'un adolescent catholique, jeudi 25 mars, à Castlerock, dans le comté de Londonderry en Irlande du Nord, promettant d'intensifier encore leur campagne de terreur. Deux des ouvriers ont été tués sur le coup sur un chantier, les deux autres sont décédés à l'hôpital. Quelques heures plus tard, un adolescent a été tué dans une boutique de Belfast et un autre grièvement blessé.

Les extrémistes protestants ont récemment multiplié leurs attaques contre des membres du Sinn Féin, l'aile politique de l'Armée républicaine

irlandaise qui lutte contre la présence britannique en Irlande du Nord. Peter Gallagher, militant connu du Sinn Féin, a été assassiné mercredi à Belfast-Ouest.

Les forces de sécurité ont dit redouter maintenant une riposte de l'IRA. Le mouvement nationaliste irlandais avait été unanimement condamné après la mort d'un garçonnet de trois ans, Jonathan Ball, dans un attentat à la bombe la semaine dernière à Warrington, dans le nord de l'Angleterre. Un autre garçon de douze ans a succombé jeudi à ses blessures. Les obèques de Jonathan devaient se dérouler vendredi. (Reuters)

ITALIE : un ambassadeur interpellé. - M. Giuseppe Santoro, récemment nommé ambassadeur auprès d'organismes des Nations unies à Rome, a été interpellé, jeudi 25 mars, par la police qui recherche aussi le secrétaire de l'ex-ministre des affaires étrangères Gianni De Michelis, Barbara Ceolin. Tous deux sont mis en cause dans des affaires de corruption liées à des projets de construction au Soudan, en Somalie et au Bangladesh, où travaillaient des entrepreneurs

proches du Parti socialiste de Gianni De Michelis. (AP)

TURQUIE : Trois militants de Dev-Sol tués. - Trois membres de l'organisation de guérilla Dev Sol, dont un dirigeant (Ibrahim Yalcin Arkan), ont été tués jeudi 25 mars dans le quartier Bakirkoy d'Istanbul lors d'une opération qui a fait quatre blessés dans les rangs de la police, qui avait été accusée début mars d'avoir procédé à des exécutions sommaires lors d'une opération précédente contre Dev Sol. (AFP)



# Nul besoin d'être d'accord sur tout pour cohabiter en bonne intelligence.



23

ALM.

OFELIA.

Ensemble Housse de couette 150x210cm et taie d'oreiller 50x60 cm. 100% coton, lavable à 60°. OFELIA. 230 F les 2 pièces. ALM. 230 F les 2 pièces. Existent également en version 3 pièces 345 F (1 housse 220x210 cm et 2 taies 50x60)

Imaginez deux personnes, installées l'une à gauche, l'autre à droite, n'ayant de goûts communs sur rien ou presque et néanmoins vivant ensemble peu en importe les raisons. Simple hypothèse d'école évidemment et pourtant, il n'y a rien d'impossible. Avec IKEA bien sûr. La variété des styles, la largeur du choix proposé sont, si l'on oserait dire, l'affirmation du droit à la

différence. Classique, classique-moderne ou moderne-moderne, chez nous, tout cohabite harmonieusement avec un sens très raffiné des accords et des combinaisons. Du bon goût dans les compromis et jamais dans la compromission. Maintenant, à vous d'exprimer librement votre sensibilité en décoration. Tout cela à des prix qui autorisent les audaces et les expériences, histoire de

faire rebondir pour un temps le débat sur les goûts et les couleurs avec votre entourage.



RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT

IKEA PLAISIR (78)  
C.C.I.A.L. DE PLAISIR.  
TEL. 30.79.21.21.

IKEA PARIS NORD II (95)  
AUTOROUTE A1. ZAC PARIS NORD II.  
TEL. (1) 49.90.16.16.

IKEA PARIS EVRY (91)  
AUTOROUTE A6 SORTIE LISSES.  
TEL. (1) 64.97.71.20.

IKEA LYON (69)  
ZAC DU CHAMP DU PONT. ST-PRIEST.  
TEL. (1) 78.36.49.49.

IKEA MARSEILLE (13)  
RN 118. C.C.I.A.L. VITROLLES ESPACE.  
TEL. 42.89.96.16.

IKEA LILLE (59)  
C.C.I.A.L. DE L'OMME.  
TEL. 20.83.39.77.

IKEA BORDEAUX (33)  
C.C.I.A.L. BORDEAUX-LAC.  
TEL. 56.50.42.06.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3615 IKEA.

## AFRIQUE

## Niger : élection libre chez les pauvres

Le candidat qui l'emportera au second tour du scrutin présidentiel aura le triste privilège de diriger un pays exsangue

NIAMEY

de notre envoyé spécial

Abdoulaye n'a pas de favori. « Peu importe qui gagne, pourvu qu'il apporte de l'argent. C'est comme ça qu'on pense, quand on est pauvre », dit-il. Quant à savoir lequel des deux candidats est susceptible d'apporter de l'argent... Abdoulaye, vendeur de cigarettes sur une des artères modernes de la capitale - où déboulent les chameaux -, est sans opinion. Comme beaucoup, sans doute, des quatre millions de Nigériens appelés à voter, samedi 27 mars, au second tour de l'élection présidentielle, pour laquelle M. Mahamane Ousmane, soutenu par une Alliance des forces de changement (AFC), part favori, face à M. Mamadou Tandja, candidat de l'ex-parti unique, le Mouvement national pour la société de développement (MNSD). Comment choisir, « quand on est pauvre », entre celui qui représente les trois décennies de parti unique, M. Mamadou Tandja, et celui qui incarne, malgré lui, la catastrophe économique de la transition en voie d'achèvement, M. Mahamane Ousmane?

Du temps de l'ordre ancien, les fonctionnaires étaient payés; pendant la période de transition, ils l'ont été de moins en moins régulièrement; et ils ne le sont plus du tout, depuis trois mois. Quant aux « pauvres », le multipartisme n'a rien changé à leur sort: il y a toujours 30 % d'enfants qui ne survivent pas au-delà de cinq ans, et le taux de scolarisation reste inférieur à 20 %.

Vote

« ethnocentrique »

Le « candidat du changement », M. Ousmane, part favori, gagnant grâce au soutien de l'AFC, qui a fait du retour au pouvoir de l'ex-parti unique son épouvantail. Aux 27 % des suffrages, obtenus au premier tour, il peut théoriquement ajouter les voix gagnées par M. Mahamane Ousmane (15 %), Moumouni Adamou Djermakoye (15 %) et les quatre autres candidats (8 %).

Les jeux ne sont pas faits pour autant, la loi du report n'ayant jamais été testée dans le pays - et pour cause, ce scrutin pluraliste était le premier depuis l'indépendance. Un doute subsiste, quant à l'attitude, notamment, de la base du parti de M. Djermakoye, a priori dévouée par le virage de ce transfuge de l'ex-parti unique.

« C'est une juxtaposition d'ambitions personnelles, jamais eu ne marchera », prédit un responsable du MNSD, à propos de l'alliance. L'éventuelle victoire de M. Ousmane repose, en effet, sur un marché: en échange de leur soutien, MM. Issoufou et Djermakoye se voient promettre les postes de premier ministre et de président de l'Assemblée nationale. « Il est vrai que c'est une alliance contre », et non pas une « alliance pour », regrette un diplomate, qui fustige, d'autre part, l'apparition d'un vote « ethnocentrique ».

Conseiller de tous les premiers ministres depuis 1985, M. Mahamane Ousmane, ingénieur statisticien de quarante-trois ans, est sorti de l'ombre, grâce à son parti, la Convention démocratique et sociale (CDS, social-démocrate), dont la stratégie a été largement bâtie sur une logique ethnique. « Quatre buts à zéro, ça suffit », ont clamé ses militants: ce sont quatre personnalités de l'ethnie des Djermas, qui ont présidé, y compris avant l'indépendance, aux destinées du pays, les membres de l'ethnie des Haoussas, qui représentent pourtant 70 % de la population, étant exclus, de fait, du devant de la scène politique. Aujourd'hui, ces derniers tiennent leur revanche: c'est un des leurs qui devrait être élu.

M. Mamadou Tandja, militaire de carrière, âgé de cinquante-cinq ans, peut, lui, se prévaloir d'une assise nationale, grâce à la récupération des structures de l'ancien parti unique. « Vous avez voulu le changement, vous avez le chaos », a-t-il assené pendant la campagne, dans les spots télévisés, où il n'a pas craint de se montrer armé et de se présenter comme le champion de la résurrection de l'autorité de l'Etat. Il est vrai que l'Etat nigérien a perdu beaucoup de ses attributs ces dernières années: les impôts ne rentrent plus dans les caisses, les douanes sont quasiment inopérantes, certains services, comme l'enseignement et la santé, ne sont pratiquement plus assurés, et l'armée a démontré, en arrêtant plus de deux cents Touaregs, dans les spots télévisés, qu'il n'avait que faire de l'autorité centrale.

Le premier ministre de transition, M. Adamou Tchoua, porte, certes, une lourde responsabilité dans cet échec. Mais le MNSD, en reportant tous les maux sur la période transitoire (novembre 1991-mars 1993), oublie un peu vite que le relâchement de l'autorité de l'Etat date de l'époque où il était au pouvoir, du temps de M. Ali Saibou. Le président de la République, arrivé au pouvoir à la mort de Seyni Kountché (novembre 1987), s'était en effet lancé dans une « politique de désinflation », ouvrant ainsi une brèche sans laquelle il n'aurait sans doute jamais eu de Conférence nationale au Niger.

« Coma profond »

Quoi qu'il en soit, le fait est là: « Le pays, constate un diplomate, est dans un état de coma profond. » M. Tandja promet de l'en sortir, en restaurant les Nigériens au travail et en leur assurant la sécurité. Une promesse qui passe par la solution de la crise touareg. Or pour les responsables des partis touaregs - ou, du moins, ceux d'entre eux qui ne sont pas en prison ou en exil - « M. Tandja est un assassin qui a été partie prenante dans la naissance de la rébellion » (il était ministre de l'Intérieur lors du massacre de Tchintabaraden, qui a fait des dizaines, si ce n'est des centaines de morts, en mai 1990).

Le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA), composé de quelques centaines d'hommes, retranchés dans les montagnes de l'Aïr, a annoncé une trêve unilatérale, du 16 au 31 mars, en raison de ce second tour. Quelques jours après cette annonce, le gouvernement nigérien et M. Mano Dayak - qui a rejoint les combattants - signent une trêve, bilatérale cette fois, la France servant d'intermédiaire entre les deux parties. S'il est trop tôt pour annoncer la fin de cette rébellion, vieille de trois ans, il est clair que les combattants attendent désormais la mise en place du prochain gouvernement, dont ils ne souhaitent pas qu'il soit dirigé par M. Tandja.

« Si Tandja passe, la rébellion va se radicaliser. Les étudiants et les travailleurs vont multiplier les grèves. Il n'y aura que la cravache pour les faire marcher », préviennent les « partisans du changement ». Peut-être ont-ils raison. Mais leur candidat devra, lui aussi, en cas de victoire, prendre des mesures impopulaires, comme la réduction de la masse salariale, indispensable à la reprise du dialogue avec les bailleurs de fonds occidentaux. Les syndicats ont prévenu qu'ils ne feraient aucun « cadeau » à l'Etat, quel qu'il soit. Rares candidats se seront battus pour hériter de situations aussi inextricables.

MARIE-PIERRE SUBTIL

TOGO : l'attaque contre la résidence du président Eyadéma

## L'hypothèse d'une tentative de putsch n'est pas exclue

Les incidents meurtriers qui ont éclaté, dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 mars, à la caserne abritant la résidence officielle du président Gnanassingbé Eyadéma (le Monde du 26 mars), ont-ils été le fait d'un « commando venu de l'étranger », comme l'affirme un communiqué de la présidence togolaise, publié jeudi, à Lomé, qui met en cause le Ghana voisin - où sont réfugiés de nombreux opposants? Ou bien s'agit-il d'une « manœuvre de diversion », comme l'écrit le Collectif de l'opposition (COD-2), basé au Bénin, qui affirme « n'être en rien associé, ni de près ni de loin » à cette étrange affaire et avoir appris, « avec stupeur », que Radio-Liberté, radio clandestine de l'opposition, avait revendiqué l'opération au nom des « forces démocratiques »?

La vérité se trouve peut-être ailleurs. L'hypothèse d'une tentative de putsch, organisée au sein même de l'armée, peut difficilement être exclue. Les deux seuls morts que mentionne le bilan officiel des vic-

times sont l'un et l'autre des officiers supérieurs, très proches du président Eyadéma: il s'agit de son chef d'état-major particulier, le général Mawlikplimi Améji, ancien ministre de l'Intérieur, dont le décès a été annoncé plus de quinze heures après les faits, et du chef d'état-major adjoint des Forces armées togolaises (FAT), le colonel Koffi Tépé. Un troisième officier supérieur, blessé, n'est autre que le commandant de la garde présidentielle, le lieutenant-colonel Gnadi Akpo.

Complicités internes

Par ailleurs, selon les témoignages recueillis par l'AFP auprès d'une « source militaire », à Lomé, les assaillants auraient pénétré dans le camp du régiment interarmes togolais (RIT) « à bord de deux jeeps, dont l'une portait une immatriculation des FAT ». Ils auraient pu bénéficier de « complicités » à l'intérieur du camp, ajoute-t-on de même source. Il semble, enfin, que les premiers tirs de roquettes et d'armes automatiques aient eu lieu non pas autour de la caserne, mais, directement, à l'intérieur du camp.

Malgré le semblant de calme qui régnait dans la capitale, jeudi soir, un couvre-feu a été annoncé sur tout le territoire. A Paris, le ministre français des Affaires étrangères a confirmé, jeudi après-midi, qu'il était, à ce jour, difficile de déterminer « la nature des événements » de Lomé.

CATHERINE SIMON

EN BREFF

ALGÉRIE : assassinat d'un militaire. Un adjudant chef de l'armée a été tué, mercredi 24 mars, dans la banlieue sud-est d'Alger, par trois inconnus armés qui ont réussi à prendre la fuite, a annoncé le commandement de la gendarmerie. Un civil qui s'apprêtait à lui porter secours a été blessé. (Reuters)

INDE : sept hindous tués par des sikhs. Sept hindous ont été tués par des militants sikhs, mercredi 24 mars, non loin de Chandigarh, au Pendjab. Il s'agit, selon la police, des premières violences perpétrées depuis deux mois contre des civils dans le cadre de la lutte lancée en 1983 par des indépendantistes contre l'Etat indien. Les agresseurs, en tenue sikh traditionnelle, circulaient sur un scooter, quand ils ont ouvert le feu sur sept ouvriers hindous rentrant chez eux. Il y a quelques mois encore, une centaine de personnes étaient ainsi tuées chaque mois au Pendjab. (AFP)

JAPON : explosion d'une voiture piégée à Tokyo. Une voiture piégée a explosé, jeudi 25 mars, non loin du Palais Akasaka, où le premier ministre japonais offrait un banquet en l'honneur de son homologue vietnamien, M. Vo Van Kiet, et à moins de 10 kilomètres de la résidence du prince héritier Naruhito, a annoncé la police. L'explosion s'est par ailleurs produite quelques heures après que le palais impérial ait annoncé que l'empereur Akihito et l'impératrice Michiko se rendraient le mois prochain en visite à Okinawa, où persiste un profond sentiment anti-impérial. (AFP, Reuters)

Togo va envoyer des militaires au Mozambique. Le gouvernement togolais a décidé, vendredi 26 mars, d'envoyer des militaires au Mozambique afin de participer à l'opération de maintien de la paix qui sera déployée dans ce pays dans le cadre des Nations unies. Le nombre des soldats envoyés et la date de leur départ n'ont pas encore été fixés, mais la presse estime qu'ils ne devraient pas dépasser la cinquantaine. C'est la seconde fois que Togo décide d'envoyer à l'étranger du personnel en uniforme, après le Cambodge. (AFP, Reuters)

Malawi : dénonciation des conditions de détention des opposants. Une des figures politiques les plus connues du Malawi, M. Vera Chirwa, remis en liberté récemment après la mort en détention de son mari, a affirmé, jeudi 25 mars, à Lusaka, que si la communauté internationale ne faisait pas pression sur le gouvernement, d'autres opposants allaient mourir en prison. M. Chirwa a déclaré que « les conditions de détention étaient déplorables ». Ses mari et elle purgèrent une peine de prison à perpétuité pour rébellion contre le président - à vie, - M. Kamuzu Banda. Ils avaient été enlevés alors qu'ils étaient en exil en Zambie. (AFP)

Rectificatif. - M. Bill Clinton n'est pas le premier président démocrate depuis John Kennedy à pouvoir procéder à des nominations à la Cour suprême, comme nous l'affirmions dans le Monde daté 21-22 mars. Le président Johnson a en effet nommé les juges Abe Fortas et Thurgood Marshall à la Cour suprême.

Le Monde  
RADIO TELEVISION

## ASIE

## Cambodge : dérives khmères

A deux mois des élections, l'espoir d'un redressement de la situation politique s'estompe

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

En file indienne, armées à un bateau à moteur, les embarcations, par paquets de dix ou de vingt, descendent le Tonlé-Sap en direction du Vietnam. Le 21 mars, elles ont défilé devant le palais royal en direction du Bassac, le bras inférieur du Mékong. Le lendemain matin, elles ont rejoint Chau-Doc, première ville vietnamienne. Revenues au Cambodge voilà une dizaine d'années, après le renversement des Khmers rouges par Hanoi, les communautés de pêcheurs vietnamiens du Grand Lac commencent à repartir, une fois de plus.

« Les gens s'inquiètent », résume Liem en les regardant passer. La nouvelle du massacre, le 10 mars, par des Khmers rouges, de vingt-cinq kilomètres de Siem-Réap, de trente-cinq membres d'une communauté lacustre de Vietnamiens n'avait jusqu'ici pas provoqué de vagues parmi leurs compatriotes à Phnom-Penh: ces gens, disait-on, vivaient dans des zones d'insécurité (1). Mais le défilé des embarcations devant la capitale a soulevé un frisson supplémentaire. C'est un début d'exode.

Des familles vietnamiennes de Phnom-Penh prennent déjà des dispositions: on renvoie chez les grands-parents et des cousins les bras inutiles, surtout les enfants. Liem, trente ans, membre d'une famille installée depuis trois générations au Cambodge, n'a même plus envie de plaisanter. Son père, le vieux Luu, si péremptoire d'habitude, ne dit rien.

Mais, en cette journée de fortes ondes, les Cambodgiens ont d'autres chats à fouetter. Les trois jours précédents, il y a eu une ruée sur les monnaies fortes, dollar américain et baht thaïlandais. Le cours du riel s'est effondré, perdant en vingt-quatre heures la moitié de sa valeur. Les marchés, y compris celui de l'or, ont un temps fermé leurs portes. Les pauvres - il n'en manque pas - ont vu le prix du riz quadrupler. Les grossistes ont dû se réapprovisionner en payant en dollars ou en bahts.

Le gouvernement Hun Sen est intervenu pour arrêter la panique. « Les gros commerçants chinois et cambodgiens ont joué le jeu », affirme, le 22 mars, un conseiller du premier ministre. La monnaie locale y a quand même laissé des plumes. Une semaine auparavant, le taux de change était de 2 500 riels pour un dollar. Le 20 mars, il

était de 5 000: quatre jours plus tard, il s'est stabilisé à 3 800. « Un coup des Khmers rouges », ajoutait le conseiller une opinion assez partagée. « La dévaluation rapide ne constitue pas seulement un problème économique, elle soulève également de sérieux problèmes politiques et sociaux », a jugé pour sa part un porte-parole de l'APRONUC, l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge.

Dialogue de sourds

A deux mois d'élections prévues du 23 au 28 mai et auxquelles ils ne participeront pas, les Khmers rouges ont toujours le même objectif: déstabiliser un régime accusé de corruption, mais qui contrôle encore plus de 80 % de la population. Attaquer une monnaie vulnérable et effrayer les immigrants vietnamiens, dont le rôle économique est important, ne sont que les deux facettes d'une même offensive. Dans ce contexte, il ne reste plus grand-chose de l'objectif des signataires des accords de Paris: ramener la paix au Cambodge et le doter d'un régime stable. Mais, comme à l'impossible nul n'est tenu, l'APRONUC affiche aujourd'hui des ambitions plus modestes: « Aboutir à des élections acceptables », résume son chef, M. Yasushi Akashi, tout en reconnaissant qu'une condition essentielle impose un « environnement politique neutre » - n'est pas encore réalisée à dix jours du lancement officiel de la campagne.

Le scrutin, pour l'essentiel, aura lieu dans le territoire contrôlé par le régime de Phnom-Penh, et ce dernier, considérant les autres factions comme ses invitées, n'a pas l'intention de se laisser faire. L'APRONUC demande à M. Hun Sen de respecter les règles du jeu. Les autorités locales rétorquent que, si l'APRONUC se montre si soucieux de l'avenir du pays, c'est qu'elle a pu s'installer et opérer sur leur territoire.

« Nous surveillons de près ce que fait l'Etat du Cambodge », disent les hauts fonctionnaires de l'ONU. « Que l'APRONUC s'occupe également de ce qui se passe chez les autres », rétorque M. Hun Sen. Ainsi se développe une cohabitation houleuse, sinon un dialogue de sourds, entre les deux principaux acteurs du scrutin: l'ONU, qui l'organise, et l'administration khmère, qui entend bien l'emporter.

En dépit d'actes d'intimidation et d'attentats qui ont fait plusieurs victimes dans ses rangs, le FUNCINPEC, parti fondé par le prince Sihanouk et dirigé par l'un de ses fils, le prince Ranariddh, a ouvert près de trois cents permanences à travers le territoire contrôlé par le Parti du peuple (PPC), au pouvoir à Phnom-Penh. Une fois la campagne ouverte, que se passera-t-il si le FUNCINPEC entend organiser un meeting en plein air à Phnom-Penh?

« Hun Sen ne pourra jamais tolérer que 50 000 personnes viennent applaudir Ranariddh dans son propre pays », reconnaît un responsable de l'APRONUC. « En cas de meeting de l'APRONUC, le gouvernement nous dira qu'il ne peut pas en assurer la sécurité, que la possibilité de contre-manifestations sera très sérieuse, car beaucoup de gens expliqueront qu'ils considèrent le FUNCINPEC comme des Khmers rouges. Les risques seront énormes. » En d'autres termes, parmi les vingt partis qui se présentent aux élections, seuls le PPC et ses compagnons de route entreprendront une véritable campagne. Chaque fois que les autres monteront sérieusement le bout du nez, il y aura risque d'incidents graves.

Racisme anti-vietnamien

Car les clivages antérieurs aux accords de Paris sont en train de renaître. Si une fraction des nationalistes du FNLPK semble avoir été récupérée par le régime Hun Sen, les trois factions qui ont lutté contre Phnom-Penh paraissent se ressourcer. Sur la frontière thaïlandaise, dans les deux petites « zones libérées » du FNLPK et du FUNCINPEC, de nombreux villages sont passés entre les mains des Khmers rouges.

Les trois anciens alliés tiennent

un discours, sur le fond, à peu près identique: le Vietnam maintient une présence militaire au Cambodge; la communauté vietnamienne, cinquième colonne, doit donc s'en aller; l'APRONUC est accusée de favoriser un régime de Phnom-Penh demeuré à la botte de Hanoi... A telle enseigne que les partisans de M. Hun Sen font de moins en moins la distinction entre les Khmers rouges et leurs deux anciens partenaires. Si, à l'APRONUC, certains pensent que le FUNCINPEC est déjà infiltré par les Khmers rouges, des collaborateurs de M. Hun Sen vont encore plus loin en affirmant que ce mouvement est, au moins en partie, « financé » par eux.

Si l'on ajoute à cela que des dizaines de milliers d'armes circulent encore dans un pays où le banditisme se développe à grande vitesse, comment l'APRONUC pourra-t-elle y organiser des élections « acceptables »? Tous les dérapages semblent permis, y compris que le FUNCINPEC, principal adversaire du PPC, annonce dans quelques semaines qu'il se retire de la campagne. Si tel était le cas, le Parti démocrate-libéral bouddhiste de M. Hun Sen semblerait s'en faire autant. Il resterait alors à l'ONU à choisir entre la tenue d'un scrutin ayant pour seul intérêt de légitimer le gouvernement actuel de Phnom-Penh et un report des élections.

On n'en est pas là. La campagne raciste et les massacres de Vietnamiens portent leurs fruits. Même le prince Sihanouk a conseillé aux Vietnamiens - « pour leur sécurité » - d'évacuer le pays, ce qui va dans le sens souhaité par les Khmers rouges. Personne, pas même l'APRONUC, ne veut ou ne peut assurer leur protection. Petit à petit, si cet exode s'étend, le Cambodge perdra ses pêcheurs, maçons, électriciens, bouddhistes. Parallèlement, la vulnérabilité du riel mène à quel point l'expansion économique ursoise - provoquée par l'arrivée de l'APRONUC, demeure fragile. Entre-temps, dans plusieurs régions, la soudure entre les récoltes s'annonce plus difficile que d'habitude. Que la situation se dégrade de nouveau au fil des semaines est l'évidence.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Huit colons vietnamiens ont à nouveau été massacrés dans la province de Kompong-Chhnang, a annoncé, jeudi 25 mars, l'ONU.

CORRESPONDANCE

## M. Hun Sen et les élections

A la suite de la publication d'un entretien avec M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh (le Monde du 19 mars), M. Sam Rainsy, membre du Conseil national suprême du Cambodge (CNS) et du comité directeur du FUNCINPEC, nous écrit:

Le FUNCINPEC, fondé par le prince Norodom Sihanouk et présidé actuellement par son fils, le prince Norodom Ranariddh, est l'une des deux factions non communistes représentées au sein du CNS. Il est en fait le seul et véritable « challenger » du parti néo-communiste installé au pouvoir par l'armée vietnamienne et baptisé « Parti du peuple ». Il est de bonne guerre pour celui-ci d'accuser le FUNCINPEC d'être « contrôlé par les Khmers rouges » afin d'effrayer les électeurs qui redoutent, à juste titre, le retour au pouvoir de Pol Pot, et de le déloger ainsi d'une formation qui en réalité incarne les valeurs patriotiques, libérales et démocratiques que partagent l'immense majorité des Cambodgiens (...).

Dans la perspective des élections que doivent organiser les Nations unies en mai prochain, le FUNCINPEC se présente devant la nation cambodgienne en tant que parti politique autonome avec son programme de gouvernement propre. Il représente à lui seul la volonté de changement et la capacité de redressement du peuple khmer. Pourquoi renoncerais-je à son idéal humaniste et démocratique et pourquoi serais-je assez stupide ou inconscient pour s'allier aux Khmers rouges dans une compétition électorale qu'il a déjà toutes les chances de gagner en étant simplement lui-même?

« Cambodge : dérives khmères »

en Asie

Le Cambodge est un pays où la situation politique est très tendue. Les élections prévues pour mai 1993 sont attendues avec beaucoup d'attention. Les différents partis politiques, dont le FUNCINPEC et le PPC, se préparent à ces élections. La situation économique est difficile, avec une dévaluation du riel et une inflation élevée. Les tensions ethniques entre les Khmers rouges et les Vietnamiens restent une préoccupation majeure.

SWISS-RENTAL BAC PRO  
N° 1 EP  
dans une zone entreprise

Contacter : 01 42 42 42 42  
01 42 42 42 42  
01 42 42 42 42  
01 42 42 42 42

Des services de location de matériel de construction. Nous avons tout ce qu'il vous faut pour votre chantier.

LA TRACÉ

Des services de location de matériel de construction. Nous avons tout ce qu'il vous faut pour votre chantier.

42 F. En vente dans les kiosques



## PROCHE-ORIENT

### « Course contre la montre » en Egypte

Suite de la première page

Pour beaucoup d'observateurs, et notamment des responsables d'organisations des droits de l'homme, le recours aux armes des extrémistes islamistes est, en grande partie, une réponse aux liquidations physiques de plus en plus fréquentes opérées en leur sein par la police, dans l'indifférence quasi générale. Cela sans parler des arrestations massives, des mauvais traitements subis par des milliers de suspects, plus ou moins longtemps détenus sans aucune base légale, des tortures systématiquement pratiquées, selon l'Organisation égyptienne des droits de l'homme, et des pressions exercées sur les familles des personnes recherchées.

#### « La gauche en pleine déroute »

Pour nombre d'intellectuels comme de responsables politiques, la répression tous azimuts risquent au contraire, comme le prouve l'histoire du mouvement islamiste égyptien, de radicaliser un plus grand nombre de militants qui, tout en tout état de cause, pas grand-chose à perdre. La plupart des militants de la Jamaa sont issus de milieux ruraux ou récemment urbanisés, qui vivent encore dans un état de dénuement total.

Les activistes islamistes, chacun en son genre, ne représentent pas, par eux-mêmes, un véritable danger politique, dans la mesure où ils sont loin, à ce stade, d'avoir les capacités de prendre le pouvoir; en revanche, ils pourraient, par leurs actions de déstabilisation et la répression qu'elles entraînent, favoriser l'éclosion de manifestations populaires qu'ils essaieront au moins d'exploiter, à défaut de pouvoir encore les récupérer. On n'est pas là, mais face au climat de mécontentement général qui touche, pour des raisons diverses, toutes les couches de la société, le régime n'offre rien, sur les plans politique, économique et surtout social, qui soit de nature à dissiper le malaise.

Cela explique sans doute que la plupart des Egyptiens ont pour l'instant tendance à renvoyer dos à dos les deux protagonistes. « Nous sommes pris entre deux maux », commente, avec lucidité, M. Mohammed Sid Ahmed, écrivain et journaliste de gauche. Le problème est de savoir quel est le pôle le plus repoussant entre un terrorisme qui rejette le gros de la population et le comportement d'un Etat corrompu, incapable et usé. Car force est de constater qu'entre les deux il n'y a quasiment plus rien, hormis l'organisation des Frères musulmans, qui,

illégal mais toléré, mène un combat - qu'elle veut pacifique - parallèlement à celui des extrémistes islamistes, pour accroître l'influence de l'islam au sein de la société. « Les partis politiques se sont volatilisés, la gauche est en pleine déroute », affirme M. Mohammed Sid Ahmed. Et le résultat est que le débat le plus important se déroule en dehors des institutions. La polarisation est telle qu'aucune troisième force n'est en mesure de se matérialiser.

La façade démocratique de l'Egypte, dont la seule manifestation demeure la remarquable liberté d'expression laissée à la presse d'opposition - à l'audience toutefois limitée par le fait que 60 % environ de la population est analphabète, - dissimule mal l'absence totale de vie politique. A côté du Parti national démocrate (PND) au pouvoir, coquille vide pour les uns, mécanisme d'intérêts privés pour les autres, « le gouvernement ne laisse aucune chance à une quelconque force politique de s'exprimer », confie M. Bahey Al Din Hassan, secrétaire général de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme. En dépit du fait que les fondamentalistes n'ont pas de parti politique, dit-il, ils ont beaucoup plus de place que les autres par le biais des mosquées, des accès qu'ils ont à la télévision ou à la radio. A l'exception de leur volonté de renverser le régime, vous pouvez trouver toutes leurs autres idées dans les médias officiels.

#### « Lavage de cerveau »

C'est bien là que le bât blesse pour les libéraux, islamistes ou non, qui reprochent au gouvernement d'avoir fait monter les enchères sur le seul terrain religieux, dans une lutte d'autant plus vaine que, compromis avec le pouvoir, l'islam officiel, conservateur, ne peut représenter une force de progrès. « Depuis vingt ans, les gens ont subi un lavage de cerveau de la part des militants islamistes », s'insurge M. Mohammad Al Ashmawy, président de la Cour de sûreté de l'Etat, qui se définit comme un islamiste libéral. Sous prétexte d'équilibre entre les feuillets américains et les idées des militants islamistes, la télévision ne diffuse que leur image de l'islam et n'offre aucune tribune aux libéraux. L'interprétation traditionnelle de l'islam conduit naturelle-

ment à l'extrémisme et c'est cela qu'il faut modifier. Pour changer les choses, il faudrait, suggère ce magistrat, auteur de plusieurs livres sur une interprétation ouverte de l'islam, « modifier complètement la politique des médias, changer le système d'éducation, améliorer la situation économique et enfin, stopper la corruption qui choque tellement tout le monde ». Un vaste programme qui, de toute façon, demanderait du temps, et le temps risque d'être désormais compté au gouvernement égyptien. En attendant, la démocratisation du régime, qui pourrait permettre à d'autres voix de s'exprimer,

M. Seif Al Islam Hassan Al Banna, numéro un de l'ordre des avocats et fils du fondateur des Frères musulmans répond que la « démocratie est la loi de la majorité ». Encore faut-il savoir de quelle majorité on parle, dans un pays où moins du quart de la population est inscrite sur les listes électorales.

Prudents dans cette phase d'affrontement brutal entre l'Etat et des groupes islamistes, les Frères musulmans dénoncent cette violence. « Nous devons prendre position contre la violence de part et d'autre mais notre marge de manœuvre est étroite », dit M. Al

décidé à frapper » et ceux qui déplorent « le manque total de vision politique, économique et sociale » de ce même gouvernement. « Si ce n'était le programme imposé par le FMI et la Banque mondiale, rien n'aurait été fait, constate, amer, un homme d'affaires. Le gouvernement s'est appliqué à imposer ce programme avec des résultats plus ou moins positifs, mais sans même, dans sa médiocrité, penser à l'expliquer à un peuple perdu qui ne peut même pas en apprécier les aspects bénéfiques. »

#### Baisse des revenus du tourisme

Ces aspects sont tangibles en ce qui concerne la balance courante des paiements de l'Egypte, redevenue, comme le souligne un expert, « un pays soluble ». Mais les Egyptiens n'en ont perçu, pour l'instant, que les côtés négatifs : un chômage en hausse et une réduction du pouvoir d'achat. D'un montant de plus de 600 millions de dollars, le fonds social prévu dans le cadre du programme du FMI pour en compenser les aspects négatifs n'a pas encore vu le jour, et rien n'a été fait pour montrer au moins que le gouvernement fait quelque chose en faveur des plus défavorisés.

Aux maux de l'Egypte, les islamistes, dont le programme déclaré se limite à l'application de la charia, n'apportent certes pas de réponses, mais la seule répression du gouvernement à leur égard n'en est pas une non plus. Et les Egyptiens attendent dans l'inquiétude l'évolution d'une épreuve de force dont ils font déjà les frais avec la baisse des revenus du tourisme, qui aurait coûté un manque à gagner de 700 millions de dollars. Une perte dont l'effet dans la population pourrait finalement se retourner contre les extrémistes islamistes.

ALEXANDRE BUCCIANTI  
et FRANÇOISE CHIPAUX



semble à beaucoup la seule autre solution. Celle-ci pose, toutefois, le problème majeur du sort à réserver aux islamistes, l'exemple algérien justifiant aux yeux du président Mubarak le refus de légaliser tout parti religieux. « La démocratie ne signifie pas un parti religieux », affirme M. Mohammad Fayek, membre du parti national et de l'Organisation arabe des droits de l'homme, mais il demande : « Où se situe la démocratie, quand la majorité veut un parti islamique et que celui-ci entend imposer sa façon de voir à tout le monde. Est-il normal qu'un parti change la manière de vivre de chacun ? » A cette interrogation

Banna. Si je soutiens l'Etat, nos partisans ne nous suivront pas car ils subissent la violence de cet Etat. Mais, ajoute-t-il, nous sommes l'organisation la plus apte à mettre de l'ordre dans le mouvement islamiste. « L'Occident, dit-il encore, suspecte le mouvement islamiste de vouloir créer un régime totalitaire, alors qu'il soutient celui que nous subissons. Nous voulons la démocratie pour tout le peuple égyptien. »

Conscients des risques, alors que l'économie est plutôt en voie d'amélioration, les milieux d'affaires sont, pour leur part, partagés entre ceux qui applaudissent « un gouvernement qui s'est enfin

### SNCF, préparez un BAC pro ou un BEP dans une grande entreprise

#### Conditions d'accès

Pour le BAC professionnel MSMA :  
- avoir moins de 19 ans au 01/09/93  
- être issu d'une 1<sup>re</sup> F1, F3, F10 ou être titulaire de

certaines BEP ou CAP du secteur industriel  
Pour le BEP MSMP :  
- être né entre le 01/01/76 et le 30/06/78

Des études en alternance rémunérées pour une formation au métier de la maintenance. La SNCF sélectionne dès maintenant des candidats pour son Centre de Formation d'Apprentis. Ils seront choisis après examen des dossiers scolaires et au travers d'un entretien individuel de motivation.

Adressez rapidement vos demandes de candidatures à :  
**SNCF**  
Direction du Matériel - MHF1  
Centre de Formation d'Apprentis  
20, rue de Rome, 75008 Paris

Dix-septième volume de la collection « Manière de voir »  
Un dossier édité par

**LE MONDE**  
diplomatique

### NATIONALISMES : LA TRAGÉDIE YOUGOSLAVE

- Un monde à reconstruire, par Ignacio Ramonet.
- L'Occident saisi par la violence des replis identitaires, par Georges Corm.
- Coûteuse myopie des grandes puissances, par Paul-Marie de La Gorce.
- Les dangers de la non-intervention, par Claude Julien.
- Du projet d'union des Slaves du Sud à l'étouffement des différences, par Catherine Samary.
- Que cessent des vents chauvins, par Ismail Kadaré.
- Confrontation avec la vérité, par Vuk Draskovic.
- La Russie, à son tour, menacée de démembrement ?, par Marc Ferro.
- Et des articles de Jean Yanguouals, Joseph Yacoub, Alain Bihl, Philippe Minard, Juan Fernandez Elorriaga, Jacques Decornoy, Anne Kiefer, Catherine Lutard, Christophe Choler, Marie-Françoise Allain, Xavier Galmiche, Antoine Sanguinetti, Catherine Lafont, Jean-Claude Lamoureux, Thierry Malinaki et Alain Gresh.

100 pages - 42 F - En vente dans les kiosques

### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

### LE TRAITEMENT DES DÉCHETS

Envoyer 80 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

### Le Monde

Édité par le SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Leleu, directeur  
Bruno Freppart, directeur de la publication  
Jacques Gail, directeur de la gestion  
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Yves Agnès  
Thomas Farniez  
Philippe Harman  
Jacques-François Simon  
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beauvillier (1984-1989)  
Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Laurens (1992-1995)  
André Fontaine (1995-1997)

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL :  
12, RUE FAURIEL  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 40-85-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEAUWILLIER  
94062 IVRY-DAU-BOIS CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 40-80-30-10

## APPEL

d'Alain SIMON, président d'EUROCOM POLES, aux annonceurs

### COMMUNIQUER, UNE ARME POUR RETROUVER LA CONFIANCE

Crise pour nous tous, crise chez nous, crise entre nous... Conjoncture, loi Sapin et loi Evin obligent, médias, agences et entreprises sont fragilisées. Destabilisées.

#### La crise, une opportunité pour retrouver la confiance

Comment retrouver la confiance ? En voyant des occasions là où beaucoup voient seulement des difficultés. Beaucoup d'entreprises ne s'y trompent pas. Au lieu de couper leur moteur en pleine tempête en réduisant leur budget de communication, elles l'ont au contraire accru. Permettez-moi d'anticiper d'ores et déjà votre réaction : c'est moins une question de taille d'entreprise que de tempérament.

Contre-pied oblige, les crises sont un moment propice pour gagner des parts de marché et parvenir au leadership. Le bon sens suffit à comprendre qu'en période de récession, moins d'annonceurs communiquent. Ceux qui le font ont, de ce fait, une visibilité plus forte à un coût moins élevé.

Et mes profits, direz-vous ? Vous avez, en résumé, deux façons de les protéger :  
- Défensivement. Debout sur les freins, en stoppant tout investissement. Tout projet. Au risque de mourir guéri.  
- Offensivement. Votre entreprise préparée (sereinement mais sans angélisme) au changement. Mobilisée autour d'un projet. Responsabilisée, avec des moyens, des idées, des objectifs.

#### Traversons la crise ensemble

Les profits de demain se gagnent aujourd'hui. Chef d'entreprise comme vous, j'ai personnellement choisi. Tous nos investissements ont été limités. Tous, sauf la communication. Communication entre nous et avec vous. Entre nous ; parce que le quotidien est trop dur s'il n'est pas transcendé par un projet. Avec vous, parce que nous devons investir dans notre relation avec ceux qui comptent le plus à nos yeux : nos clients.

La communication, c'est aussi une arme de management. Si vos équipes sentent que vous êtes capables de rebondir, capables de les piloter dans l'adversité, elles se batront derrière vous. Tout cela ne s'improvise pas. Au contraire, tout message se gère, tout acte est significatif. Ne l'oublions jamais : nos collaborateurs (et leur environnement) sont nos premiers prescripteurs.

Les années 90 sont placées sous le signe de la conviction. La nôtre aujourd'hui : c'est le moment d'investir. Les années 90 sont aussi celles des actes, non des intentions. EUROCOM POLES communique ici dans le but de délivrer un message : il est temps de contre-attaquer pour retrouver la confiance. Exemple, non ?

### EUROCOM POLES

Communiquez pour retrouver la confiance : (1) 40-99-57-02.

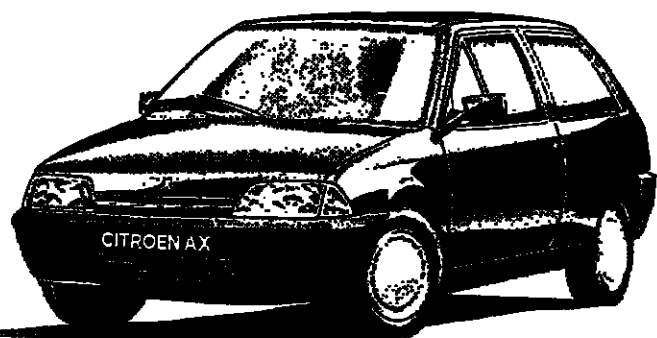
11-15-Quai de Dion-Bouton - 92806 Puteaux Cedex. Contacts : Alain SIMON, Jérôme DONCIEUX.

# LES 10 JOURS ECONOMIQUES DU RESEAU CITROËN

DU 22 AU 31 MARS... PAS PLUS !

PORTES OUVERTES  
SAMEDI 27  
ET DIMANCHE  
28 MARS\*

## LES SERIES TRES ECONOMIQUES



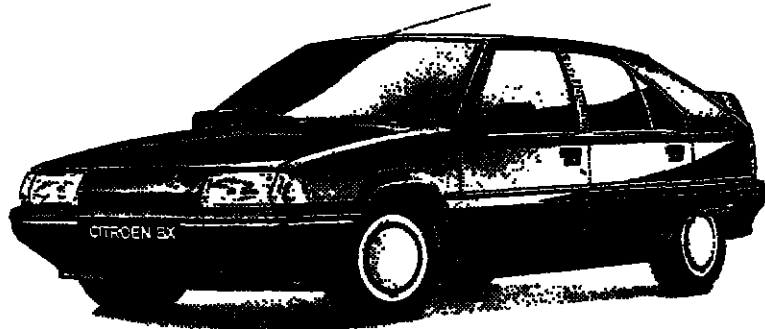
**46 900<sup>F</sup>**  
CITROËN AX 10E

Moteur 50 ch DIN (37 kw CEE), 4 CV fiscaux, consommations : 4,5 à 90 km/h, 6,3 à 120 km/h, 6,5 en parcours urbain. De série : Alarme sonore d'oubli d'extinction des feux - Rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur - Dossier arrière rabattable...



**63 000<sup>F</sup>**  
CITROËN ZX REFLEX

Coupé 1.1i. De série : Train arrière à effet auto-directionnel programmé - Boîte de vitesses à 5 rapports - Volant réglable en hauteur - Banquette arrière rabattable...



**87 000<sup>F</sup>**  
CITROËN BX IMAGE

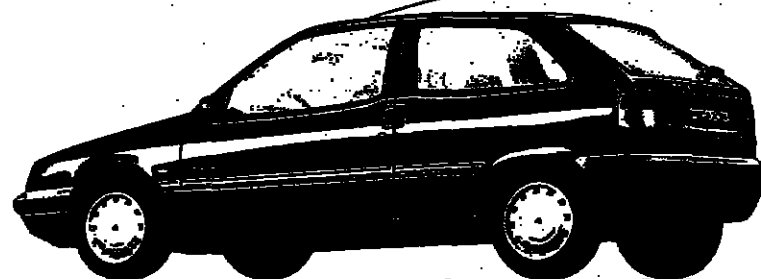
1.6i. De série : Direction assistée - Boucliers peints couleur caisse - Lève-vitres avant électriques et verrouillage centralisé - Glaces teintées et rideaux pare-soleil arrière - Garnissage des sièges velours - Volant sport - Peinture métallisée vernie...

## LES SERIES TRES SPECIALES



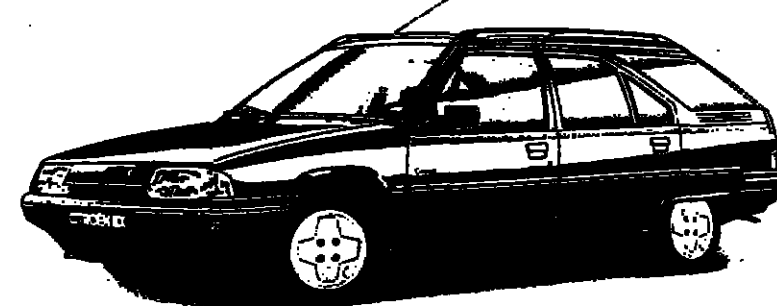
**54 900<sup>F</sup>**  
CITROËN AX THALASSA

3 portes 1.1i essence. En plus des équipements de l'AX 10E: Verrouillage centralisé des portes - Glaces teintées - Essuie-glace arrière - Garnissage Tweed - Peinture métallisée vernie (gris dolmen)... Existe aussi en 5 portes et en version diesel - Série limitée à 7500 exemplaires.



**72 900<sup>F</sup>**  
CITROËN ZX FLASH

Coupé 1.4i essence BV5. Train arrière à effet auto-directionnel - Glaces teintées - Nouveaux pneus larges Michelin (175 MXT 14) - Volant sport 3 branches réglable en hauteur - Tissu exclusif et enjoliveurs spécifiques... Existe aussi en 5 portes - Série limitée à 6500 exemplaires.



**94 500<sup>F</sup>**  
CITROËN BX COTTAGE BREAK

Evasion. De série : Motorisation 1905 cm<sup>3</sup> diesel - Direction assistée - Essuie/lave-glace arrière - Peinture métallisée vernie (vert Triton) - Glaces teintées - Volume utile 1803 dm<sup>3</sup> (banquette rabattue)... Série limitée - Existe aussi en version Turbo Diesel.

Tous les prix cités figurent au tarif des "10 jours du Réseau CITROËN" valable du 22 au 31 mars 93, année modèle 93.  
\* Dans la plupart des points de vente.

  
**CITROËN**  
ET SON RESEAU

هكنا من الفحل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.



هكلمن النحل

## Le Monde ESPACE EUROPEEN

# Les « pieds rouges » de la Baltique

Les deux millions de Russes des Républiques baltes s'interrogent sur leur avenir.  
Les militaires sont en tout cas indésirables.

RIGA

de notre envoyé spécial

**S**OIXANTE-DOUZE ans, bon pied bon œil, Peteris Kudinovs - colonel en retraite de l'armée soviétique - ne décolère pas : « Nous qui avons libéré la Lettonie en 1944, qui avons perdu 150 000 soldats ici, aujourd'hui on nous appelle des occupants, des colonisateurs ! La veille, le colonel s'était rendu à l'administration de son quartier, dans les faubourgs de Riga, pour demander son certificat de résident permanent. Refusé ! « Et pourtant, il y a vingt-sept ans que j'habite dans cet appartement ; maintenant nous ne sommes plus rien, sinon les citoyens d'un pays. L'URSS, qui n'existe plus. » Dix fois, cent fois, au cours de la conversation, il posera la question : « Mais qu'est-ce qu'on nous reproche ? » Et, avec une naïveté qui serait touchante si on pouvait oublier les massacres perpétrés par Staline et ses successeurs contre le peuple letton, Peteris Kudinovs s'exclamera : « L'armée soviétique ne s'est pas livrée à des pillages, elle n'a pas coupé des arbres ! » Certes.

Vanessa Boris, vingt-sept ans, professeur, « Russe estonienne ou Estonienne russe, comme vous voudrez », vit apparemment avec une très grande sérénité sa double appartenance. Elle parle couramment l'estonien, et sa famille est installée à Tallinn depuis plusieurs générations, elle a participé à tous les combats pour l'indépendance du pays. Ce qui lui a permis de recevoir la nationalité estonienne pour « services rendus à la patrie ».

### Moscou souffle sur les braises

Entre le colonel « soviétique », indésirable et amer, et l'étudiante, enthousiaste et acceptée, il y a près de deux millions de Russes dans les trois pays baltes, qui constituent 10 % environ de la population totale de la Lituanie, 35 % de celle de l'Estonie et près de 40 % de celle de la Lettonie. Une situation explosive par les temps qui courent, peu favorables à la cohabitation harmonieuse de différentes communautés sur un même sol, et qui est systématiquement envenimée par les responsables russes, toutes tendances confondues, qui se plaignent de la discrimination dont seraient victimes leurs « compatriotes » en Estonie et en Lettonie.

Le ton monte régulièrement : après avoir demandé, et obtenu, que des organisations internationales envoient des missions d'enquête sur place, Moscou multiplie les déclarations alarmistes. Après les menaces, les sanctions : le 15 février, la mairie de Moscou décide de suspendre toute relation économique ou commerciale avec l'Estonie et la Lettonie « tant que les droits des russophones n'y seront pas respectés ». Sans oublier les campagnes quotidiennes de dénégation menées dans la presse russe contre les pays baltes.

### Une appréhension légitime

Le voyageur qui, venant de Moscou, arrive à Riga ou Tallinn et attend à trouver des pays proches de la guerre civile, à rencontrer des russophones persécutés, sera surpris par le calme, la relative prospérité, l'apparente sérénité régnant dans les deux capitales baltes. Et si, impromptu, il demande aux russophones rencontrés dans la rue ce qu'ils pensent de leur situation, il s'attirera invariablement les mêmes réponses : « Tout va bien, nous allons nous adapter, mais, surtout, qu'on nous laisse tranquilles ! » « Aujourd'hui, comme ça va mal chez eux, les Russes ont trouvé un bouc émissaire avec les pays baltes, comme hier, les Soviétiques faisaient tout retomber sur les épaules des juifs », ironise Dimitri Ilionchik, un russeophone directeur de banque, arrivé à Tallinn à l'âge de dix-sept ans.

Une chose est certaine : alors que de nombreux Russes quittent actuellement des pays d'Asie centrale et se retrouvent à Moscou démunis de tout, très peu sont partis des pays baltes. Installés depuis longtemps, bénéficiant de conditions de vie bien meilleures que dans l'ensemble de l'ex-URSS, ils n'ont, pour le moment, aucun désir, ni aucune raison, de retrouver une Russie en proie à de terribles difficultés. Les conclusions des missions effectuées tant par la CSCE que par la commission des droits de l'homme de l'ONU vont dans le même sens : s'il est exagéré de parler de violation des droits de l'homme contre les communautés russophones des pays baltes, ces dernières sont en proie à une légitime appréhension.

Le premier conflit a porté sur la représentation politique des non-Baltes, et notamment des résidents russes : auront-ils ou non le droit de vote dans les premières élec-

tions d'après l'indépendance ? Les Estoniens ont immédiatement répondu par la négative. Se prononçant par référendum, en juin dernier, ils ont même exclu de la participation aux élections législatives les russophones qui étaient en cours d'obtention de la nationalité estonienne. Aussitôt installé, le nouveau Parlement a voté une loi liant l'attribution de la nationalité, et donc du droit de vote, à une connaissance élémentaire de la langue estonienne (une des plus compliquées au monde, d'ailleurs, avec

l'injustice ne justifie pas une autre injustice », dit-il, en s'insurgeant contre le fait qu'« aujourd'hui un groupe a tous les droits et un autre n'en a aucun ».

Membre de cette même assemblée, Vladimir Lebedev représente la tendance « dure » des Russes vivant en Estonie. Adversaire de l'indépendance bien qu'il affirme en avoir été partisan, il cherche, devant un interlocuteur étranger, à montrer sa modération. Mais, chassé le naturel... Interrogé sur la décision de la mairie de Moscou

de définir la loi qui régira les élections générales de juin prochain, les premiers depuis l'indépendance, tout porte à croire que les Russes en seront aussi exclus. Selon Andrejs Pantelejevs, président de la commission du Parlement pour les droits de l'homme et la question nationale, sur les 2,2 millions d'habitants que compte la Lettonie, 1,6 million, dont plus de 500 000 russophones, sont d'ores et déjà des citoyens à part entière puisqu'ils ont les termes de la loi sont citoyens lettons toutes les personnes (ainsi que leurs descendants) arrivées dans le pays avant 1940.

Pour Andrejs Pantelejevs, adopter le principe de la citoyenneté pour tous, réclamé par de nombreux russophones, équivaudrait à transformer rapidement la Lettonie en « communauté binationale ». « Compte tenu de la proximité immédiate de la Russie, de sa puissance, nous en deviendrons, à terme, le satellite », explique-t-il. « L'adoption d'une deuxième langue nationale s'ensuivra, puis le droit à la réunion des familles, le droit d'entretenir des liens avec la mère patrie. Il sera alors difficile de contrôler la frontière de l'Est ; on verra apparaître ensuite la double nationalité. » Mis « par la voie démocratique » en minorité dans leur propre pays, les Lettons se révolteront, et on verra apparaître « une situation désespérée comme celle qui s'est créée en Irlande du Nord ».

### Patriotes aujourd'hui collaborateurs hier

Voilà pour les principes. Ce n'est d'ailleurs pas tant les lois en vigueur que les russophones critiquent que leur application, l'ambiance générale dans laquelle elles sont mises en vigueur. Souvent d'ailleurs, font-ils remarquer, par des fonctionnaires lettons qui veulent faire oublier, par leur patriotisme exacerbé d'aujourd'hui, leur collaboration d'hier avec le régime communiste.

En Estonie, leurs représentants insistent sur les absurdités découlant de l'application de la loi sur la langue officielle qui privent de leur emploi un certain nombre de personnes qualifiées. Et de citer ces capitaines au long cours destinés pour non-connaissance de l'estonien, ces médecins russes obligés de rédiger des ordonnances en estonien pour leurs patients... russophones. Ou encore ce représentant de la ville de Narva, peuplée à

93 % de Russes, contraint de payer une amende pour avoir écrit en russe à l'administration de Tallinn.

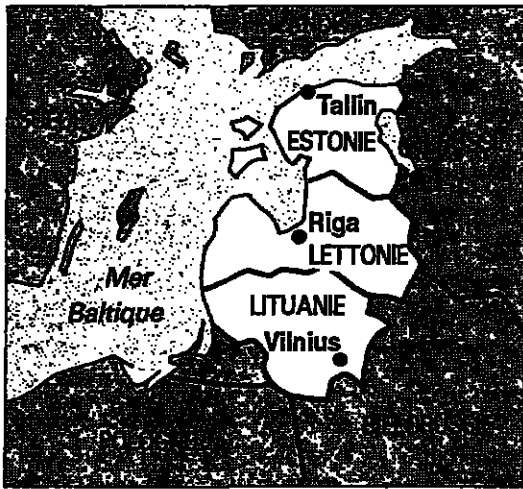
En Lettonie, les russophones se plaignent des difficultés rencontrées pour tout simplement s'enregistrer, comme résident permanent, dans leur quartier. Et puis, il y a les mille et une décisions ou projets de décision qui, disent-ils, visent essentiellement à leur discrimination. Depuis le 1<sup>er</sup> mai, seuls les Lettons enregistrés comme tels peuvent posséder des armes à feu, les « minorités » devant se contenter de bombes lacrymogènes.

### Redevenir civilisés

Dans la vie de tous les jours, les heurts entre communautés sont, de l'avis unanime, « peu fréquents ». Dans les transports en commun, bondés, il arrive bien entendu d'entendre des insultes. « Les gens sont devenus méchants », se plaint Larissa, si je le demande le nom d'une rue en russe, ils font exprès de me répondre en letton ! » Souvent ? « Non, cela m'arrive environ une fois par mois ! » Son mari Dima, dont la famille est installée depuis des générations en Lettonie, ne veut pas apprendre le letton « pour le moment ». « Car, dit-il, on nous force cruellement à apprendre cette langue, comme si nous étions arrivés ici avec des mitraillettes ! » Pour lui, « la Russie n'aurait pas dû donner aussi rapidement l'indépendance à la Lettonie », qu'il considère « comme sa patrie ». Mais il se battra « naturellement » du côté des Russes en cas d'affrontements violents.

Ouvrier chimiste à la retraite, Aivars Dzole travaillait dans une entreprise qui employait près de 90 % de russophones. « Quand je parle russe avec eux, ça va. Mais si j'emploie le letton, alors, je me fais traiter de fasciste. » « Dans l'entreprise de ma femme, poursuit-il, des cours gratuits de letton ont été organisés, eh bien, pratiquement aucun Russe n'y va ! » Pour lui, « bien sûr » que tous les Russes pourront rester en Lettonie, mais à condition qu'« ils considèrent les Lettons comme des personnes, qu'ils soient plus humains ». Un long temps de réflexion, et puis cette belle conclusion : « Lettons comme Russes, le communisme nous a fait perdre notre culture. Maintenant, ce qu'il faut, c'est que, tous, nous redevenions civilisés. »

JOSÉ-ALAIN FRALON



des déclarations comportant pas moins de quatorze cas). En revanche, les Russes, comme les autres « étrangers » présents dans le pays, peuvent participer aux scrutins locaux et municipaux.

### Les droits du « papa »

« La majorité des russophones veulent être intégrés comme citoyens et non pas assimilés comme communauté », estime Hannon Barabaner, économiste, membre du bureau de l'« assemblée représentative » qui regroupe des mouvements de défense des russophones d'Estonie et dont le but est, avant tout, de privilégier le dialogue avec les autorités. Militant de « Russie démocratique », un parti qui avait demandé, dès 1989, à Mikhail Gorbatchev d'accorder l'indépendance à l'Estonie, Hannon Barabaner a, pour le moment, refusé la nationalité estonienne que lui aussi pouvait obtenir pour « services rendus ». « Une

de couper toute relation avec l'Estonie, mesure réprochée par l'immense majorité des russophones estoniens et lettons, il n'hésite pas à dire : « Quand l'enfant - traduire : l'Estonie - fait des bêtises, le papa - la Russie, donc - ne doit pas hésiter à employer la manière forte ».

Selon le nouveau premier ministre estonien, Mart Laar, historien de trente-deux ans, « une grande partie des russophones vont s'intégrer, mais cela prendra du temps ». Estimant que tous ne demanderont pas la nationalité estonienne, le premier ministre se félicite des conclusions des commissions d'enquête internationales. « Un des membres d'une de ces commissions n'a même dit son étonnement d'être là, habitué qu'il était à enquêter dans des pays où les minorités étaient victimes d'excès quotidiens », ironise le premier ministre qui conclut : « Chez nous, on ne brûle pas les maisons des immigrés ! »

Si les Lettons n'ont pas encore

## L'arme radiophonique émoussée

Pour faire des économies, Bill Clinton veut fusionner Radio Free Europe et Radio Liberty qui émettent vers les pays de l'Est

WASHINGTON

(correspondance)

**R**ADIO FREE EUROPE et Radio Liberty basées à Munich seront-elles les victimes du suc de la guerre froide ? L'intention de l'administration Clinton de couper en 1995 les crédits de ces deux stations et de les placer sous l'autorité de l'US Information Agency, organisme officiel contrôlant la Voix de l'Amérique (VOA), provoque de vifs remous au Congrès, qui sera appelé à se prononcer sur l'initiative de la Maison Blanche.

L'administration justifie sa décision par des raisons d'économie. La « consolidation », pour utiliser la terminologie officielle, c'est la fusion des deux stations de Munich qui représenterait une économie évaluée sur cinq ans à 644 millions de dollars. L'autre argument officiel est que les deux stations se font concurrence entre elles, ainsi qu'à des stations étrangères comme la BBC, la Voix de l'Allemagne, etc., cherchant toutes à capter le maximum de l'audience des pays du centre et de l'est de l'Europe. En effet, disent les officiels, les changements politiques, ainsi que les

progress de la technologie, permettent aujourd'hui aux auditeurs et téléspectateurs des pays de l'Est de suivre les programmes des chaînes publiques et privées des pays occidentaux. Dans l'optique officielle, après la désintégration des régimes communistes, le maintien des deux stations - créées pendant la guerre froide comme des armes défensives de contre-propagande - ne se justifie plus. Radio Free Europe commença en 1951 ses opérations à destination des pays de l'Est. Radio Liberty, créée en 1953, diffusait vers l'Union soviétique. Une audience plus limitée que celle de la VOA s'adressant au monde entier. Mais les deux radios de Munich, financées par la CIA, diffusaient en vingt-quatre langues des programmes d'information évidemment très orientés et plus agressifs.

Ainsi, en 1970, les sénateurs Fulbright et Church critiquèrent-ils vigoureusement les deux stations. « Ces radios, disaient-ils, n'ont pas le mandat de création ou de désabilitation d'un système politique, la forme du gouvernement, ni l'idéologie des pays auxquels elles s'adressent. » Néanmoins, les deux stations ont continué leurs opérations. Leur diffusion est nettement supérieure à celle de la VOA. Ainsi,

chaque semaine, elles diffusent 63 heures en polonais, 42 en hongrois et 68 en russe, alors que la VOA se limite à 28 heures en polonais, 10 en hongrois et 70 en russe. Certains officiels s'inquiètent d'un double emploi. Est-il vraiment nécessaire, a déclaré l'un d'eux, que chaque jour Radio Liberty diffuse 24 heures en russe et la VOA, 18 ?

### Centre de documentation unique

Mais les défenseurs des deux stations ne manquent pas d'arguments, soulignant surtout que la situation des pays de l'Est et des Etats de l'ex-URSS est incertaine, voire critique, pour justifier le maintien de leur activité indépendante. Il est important, disent-ils, de continuer l'offensive des adversaires de la démocratisation. D'autre part, le coût des stations est relativement faible, n'atteignant pas le prix d'un appareil F16. La liberté des médias européens est encore précaire dans la plupart des pays de l'Est, ajoutent-ils, car leur situation économique ne leur permet pas d'envisager la création de réseaux privés.

Dans le Wall Street Journal, M. Laqueur, spécialiste des problèmes de l'Est, écrit que « l'impact

politique de la VOA en Russie et dans les pays de l'Est est pratiquement nul, alors que celui des radios de Munich est immense ». Il fait état également de la qualité exceptionnelle du réseau de correspondants de ces stations et d'un service de recherche et de documentation unique. « La démocratie ne dispose pas tellement d'armes contre ses ennemis », conclut-il. Pourquoi détruire celle qui existe encore dans cette période critique que connaît l'Europe de l'Est et la Russie ?

Dans le New York Times, M. Milosz, prix Nobel de littérature 1980, estime que « le démantèlement des stations existantes risque de créer ultérieurement, mais à un prix prohibitif, des organismes du même ordre. Ce n'est pas faire preuve d'un pessimisme excessif de penser que les tensions actuelles de l'ancien monde communiste sont dangereuses pour l'Amérique, qui ne pourrait éviter d'être impliquée ».

Les observateurs du Congrès doutent que ces arguments soient entendus au Capitole et estiment pratiquement inévitable la « consolidation », qui se traduira par le licenciement de 1 600 employés.

HENRI PIERRE

## Le difficile retrait des troupes russes

Le retrait des troupes russes est en cours : voilà la seule certitude à l'heure actuelle concernant un des dossiers les plus épineux des relations entre Moscou et les trois Républiques baltes. Celles-ci ont toujours eu une signification stratégique pour la Russie, lui ouvrant les portes de la mer Baltique et, partant, de toute la zone nordique.

L'armée soviétique était solidement installée dans ces pays, qui abritaient aussi de nombreuses usines stratégiques du complexe militaro-industriel. Au total, on estimait à environ 130 000 - dont 63 000 en Lituanie, 40 000 en Lettonie et 25 000 en Estonie - le nombre des militaires soviétiques stationnés dans les pays baltes. Les Russes se font donc tirer l'oreille. Après avoir tergiversé, Boris Eltsine a réaffirmé, en août dernier, son engagement de retirer ses troupes à un certain nombre de conditions : compensation financière, définition d'un statut des officiers restant sur place...

Si les négociations, notamment à propos de ces conditions, n'aboutissent, les experts occidentaux estiment que le retrait s'effectuera malgré tout, de manière unilatérale. Solution qui ne satis-

fait pas les autorités baltes. « Nous souhaitons un accord réciproque, en bonne et due forme, explique un responsable estonien, qui nous garantirait contre un éventuel retour [de ces troupes]. S'il est impossible, en l'état actuel des choses, d'avoir des chiffres précis sur le nombre des militaires russes restés ici, on estime généralement celui-ci à 5 000 en Estonie, 16 000 en Lettonie et 19 000 en Lituanie.

Ce qui fait encore beaucoup de monde, semblent estimer les Baltes. Avec les familles et les proches, cette communauté militaire représente en effet près de 20 000 personnes en Estonie, 200 000 en Lettonie. Si les autorités de Riga et de Tallinn affirment leur volonté d'intégrer leurs russophones « civils », elles opposent une fin de non-recevoir pour les militaires et leurs familles. Pour des raisons de principe - « une armée d'occupation doit s'en aller » - mais aussi politiques, on affirme que les militaires sont ceux qui reconnaissent le moins la réalité de l'indépendance : « Les garder sur notre sol représente un danger pour notre existence même. »

J.-A. F.

## ESPACE EUROPEEN

20

TRIBUNES YOUGOSLAVES

## La Croatie pour une politique fondée sur l'éthique

par Slaven Barisic

LORSQUE, dans la fédération post-titiste, Slobodan Milosevic est arrivé au pouvoir en Serbie et s'est lancé dans une politique visant à assurer aux Serbes l'entier contrôle de la Yougoslavie ou, à défaut, la création d'une Grande Serbie suivant le scénario imaginé par Dobrica Cosic (1) et autres intellectuels serbes et explicité en 1988 dans le «mémoire» de l'Académie serbe, les Croates ont été placés devant un choix : disparaître ou résister. Aux premières élections libres, rendues possibles par les communistes croates alors au pouvoir, le peuple croate a opté pour la résistance. Dès lors, la Croatie s'est lancée dans une politique modérée, respectueuse de la Constitution en vigueur dans la Yougoslavie, dont elle a proposé la transformation en confédération.

Se dotant d'une nouvelle Constitution, la Croatie a explicitement rejeté toute continuité avec l'Etat oustachi, comme l'avait fait de facto et de jure la France avec l'Etat de Pétaïn. Les Serbes de Croatie, qui représentent 12 % d'une population de 4,8 millions d'habitants, se sont vu proposer des pourparlers. Une législation extrêmement libérale a été promulguée sur les droits des minorités.

Tout ceci n'a donné aucun résultat parce qu'une petite partie de ces Serbes a refusé tout statut de minorité — les régions qui échappent maintenant à la juridiction croate n'en comptent qu'une partie, des 580 000 Serbes de Croatie dont la majorité vit et travaille dans le reste du pays non occupé. Dans son déferlement dévastateur sur le territoire de l'Etat croate, sous prétexte de «venir défendre les frères», l'armée serbe a rasé, sous le regard du monde entier, de nombreux villages et villes croates. Vukovar et Dubrovnik sont dans toutes les mémoires.

## Sécession serbe en Bosnie-Herzégovine

La politique croate en Bosnie-Herzégovine a découlé de la même volonté de défense et de légalité qu'en Croatie. Dès l'arrivée de Milosevic au pouvoir, les Serbes de Bosnie-Herzégovine se sont mis à réclamer un régime à part. Parallèlement à la transformation de cette République en Etat indépendant, ils ont entamé le processus de sécession ; ils ont boycotté le référendum d'au-

tonomie et ignoré ses résultats acceptés par le monde entier. Le 7 avril 1992, lorsque les pays de la CEE et la Croatie ont reconnu la Bosnie-Herzégovine, les Serbes ont proclamé leur Etat, qu'ils appellent «République serbe». Ils ont ainsi placé les autres peuples regroupés plus des deux tiers de la population devant un fait accompli, imposé par l'armée nationale yougoslave, notamment ses unités qui sont parties des régions bédouines de Croatie avec — sous la bannière de l'Europe — tout leur armement lourd.

Pendant cette période, la politique croate a consisté à plaider calmement pour des solutions constitutionnelles prenant en compte les réalités ethniques et territoriales, et respectant les intérêts des trois peuples constitués de la Bosnie-Herzégovine. Si le monde avait compris que seul le respect de ces principes pouvait conduire à une solution de la crise, il aurait probablement pu imposer le plan Vance-Owen ou un autre du même genre, sans voir couler le sang mais seulement quelques larmes de la part de ceux des Musulmans et des Serbes, qui n'auraient pu s'adapter à la nouvelle organisation de la Bosnie-Herzégovine.

## Le piège des demi-mesures

Sauf à avoir signé le plan Vance-Owen, les Croates de Bosnie-Herzégovine ne l'ont pas fait d'un cœur léger. De nombreuses enclaves croates restent dans les provinces «serbes» (700 000 personnes) ou musulmanes (135 000) et dans la province «commune» de Sarajevo (50 000). La Croatie défend des solutions permettant la survie de ces Croates dans leurs foyers millénaires. Ceci suppose, en premier lieu, que les Musulmans et les Serbes bénéficient des mêmes droits dans les provinces «croates».

Cependant, compte tenu de l'attitude serbe, une telle solution ne saurait réussir sans l'appui de la communauté internationale. Si celle-ci s'en tient à des demi-mesures, on ne peut exclure qu'un dernier «nettoyage ethnique» élimine tous les Croates des provinces «serbes». En soutenant Croates et Musulmans de Bosnie-Herzégovine, la Croatie a montré qu'elle était capable d'éviter une telle extrémité. Elle est le pays au monde qui, malgré les supports et les critiques, a

le plus fait pour les Musulmans de Bosnie-Herzégovine ; grâce à quoi les relations entre les deux communautés se développent malgré les errements de la politique musulmane et les affrontements sporadiques.

Le choix de l'attitude à adopter face à la question croate (et musulmane) en Bosnie-Herzégovine ne va pas sans poser de délicats problèmes aux dirigeants et à l'opinion publique croates. La France le comprendra facilement, elle qui se souvient des déchirements provoqués par la décolonisation au Maghreb. La souffrance est encore plus durement ressentie par les Croates puisqu'ils sont la population autochtone de cette Bosnie-Herzégovine, d'où ils sont maintenant chassés par les derniers armées.

Récemment, certains dirigeants de la minorité rebelle des Serbes de Croatie ont insisté à nouveau sur l'indépendance de leur prétendu «Etat», dont le «capitain» n'a que 12 000 habitants. Cet Etat devrait comprendre la partie frontalière avec la Serbie de la riche plaine croate, où les Serbes étaient avant la guerre minoritaires, et la région de Krajina, particulièrement aride et très peu peuplée, où ils sont largement majoritaires mais relativement peu nombreux (140 000) et géographiquement très éloignés de la Serbie. La région est en outre d'une importance capitale pour les communications entre le nord et le sud de la Croatie. Cette revendication, contraire au principe d'inviolabilité des frontières internationales reconnues, dépasse les droits des minorités ordinaires admis et est inacceptable pour la Croatie.

Par ailleurs, la Croatie a intérêt à ce que les problèmes de cette région soient résolus au plus vite. Mais la FORPRONU a été incapable de permettre le retour des réfugiés croates et serbes dans leurs foyers. Le cessez-le-feu plus ou moins respecté maintient le statu quo désastreux par les Serbes. Depuis presque trois ans, la Croatie a fait preuve d'une très grande patience, que n'a pas démentie l'affaire de Maslenica.

Confrontée aux difficultés structurelles de tous les pays post-communistes auxquelles sont venus s'ajouter la guerre et 700 000 réfugiés croates et musulmans (un réfugié pour deux personnes actives), la Croatie ne pouvait tolérer l'interdiction des communications. C'est pourquoi elle a repris les quelques

dozaines de kilomètres carrés de son territoire indispensables à une sécurité minimum du trafic.

Lors de l'opération de Maslenica (fin janvier dernier), deux soldats français ont malheureusement été tués et ce, comme il apparaît clairement aujourd'hui, pas des Serbes. Un porte-parole s'est aussitôt rendu en «mer croate» alors qu'on n'en avait pas vu pendant que mouraient des dizaines de milliers de Croates, des centaines de milliers de Musulmans et une dizaine de soldats français... C'est peut-être une coïncidence ; si c'est un avertissement, sous prétexte que la Croatie serait le favori de quelqu'un, il est vrai que la Croatie n'a pas eu tant de victimes pour servir d'instrument à qui que ce soit.

## Les liens historiques avec la France

La Croatie souhaite une large coopération avec la France, à laquelle la lie une longue histoire que l'opinion française connaît peut-être insuffisamment. Elle souhaite coopérer avec ce pays comme avec tout autre pays ami et contribuer au processus d'intégration européenne. C'est ainsi qu'elle pousse, en même temps que les autres, à abandonner ses frontières «dans la maison commune». Mais ceux qui pensent que les Croates pourraient renoncer à leurs frontières dans une autre Yougoslavie, finit-ce dans la perspective et avec la promesse d'intégration à l'Europe, se trompent lourdement. Après ce qu'ils ont vécu, ils ne sont pas prêts à prendre ce risque.

L'intérêt essentiel des petits peuples au milieu des puissants est que les valeurs éthiques pénètrent le plus possible la politique. Voilà la contribution à la civilisation que pourrait apporter l'apparition des petits peuples sur la scène mondiale, à condition que les grands aient un ordre où l'emploi de la force soit exclu des relations internationales. C'est une nouvelle frontière à franchir et la plus belle vers laquelle la Croatie et la France peuvent travailler ensemble.

► Ancien conseiller du président Tudjman pour les sciences et l'éducation, Slaven Barisic est vice-président du Conseil pour la stratégie de développement de la Croatie.

(1) Voir l'article de Dobrica Cosic dans le Monde du 17 février.

## Les errements de la politique française

par Michel Boulmer

La politique menée par la France en ex-Yougoslavie a été jusqu'à présent trop empreinte d'attentisme et de conservatisme. Dès le début de l'année 1992, alors que se précipitait au Quai d'Orsay les informations sur ce qui était les réalités de la guerre serbe d'agression et de conquêtes territoriales avec son cortège de chasses systématiques aux populations non serbes et d'épuration ethnique impitoyable, il était devenu évident que les deux principes complémentaires auxquels le gouvernement français se tenait depuis le début de la crise de la Fédération yougoslave étaient largement dépassés par le développement des événements politiques et militaires.

L'idée reçue consistait à estimer que notre pays, cofondateur après la première guerre mondiale de la jeune «fédération des Slaves du Sud», devait continuer après l'éclatement de celle-ci (et pour éviter l'installation dans cette région des Balkans d'une atmosphère d'instabilité...) à encourager à tout prix la reconstitution rapide d'un nouvel ensemble politique fondé sur une coopération confiante et durable entre les nouvelles entités nationales nées de la crise.

## Une action temporisatrice

Malheureusement, cette analyse sous-estimait la force des nationalismes enflés. Avec l'évolution fulgurante de la crise, elle s'est révélée non seulement obsolète mais aussi erronée par suite de la grande conquête entreprise par les Serbes dans les conditions inhumaines que l'on commençait à découvrir. Quant à la notion de fidélité à l'amitié entre les peuples français et serbe, elle était tout simplement détournée de son sens le plus noble pour être exploitée avec machiavélisme et à son avantage exclusif par le dernier régime néo-communiste d'Europe.

Pourtant, c'est avec obstination que la politique française prenait ses

distances avec les réalités du drame, se refusant à reconnaître les données totalement nouvelles du «dossier» yougoslave et prônant par le vote du chef de l'Etat une action diplomatique traditionnelle, inadaptable au conflit sanglant qui se développait sur le terrain. Il n'en sortit en fait qu'une action temporisatrice, que les agitations déployées en vain à New-York, les efforts humanitaires de M. Kouchner et d'associations privées et aussi une initiative spectaculaire sans lendemain (le voyage du président à Sarajevo) ne parvenaient pas à dissimuler.

Plus gravement encore, cette politique a pu pour effet de déconsidérer auprès de l'opinion française et européenne la réputation, reconnue universellement depuis des siècles, d'une France pays de la liberté, garante des droits de l'homme et des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et, dans la foulée, de couler corps et biens le projet gaullien, repris en 1991 par M. Mitterrand à l'occasion de la conférence de Prague, d'une Europe européenne capable d'assumer son destin sans aide américaine...

Désormais, le désastre où se retrouvent la France, l'Europe et le monde occidental dans son ensemble ne fait que s'aggraver devant l'incapacité de l'ONU à imposer ses décisions à l'ambition meurtrière du régime néo-communiste de Belgrade et de ses seigneurs de la guerre. Semaine après semaine, on discute à New-York entre plénipotentiaires des limites des dix régions qui devraient constituer la future République bosnienne internationale. En même temps, sur place, les forces serbes de Bosnie, appuyées en fait par toute la logistique de Belgrade, en profitent pour parachever la conquête de vastes zones pourtant déjà reconnues par les négociateurs de la paix comme devant rester bosniaques.

Désastre, absurdité, honte, où l'on voit l'honneur de la France, celui de l'Europe, celui des Nations unies, réduit au suraust de désespoir de dignité personnelle d'un général fran-

çais de la FORPRONU demeuré volontairement dans la boue et la misère humaine de Srebrenica. Absurdité de la «mission impossible» de l'Etat une action diplomatique traditionnelle, inadaptable au conflit sanglant qui se développait sur le terrain.

Face à ce constat d'échec, le tout prochain gouvernement issu de l'opposition saura-t-il redresser la barre et redonner vie à quelque espoir envers notre pays ? Un changement de politique française dans le dossier ex-yougoslave s'impose de toute urgence face à l'ampleur du drame.

## Intimider les chefs de guerre

D'abord, réorienter notre action et la renforcer aussi bien au niveau diplomatique qu'à New-York. Plusieurs de nos partenaires attendent une relance.

A Belgrade, le régime néo-communiste ne pourra plus refléter longtemps les sentiments profonds du peuple serbe encore à demi aveuglé par la propagande guerrière qui existe une «grande Serbie» ethniquement «pure». D'ailleurs quelle serait l'idée d'une «grande Serbie» éditée sur des frontières artificielles et contestées, des transferts massifs de populations, les bains de sang, l'accumulation des haines et de nouveaux sentiments de revanche ? Sans oublier les risques de conflits internes dus à la présence de fortes minorités (Vojvodine) et d'un peuple kosovar qui n'aspire plus qu'à disposer de lui-même. En Bosnie, ce ne serait pas «faire la guerre à la Serbie» que de prendre résolument des mesures d'intimidation à l'encontre de chefs de guerre locaux dépourvus de tout statut international, achetés au point d'enfreindre les lois les plus élémentaires d'humanité et au sujet desquels Belgrade soutient qu'il n'a aucun rapport avec eux et n'a aucune responsabilité dans leurs exactions.

Enfin, manifester une meilleure compréhension à l'égard de la Macé-

doine, soumise elle aussi à un «blocus» politique et économique injustifié. A l'égard, surtout, de la Croatie qui a paru écartée à distance depuis le début de la crise par le président français oubliait qu'il ignorait ? des réalités de relations pourtant intimes à l'époque des Provinces illyriennes de Napoléon et renouvelées en 1918 lors de la libération par la flotte française des ports dalmates encore autrichiens.

Pourquoi le peuple et l'intelligence croates seraient-ils négligés par Paris parce que condamnés, paraît-il, à rentrer dans l'orbite allemande ou italienne ? Voilà encore une vue bien supérieure des choses que ne tient pas compte de toute une tradition francophile qui, de Zagreb, Split à Dubrovnik, ne demande qu'à être restaurée après les avanies subies depuis deux ans.

«Plus jamais cela», s'est écrit avec raison le monde politique et intellectuel français au souvenir encore insoutenable de la folie meurtrière nazie. Alors, pourquoi ses membres, à part quelques personnalités courageuses et conséquentes avec elles-mêmes, se sont-ils montrés si prudents à réagir, autrement que verbalement, devant le crime contre l'humanité qu'est l'épuration ethnique doublée du viol systématique des femmes ?

Il faut souhaiter que le nouveau gouvernement (et peut-être le chef de l'Etat enfin agrippé par la nécessité) aura (aura-t-il) la lucidité d'entreprendre dans le dossier ex-yougoslave le réajustement, le redressement indispensables d'une politique française qui, après deux années, n'a le plus souvent fait preuve que d'une retenue peu convaincante et d'une sécheresse choquante vis-à-vis d'un drame humain au point de vue politique embrasé en plein cœur de l'Europe à moins de deux heures d'avion de Paris.

► Diplomate à la retraite, Michel Boulmer est ancien ambassadeur de France à Tirana.

## Faire vivre Tuzla

par Freimut Duve

LS organisent la vie et attendent la mort. Tout ce qui est humainement possible, ils l'ont fait depuis un an que la guerre a commencé. Ils étaient sans armes et ils se sont levés. Ils avaient dû arrêter la production des usines et maintenant ils l'ont relancée. Ils ont dû maîtriser le difficile passage de l'économie socialiste à l'économie de marché, dans les conditions d'une économie de guerre avec approvisionnement minimal informatisé.

La ville a besoin de 25 000 tonnes par mois de produits alimentaires. La municipalité, élue démocratiquement, a développé un système de distribution égalitaire qui fonctionne sans contrôle policier. Les tickets de rationnement multicolores ont été dessinés artistiquement. Qui tente de tricher sera pris, mais pas par la police, par les jeunes gens qui manipulent les ordinateurs dans ce qu'on appelle le centre logistique. Il n'y aura pas de plainte officielle. Aucune poursuite.

C'est une sorte de culture de guerre, une culture électronique de l'égalité, qui n'a pu voir le jour que parce qu'avant la guerre il existait une culture urbaine. La municipalité — spécialistes, professeurs, ingénieurs, dirigeants d'entreprise (pas d'idéologues, de militaires ou de nationalistes) — a relevé le défi. Elle organise la répartition de l'écologie, excluant toute possibilité d'économie mafieuse.

## Eglise intacte

«Vous voyez l'église orthodoxe et la maison paroissiale, aucune vitre n'a été brisée ; pourtant, les popes sont partis ; ils ont fui dès le mois de mai. Nous savons que quelques uns sont chez les tchetniks. Mon guide, un jeune commerçant de Tuzla, attire, non sans fierté, l'attention sur la grande église serbe de sa ville. Lui-même porte un nom qui laisse deviner son ascendance musulmane.

La veille, à l'aube, nous étions passés devant des maisons totalement détruites dans les environs de Mostar. Des maisons serbes, détruites par des Croates de la région après le départ des Serbes. Mon accompagnateur me les avait montrées avec un sentiment de honte. Que de telles choses soient possibles en Bosnie ! Après seize heures de voyage sur des chemins forestiers, nous sommes à Tuzla et l'église est intacte, mais il n'y a personne pour dire la messe.

Jusqu'au début de la guerre, la ville comptait 120 000 habitants, pour la plupart des Bosniaques, noms musulmans. Il y a, en plus, 60 000 réfugiés qui ont été maltraités par les tchetniks et chassés des villages de la région, dix mille Serbes vivent encore à Tuzla ; des Serbes, c'est-à-dire des Bosniaques dont les parents fréquentaient l'église orthodoxe. Lorsque j'ai visité les camps de réfugiés — la plupart du temps des bâtiments scolaires et universitaires — j'ai demandé pourquoi on n'utilisait pas aussi la grande maison paroissiale orthodoxe désertée. Réponse unanime : «De quoi ça servirait l'air, si on mettait des réfugiés là-dedans. Non. Nous respectons l'église des Serbes, elle ne doit pas être occupée, même si ses popes sont maintenant chez les tchetniks».

Pendant ce voyage dans Tuzla assiégée, où les tirs d'artillerie se font entendre au petit matin, où gisent les grands blessés de la ville détruite de Cerska, je n'ai rencontré ni guerre de religion ni haine ethnique. Le maire m'avait adressé des lettres de bienvenue, mais il n'avait pas été arrêté. Si les tchetniks ne sont pas arrivés à Srebrenica, cette résistance démocratique s'effritera au profit du radicalisme naissant des chefs musulmans déçus, qui ne croient plus à la chance de Tuzla.

## Culture démocratique

Il s'agit sur la vie. Pas sur la survie. Le deuxième jour, à ma demande, je n'ai rencontré que des Serbes et des Croates ; ils confirment l'impression dominante : il ne s'agit pas d'une société «multiculturelle», mais d'une culture particulière. Ville industrielle depuis cent ans, centre universitaire, Tuzla avait une grande signification pour l'ancienne Yougoslavie. Une société moderne, dans laquelle l'emploi, l'habitat, les intérêts culturels, avaient plus d'importance que la question de savoir quelle maison de Dieu on fréquentait le dimanche la vendredi. C'est pourquoi l'idée de la «razzica» est diabolique : échanger les Serbes de Tuzla contre les blessés de Srebrenica ; des

dix mille Serbes de la ville, moins de cinq cents se sont déclarés prêts à partir. Une ville civilisée assistée aux marchandages entre l'ONU et les bandes de tchetniks dont l'objet est sa propre population.

Je visite deux cimetières dans lesquels les victimes des derniers mois sont enterrées, avec des petits écriteaux en bois pour les Musulmans. 1992-1993. De la butte du cimetière, j'aperçois un lieu de prière à ciel ouvert et suis le témoin d'un événement que je n'ai encore jamais vu, ni à Hambourg ni au Caire : un cercueil avec la croix, un cercueil avec le croissant, côte à côte. Quelques communes, honneurs communs rendus aux morts, prière commune.

Tuzla est alimentée par une liaison fragile avec l'extérieur. Un chemin de montagne qui est souvent rendu impraticable par la neige et la boue. Des blindés canadiens et français de l'ONU tirent les camions. Une région de 800 000 habitants est reliée au monde extérieur par cette artère. L'ONU organise des convois depuis Belgrade ; à une fois trois par semaine, beaucoup trop peu et beaucoup trop aléatoire pour remplacer la route vers l'Ouest.

Des centaines de camions se pressent sur cette voie nommée ironiquement «piste Ho Chi Minh». Jour après jour, jamais de nuit. Car il y a trois tronçons où les tchetniks peuvent tirer. Vitesses et chances sont les seules protections. Au cours des dernières semaines, aucun véhicule n'a été touché. Mais, en janvier, la ville a été paralysée par le deuxième gros danger : avec plus de trente points de surveillance, la route est contrôlée par des seigneurs de la guerre et des groupes armés très différents. Pendant des semaines, il y a eu des combats entre Croates et Musulmans, loin à l'ouest de Tuzla, en Bosnie centrale. La route a été tout simplement barrée pendant des semaines par des milices croates. L'ONU ne peut (ou ne veut) rien faire.

## Un verre d'eau sur une maison en feu

Dans la ville, la vie ; dans les têtes, la mort. Nous savons qu'il n'y aura aucune aide de l'extérieur quand les tchetniks avanceront pour de bon. Un réalisme de fin du monde qui donne la frisson. Semaine après semaine, mois après mois, terreur après terreur, ils ont attendu qu'une puissance arrive le massacre. Mais la description s'est imposée. Les collaborateurs du centre logistique avaient du mal à imaginer qu'un homme politique européen ait fait le voyage que leurs chauffeurs épuisés entreprennent jour après jour. Mes timides félicitations pour leur culture électronique et égalitaire, qui étaient plutôt une boutade, leur sont apparues comme un verre d'eau jeté sur une maison en feu.

La pensée d'un suicide collectif par explosion de l'usine de chlore n'est pas un fantasme. C'est une arme sérieuse pour des gens déboussolés, qui, depuis près d'un an, ont fait tout ce qui était humainement possible pour garder leur culture, leur dignité et leur vie. Ils publient encore un petit journal ; dans la cave d'un magasin, des jeunes gens font marcher l'émetteur local de télévision. Mais ils ont le sentiment d'être condamnés à l'enfer éternel. Si les tchetniks ne sont pas arrivés à Srebrenica, cette résistance démocratique s'effritera au profit du radicalisme naissant des chefs musulmans déçus, qui ne croient plus à la chance de Tuzla.

Tuzla a besoin de visiteurs, de gestes, de signaux qui montrent que la monde extérieur aide la ville, non pas à mourir mais à vivre ; protection des routes par l'ONU, ouverture de l'aéroport, soutien à cette autosurveillance étonnante. La communauté européenne a un bureau de liaison à Tuzla — c'est quelque part dans les étages d'un grand hôtel. La Communauté doit faire flotter ses couleurs sur la ville.

Après deux jours et demi, j'ai repris la route des montagnes. En chemin, j'ai visité le quartier général de la FORPRONU. Les officiers sont aimables, mais pas particulièrement heureux que je me sois rendu sur l'aéroport de Tuzla et que je demande sa réouverture. Pourquoi les Européens ne pourraient-ils pas — ensemble — empêcher le meurtre d'un morceau d'Europe ? Pourquoi la pensée d'une telle protection, quand elle est avancée par un Allemand, est déformée et assomée à je ne sais quelle volonté hégémonique ? «A Sarajevo meurt l'Europe», a écrit le Croate Popovic. A Tuzla, l'Europe vit. Pour combien de temps encore ?

► Freimut Duve est député social-démocrate au Bundestag.

Son /

Bosbank :  
Bosnie croque

محلى الفضل



## ESPACE EUROPÉEN

### BIBLIOGRAPHIES

# Son Allemagne

Dans un livre en allemand, Alfred Grosser retrace un demi-siècle d'engagement pour une meilleure compréhension entre Français et Allemands

**C**ONTRAIREMENT à la version officielle, les relations franco-allemandes ne devaient pas être « privilégiées » par le seul effet du traité de l'Elysée en 1963. Tout avait commencé dès 1946, au lendemain même de la défaite du III<sup>e</sup> Reich. L'un des principaux initiateurs de cette évolution fut un jeune homme nommé Alfred Grosser. Il fut dès lors de tous les débats où il s'agissait de désarmer les préjugés, dénouer les malentendus, expliquer les Allemands aux Français et les Français aux Allemands. Écrivant indifféremment chacune des deux langues, il n'a cessé d'intervenir dans les médias des deux pays. Est-il universitaire ou journaliste? Rabbini, pasteur ou Père jésuite, comme le plaisantait un ami? Tout cela en même temps. En fait, il apparaît bien plus comme un moraliste politique.

Décontenancés par ce Français qui parle si bien leur langue, mais qui les admoneste, ses lecteurs et auditeurs allemands n'ont jamais cessé de demander à Alfred Grosser : qui êtes-vous ? Il leur répond dans une autobiographie dont le

titre *Mein Deutschland* se traduirait aussi bien par *Mon Allemagne* que par *Pense Allemagne* ou *Je pense à l'Allemagne*, en écho à la phrase célèbre de Heine : « *Quand je pense à l'Allemagne, dans la nuit...* ».

Sa réponse est catégorique : « *Je suis un Français d'origine allemande ; ma patrie est la France.* » Cet ouvrage qui ne sera sans doute ni traduit ni réécrit en français sonne-t-il alors comme une revendication ou comme une dernière rupture avec la terre de sa naissance ?

#### Des jalons symboliques

Le « devenir français » de Grosser, concrétisé par la naturalisation en 1937 (il est né en 1925 à Francfort), passe par quelques jalons symboliques : l'intégration dans le scoutisme protestant, sa désignation comme porte-drapeau le 11 novembre, précisément parce qu'il est étranger, un maître de dixième qui restera son ami pour la vie, la rapidité de son apprentissage de la langue. L'absence du père, peut-être jointe à la décision maternelle de vivre en Allemagne, que désorientait la France est la patrie, fut décisive. La période de guerre dans le Midi,

la participation à la Résistance, les cachettes, l'enseignement et l'université, une affirmation d'incroyable religiosité, parachevèrent les années d'apprentissage, closes en 1947 par l'agrégation d'allemand, après une orientation vers les mathématiques et la physique.

Avec quelques personnalités, il crée alors le Comité d'échanges avec l'Allemagne nouvelle, qui pendant vingt ans fut l'un des lieux où Français et Allemands désapprirent leur manichéisme réciproque en partageant drames et espoirs. Tâche toujours à reprendre, tant subsistent, au nom du patriotisme, les souvenirs de ceux dont tout le jugement était congelé dans le rappel de la guerre.

Quelle a été finalement la clé de cette action politique, de cette pédagogie ? Le rejet des globalisations systématiques qui tournent au dogme, des entités générales : « les Allemands » ou « les Français », l'affirmation que l'homme prévaut sur le « sujet », au sens où il est le jouet inerte du pouvoir. Le refus de faire du passé un alibi pour renier l'avenir lorsqu'il est l'avertissement à faire un avenir autre. Jamais cette pensée ne verse dans

l'affectivité, ne consent aux slogans qui en dérivent, tels que « la réconciliation franco-allemande », ou aux emballages faciles comme « typiquement allemand ». Aux antipodes d'un langage qui régnait entre les deux guerres, dicté par le romantisme.

Comme souvent, l'inspiration des origines dicte tout une démarche. Alfred Grosser consacra l'un de ses premiers travaux littéraires à une critique des erreurs commises par Rilke dans ses traductions de Valéry. Il choisissait ce dernier, sa clarté de mots et son allégeance à la raison contre la fascination de Rilke pour l'indicible, voire pour « l'Ange ». Toute l'action du moraliste politique a suivi cette ligne. Son bilan destiné aux Allemands implique qu'aux lecteurs français, aux jeunes générations, il apporte un texte à la fois même et autre, qui ferait également foi pour une pensée et pour un commentaire de l'Histoire de l'après-guerre.

#### JACQUES NOBÉCOURT

► Alfred Grosser, « *Mein Deutschland* », Ed. Hoffmann und Campe, Hambourg 1993, 320 pages.

#### RÉFLEXIONS SUR L'EUROPE

Ce livre, préfacé par Roland Dumas et Klaus Kinkel, ministres des affaires étrangères de France et d'Allemagne, reprend différentes conférences prononcées lors d'un cycle organisé à Lyon. Des historiens, des politologues, des géographes, se penchent sur l'avenir d'une Europe dont ni les contours ni les objectifs ne sont encore clairement définis. La chute du mur de Berlin a ouvert des possibilités qui sont aussi déstabilisantes qu'étaient rassurantes les certitudes d'antan. Comme la liberté.

► Réflexions sur l'Europe, sous la direction de Bernhard Beutler, Ed. Complexe, 230 pages.

#### LA FRANCE ET L'EUROPE D'ICI 2010

Le Commissariat général du Plan a réuni plusieurs groupes d'experts dont un, composé d'universitaires et de fonctionnaires, a tracé les perspectives pour la France et l'Europe au-delà de cette décennie. Conclusion : pas d'avenir pour une France qui ne concevrait pas avec d'autres la suite de son histoire ; pas d'avenir dans le monde pour une Europe qui n'aurait pas de stratégie à l'échelle continentale.

► La France et l'Europe d'ici l'an 2010. Facteurs et acteurs décisifs. Sous la direction de Jean-Baptiste de Foucauld, la Documentation française, 292 pages, 120 F.

#### LA LETTRE D'ALLEMAGNE

Infatigable militant d'une meilleure connaissance réciproque entre Français et Allemands, Joseph Royan vient de créer avec Thibaut de Champris une publication réservée à un public intéressé par notre voisin d'outre-Rhin, la *Lettre d'Allemagne*, qui se propose de donner, tous les mercredis, des informations exclusives sur l'actualité allemande.

► La Lettre d'Allemagne, Ed. France-Allemagne SARL, 18, rue Dauphine, 75006 Paris. Abonnement : 3 500 F par an.

## Bundesbank : le mythe écorné

**A** en croire David Marsh dont le livre sur la banque centrale allemande vient d'être publié en français, cette institution aurait atteint « sa majorité en mars 1973 » quand elle put « pour la première fois se concentrer pleinement sur son objectif de lutte contre la hausse des prix ». Quelques paragraphes plus loin, l'auteur, journaliste au *Financial Times*, rappelle que « tous les succès de la Bundesbank pour diminuer l'inflation n'ont pas empêché le Deutschland de perdre les deux tiers de sa valeur depuis 1948 ».

Pourquoi en a-t-il été ainsi ? Proposer une explication aurait conduit l'auteur à situer l'action de la « Buba » dans l'histoire monétaire contemporaine. Tel n'était pas son sujet, mais on ne peut pas rendre compte des décisions prises à Francfort si on les isole entièrement de leur contexte. Pas un mot sur les extraordinaires pressions faites le plus souvent à contretemps qui se sont exercées sur la Bundesbank, de l'intérieur (gouvernement de Bonn) mais surtout de l'extérieur. En 1967 encore, les puissances anglo-saxonnes et la France contraignaient pratiquement la Bundesbank à abaisser son taux d'intérêt à 2,5 %, ce qui allait ouvrir la voie à des désordres monétaires qu'on met aujourd'hui entièrement sur le dos de la réunification.

#### Une continuité incertaine

L'intérêt véritable de l'auteur — le préfacier de l'édition française, Michel Pébereau, président du CCF, le révèle d'emblée — a été de « s'attaquer à un mythe ». Le résultat ne serait-il pas que ce récit fouillé nous renseigne sur la représentation que le journaliste britannique se fait de la Bundesbank plus que sur le rôle de cette dernière, sa mission et ses accomplissements ?

Les plus longs développements sont consacrés à la « continuité » de l'histoire monétaire allemande. La Bundesbank a été créée en 1957. Elle succédait à la Banque des États allemands, organisme très décentralisé, voulu après la guerre par les Américains. Pour David Marsh, l'obsession de la stabilité, la Bundesbank l'a directement héritée de la période nazie. Mais il va plus loin : le goût du peuple allemand pour la stabilité monétaire remonterait à l'époque impériale et traduirait l'attachement germanique pour l'ordre étatique ! Faut-il rappeler que la valeur or de la livre sterling n'a pas été modifiée entre la fin du dix-septième siècle et 1937 ? Que le franc fut, de 1803 à 1914, un autre exemple de monnaie solide ?

Ce parti pris conduit l'auteur à ne voir dans l'expérience mo-

nétaire allemande de l'après-guerre, comparée à celle de l'époque hitlérienne, qu'une seule différence : le succès. C'est faire bon marché des méthodes mises en œuvre. La stabilité des prix pendant les premières années de la dictature hitlérienne fut « obtenue » par un contrôle des changes draconien. Ce contrôle était précisément un des instruments les plus efficaces du régime tyrannique qui allait s'installer, obligeant notamment les résidents, en butte aux persécutions raciales, de passer par les fourches caudines de l'administration.

#### Instinct de survie

C'est en 1979 que le contrôle des changes a été supprimé en Grande-Bretagne, onze ans plus tard en France. Mais la liberté totale des mouvements de capitaux existe en Allemagne depuis 1949. Les seuls contrôles appliqués momentanément avaient pour but de stopper l'afflux étranger. Confondre, comme le fait David Marsh, un tel contrôle avec l'appareil de coercition visant à empêcher les nationaux d'exporter librement leurs avoirs à l'étranger témoigne d'un abus de la notion de symétrie.

L'auteur relève aussi qu'après le premier « choc pétrolier » la Bundesbank fut la première à prendre des mesures correctives (hausse des taux d'intérêt, etc.), mais ce fut, ajoute-t-il, au prix d'un ralentissement de l'activité économique. Le fait est que l'Allemagne connut à l'époque une récession sensiblement moins forte que dans les autres pays et que, d'une façon générale, la politique de la Bundesbank, dans la mesure où elle ne se donne pas pour objectif de stimuler l'activité, a évité à l'Allemagne le trop célèbre stop-go, qui a caractérisé l'évolution économique de la Grande-Bretagne et de beaucoup d'autres pays (obligation pour les autorités de stopper net une expansion économique artificiellement provoquée).

Le projet d'union économique et monétaire détermine désormais le destin de la Bundesbank. L'auteur tient ici le balance à peu près égale entre l'importation française visant à couper les ailes de l'institut d'émission allemand, d'une part, et l'instinct de survie de ce dernier, d'autre part. Il va jusqu'à donner, à cette dernière, un léger avantage. Pour le coup, c'est au préfacier français de se formaliser de cette faute narrative. L'Association française des banques promeut pour sa part la diffusion d'un ouvrage riche d'informations.

#### PAUL FABRA

► La Bundesbank aux commandes de l'Europe de David Marsh, éditions Seuil, 413 p., 165 F.

LE 28 MARS VOUS MONTE À LA TÊTE : À PARTIR DE CETTE DATE, SWISSAIR VOUS OFFRE D'AVANTAGE POUR VOTRE ARGENT DANS SA NOUVELLE BUSINESS CLASS POUR L'EUROPE. DE QUOI FAIRE TOURNER LA TÊTE À PLUS D'UN INTÉRESSÉ.



## POLITIQUE

## La préparation du second tour des élections législatives

Les électeurs ont été implacables au premier tour. Ce n'est pas une raison pour ne pas tenter de les séduire au second. Les socialistes, les communistes, les écologistes et, même, le Front national tiennent, à peu près, le même langage : les Français se sont choisis une majorité - et quelle majorité ! - le 21 mars, mais ils ont aussi besoin d'une opposition, qu'ils devront désigner le 28. S'ils omettent de le faire, « ça craint pour la démocratie », a lancé Henri Emmanuelli, jeudi soir 25 mars, à Tarbes, où il est allé prêter main-forte à son ami Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, qui n'est pas loin du compte, mais qui n'a pas partie gagnée.

Les images foisonnent. A Libourne, où Gilbert Mitterrand a de sérieuses difficultés, Ségolène Royal, auréolée de son bon score du premier tour dans les Deux-Sèvres - elle est la seule socialiste à avoir progressé par rapport à 1988 - et de sa combativité face aux vainqueurs, au soir du premier tour, à la télévision, a appelé « tous les démocrates » à se rassembler pour « stopper le rouleau compresseur de la droite ». A Saint-Pourçain-sur-Sioule, dans sa circonscription de l'Allier, André Lajoinie, président du groupe communiste sortant, a parlé, plus classiquement, du « sursaut » qu'il croit « possible ». Michel

Rocard redoute, lui, « un Parlement unijobiste, un Parlement infirme », où la gauche ne serait même pas assez nombreuse (il faut soixante signatures) pour user du droit de saisine du Conseil constitutionnel dont les députés et les sénateurs disposent depuis 1974.

Il en faut presque autant (cinquante-huit, le dixième de l'Assemblée) pour déposer une motion

Manifeste contre le Front national est d'accord, pour une fois, avec les dirigeants du parti d'extrême droite, qui, avec Jean-Marie Le Pen, jugent « indispensable d'assurer une Assemblée pluraliste ».

Pour tous, il s'agit de sauver les meubles, de préserver les plus précieux, qui sont, aussi, les plus menacés. Chaque famille se mobilise pour les meilleurs des siens. Michel Rocard a reçu le renfort, pour

Dray, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, a réuni autour de lui les écologistes, les communistes orthodoxes et refondateurs et l'extrême gauche pour tenter de transformer son assez bel essai du premier tour.

Les écologistes tentent, de leur côté, de « sauver » Dominique Voynet, qui a adressé des messages de soutien à plusieurs socialistes, dont Julien Dray, et en a reçu un de Michel Rocard, après celui de Jacques Delors. Fidèle à l'engagement des Verts contre le Front national, Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, a annoncé sa visite, vendredi, à l'autre bout de la France, à Marseille, pour appuyer un communiste, Guy Hermer, face à la candidate de l'extrême droite. Le Front national aimerait assurer, lui, l'élection de son président à Nice. De son côté uruguayen, l'ancien maire de la ville, Jacques Médéric, a invité les Nipots à « offrir ce modeste siège » à Jean-Marie Le Pen.

Il ne reste plus qu'à appeler à la rescousse feu Pierre Dac : « Pour tout ce qui est contre, contre tout ce qui est pour. »

PATRICK JARREAU

## Il faudrait aussi une opposition

de censure, a complété Dominique Strauss-Kahn, à Pontoise, au cours d'un meeting où il était entouré de l'ensemble des candidats de gauche et écologistes du premier tour, qui appellent à voter pour lui au second, dans la huitième circonscription du Val-d'Oise. « Imaginez-vous une séance de questions du mercredi, à l'Assemblée, avec cinquante-cinq minutes de compliments au gouvernement et seulement cinq minutes pour parler des problèmes », répète Jean-Christophe Cambadélis aux électeurs de la vingtième circonscription de Paris. Le président du

son dernier meeting à Conflans-Sainte-Honorine, de Bernard Kouchner et d'Alain Decaux. Le « présidentiable » de la gauche n'exclut pas d'être battu, mais « ce serait une défaite, pas un déshonneur », a-t-il dit. « Si je ne m'étais pas représenté, a-t-il expliqué, je ne crois pas que j'aurais pu facilement me repérer dans la glace en me rasant lundi matin ! » Il est vrai qu'il ne serait pas le seul dirigeant socialiste à échouer : Lionel Jospin, Jack Lang et, même, Laurent Fabius ont, eux aussi, de quoi s'inquiéter. A Saint-Michel-sur-Orge, dans l'Essonne, Julien

qu'une déclaration qui respecte tout ce qui a été dit avant les élections de 1986 comme au cours de la campagne ».

A l'Elysée, où on se fait un malin plaisir de noter que M. Giscard d'Estaing a été le premier à s'émouvoir des propos de M. Chirac, on estime que jamais celui-ci ne s'était exprimé d'une manière aussi « catégorique » et aussi « personnalisée » sur la question.

« Zézanie » dans l'opposition

On souligne que le président du RPR a choisi de relancer, à quelques jours du second tour, un débat que personne n'avait jugé nécessaire de rouvrir après les escarmouches qui avaient précédé le premier tour. On se dit particulièrement choqué qu'il se réclame de l'intérêt de la France, comme si M. Mitterrand n'en était pas lui-même le premier garant. Il était donc temps de « placer les uns et les autres en face de leurs responsabilités ».

La menace brandie par le chef de l'Etat a déjà produit quelques effets. Cette première passe d'armes de la cohabitation lui a en effet permis de commencer, comme l'a noté M. Le Pen, à « semer la zézanie » dans l'opposition. Entre le RPR et l'UDF d'abord : outre M. Giscard d'Estaing, deux autres dirigeants de la formation libérale ont appelé à la modération, M. Alain Madelin en annonçant qu'alternance devait rimer « avec tolérance » et M. Bayrou en soulignant qu'il n'y ait « ni crise ni compromission ».

Au sein même du RPR, ensuite : d'un côté, M. Juppé a a

THOMAS FERENCZI

## POINT DE VUE

## La France a besoin d'une gauche !

par Michel Rocard

FRANÇAISES, Français, ne laissez pas la gauche disparaître du Parlement ! J'ai toujours essayé d'appeler à l'intelligence des Français. C'est à cette intelligence qu'il faut, de nouveau, s'adresser aujourd'hui.

C'est en 1877 que la gauche a fait triompher la République en France. Depuis ce temps, le Parlement français a toujours compté une gauche et une droite. Leur importance respective a varié au gré des élections, mais l'une et l'autre ont toujours eu une vraie représentation, l'une et l'autre ont toujours été en nombre suffisant pour faire entendre leur voix, même après 1958, même après 1959, même après 1981.

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de notre démocratie et, d'ailleurs, de toutes les démocraties, nous allons vers un Parlement où, pratiquement, la droite serait seule représentée. L'homme, la femme, ont besoin de deux mains pour travailler, de deux jambes pour avancer : la gauche et la droite. Le pays aussi.

## Pour débattre

Il faut être deux

Le Parlement est le lieu par excellence du débat démocratique, mais pour débattre il faut être deux. Une majorité des Français nous l'ont dit : c'est dans l'ordre des choses. Mais souhaitez-vous, vraiment, un Parlement monocolor, où toute voix différente serait écrasée sous la force du nombre ? Souhaitez-vous, vraiment, un Parlement qui, privé d'une représentation de gauche suffisante, serait un Parlement infirmiste, un Parlement unijobiste ?

En ces temps d'incertitudes qui pèsent sur le monde, où une guerre sévit en Europe même tant que d'autres peurs-êtres y gèment déjà, en ces temps où le sida menace, où le chômage progresse, où les interdépendances économiques contraignent notre liberté de choix et d'action, où l'environnement est toujours plus fragile, où la vitesse des changements de toute sorte met en danger la cohésion sociale, croyez-vous qu'un Parlement réduit à la seule UDF puisse trouver les meilleures réponses aux questions toujours plus complexes qui se posent à la nation ?

Il y a un mois, à Montlouis, j'ai annoncé que nous entamerons dès lundi la reconstruction de la gauche. Nous la ferons quoi qu'il arrive, mais vous, électeurs et électrices de France, vous pouvez nous faire franchir le premier pas dès ce dimanche de second tour.

Vous avez besoin d'une gauche ! La gauche a besoin de vous !

► Michel Rocard est ancien premier ministre.

St. Hilaire  
Pourquoi  
privatiser aujourd'hui  
ce qu'on nationalisait  
hier ?  
Consultez  
L'HISTOIRE  
AU JOUR LE JOUR  
pages 874 et 980

## Allumer un contre-feu

Suite de la première page

Par le truchement de visiteurs non identifiés auxquels il a confié, selon nos confrères de l'Agence France-Presse, que les propos « inutilement excessifs » du président du RPR lui paraissent « inacceptables ». Par l'entremise de familiers également non identifiés auxquels il a déclaré, toujours selon l'AFP, que la façon dont M. Chirac entend se saisir des responsabilités qu'il revendique pour son parti en se livrant à « un état institutionnel » n'est pas « de nature à l'encourager à se soumettre aux exigences du RPR ». Par la voix de M. Roland Dumas, qui a mis les points sur les i, jeudi soir, en indiquant que le chef de l'Etat serait « très peu enclin à choisir le premier ministre dans le camp de ceux qui souhaitent son départ ».

Bref, par ses confidences calculées, le chef de l'Etat a laissé soudain entendre qu'il pourrait bien, après tout, renoncer à l'idée de nommer M. Edouard Balladur à l'hôtel Matignon, une idée qu'il n'a certes jamais exprimée publiquement mais qui semblait aller de soi dès lors que M. Chirac n'était pas désireux de renouveler pour lui-même l'expérience de 1986-1988. Le chef de l'Etat n'en a pas dit plus et il a pris bien soin de ne pas intervenir personnellement, fidèle à la règle de discrétion qu'il s'est fixée en la matière et surtout contraint d'attendre le

second tour avant de tirer les leçons du scrutin. Il n'en reste pas moins que ses propos ainsi rapportés ont relayés ont pris valeur d'avertissement à l'égard du RPR... et d'encouragement pour l'UDF.

## La cote

de M. Giscard d'Estaing

La cote de M. Balladur baissant, celle de M. Giscard d'Estaing est aussitôt remontée, entretenue par le souhait de l'ancien président de la République d'établir un « code clair », précisant certaines règles de la cohabitation dans les domaines où subsistent des ambiguïtés, et par la publication dans le Monde d'un article-programme jugé aussitôt à l'Elysée « cohabitationniste comme on en rêve ».

Fallait-il donc comprendre que M. Giscard d'Estaing succéderait dans quelques jours à M. Bérégovoy et que M. Balladur, par la faute de M. Chirac, avait perdu toute chance de diriger le gouvernement de la deuxième cohabitation ? L'entourage de M. Mitterrand démentait sans tarder cette interprétation en expliquant que ce serait une erreur de croire que le président de la République avait « mis une croix » sur M. Balladur. De même source, on ajoutait que la parole était toujours aux électeurs, que M. Mitterrand

## Il y a sept ans, la première cohabitation

## Jeu de rôle inversé

Sept ans ont passé et la France se prépare à vivre une nouvelle cohabitation. Avec toujours les mêmes acteurs, mais, parce que la politique est souvent plus affaire de circonstances que de convictions, avec une répartition des rôles tout à fait différente. L'histoire va se répéter, mais déjà elle s'est contrainte.

En 1986, M. Mitterrand se sentait encore jeune et résilient. M. Giscard d'Estaing n'en avait pas encore tout à fait terminé avec sa traversée du désert. M. Barré, au zénith des sondages, sûr de lui et dominateur, se sentait armé pour un rendez-vous immédiat avec l'élection présidentielle. Avec la bienveillance de la « bande à Léo », qui avait déjà vendu son âme au RPR, M. Chirac avait compris que son salut reposait sur le respect absolu des échéances, qu'il devait passer par les fourches Caudines de la cohabitation pour espérer se refaire une santé face à l'insolent Raymond Barre. Indécis, les centristes étaient fidèles à eux-mêmes.

Les élections ont eu lieu le 16 mars. Comme aujourd'hui, il n'était pas facile de se retrouver dans le fracas des déclarations qui devaient se multiplier jusqu'à la dernière minute de campagne sur la question, déjà obsédante, de la cohabitation. Était-ce bon ou mauvais pour le pays et ses institu-

tions ? Le débat couvait pourtant depuis un an, mais, entre droite et gauche, manœuvres d'intimidation, feux brefs de fer et menaces calculées allaient se manifester jusqu'au dernier moment. « En cas de victoire massive de la droite, tirait le Monde à trois jours du scrutin, M. Mitterrand n'écarterait pas l'éventualité d'une démission. »

## Quand M. Chirac

souhaitait l'harmonie

Par la rumeur minutieusement disséminée, l'Elysée jouait avec les nerfs de M. Chirac, premier ministre déjà virtuel, qui n'avait pourtant cessé de donner des gages de bonne volonté. La veille encore, sousant à Lyon la candidature de Michel Noir... en présence d'Alain Mérieux, le président du RPR répétait une nouvelle fois ce qu'il avait toujours dit, qu'il était « prêt à gouverner », que la cohabitation était « un faux problème », bref, qu'il n'avait « nullement l'intention de faire manger son chapeau à M. Mitterrand ».

M. Mitterrand feignait-il de n'en rien croire ? L'avant-veille du scrutin, dans une ultime prestation devant un « Grand jury RTL-Le Monde spécial », M. Chirac faisait encore petite de valeurs, expliquait certes, comme aujourd'hui, que la plate-forme de la majorité serait « appliquée sans compromis et

sans concessions », mais pressait chacun de se persuader que sa seule préoccupation pour l'avenir était de susciter « une certaine harmonie - au sens authentique du terme - entre le président de la République, le gouvernement et le Parlement », quelle que soit la marge du succès annoncé de son camp.

Pas de compromis, mais respect de la Constitution, M. Giscard d'Estaing n'y trouvait, non plus, rien à redire. La question de la cohabitation ne se posait plus pour lui : « Ce qui m'intéresse, c'est que tout se passe bien », avait-il dit. Mais l'arrivée de M. Chirac à Matignon le perturbait quand même. « Le président de la République, imaginait-il, n'est pas obligé de désigner le premier ministre parmi le groupe le plus nombreux à l'Assemblée nationale. » Inquiète aussi de « la volonté hégémonique » du RPR, M. Léotard et ses amis, farouches cohabitationnistes puisés antichiracistes déclarés, passaient ces dernières heures de campagne à exiger de leurs futurs partenaires de gouvernement la définition « d'une classe de responsabilité » entre le RPR et l'UDF.

En face, les socialistes continuaient d'insister sur les risques pour le pays de cette cohabitation annoncée. La démission du président, une « République boi-

teuse » comme le craignait Pierre Mauroy, la perspective, selon son ami Michel Rocard, d'un « gouvernement à la petite semaine », « Avant de prendre toute décision, il faut attendre les résultats du 16 mars », se contentaient-ils de déclarer chez les centristes.

Du haut de son Avenir lyonnais, Raymond Barre regardait guoguenard cette agitation « microcosmienne », se délectant de l'agitation des « raticochiens » et des adeptes « de la politique de l'autruche ». Il avait dit et répété qu'en cas de victoire de la droite, M. Mitterrand n'aurait qu'une solution : se démettre. Mais, depuis une semaine, il ne se faisait plus d'illusions. Au cours d'un déjeuner fameux et des plus paternels, avec Marie-France Garaud, il s'était laissé aller : « Mitterrand les tient. Il va traiter avec des hommes dont l'opinion négative dépasse dans les sondages l'opinion positive. Rien à faire, ils sont dans la sarigue. Et avec le menace d'une élection présidentielle anticipée, il a son arme de dissuasion. Mais, tôt ou tard, Chirac sera poussé par son entourage vers la crise avec le président. » « Alors ! s'était exclamée M<sup>me</sup> Garaud, vous voyez Balladur faire un putsch ? » Mais qui connaissait le « cher Edouard » ?

DANIEL CARTON

## Un candidat des Nouveaux Écologistes dénonce le soutien apporté à la droite par M. Manovelli

M. Christian Faberz est mécontent et inquiet. Candidat des Nouveaux Écologistes au rassemblement nature et animaux dans la première circonscription de l'Aniège aux élections législatives, il a appris, en regardant la télévision, que lui-même et quelque cinq cents candidats présentés sous cette étiquette par M. Bernard Manovelli - ils ont recueilli 635 244 voix - appelaient à voter pour les candidats du RPR et de l'UDF au second tour (le Monde du 24 mars).

« C'est violer la volonté de tous [nos] électeurs et faire fi de leurs convictions. C'est tenter de labouiser le suffrage universel », écrit-il dans un texte où il s'interroge sur l'utilisation qui va être faite du financement public de ce groupe de l'opposition qui se présente comme défenseur des animaux sous la conduite de M. Manovelli (le Monde du 6 mars). « Des sommes énormes risquent d'être détournées », assure M. Faberz, qui appelle à « tous les amis des animaux et de la nature » pour qu'ils « se regroupent et s'alignent à contrôler que bon usage sera fait de ce pactole gagné par sept cent mille électeurs ».

Les documents de propagande électorale des Nouveaux Écologistes présentent ce mouvement comme « apolitique » et ils ne faisaient aucune référence à l'antidote que ses candidats adoptaient pour le second tour.

LIBERTÉ, UNE ID

SPR. L'OPÉRAT



هاتف النقال

# LA LIBERTÉ, UNE IDÉE QUI EST DANS L'AIR.

*A la SFR, Société Française du Radiotéléphone, notre métier, c'est d'installer les réseaux et d'offrir les services de radiotéléphone (analogique ou numérique GSM) qui vous permettent de joindre vos correspondants - ou d'être joint par eux - depuis votre téléphone de voiture ou votre téléphone portatif.*

*Chaque jour, nous veillons à offrir à nos 120 000 abonnés toute la liberté qu'ils peuvent attendre de leur radiotéléphone.*

La liberté de choix : *parce que nous sommes une entreprise spécialisée dans les réseaux de radiotéléphonie, nous pouvons aujourd'hui vous offrir la solution qui répond à vos besoins : abonnement analogique ou numérique GSM, national ou local.*

La liberté d'action : *grâce à nos réseaux (analogique et numérique GSM), nous vous accompagnons dès aujourd'hui partout en France, dans tous vos déplacements et vos projets. De plus, avec votre carte GSM, vous pourrez bientôt téléphoner depuis les autres pays d'Europe.*

La liberté d'esprit : *grâce à l'étendue de nos réseaux, la fiabilité de nos technologies et la disponibilité de notre service-clientèle 24 h sur 24, vous pouvez partir l'esprit tranquille.*

**LIGNES  
SFR**

**SFR. L'OPÉRATEUR PRIVÉ EN RADIOTÉLÉPHONIE.**

Pour tout renseignement, contactez-nous au (1) 45 88 90 00

11 bis, rue de l'Hôtel de Ville  
92411 COURBEVOIE CEDEX

## POLITIQUE

## Nord : Michel Delebarre le dos au mur

DUNKERQUE

de notre envoyé spécial

Il y a un côté bâtisseur insatiable chez cet ancien ministre de la ville. Gamin, il venait en colo pêcher des châteaux de sable sur la plage de Malo-les-Bains. Aujourd'hui, c'est d'une digue qu'il rêve. Une bonne digue en béton armé pour contenir la déferlante de la droite, qui menace d'engloutir le littoral dunkerquois. Tandis que ses voisins socialistes, André Delattre et Jean Le Garrec, sont menacés dans les treizième et quatorzième circonscriptions du Nord, Michel Delebarre s'active à sonner le tocsin et à ériger des fortifications autour de la douzième (Dunkerque-Ouest), dont il veut faire un îlot de résistance. Mais quel siège peut-il tenir avec la maigre réserve de voix (18,7 % des suffrages) que lui a concédée son électorat à l'issue du premier tour ?

Michel Delebarre, le dos à la muraille, rongé par le doute : qui pouvait l'imaginer il y a seulement deux ans ? Lui, l'élève d'outre-mer, le cadet de la gauche ouvrière, le rénovateur prisé qui s'approuvait à « l'Haute au feu » devant les guerres des chefs ; lui, consacré par des urnes ardennes, mais déçues à l'Assemblée nationale dans une treizième circonscription (Dunkerque-Est) fraîchement ciselée par Charles Pasqua, il l'enlève sans coup férir. Mis sur orbite, ne commençant-il pas, alors, à gêner du côté du beffroi de Lille ? On l'envoie donc - un trébuchet - à Dunkerque, un bastion municipal de droite, qu'il conquiert, pourtant, et reconquiert en 1990 après l'annulation du scrutin par le Conseil d'Etat. Sous le choc de la crise des chantiers navals et de la sidérurgie, la foule dunkerquoise se grise d'espoirs et acclame en lui un sauveur. Homme de chantiers, l'exploitant, à Dunkerque, ce dont il rêve pour le PS : une ouverture aux communistes fréquenter et aux écoles raisonnables. Dans la déprime de l'après-congrès de Rennes, son succès redonne foi. On le promet aux plus hautes destinées.

La baraka, l'aurait-elle donc quittée ? Que s'est-il passé pour que ce héros d'un social-démocratie du Nord revisité trahisse, aujourd'hui, tant de nervosité ? Le voilà en an-

mal blessé, toutes griffes dehors. Comment ce prédateur paillard de la gauche nationale en est-il arrivé, ces dernières semaines, à ériger dans les décombres d'une gauche locale balkanisée ? « C'est une situation qui nous attriste tous », confesse Albert Denvers, grand figure du socialisme de ce littoral flamand, député sortant de Dunkerque-Ouest et parlementaire depuis 1947.

Ce qui s'est passé ? Une accumulation de malentendus, tout simplement. La lune de miel entre Michel Delebarre et Dunkerque, c'est la rencontre ébrieuse entre le Prince charmant et la Belle au bois dormant. La ville s'est jetée dans les bras du ministre en lui demandant l'impossible. Et lui, ému, n'a pas cherché à briser le rêve. Jouant de son influence ministérielle, il a contribué à amener des entreprises - près de quatre mille emplois industriels créés - et à ouvrir l'université, mais il n'a pas su faire comprendre à quel point, absorbé par ses occupations parisiennes, il serait absent. Or les Dunkerquois, habitués jusqu'à à un maître convivial, qui les connaissait tous par leur petit nom, ont perdu patience à force de se heurter à un bureaucrate municipal où rôdait une équipe de hauts fonctionnaires « illois ». Le maire de Dunkerque inaccessible ! Du jamais vu.

## « Parachuté » sur ses terres

Il est là, le malentendu de départ, à partir duquel le poison de la suspicion va gangrener les esprits. Dès lors, les grands projets de Michel Delebarre, fers d'internationalisme, vont effrayer les petites communes périphériques, qui craignent l'impérialisme du maire de Dunkerque. Dès lors, les dockers de la toute-puissante CGT, hostiles à la réforme du statut de leur corporation, évoquent le souvenir de Jules Moch lorsque Michel Delebarre cautionne l'envoi des CRS sur le port, jusqu'à « non man's land inviolable ». Dès lors, les initiatives se nouent aux rancunes, inexorablement.

Tout explose véritablement dans les mois qui précèdent le scrutin. La décision du ministre de la fonction publique et des réformes administratives de glisser de la treizième cir-

conscription (Dunkerque-Est), celle qu'il avait élevée en 1988, à la douzième (Dunkerque-Ouest), celle d'Albert Denvers, met le feu aux poudres. La rumeur court que Michel Delebarre, dissuadé par des sondages défavorables sur ses terres, cherche à se mettre à l'abri en des lieux plus sûrs. Qu'à la poutre vers la sortie le populaire Albert Denvers, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, aurait souhaité, dit-on, repiquer une ultime fois, séduit par le titre de doyen de l'Assemblée, « Faut, tonne Michel Delebarre. Mon changement de circonscription tient au fait que mon suppléant, André Delattre, souhaite se représenter, alors qu'il a même moment, la place se libère dans la douzième puisque Albert Denvers avait décidé de se retirer ». La rumeur, pourtant, continue de propager ses effets délétères. Les adversaires du maire l'exploitent avec jubilation et mettent en cause son courage politique.

Fait nouveau et inquiétant, ces adversaires qui orchestrent contre lui une véritable guerre sainte sont issus de la famille de gauche. Deux d'entre eux vont jusqu'à le définir en présumant leur candidature à Dunkerque-Ouest. Le premier est Gaston Tirmarche, maire de la commune voisine de Saint-Pol-sur-Mer, ancien communiste ayant rejoint en 1974 le PS, dont il est aujourd'hui exclu pour dissidence. Suppléant d'Albert Denvers jusqu'en 1986, il estimait que la succession de celui-ci devrait lui revenir naturellement. « Après m'être battu pendant vingt ans dans le secteur, on me dit aujourd'hui : tire toi que je m'y mette ! tempête-t-il. Tout cela pour éviter de briser une carrière parisienne. » Encore plus explicites, ses tracts proclament : « Dunkerque aux Dunkerquois, et non au parachuté ! » Il a recueilli sur son nom 13 % des suffrages lors du premier tour.

Le second conjuré, Régis Fauchoit, un principal de collège à qui l'arrivée de Michel Delebarre « a donné des boutons », est autrement plus dangereux. Fort de ses 15,8 % du premier tour, il sera l'unique rival de Michel Delebarre, le 28 mars, dans un affrontement qui ne correspond en rien au duel droite-gauche, de classique facture, dont rêvait le ministre d'Etat. Certes, ce dernier présente Régis

Fauchoit, ancien adhérent du PS et aujourd'hui conseiller général de Gravelines, « non inscrit », comme le « candidat de la droite ». L'UDF l'a effectivement soutenu dans un premier temps, avant de se rétracter et de se rabattre sur le candidat RPR, investi en commun. Régis Fauchoit n'a que faire de tels panthéons « non désirés » et revendique, de son côté, l'étiquette « divers gauche ». Pour mieux convaincre l'opinion locale de son ancrage à gauche, il a choisi un suppléant issu d'une vieille famille de dockers dunkerquois.

Il est néanmoins clair que Régis Fauchoit, qui a déjà reçu sur sa gauche le soutien de Gaston Tirmarche, ne peut espérer être élu qu'en ralliant des voix de droite et d'extrême droite. Lorsqu'il dit vouloir « focaliser tout l'anti-débarbarisme de Dunkerque-Ouest », il se moque du détail. Michel Delebarre tente, précisément, de focaliser à la faute sur ce terrain-là. Sa récente décision de mettre sur pied un comité de vigilance contre le Front national n'a pas d'autre objectif. Si Régis Fauchoit venait à cautionner une telle initiative, il s'aliénerait de précieuses voix à droite. En gardant le silence, il court le risque de troubler l'électorat de gauche par ses ambiguïtés. Pour l'instant, il a choisi la seconde attitude, affectant une indifférence de mauvaise foi à l'égard de Michel Delebarre.

Il ne reste donc plus au maire, déjà assailli d'une bonne louture du côté des écologistes, qu'à espérer de bons rapports de voix communistes, en dépit des mauvais souvenirs laissés par la crise des dockers. Il lui reste, surtout, à méditer l'ingratitude des retournements de conjoncture : lorsqu'il avait conquis les lieux, en 1988-1989, ses plus fervents relais se trouvaient dans les milieux économiques et socio-professionnels, séduits par la modernité gestionnaire, qu'il incarnait. Or ce sont ces mêmes milieux qui, flairant l'air du temps, le quittent discrètement pour les puissances de demain, tandis que le petit peuple, lui, est tenté de revenir à ses anciens amours, ces « habereux locaux » qu'extorque Michel Delebarre, mais qui sont, eux, si présents.

FRÉDÉRIC BOBIN

## La préparation du second tour

## Rhône : l'ancien premier adjoint de Lyon contre l'ami de Michel Noir

LYON

de notre bureau régional

Dans l'ombre de la deuxième circonscription du Rhône et du duel entre Michel Noir et Alain Mériaux (RPR), se déroule une autre partie, aussi tendue, mais peut-être moins incertaine, entre Jean-Michel Dubernard, député sortant, ami du maire de Lyon, et André Soulier (UDF-PR). Dans cette troisième circonscription, c'est encore des prochaines municipales dont il est question en filigrane. Et la campagne a connu, elle aussi, son lot de règlements de comptes souterrains.

## Remettez l'UDF en course

Le titulaire du siège, qui a suivi pas à pas la démarche politique de M. Noir - démission du RPR et de son mandat de député, puis réélection en pleine guerre du Golfe, - a cru, dans un premier temps, qu'il serait balayé avec le maire de Lyon par les rebondissements de l'affaire Botton. Sa campagne a témoigné de cette inquiétude. Si le nom du maire de Lyon, dont il est le troisième adjoint, n'est pas apparu sur ses tracts, des affiches anonymes insistent sur l'équation « Dubernard-Noir ». A plusieurs reprises, en public, le député sortant a laissé percer des hésitations, comme s'il tentait de séparer son sort électoral de celui de son ami. C'est peut-être pour cette raison qu'il a été distancé au premier tour par M. Soulier, 21,53 % des voix contre 25,84 %.

M. Soulier n'a pas été peu fier de son score. L'ancien premier adjoint à la municipalité UDF de Lyon avait, jusqu'ici, plutôt échoué dans ses tentatives politiques. Peu intégré dans la mouvance CDS de la

ville, une des clefs de la vie lyonnaise, il a dû aussi affronter deux obstacles. Des tracts anonymes - « un grossier photomontage », a-t-il affirmé, - l'ont montré aux côtés de François Mitterrand. On cherchait ainsi à rappeler qu'il a été membre du PS et candidat à la députation, en 1973, avec Gilbert Mitterrand comme suppléant : « J'assume, comme j'assume de l'avoir quitté lors de la signature du programme commun. » D'autres rumeurs lui signalaient des contacts entre le RPR et M. Dubernard, une hypothèse que Bernard Pons a entretenu lors de sa venue à Lyon : à une question sur la possible retour de M. Dubernard au sein du groupe, le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale a répondu : « On ne peut jamais dire jamais. »

## Totale confusion

Il s'agit désormais, pour M. Soulier de transformer l'essai du premier tour, de se replacer et de remplacer l'UDF dans la course pour les municipales. Il peut être aidé par le désintérêt des autres formations politiques, écartées le 21 mars, qui ne prennent pas position sur ce duel-ci. A la différence de ce qu'elles font dans la deuxième circonscription, où règne une totale confusion, le Front national appelle à ne pas voter pour M. Noir, et une grande partie du PS veut désormais faire échec à M. Mériaux, au nom du manifeste de Vézille, par lequel des maires de grandes villes, toutes tendances politiques confondues, avaient appelé à se mobiliser contre le racisme et l'exclusion.

BRUNO CAUSSE

## Seine-Saint-Denis : la répression de Raoul Béteille préférée à la prévention de Gilbert Bonnemaïson

Installé dans le bureau du Palais Bourbon qu'il lui faudra bientôt quitter, Gilbert Bonnemaïson jette un regard à l'arrière. Il évoque en quelques mots les cartons qu'il faudra bientôt boucler et le « découpage » des électeurs qu'il a rencontrés au cours de la campagne avant de revenir sur sa défaite en aspirant. « De toute façon, j'étais moralement préparé à cette éventualité, note-t-il. Il y a des moments où l'on peut dire n'importe quoi, les gens ne vous entendent pas. » Le maire d'Épinay fouille dans ses dossiers, sort des brassées de documents, et montre les tableaux chiffrés de la criminalité établis tous les mois par la direction départementale de la police nationale de Seine-Saint-Denis. « Malgré une hausse importante de la délinquance en 1992 - 21,5 %, l'épinay reste en dessous de la moyenne départementale, souligne-t-il. En 1992, le taux de délinquance pour mille habitants était de 74,8 dans la commune contre 78,9 en Seine-Saint-Denis. Mais les chiffres ne suffisent pas : il y a des moments où les gens n'entendent pas les discours fondés sur la raison. »

Candidat socialiste dans la première circonscription de Seine-Saint-Denis, le père de la prévention de la délinquance a été devancé au premier tour par les candidats de l'UDF, du Parti communiste et du Front National. Dimanche prochain, les électeurs auront donc à choisir entre Raoul Béteille, un candidat RPR soutenu par l'ancien ministre délégué chargé de la sécurité, Robert Pandraud, et Josiane Andros, maire communiste de l'Île-Saint-Denis depuis vingt ans. « Il y a dans cette défaite un curieux paradoxe, note M. Bonnemaïson. J'ai été battu parce que je symbolisais une politique, celle de la prévention et de la mise en œuvre de sanctions adaptées à la délinquance, alors qu'à mes yeux, cette politique n'a jamais été véritablement appliquée. D'énormes efforts ont été faits de 1981 à 1986 - nous avions alors obtenu de bons résultats - mais depuis la prévention n'a pas bénéficié de la même dynamique. La

masse des crédits a été consacrée au carcéral et l'on n'a pas doté le judiciaire de moyens qui lui auraient permis d'être présent dans les quartiers afin d'intervenir dès les premiers délits avec des sanctions adaptées au lieu d'attendre le vingtième de procéder à une incarcération. »

## « Rééducation par le travail »

Si la défaite est difficile à admettre, c'est également en raison de la personnalité du candidat RPR qui est arrivé en tête au premier tour avec près de 27 % des suffrages. Face au père de la prévention de la délinquance, le RPR avait dépeint en Seine-Saint-Denis un « anti-Bonnemaïson » dont la carrière symbolise à elle seule la fermeté et la répression : Raoul Béteille, ancien procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, était le directeur des affaires criminelles et des grâces de Alain Peyrefitte. « Je m'enorgueillissais d'avoir été l'un des rédacteurs de la loi « sécurité et liberté », souligne M. Béteille. Et j'affirme que 1981 a été une catastrophe pour la justice et pour la France : le discours de la défense sociale, qui était jusqu'alors l'apanage de quelques intellectuels comme Marguerite Duras, est devenue la théorie officielle du garde des sceaux, et les malfruits ont entendu le message cinq sur cinq. » Lorsque la droite sera au gouvernement, M. Béteille promet que la délinquance sera « jugulée en six mois ». « Il suffira de changer de discours, affirme-t-il. Les délinquants sauront tout de suite à qui ils ont affaire. »

Depuis le début de la campagne, M. Béteille, qui attaque sans cesse la politique incarnée par M. Bonnemaïson, ne cesse d'évoquer sa propre théorie sur la prévention de la délinquance. « La meilleure prévention, c'est la répression, lance-t-il. La répression empêche la récurrence de ceux qui sont punis et décourage ceux qui seraient tentés de l'imiter. » Pour les jeunes délinquants qui fréquentent les banlieues, M. Béteille a également quelques idées. « Il faut

construire des camps de jeunesse, note-t-il. Evidemment, le mot fait frémir, mais je n'en vois pas d'autres. » Il voudrait mieux parler de structures, murmure son attaché de presse. « Oui, parlons de structures, reprend M. Béteille. Il s'agit de structures où il y ait une privation de liberté, bien sûr, mais aussi une ambiance particulièrement saine grâce à une rééducation par le travail. » Une réinsertion sociale et professionnelle corrige l'attaché de presse. « Bref, conclut M. Béteille, que l'on cesse d'offrir des croisières aux jeunes délinquants. »

Au second tour, M. Béteille affrontera M. Andros, qui a reçu au lendemain du premier tour le soutien affirmé de M. Bonnemaïson. « J'appelle tous les électeurs à se rassembler sur sa candidature, notait alors le maire d'Épinay, pour battre le candidat de la droite la plus extrême dont les appels à la haine, à l'ostentation, et à la xénophobie ont déjà causé des troubles et apporteront demain violence, régressions sociales et rupture des équilibres déjà si difficiles dans nos banlieues. » M. Béteille, qui a réuni 26,96 % des suffrages au premier tour, espère attirer à lui les voix du Front national, qui a obtenu 18,79 % dimanche dernier. M. Andros, qui a recueilli près de 19 % des voix, compte à la fois sur les électeurs de M. Bonnemaïson (17,5 %) et sur le sursaut des « modérés » qui se sont abstenus au premier tour. Si M. Béteille était élu, la première circonscription de Seine-Saint-Denis mettrait fin à son long compagnonnage avec la gauche : avant d'être celui de M. Bonnemaïson, le siège de cette circonscription a appartenu à deux communistes, Étienne Fajon et Pauline Fost. « Cette circonscription regroupe quatre maires : Saint-Denis, Saint-Ouen, Épinay et l'Île-Saint-Denis, et elle est toutes dévouées par des maires socialistes ou communistes, soutient M. Andros. Ce serait tout de même fort de voir que nous ayons un député RPR ! »

ANNE CHEMIN

## Outre-mer : une place forte pour le RPR

Si les accords de Matignon en Nouvelle-Calédonie, la crise de la banane aux Antilles ou le contentieux franco-canadien à Saint-Pierre-et-Miquelon ont été autant de micro-climats fort éloignés des humeurs métropolitaines, l'outre-mer n'est pas pour autant épargné par la poussée nationale de la droite. Le RPR et l'UDF ont en effet toutes les chances de renverser le rapport des forces qui penchait en faveur de la gauche à l'issue du scrutin de 1988 (treize sièges à l'Assemblée).

La droite a déjà enlevé de la première tour les sièges de MM. Gaston Flosse (RPR) en Polynésie française, Jacques Lafleur (RPR) et Maurice Néou-Pwato en Nouvelle-Calédonie, de M. Lucette Michaux-Chevry (RPR) en Guadeloupe, de M. Léon Bertrand (RPR) en Guyane, Thien A. Koon (UDF) à la Réunion, Gérard Grignon (UDF-CDS) à Saint-Pierre-et-Miquelon et Henry Jean-Baptiste (UDF-CDS) à Mayotte.

Cette progression est particulièrement manifeste en Martinique, où la gauche détenait les quatre circonscriptions. Bénéficiant d'une très forte mobilisation de leur électorat tandis que l'abstention départementale atteignait le taux de 57 %, deux députés RPR, MM. Pierre Petit et André Lesueur, sont en bonne position pour ébranler la position dominante tenue par les socialistes et le Parti progressiste martiniquais (PPM) de M. Aimé Césaire. La droite pourrait même ravir le siège de M. Guy Loydant (maï. grés.), aujourd'hui très menacé, qui ne désespère pas de provoquer en extrême un sursaut de la gauche en sa faveur.

De même, en Guadeloupe, M. Lucette Michaux-Chevry a été littéralement plébiscitée dans sa circonscription (80 % des suffrages) tandis que M. Edouard Chamougon (div. d.), proche du RPR, double son capital de voix de 1988 face au président du conseil général, M. Dominique Larifla. L'avant par le PS national, celui-ci ne sera pas soutenu au second tour par la fédération socialiste, qui lui reproche d'avoir participé de mars 1992 à janvier 1993 à la majorité régionale de M. Michaux-Chevry. Mais

M. Chamougon peut pâtir des effets d'une récente condamnation pour corruption.

La droite s'est également bien comportée à la Réunion. Si l'équilibre issu du scrutin de 1988 (trois députés de droite, deux députés de gauche) est resté inchangé, inversé, les candidats de l'UDF et du RPR améliorent leur score dans trois des cinq circonscriptions. En Polynésie française, l'élection de M. Flosse (RPR) pourrait être suivie par celle de M. Jean Juventin (UDF) tandis que le parti chrétien a déjà réalisé le « double » en Nouvelle-Calédonie.

Sur le Caillou, le bilan du RPRC, l'antenne locale du RPR, est toutefois plus mitigé puisque M. Jacques Lafleur, député sortant, perd plus de cinq mille voix (soit près de trente points) par rapport à 1988, époque exceptionnelle, il est vrai, où les troubles politiques déclenchés par le FLNKS avaient imposé le chef de file du camp anti-indépendantiste comme un « sauveur ». M. Lafleur a surtout souffert, cette fois, de la concurrence de son ancien compagnon d'armes, M. Dick Ukeiwé, qui a rallié dans le même mouvement les voix traditionnellement acquises lors des scrutins locaux à des candidats nouméens d'extrême droite ou divers droite dont le point commun est « l'anti-lafleurisme ».

## L'érosion du vote protestataire

Ces avancées de la droite outre-mer ont surtout tourné à l'avantage du RPR, qui peut espérer enlever les trois quarts des sièges promis à la future majorité (neuf sur treize) alors qu'il ne disposait que d'un unique avantage sur l'UDF en 1988 (cinq contre quatre). En Martinique, le RPR André Lesueur est sorti vainqueur de son duel avec l'UDF Yves Juston. Dans les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui avaient fait l'objet d'après-emplois entre les états-majors de l'UDF et du RPR, le député UDF-CDS sortant est reconduit mais non sans avoir été sévèrement affaibli par un concurrent investi ou soutenu par le RPR. M. Henry Jean-Baptiste, à Mayotte, perd ainsi plus de cinq points tandis que M. Gérard Grignon, à Saint-Pierre-et-Miquelon, accuse une chute de

seize points. Globalement, les candidats de droite ont profité de l'érosion dont certains mouvements contestataires ou « alternatifs » ont eu à souffrir au contact des contraintes de la gestion. Le cas le plus spectaculaire est celui de la Réunion, où la vague « Front-DEM » est en plein reflux, au point que de nombreux militants du Parti communiste (PCR), qui avait noué une alliance électorale avec M. Camille Sadre, président du conseil régional, dénoncent aujourd'hui ce dernier avec vigueur.

Bien que la situation calédonienne ne soit guère comparable, les candidats du FLNKS, issus de sa composition majoritaire et « modérée », l'Union calédonienne (UC), paient eux aussi le prix d'une désaffection de la base militante vis-à-vis d'une gestion des deux provinces indépendantes jugée trop éloignée de leurs préoccupations immédiates.

Cela ne signifie pas pour autant que l'outre-mer en a fini avec le vote protestataire ou « identitaire ». En Martinique, le bon résultat (27 %) dans le Sud d'Alfred Marie Jeune, dirigeant du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM), confirme l'enracinement d'un pôle indépendantiste dans le paysage insulaire. En Guyane, M. Christiane Taubira-Delannoy, qui professait des idées indépendantistes jusqu'en 1991, a capitalisé avec succès les mécontentements dirigés contre les notables locaux. En Polynésie française, l'indépendantiste Oscar Témara, chef du Front de libération de la Polynésie (FLP), a également créé la surprise en rassemblant sur son nom 27 % des suffrages.

Il est toutefois fort probable, hormis peut-être le cas de M. Taubira-Delannoy, si profit finalement modéré, que des agents à l'union sacrée contre « l'antenne » mettront un terme aux ambitions des candidats « perturbateurs ». Mais leur perte électorale a valeur d'avertissement : les cycles politiques dans les îles d'outre-mer ne sont pas forcément synchrones. Là où certains se notabilisent, d'autres peuvent se mettre - ou se remettre - à protester.

F. B.

Rhône : la cab

Le Monde  
DIRECT DE LA RÉDACTION  
Dimanche 28 mars  
à partir de 19  
Soirée électorale  
Philippe Dessaint (TVS) et A  
sur les réseaux belge R  
à partir de 22

TDF



## POLITIQUE

des élections législatives

# Bouches-du-Rhône : la calme campagne de la sage militante du FN

Dans les quartiers nord, Marie-Claude Roussel cherche, « avec l'aide de Dieu », les voix de ceux qui « ne veulent plus porter toute la misère du monde »

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Enfant, Marie-Claude Roussel faisait sa prière, le soir avant de dormir : « Mon Dieu, fais-moi une place au paradis, même un strapontin, ça ne fait rien. » Précisant avec des accents de colère : « Mais je vous en supplie, ne me mettez surtout pas à côté du général de Gaulle ! Que ce soit bien clair, hein ? » La petite fille de Marseille avait vu son oncle, membre de l'OAS, se faire arrêter à son domicile par les policiers français. Elle avait vu ces derniers prendre un soin particulier à mettre en pièces, avant de partir, un petit soldat monté sur ressorts qui jouait du tambour en reprenant l'air d'une ritournelle : « Al-gé-rie fran-çaise ! Al-gé-rie fran-çaise ! » Depuis, elle se souvient des accords d'Évian, du village de ses grands-parents en Algérie, des tombes des Français qui, là-bas, sont « complètement murées ». Elle se souvient et elle s'étonne qu'avec tout ça on l'interroge encore sur les raisons de cette haine glacée et souriante, de ces haut-le-cœur que provoquent chez elle ces gaullistes, ces néo-gaullistes et toute cette droite, « prompte à donner des leçons de démocratie tout en refusant la représentation nationale à un parti qui recueille plus de trois millions de voix ».

Devantant le député sortant communiste, Guy Hermier, de deux points, avec 29 % des suffrages, dans la quatrième circonscription des Bouches-du-Rhône, et étant seule face à lui au second tour, Marie-Claude Roussel est prête à le décrocher, son strapontin. Pas au paradis, cette fois, mais, selon elle, en enfer, l'enfer « bleu horizon » d'une Chambre « qui avec cinq cents députés de droite fêtera le totalitarisme ». Si elle est élue, si elle est la seule élue du Front national, elle compte bien « le donner, ce grand coup de pied dans la fourmière ».

« Propagez la bonne nouvelle ! »

Même si elle semble croire — ou faire croire ? — qu'elle n'en a pas exactement le profil, elle qui, à quarante-neuf ans, se définit avant tout comme une mère (de trois enfants), bonne épouse (d'avocat) et catholique pratiquante, Brancardière à Lourdes, elle reconnaît qu'elle est plus à l'aise à promener « les petits vieux du quartier » dans sa voiture, à animer des réunions politiques à la manière Tupperware dans les

Rectificatif. — Une erreur de transcription a fait écrire à Alfred Grosser, dans son article intitulé « Le mot socialisme » publié dans la page Débats (le Monde du 26 mars), que « l'ultralibéralisme est mourant, alors qu'il était vivace dans la campagne électorale de 1946 ». Il s'agissait évidemment de la campagne de 1986.

appartements » et « à botter », comme elle dit très souvent pour évoquer ses après-midi de distribution de tracts dans les boîtes aux lettres de Marseille. Mais s'il faut y aller... « Avec l'aide de Dieu, je me démerderai », affirme-t-elle sans l'ombre d'une crainte.

Pour l'instant elle distribue sa profession de foi dans les rues de Saint-Louis, un village, une sorte de répit avant les kilomètres carrés de grandes cités, ces fameux quartiers nord, des collines de misère qui surplombent le port, une concentration d'immeubles délabrés et désespérés, avec un taux de chômage de 30 %, 80 % chez les jeunes, une foule de « Rmistes » et une population constituée d'une mosaïque d'immigrations. Aux Arméniens, aux Italiens et Espagnols du début du siècle se sont maintenant ajoutés les Maghrébins.

« Propagez la bonne nouvelle ! » lance Marie-Claude Roussel aux passants. « Faites comme saint Thomas, essayez-vous, qu'est-ce que vous risquez ? » La « bonne nouvelle », c'est évidemment le score de Marie-Claude Roussel, qui avec l'éventuel report des voix de l'UPF (16,11 %) place le titulaire du siège, Guy Hermier, en ballottage difficile, voire « historique » dans un fief où l'on votait communiste « depuis la nuit des temps », selon un vieux militant, où les dockers, les bouchers des abattoirs, les ouvriers « métalliques » constituaient autrefois les soutiens les plus fidèles de François Billoux, figure du communisme marseillais, puis de Guy Hermier, qui avait pris sa relève en 1978.

Aujourd'hui les tueurs des abattoirs affichent le portrait de Marie-Claude Roussel dans leur café, en y inscrivant un grand « bravo », et le suppléant de la candidate du Front national, Gilbert Albano, n'est autre... qu'un docker. « Vous savez, ça a bien changé chez nous, les communistes ne font plus complètement la loi », affirme ce dernier, assuré d'avoir le « soutien d'une partie des collègues » membres, comme lui, de la CGT.

Dans les rues de Saint-Louis, Marie-Claude Roussel salue Marcel, soixante ans, un ancien de la SEITA qui a vu son usine fermer — cinq cents emplois — pour être transférée en Centrafrique. Serge, cinquante-quatre ans, chômeur au chômage, un fils « qui va bientôt avoir dix-huit ans, déjà sans emploi », et toujours ces « immigrés qui nous mangent le travail ». Une petite dame de soixante-dix ans qui avait « toujours voté communiste » mais qui a « changé au fur et à mesure » : « Voyez-vous, on ne peut plus porter toute la misère du monde. Qu'ils restent chez eux. Il y en a un qui m'a agressé, l'autre jour, dans le quartier du Panier. Il faut mettre une cotte de maille maintenant pour sortir ? » D'autres jeunes traversent la rue, le blouson de cuir rapé : « Toute la famille vote pour vous maintenant. » Et vous, invariablement, parlez de leur chômage, dites que « ça ne peut plus durer ». Souvent, ils tremblent, serrent la main de la candidate, impressionnés, ils ont du mal à parler, prennent sur eux, avec dans les yeux des

lueurs dont on ne sait si elles brillent d'espoir ou de reconnaissance.

Les cheveux ramassés sous un serre-tête, des perles en or aux oreilles, mocassins et grand imperméable rouge, Marie-Claude Roussel les met immédiatement à l'aise, malgré son allure de bourgeoise bon teint. « Mais la bourgeoisie fait partie du peuple », reprend-elle, agacée. Et elle sait l'écouter « son peuple », avec le charme d'une femme plutôt belle, menant une campagne tout en sourires, en douceur et une certaine forme de simplicité.

« Une image soft du Front »

Marie-Claude Roussel, qui habite les beaux quartiers du centre-ville, a ainsi découvert les cages d'escalier. Depuis trois mois, elle dit avoir fait une campagne d'« arapède », du nom de ce coquillage local qui s'accroche aux rochers, « une campagne de femmes, surtout », sifflonnant sa circonscription avec Heyette, aide-ménagère licenciée après une longue maladie. Christiane, infirmière militaire à la retraite, Nicole qui a vendu son café et France sa boucherie. Elles ont fait du porte-à-porte, distribué les programmes et surtout toujours souri : « C'est stupide de dire qu'on a voulu donner une image soft du Front, mais c'est vrai qu'il est plus difficile de répondre de manière désagréable ou grossière à des femmes qui sourient », reconnaît Marie-Claude Roussel.

Cette tactique a payé. Marie-Claude Roussel, conseillère régionale depuis 1992, a toujours préféré parler de la politique de la famille plutôt que des questions économiques. Elle a concilié les deux, en disant qu'on a voulu donner la proposition du Front national : « 6 000 francs par mois pour une mère ou un père — mais enfin il serait préférable que ce soit la mère — qui décide d'élever ses enfants à temps complet, cela libérerait des emplois et éviterait surtout à la France de sombrer dans la décadence morale avec tous ces problèmes liés à l'éclatement de la cellule familiale, ces enfants avec qui il faut être, de plus en plus présent quand vous voyez les choses abominables qu'ils regardent à la télé, eux qui ont un cerveau si malléable. »

Marie-Claude Roussel n'aime pas les chiffres, d'ailleurs elle ne « prend pas tout savoir ». Pour financer le salaire parental, elle pense seulement qu'on « trouvera l'argent en stoppant l'immigration, ce qui dégagera des ressources nouvelles ». Mais précise-t-elle, « quand je ne suis pas compétente, je leur dis : allez poser la question à la fédération, ils vous répondront ». Et il faudrait presque la forcer pour qu'elle parle un peu plus précisément des « problèmes d'immigration ».

Puis elle finit par déclarer : « Marseille a toujours été un port d'accueil, mais cette fois la situation est insupportable. Ces immigrés ne repartent pas, ne s'intègrent pas, ils ne sont même pas bien ici, ils ont froid. » Elle s'énervait d'avance à

l'idée qu'on puisse la traiter de raciste — « à force d'accuser les Français d'être racistes, ils vont finir par le devenir », — elle, l'étudiante en sciences po qui a fait son mémoire sur l'impasse de l'apartheid en Afrique du Sud, et explose, très en colère : « Mais enfin, c'est si difficile que ça d'imaginer que c'est insupportable d'entendre de la musique arabe cinq heures d'affilée dans son immeuble, d'entendre les moutons se faire égorger dans les salles de bains, de subir les peaux étendues sur les balcons, de les voir se faire la guerre pour des doses de drogue. Les gens, ici, n'ont pas envie que la France ressemble à l'Algérie, c'est tout. »

Guy Hermier fait une nouvelle fois la tournée des terrains de pétanque, le visage fatigué par une nuit de « bouclages » d'un journal, un quatre pages intitulé « Faire barrage au Front national », qu'il fait circuler avant dimanche. Les notables socialistes et les écologistes marseillais, l'acteur Michel Piccoli, Léon Schwartzberg, Joëlle Kauffman, y ont écrit chacun quelques lignes de soutien. Et Guy Hermier soupire : « Que voulez-vous, ce n'est pas un bastion communiste ni un bastion du Front national, c'est tout simplement le bastion de la crise ! » Pour lui, il ne fait aucun doute que les électeurs ont voulu sanctionner « la gestion du gouvernement socialiste », et « nous, communistes reconstruc-teurs, aux côtés de Charles Fiterman, nous étions en position difficile. Nous avons essayé de dire notre désaccord avec le gouvernement sans pour autant soutenir la droite qui voulait le renverser. Nous étions en même temps critiqués par le PCF, dont les changements ne sont pas à la mesure de l'évolution de notre

pays et du monde, nous sommes conscients qu'il faut trouver de nouvelles réponses aux aspirations des gens, qu'ils rejettent les pratiques politiques anciennes ».

Les Verts au secours du PC

Guy Hermier savait que le Front national s'était bannalisé ici, il pensait même « qu'il allait faire plus ». « Il y a une part non négligeable de gens qui votent au premier tour Front national pour dire « merde » et qui se ressaissent au second tour en faisant ce qu'il faut pour surtout ne pas le laisser passer. » Ce que résume un marchand de journaux, ancien chef de cellule du PC, l'un des « baromètres » préférés de Guy Hermier. « Aujourd'hui, ils ont la satisfaction honteuse », dit-il en parlant de ses clients. Guy Hermier évalue à six mille cinq cents les abstentionnistes protestataires qui pourraient se mobiliser pour « faire barrage ». Et puis, « c'est quand même la seule circonscription de Marseille qui soit vraiment à gauche, marquée par toute une tradition antifasciste, forgée depuis longtemps par les immigrations successives », ose-t-il espérer. Le député sortant devait recevoir, vendredi, une visite de soutien de la présidente écologiste du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, soucieuse de bien faire appliquer la consigne des Verts. « Cela va être serré et bien sûr il faut toujours tout imaginer en politique, y compris le pire, mais ce serait hautement improbable », se

rasseure Guy Hermier. Marie-Claude Roussel, elle, n'ose pas imaginer que l'élection de l'UPF, « qui a toujours fait de la résistance ici en votant contre l'hégémonie communiste », s'abstienne de le faire cette fois-ci sous prétexte qu'elle est du Front national.

Elle sait bien qu'il faut qu'elle la ravalé, le temps de quelques jours, son aversion pour la droite modérée dont elle aura bien besoin dimanche prochain. Alors elle continue de sourire, et lorsqu'elle rencontre des électeurs de l'UPF prêts à la soutenir mais quelque peu désorientés par le maintien du candidat du Front national dans la circonscription de Gardanne, un maintien susceptible de donner la victoire à Bernard Tapie, Marie-Claude Roussel ne s'énervait pas, elle prend ses interlocuteurs par le coude, leur parle doucement, gentiment, et répète, en retenant sa respiration : « Pour cela, téléphonez à la fédération, ils vous donneront la réponse. » Une colère de plus qu'elle doit contrôler...

Qu'elle gagne ou qu'elle perde, Marie-Claude Roussel aura eu le sentiment d'avoir accompli (son) devoir. « Je suis une nantie, j'aurais pu m'enfermer chez moi avec mes sous, précise-t-elle. Mais j'ai toujours eu le souci de m'occuper de mes prochains. » Malgré le blâme de plusieurs pères dominicains pour son engagement aux côtés de Jean-Marie Le Pen, Marie-Claude Roussel ne désespère toujours pas, à force « de propager la bonne nouvelle », de décrocher une place au paradis. Avec ou sans strapontin...

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

## LEGISLATIVES 93

### Sur France 2 et Europe 1 Dimanche 28 mars

19h30 : tout ce que vous devez savoir pour apprécier dès 20h00 les résultats

**V**ous voulez tout savoir des élections, tout comprendre, le plus vite et le plus clairement possible. FRANCE 2, EUROPE 1 et PARIS MATCH ont mobilisé pour vous, la plus grande des rédactions nationales. Nos meilleurs spécialistes dans le studio, nos équipes sur le terrain dans la France entière, toute la soirée les plus grands leaders politiques confrontés à de simples citoyens. L'événement sera dimanche sur FRANCE 2 et EUROPE 1 avec, dès 20 heures, l'estimation BVA à la virgule près.



TV5 Le Monde

EN DIRECT DE LA RÉDACTION DU MONDE

Dimanche 28 mars 1993

à partir de 19 h 30

Soirée électorale animée

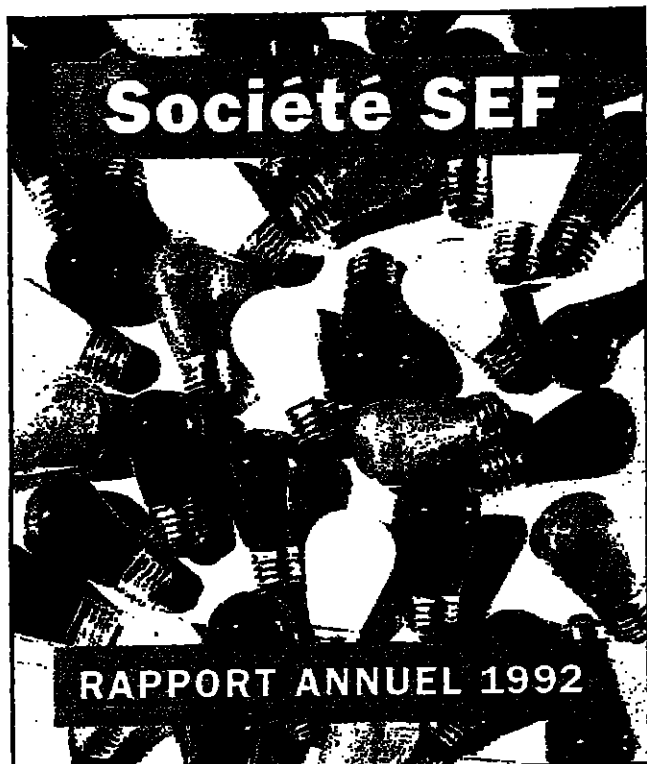
par Philippe Dessaint (TV5) et Alain Rollat (le Monde)

relayée sur les réseaux belge (RTBF) et suisse (TSR)

à partir de 22 h 30

avec TDF  
Groupe France Télécom

11 bis, rue de l'Hôtel de Ville  
92411 COURBEVOIE CEDEX



Rapport annuel - Bilan

## Une journée à la plage.



Les produits solaires Imbronx vous protègent enfin efficacement contre les attaques permanentes des UVA et des UVB en donnant à votre peau l'apport nécessaire en mélanine B24 et en déposant une fine pellicule mate de protéines aminées. Mais parce que les reflets habituels des lotions solaires donnent quelque peu l'impression désagréable d'irritation et de picotement sur des zones très localisées de l'épiderme.

Alors, les Laboratoires Devernon ont créé Imbronx, la protection solaire qui respecte votre peau des agressions extérieures en reconstituant ses forces biologiques.

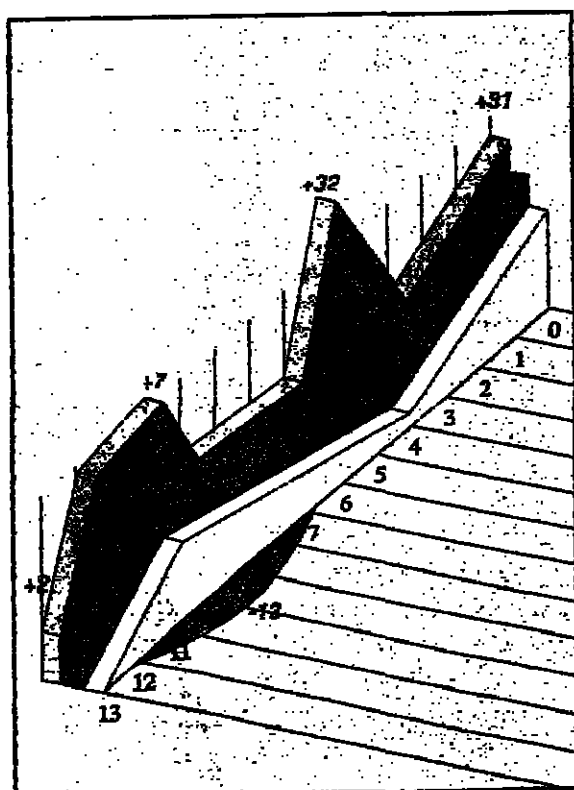
Brochure



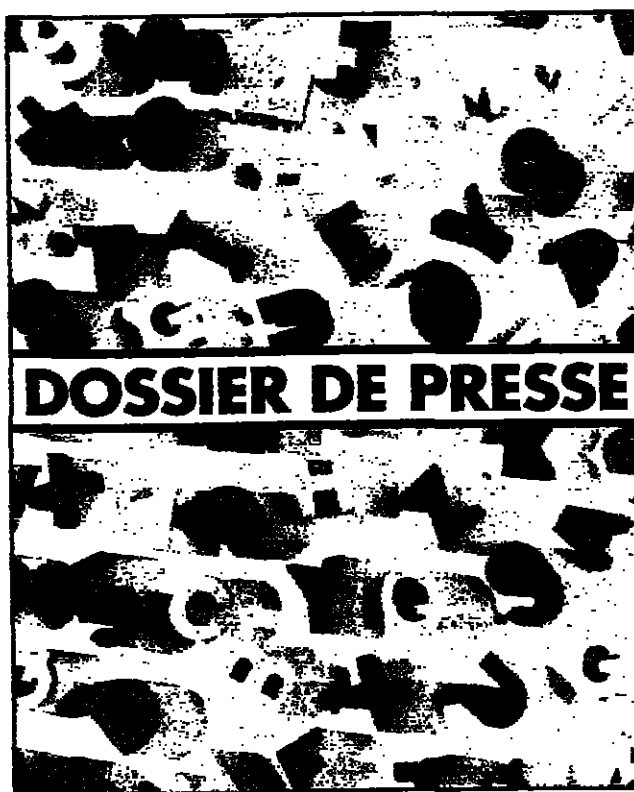
Dessin de mode



Dépliant - Mailing



Business graphique



Dossier d'information



Logo

Accueil →

Signalétique

هكنا من الاكل

A 32

vous es document  
Copieur col



هكنا من العمل

A l'heure où le noir et blanc domine sur la plupart des documents, la quadrichromie reste le meilleur moyen d'attirer l'attention.

De vos mailings à vos cartes de vœux en passant par vos logos, le CLC 10 met ses seize millions de couleurs à votre service à partir de 32 800 francs\*. Copieur numérique, il est aussi doué pour mettre en valeur vos résultats financiers que pour restituer toutes les nuances subtiles d'un dessin technique.

Et si son prix est accessible, son mode d'emploi l'est aussi. Un seul bouton suffit pour obtenir une copie parfaite.

En fait avec le CLC 10, c'est tout le monde qui accède à la couleur : vous, vos documents et vos clients.

## A 32 800 francs\* tous les documents ont droit à la couleur. Copieur couleur Canon CLC 10.



**Canon**  
**Votre Business Force.**

Contactez-nous sur le minitel 3615 Canon ou au 36 68 14 14, notre service vocal vous aiguillera vers votre direction régionale Canon.

\* Prix hors taxe au 27.03.93. Prix T.T.C. 38 900,80 F.

11 bis, rue de l'Hôtel de Ville  
92411 COURBEVOIE CEDEX

## POLITIQUE

## La préparation du second tour des élections législatives

## Alpes-Maritimes : derrière le duel Peyrat-Estrosi la bataille pour la mairie de Nice

NICE

de notre correspondant régional

Hier soir, au bar de l'Autobus, dans le quartier de Garrau, l'atmosphère était électrique. Les militants de l'Union pour la France (UFR) et du Front national (FN) se disputaient la parole. Le premier, il y avait même, c'est évident, le grand-père et la grand-mère Olivier, que j'avais rencontrés lors de la première campagne de Jacques Médéric, au début de 1986. Quatre-vingt-quatre et quatre-vingt-cinq ans ! Des fossiles vivants du médéricisme ! Je leur ai dit : vous êtes là, alors la bataille est gagnée. Jacques Peyrat exultait. Avec 31,76 % des suffrages exprimés, le candidat du Front national, conseiller général et municipal de Nice, a bouclé les pronostics en arrivant en tête du scrutin dans la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes, celle qui recouvre une grande partie de la ville de Nice, devant son adversaire RPR, Christian Estrosi (28,21 %).

M. Estrosi, lui, accuse le coup. En abandonnant à l'un de ses lieutenants la cinquième circonscription dont il était le député sortant, il ne doutait pas un instant de sa victoire. Il pensait, ainsi, prendre un net ascendant sur M. Peyrat dans la course à la mairie de Nice où ils sont, l'un et l'autre, engagés depuis plusieurs mois. « Sérieuse déception », commente, ravi, le quotidien Nice-Matin, qui combat, ouvertement, le plus ambitieux des « ébènes Médéric ». M. Estrosi a surtout pâti de la concurrence de M. Geneviève Médéric-Assémat, qui a rallié sur son nom 9,65 % des suffrages exprimés. La sœur de l'ancien maire de Nice se considérait comme la candidate « légitime » de la droite nicoise dans cet ancien fief de M. Jacques Médéric.

Cette primauté « sauvage » ne suffit pas à expliquer entièrement la contre-performance de M. Estrosi. En dépit du soutien que sont venus lui apporter sur place MM. Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua, il lui manque encore 2 400 voix par rapport au score réalisé, en 1988,

par M. Martine Daugeilh, le député sortant ex-RPR de la circonscription (qui ne se représentait pas). De toute évidence, M. Estrosi a également souffert des rumeurs colportées sur son compte, à propos de plusieurs affaires niçoises où son nom est apparu.

A l'inverse, M. Peyrat, avocat pénaliste en vue du barreau niçois, est parvenu, grâce à son image personnelle et en promettant habilement son étiquette, à élargir sensiblement l'audience habituelle du Front national (par rapport au scrutin de 1988, il a fait progresser le score de l'extrême droite de 10,7 points).

Quel qu'il arrive, souligne-t-il, remporté la première manche, qui n'était pas la moins importante. Le résultat de cette élection influera, sans aucun doute, le devenir de la municipalité niçoise. Bien qu'il s'en soit toujours défendu, M. Estrosi, en cas de victoire facile, aurait alors, vraisemblablement, tenté de transformer cet essai sur le plan municipal. Fragilisé par les insuffisances de M. Honoré Baillet (app. RPR), simple maire de transition, sans véritable légitimité et physiquement diminué, de surcroît, par une sévère pathologie cardiaque, l'actuelle majorité municipale aurait eu du mal à conserver son unité. Les conditions auraient donc été favorables à M. Estrosi pour provoquer une élection partielle à laquelle il aurait été, politiquement, le mieux préparé. Les données de la situation sont devenues quelque peu différentes. Même réélu à l'Assemblée nationale, M. Estrosi devra, probablement, temporiser et soigner son image. La pression devrait donc se relâcher sur la municipalité. Mais, ce qui pourrait donner le temps à d'autres équipes, à droite, de se mêler aux débats et de conjurer le danger de voir la mairie de Nice tomber dans l'escarcelle du Front national.

M. Peyrat, espère, lui, que l'élection municipale captée par la sœur de l'ancien maire de Nice se reportera, en majorité, sur son nom puisqu'il se situe, volontiers, dans la filiation de Jean Médéric — le père — à la municipalité duquel il appartient, comme élu CNL, de 1959 à 1965. « Plusieurs animateurs de la campagne de M. Médéric, fait-il remarquer, m'ont spontanément rejoint. Mais il se veut lucide en observant

que « la logique du scrutin majoritaire [lui] est défavorable ». Les partis de gauche et les Verts ont, malheureusement, appelé leurs électeurs à « faire barrage à l'extrême droite ». Mais ce sont, surtout, à l'comme ailleurs, les abstentionnistes du premier tour qui feront la différence, d'autant que la participation a été assez faible dans cette circonscription (63,18 %). Pour M. Estrosi, le duel qui l'oppose à M. Peyrat est clair. « Mon adversaire, martèle-t-il dans ses réunions, est le candidat du Front national et rien d'autre. L'homme de Le Pen, celui qui a, notamment, reçu le Waffen SS, Shönuber à Nice et qui a cautionné toutes les thèses xénophobes, d'intolérance et d'exclusion de l'extrême droite ».

Le résultat de cette élection influera, sans aucun doute, le devenir de la municipalité niçoise. Bien qu'il s'en soit toujours défendu, M. Estrosi, en cas de victoire facile, aurait alors, vraisemblablement, tenté de transformer cet essai sur le plan municipal. Fragilisé par les insuffisances de M. Honoré Baillet (app. RPR), simple maire de transition, sans véritable légitimité et physiquement diminué, de surcroît, par une sévère pathologie cardiaque, l'actuelle majorité municipale aurait eu du mal à conserver son unité. Les conditions auraient donc été favorables à M. Estrosi pour provoquer une élection partielle à laquelle il aurait été, politiquement, le mieux préparé. Les données de la situation sont devenues quelque peu différentes. Même réélu à l'Assemblée nationale, M. Estrosi devra, probablement, temporiser et soigner son image. La pression devrait donc se relâcher sur la municipalité. Mais, ce qui pourrait donner le temps à d'autres équipes, à droite, de se mêler aux débats et de conjurer le danger de voir la mairie de Nice tomber dans l'escarcelle du Front national.

GUY PORTE

## Désistements à géométrie variable

Il y a la règle, et il y a l'exception, c'est la confirmation. En matière de désistements et de soutiens électoraux, les manœuvres sont légion. Dans l'opposition, le code de bonne conduite entre RPR et UDF prévoyait que le candidat le moins bien placé au premier tour se retire au second au profit de celui qui l'avait devancé. Dans la troisième circonscription de l'Orne, le Parti républicain dénonce l'appui apporté par le UDF à M. Amann de Saint-Quentin, devancé le 21 mars par M. Hubert Bassot, UDF-PR, alors qu'est également en lice M. François Dubois, MRG. De son côté, le RPR a investi dans la quatrième circonscription des Vosges M. Gérard Cabé, qui, arrivé en deuxième position, se retire au profit du seul candidat qui l'avait devancé, M. Jean-Pierre Thomas, trésorier du Parti républicain.

Dans la onzième circonscription des Yvelines, M. Janine Cayet, officiellement candidate unique de l'UDF, arrivée en troisième position au soir du premier tour et qui ne pouvait se maintenir au second, s'est retirée publiquement à M. Jean-Michel Fourquoy, RPR, président, qui affronte le député socialiste sortant, M. Guy Malandain. La candidate de l'UDF accuse M. Fourquoy de « dissidence RPR fraîchement parachutée du huitième arrondissement de Paris » de « délégué », qui, prétend-elle, a pris la forme d'« attaques personnelles », de « désinformations », de « mensonges » et d'« ambiguïté sur une investiture qu'il n'avait pas ». « Malhonnête dans sa campagne, ce candidat peut-il être nommé député à l'Assemblée nationale », demande-t-elle, avant de noter que le « comportement » de M. Malandain « a été digne dans cette campagne ».

## « Un homme non encarté »

Il y a, aussi, des renforts que refusent les candidats eux-mêmes. Ainsi, M. Claude Vissac, maire (divers droite) de Sedan, dans les Ardennes, qui a devancé le représentant du RPR, le 21 mars, et obtenu au second tour le député socialiste sortant, M. Jean-Paul Bachy, préfère rester « un homme politique non encarté », alors qu'il est destinataire de deux lettres de M. Alain Juppé, secrétaire général de l'UDF, et de son homologue de l'UDF, M. François Bayrou, l'assurant de leur soutien.

Il y a aussi les encouragements personnels et matériels de certaines personnalités, prodigués à quelques candidats. Par exemple, M. Louis Moreau, UDF, qui tente de conserver son siège dans la huitième circonscription des Alpes-Maritimes, face à M. Michel Mouilliet qui, contrairement à elle, ne bénéficie pas de l'investiture de l'UDF, a reçu les appuis de MM. Valéry Giscard d'Estaing, Bayrou, Chirac et Juppé.

ANNE CHAUSSEBOURG

## A la télévision et à la radio

## Le programme officiel des interventions

Sur France 2 après le journal de 20 heures ; sur France 3 avant le jeu « Questions pour un champion », à 18 h 28. — Vendredi 26 mars : PC, RPR, PS, UDF (1 minute chacun).

Sur France 2 après la météo du journal de 13 heures ; sur France 3 après la météo du journal Soir 3. — Vendredi 26 mars : Parti des travailleurs, Verts, Solidarité Écologie Gauche Alternative, Lutte ouvrière, Nouveaux Écologistes, FN, CNL, A gauche vraiment, Union des indépendants, Génération Écologie, Parti de la loi naturelle, Alliance populaire (1 minute chacun).

Sur France-Inter après le journal de 20 heures. — Vendredi 26 mars : CNL, Nouveaux Écologistes, A gauche vraiment, Lutte ouvrière, Solidarité Écologie Gauche Alternative, PC, UDF, Alliance populaire, Parti de la loi naturelle, Verts, RPR, PS, Parti des travailleurs, Union des indépendants, Génération Écologie, FN (1 minute chacun).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde

RADIO TELEVISION

## QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

ELLE est drôlement unie, dite donc, l'Union pour la France à la veille d'un triomphe annoncé. On croirait pas comme ça, mais entre les hommes des deux prétendants à la présidence, c'est l'amour fou ! Quant à leurs troupes, elles s'adorent. Jugez plutôt. Mardi après-midi à Chambéry-lès-Tours, fief de Jean-François Baeskens, candidat RPR arrivé bon premier dans la troisième circonscription d'Indre-et-Loire, on attend le verdict de Paris.

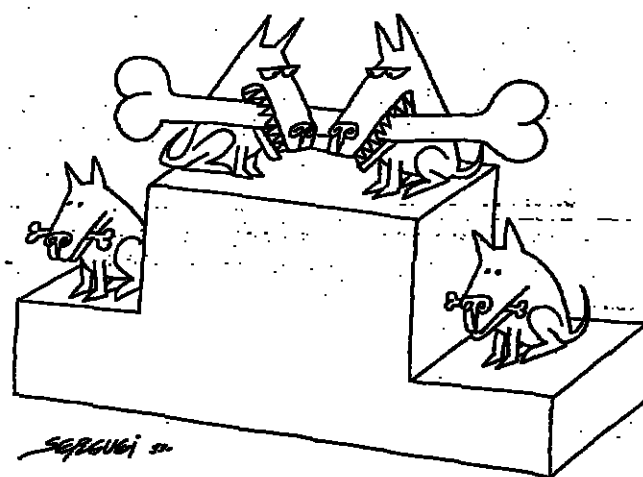
A Paris, des heures de discussions, des sermons, dont les échos nous parviennent de minute en minute, les états-majors UDF et RPR, traduisent Bayrou et Juppé, ne sont toujours pas d'accord. Ça marchande, ça mégote, ça menace, ça se fâche encore. Et puis, bon, ça cède. L'UDF Jean-Jacques Descamp, qui avait déjà annoncé son intention de se représenter, a le chemin libre. Supériorité consternée dans les rangs RPR. Franck, vingt-trois ans, étudiant en informatique, qui se dédramatise, qui se désolait, avec un bataillon de jeunes militants, l'a mauvaise ! Je

Descamps, les textiles Descamps. Qu'il s'y est fait élire en 1988 et blackboulé en 88. Et qu'il a fini par décrocher un point de chute dans la région sous prétexte qu'il y vient en vacances. D'ailleurs, sorti de sa fille et de sa belle-sœur, il n'a personne pour l'aider. Nous, on est près de quatre-vingts à coller et à tracter pour Jean-François. Tiens, le voilà ! Figurez-vous qu'on nous envoie Guy Drut. Heureusement qu'il court vite, il n'a qu'une heure à nous donner !

Baeskens, un placide aux traits réguliers, costaud, bien pris, en blazer bleu marine et pantalon gris, sourit, un peu secoué quand même par ce qu'il considère comme une trahison.

Séguin est furibard. Il a promis de venir vendredi. Trop tard pour la presse locale. Faudrait essayer de passer à FR3-Région. Vous n'imagineriez pas ce qui a pu défilier côté UDF avant le premier tour ! Madelin, Longuet, Meunier, Giscard, bien sûr, ils ont tous donné. Ça, pour être soutenu, il faut, M. M. Mylène Descamps ! Remarque, elle est d'une intelligence, d'une efficacité, redou-

## Ca fait désordre



l'émotion prendre un verre au café de la mairie, où les frères ennemis échangeant des propos peu amènes à l'intention du 20 heures sous l'œil rigoureux de la caméra.

Pour moi, ce sera un pineau des Charentes, j'ai besoin d'un remontant. Franchement, c'est pas croyable ! Une campagne, ça crée des liens très forts, ça vous soule, ça vous abat. Vous nous auriez vus dimanche soir à l'annonce des résultats, on était fous de joie. Baeskens avait plus de deux points d'avance. Dans notre esprit, il resterait seul en lice, Descamps allait se désister, ça faisait pas un pli. Il y avait des engagements. Pas question de quel au deuxième tour. Et puis, là...

Et puis là, c'est la guerre. Une guerre au couteau. On va s'étriper en famille pour un siège en forme de marchepied. Les marches de Matignon. Face à face : Jean-François Baeskens, un chef d'entreprise d'origine flamande, implanté dans la région depuis vingt ans, adjoint au maire de Chambéry, et Jean-Jacques Descamps, ex-secrétaire d'Etat au tourisme pendant la première cohabitation, aujourd'hui candidat à Loches, où sa femme, Mylène, l'attachée de presse de VGE, une Tourangelle de vieille souche, a ses racines.

Dès le lendemain, ça téléphone de partout à la permanence du RPR : Vous savez ce qu'il a fait, ce séducteur de Descamps ? Il a recouvert nos affiches de bandeaux ! Franck et ses amis affûtent en fulminant un slogan vengeur, un truc du genre : Si vous voulez voter pour Giscard et pour le oui à Maastricht, votez parachuté !

— Pourquoi parachuté ? — Parce qu'il est du Nord,

table. Elle a suggéré à son mari de se faire passer pour le futur ministre de l'Agriculture ! Vous le connaissez ?

Non. Jean-Jacques, en revanche, je vais le rencontrer tout à l'heure. Ça tombe bien, j'ai besoin de son appui. Il me demande de lui exposer mon affaire. Eh ben, voilà, les gants de toilette, les serviettes-éponge vert d'eau assorties aux carreaux de ma salle de bains portant sa grille — et j'en trouve plus dans ces tons-là !

Grand corps taillé à la serpe, habillé à la va-vite, regard assuré, rigolard, cercle d'épaisses lunettes, il réagit au quart de tour.

C'est pas ma faute, l'affaire ne m'appartient plus. Mais je vais essayer de vous dépanner. Comptez sur moi.

— Vous avez une maison dans le coin ?

— Oui. Une vieille ferme du XVIII<sup>e</sup>. Depuis le temps qu'on y passe les week-ends avec les enfants, on peut vraiment pas dire que je ne sois pas d'ici.

Et Baeskens, il espère le battre comment ? Avec les voix socialistes ? Non, pensez-vous ! Un divers droite s'est déjà désisté pour lui. Et l'autre penche en sa faveur. Ce qui l'incite à faire de la politique ?

— La situation locale. Elle m'interpelle. L'exode des jeunes, la désertification rurale... Et les amis. J'en ai beaucoup. Mon président, je lui téléphone très souvent.

Son adversaire n'a pas cette chance. Lui, Chirac, connaît pas. Normal. Ce qui l'est moins, à mes yeux, c'est cette lutte ouverte pour le pouvoir en haut lieu qui se répète d'autorité sur le terrain : Allez-y ! Bouffez-vous le nez !

On se fout de la parole donnée.

## Le Monde

## L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

## appartements ventes

10<sup>e</sup> arrdt

BEAU 2 P. PROX. CANAL  
Bel imm. agée cour arborée.  
650 000 F. 40-07-86-90

11<sup>e</sup> arrdt

St-AMAND 135 m<sup>2</sup>  
Pierre de t., ét. él. Balc., gd  
liv., 3 ch., cuis., double,  
bains, chauffage indiv.,  
94, 80 VOLTAGE.  
Sant., clim. 14 h à 17 h.

12<sup>e</sup> arrdt

Particulier vend beau volume,  
tout confort de 80 m<sup>2</sup> sur  
cour, très clair et calme.  
A 100 m Océan-Sancti.  
Prix très pénétrants.  
Tél. 11 43-00-17-75

14<sup>e</sup> arrdt

ALÉSIA 2 apt 2 P., cuis.  
Cava. 625 000 F. chéant.  
Tél. : 45-40-98-91

M<sup>e</sup> ALÉSIA 63 m<sup>2</sup>

Imm. 91, t. et. Parking.  
Séj., clim., cuis., bain.  
32, RUE SAINT-YVES  
Sant., clim. 14 h 30/17 h.

15<sup>e</sup> arrdt

M<sup>e</sup> VAUGIRARD  
Récant, tt ch., 60 m<sup>2</sup>, séj.,  
ch., cuis., 3 ch., 3 b., bns.  
21, R. VAUGIRARD  
Sant., clim. 14 h à 17 h

Sud 29 m<sup>2</sup> cuis. ind., yd. Eau  
600 000 m<sup>2</sup> apt. am.  
131, r. de l'Inde, 11 h à 16 h  
Tél. 89-95-39-77

## locations non meublées offres

## Paris

## TROCADÉRO

Imm. moderne, grand lux.  
Proximité tour Eiffel, vue  
sur 45 m<sup>2</sup>, balcon, parquet, etc.  
Non meublé  
6 000 F + charges  
Tél. bureau : 46-82-97-36  
Tél. : 47-22-03-34

## bureaux

## Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATION  
et tous services. 43-55-17-50

## locations meublées offres

## Région parisienne

Méditerranée 3<sup>e</sup> arr.  
Jardin ARCADE  
Jardins-Port  
3 000 F + charges.  
48-82-39-48.

## pavillons

M<sup>e</sup> ALÉSIA, Petit pavillon  
2 étages, cuisine, bain  
1 850 000 F. 45-40-56-91

## villas

VIVRE LA NATURE entre  
NIMES et MONTPELLIER, villas  
individuelles 3/4 ou 5 P., jrdn,  
piscine, prestations  
qualité. A 10 m autoroute  
et aéroport.  
BAMA. Tél. 06-71-23-46

## L'AGENDA

## Artisans

## RÉNOVATION

AMÉNAGEMENT  
de votre appartement,  
de vos locaux  
Entreprise qualifiée DPOCB  
à votre service depuis 20 ans  
SOCIÉTÉ LORENZINI  
48-89-44-38

## Stages

## ATELIERS D'ÉCRITURE

ELISABETH BURE  
38, allée Durus Milhaud  
75018 Paris  
« Stage Novell »  
du 19 au 23 avril à Paris  
Tél. : 42-08-32-13.

## Vacances.

## tourisme.

A louer deux superbes villas  
sur Côte d'Azur  
(Moussyfort-les-Pins)  
du 01-07 au 30-08-92  
Tél. : 16-53-77-60-25.

## A LOUER ANCIENNE

« L'ALOUER » (17290)  
Jardin, puits, terrasse  
Maison « jardin »  
4 chbres, salle de bain,  
cuisine, salle de bns, wc.  
Jardin, terrasse, piscine.  
Juillet : 5 000 F.  
Ecrire ou tél. M. René Perret  
23, rue Massolles  
92700 Colombes  
Tél. 42-42-51-58

## HOME D'ENFANTS

## JURA

(800 m altitude  
près frontière suisse)  
Agrément Jeunesse et Sports  
Tous les lits occupent vos  
enfants dans une ancienne  
ferme XVI<sup>e</sup>, confortables  
ment rénovés. 2 ou 3 enfants  
par chambre avec s. de bns, wc.  
Séjour ou salon des parents  
et forêts. Accueil volont. Inscr.  
à 15 ans, idéal en cas de  
séparation. Ambiance fami-  
liale et chaleureuse. Activ. : VTT,  
jeux collectifs, peinture d'ardoise,  
hermes, poterie, vannerie, etc.  
Libération du plan.  
2 150 F semaine/enfant  
Tél. : (03) 81-38-12-51

## automobiles

## ventes

Retraité vd POLO FOX  
Année 1987 35 000 km.  
1<sup>er</sup> main, Diarche. Très bon  
état. 22 000 F. 42-37-78-78.

## de 7 à 12 CV

Vend OPEL OMEGA gris  
métal, 2 litres inject.,  
moteur 1998 cc, vitesses  
5e, 1<sup>er</sup> main, 100 000 km.  
Prix : 45 000 F.  
Tél. bureau : 40-07-60-45  
ou le soir après 19 heures  
Tél. : 47-21-85-30

مكتبة القرآن



JUSTICE

Après la mise en cause du procureur adjoint de Lyon par Pierre Botton

# L'inspection des services judiciaires enquête sur les accusations portées contre M. Paul Weisbuch

Après que M. Pierre Botton eut accusé, par lettre puis devant le juge d'instruction, le procureur adjoint Paul Weisbuch d'avoir exercé des pressions sur ses proches pour les inciter à « donner des pièces contre Michel Noir », une mission de l'inspection des services judiciaires a mené, les 24 et 25 mars, une enquête au palais de justice de Lyon (le Monde du 24 mars). Un rapport devrait être remis au garde des sceaux.

LYON

de notre bureau régional

Si les accusations de M. Pierre Botton étaient avérées, les faits relèveraient de la tentative de subornation de témoins. Venant d'un magistrat, ils seraient graves. C'est sans doute la raison pour laquelle, dans d'aussi brefs délais, la chancellerie a dépêché au palais de justice de Lyon une mission de l'inspection des services judiciaires, dirigée par l'inspecteur général Jean Geronzi, et chargée de « crever l'abcès ».

Deux jours durant, les enquêteurs ont recueilli le plus d'informations et de témoignages possibles sur cette

« affaire dans l'affaire » et ont évidemment consulté les procès verbaux dans lesquels M. Botton, inculpé d'abus de biens sociaux, de banque-routage et de faux en écritures et usage, confirme les termes de sa lettre accusatrice, datée du 11 mars. Dans cette missive, visiblement écrite sous le coup de l'émotion, le détenu affirmait que sa mère, en pleurs, était venue lui confier le matin même qu'à deux reprises elle et son autre fils, Michel, avaient été appelés au téléphone par M. Paul Weisbuch.

Le procureur adjoint - qui, en tant que responsable du parquet financier de Lyon avait diligenté l'enquête préliminaire ouverte sur les sociétés du genre du maire de Lyon - aurait demandé à M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Botton « des pièces contre Noir », faute de laquelle son fils allait « faire quatre ans de prison ». Ces étonnantes pressions de dernière heure - intervenant en période électorale alors que M. Michel Noir est candidat dans la deuxième circonscription du Rhône, opposé à M. Alain Mélières (UPF-RPR) - auraient, selon M. Botton, fait suite à de pressantes invitations du même ordre formulées, « entre juin et novembre 1992 », avant l'ouverture d'une instruction confiée au juge Philippe Courroye.

M. Weisbuch avait réagi en qualifiant d'« affirmations, peut-être délinquantes à se dédouaner » les accusa-

tions de l'ancien directeur de campagne de M. Noir. En remettant, le 10 mars, au juge Courroye un « projet de convention » écrit de la main du maire de Lyon et prévoyant le remboursement de dépenses très importantes assumées, en partie, par les sociétés de son groupe, M. Pierre Botton avait gravement mis en cause son beau-père. Depuis, et notamment le 17 mars, date à laquelle il a confirmé en audition ses accusations contre M. Weisbuch, M. Botton n'a pas varié dans son attitude. Bien au contraire. Ainsi, la demande d'un réquisitoire suppléant pour « recel d'abus de biens sociaux » visant M. Noir est-elle toujours en cours d'examen à la chancellerie.

L'« imprécateur »

Personnalité atypique et extravertie, ne répugnant pas à faire des déclarations fracassantes et ne cachant pas son engagement de « gaulliste », le procureur adjoint Paul Weisbuch n'assure plus le suivi, pour le parquet, du dossier Botton, depuis la fin de décembre 1992. Il paraît mal supporter cette mise à l'écart de fait qui coïncide avec quelques écarts.

Pour avoir dirigé, en qualité de procureur de Digne, l'enquête sur l'assassinat de la petite Céline, M. Weisbuch avait été cité comme témoin lors du mémorable procès de Grenoble (le Monde du 1<sup>er</sup> au

19 décembre). Il s'était alors affronté à l'avocat général Michel Legrand à propos de la culpabilité de Richard Roman, qui fut finalement acquitté. Le polémiste devait rebondir dans les colonnes de l'hebdomadaire VSD où M. Weisbuch accusait notamment son collègue grenoblois de « forfaiture ». A la demande du garde des sceaux, « l'imprécateur » avait alors déjà dû fournir des explications au procureur général de la cour d'appel de Lyon, au cours d'un long entretien. Aucune sanction n'avait été prise mais, quasi simultanément, le procureur de la République de Lyon décidait de gérer lui-même le dossier Botton. Affirmant avoir été « épié », le bouillant magistrat avait décidé d'attaquer VSD et de confier ses intérêts à M<sup>me</sup> André Soulier, aujourd'hui candidat (UPF-PR) contre Jean-Michel Dubernard, adjoint et ami de Michel Noir, dans la troisième circonscription du Rhône.

Au vu du rapport que devait lui remettre, vendredi 26 mars au soir, la mission d'enquête, le ministre de la justice devait décider ou non de traduire M. Weisbuch devant la commission de discipline du parquet présidée par M. Pierre Truche, procureur général près la Cour de cassation.

ROBERT BELLERET

Au « Journal officiel »

## Une circulaire clarifie l'application de la nouvelle loi sur la famille, les droits de l'enfant et l'état civil

Le Journal officiel du 24 mars a publié une circulaire qui explique et clarifie les modalités d'application de la loi du 8 janvier 1993 (le Monde du 27 février) modifiant le code civil pour établir le principe de l'autorité parentale conjointe chez les couples mariés ou non, divorcés ou séparés, organiser l'audition de l'enfant dans les affaires qui le concernent, autoriser le libre choix des prénoms et faciliter l'établissement des filiations.

Lisible par un large public, la circulaire publiée au Journal officiel rend accessible la loi du 8 janvier 1993, extrêmement riche et complexe, en précisant ses modalités d'application. La principale innovation du texte législatif consiste en la création d'un juge aux affaires familiales auquel on a octroyé des pouvoirs dispersés actuellement entre plusieurs juridictions. Mais l'institution effective de ce juge n'étant pas prévue avant le 1<sup>er</sup> février 1994, la circulaire précise que les magistrats traitant des affaires familiales continueront d'être compétents jusqu'à cette date.

Les mesures concernant l'autorité parentale devraient concerner bon nombre de parents et principalement de pères qui se plaignent d'être trop fréquemment mis à l'écart, soit à l'occasion de divorce soit parce qu'ils ne désirent pas légaliser leur union avec la mère de leurs enfants. Les nouvelles dispositions tendent à consacrer le droit pour l'enfant, quelle que soit sa filiation, à être élevé dans la mesure du possible par ses deux parents. L'autorité parentale conjointe a vocation à devenir la règle, non seulement dans le mariage, mais aussi après le divorce (le juge ne peut écarter l'autorité parentale conjointe que si l'intérêt de l'enfant l'impose, ce qui exige une motivation circonstanciée). De même, l'autorité parentale conjointe doit devenir la règle pour les familles naturelles quand les parents ont tous deux manifesté, « par leur comportement », leur volonté d'assumer leur responsabilité.

### Le droit d'expression des mineurs

Ces manifestations, fixées par la loi, sont de deux ordres : - que l'enfant ait fait objet d'une reconnaissance par ses deux parents avant son premier anniversaire, étant précisé que ces reconnaissances peuvent être simultanées ou successives et faites avant ou après la naissance ;

- que les parents aient vécu ensemble au moment de la reconnaissance ou de la dernière reconnaissance en date.

En l'absence de l'une ou de l'autre de ces conditions, les textes antérieurs continuent d'être appliqués.

Pour prouver qu'ils vivaient ensemble lors des reconnaissances de l'enfant, les parents peuvent apporter tous les documents qui leur semblent les meilleurs, aucun n'étant fixé a priori. Il peut s'agir de témoignages, d'attestations écrites, de documents administratifs ou privés (carte nationale d'identité, quittance de loyer, etc.) ou de toute autre pièce justificative.

Pour ceux qui auraient besoin d'une preuve de cet exercice conjoint de l'autorité parentale, la circulaire rappelle que la nouvelle

loi donne au juge la possibilité de délivrer un acte de communauté de vie. Mais cet acte ne pourra être utilisé à d'autres fins et notamment pour faire valoir des droits propres aux concubins.

La nouvelle loi fait un pas important dans la reconnaissance du droit d'expression des mineurs, suivant en cela les incitations de la convention internationale des droits de l'enfant. Les nouvelles dispositions permettent à l'enfant d'être entendu dans les procédures qui le concernent et veillent que le juge puisse lui désigner un administrateur en cas de conflit avec ses représentants légaux.

L'audition de l'enfant dans les affaires civiles le concernant n'est plus subordonnée à son âge en soi mais à sa capacité de discernement et à l'intérêt que présente pour lui la procédure en cause : « Les procédures extra-patrimoniales seront le plus souvent concernées et particulièrement celles relatives aux modalités d'exercice de l'autorité parentale. Mais le nouveau droit pourra également être exercé dans des procédures aux implications financières, par exemple lorsque les parents du mineur décident de changer de régime matrimonial ».

Le juge peut demander à entendre le mineur ou mandater une personne pour le faire, mais lorsque c'est le mineur qui en fait la demande, il est obligé de le recevoir ou alors il doit motiver son refus. De plus, le mineur doit être informé de la possibilité qui lui est offerte d'être entendu avec un avocat ou toute autre personne de son choix. Le juge doit vérifier que le mineur a bien eu connaissance de ce droit et de celui de bénéficier automatiquement de l'aide juridictionnelle.

CHRISTIANE CHOMBEAU

### Le choix des prénoms Une liberté sous contrôle

Finie la dictature des officiers d'état-civil qui, usant de leur pouvoir, refusaient que des enfants s'appellent Carisse, Clafoutis, Abraboran ou Marie-Marie... Depuis le 8 janvier 1993, le code civil pose le principe de la liberté de choix des prénoms par les parents. L'officier d'état-civil a pour obligation d'inscrire ces prénoms sur les registres, même si ceux-ci ne lui paraissent pas du meilleur goût.

En revanche, « il estime vraiment que les prénoms ont une apparence ou une consonance « ridicule, péjorative ou grossière », qu'ils sont difficiles à porter en raison de leur complexité ou de la référence à un personnage déconstruit dans l'histoire, enfin, qu'ils constituent une usurpation de nom, (prénoms choisis dans des patronymes célèbres), il peut, après l'enregistrement, informer le procureur de la République. C'est ce dernier qui apprécie et conclut que les prénoms choisis sont, ou non, contraires à la loi. Dans l'affirmative, il saisit la juridiction compétente afin d'ordonner la suppression des prénoms et la transcription des nouveaux, choisis par les parents ou, à défaut, par le juge.

Selon la Cour européenne des droits de l'homme

## La fessée n'est pas toujours répréhensible dans les institutions privées britanniques

STRASBOURG (Conseil de l'Europe)

de notre correspondant

Une bonne fessée est contraire à la loi dans les écoles publiques britanniques mais elle peut convenir à l'éducation des enfants dans les établissements privés. C'est le leçon que l'on peut tirer de l'arrêt rendu, jeudi 25 mars, par la Cour européenne des droits de l'homme qui, contrairement à l'avis de sa commission, a rejeté la requête de M<sup>me</sup> Wendy Costello-Roberts, la maman de Jeremy.

En 1985, Jeremy, alors âgé de sept ans et interne dans un pensionnat privé du royaume, subissait une « correction », par bavardage répété, par le directeur de l'école qui « frappait l'enfant à trois reprises sur le posterior par-dessus son short avec une chaussette de gymnastique à semelle de caoutchouc ». M<sup>me</sup> Costello-Roberts porta plainte, en vain, auprès de la police et de l'Association nationale pour la prévention de la cruauté envers les enfants. Elle se tourna alors vers la juridiction de Strasbourg.

Par cinq voix contre quatre, la Cour européenne affirme : « Le châtiment corporel infligé au requérant n'a pas enfreint l'article 3 de la Convention des droits de l'homme ». Selon elle, la peine n'est « dégradante » et contraire à l'article 3 que si « l'humiliation ou l'avilissement dont elle s'accompagne se situent à un niveau particulier de gravité ». Or le plaignant, constate-t-elle, « ne fournit aucune preuve d'effets graves ou durables du traitement dénoncé ».

A la suite d'affaires comparables dans l'enseignement public, la loi britannique sur l'éducation interdit depuis 1987 les corrections dans les écoles relevant de l'autorité de l'Etat. Pour le secteur privé, il faut se référer au très sérieux ouvrage Halsbury's Laws of England qui dit : « En tant que délégués de l'autorité des parents, un chef d'établissement et tout autre responsable ont le droit d'administrer des châtiments modérés et raisonnables à l'aide d'un instrument approprié ».

MARCEL SCOTTO

■ Ouverture d'une information judiciaire après la catastrophe de Vaison-la-Romaine. - Le procureur de la République du tribunal de grande instance de Carpentras (Vaucluse), M. André Chapon, a requis, mercredi 24 mars, l'ouverture d'une information judiciaire contre X... pour homicides involontaires après les inondations du Nord-Vaucluse qui ont fait treize-sept morts et cinq disparus le 22 septembre 1992. Le dossier a été confié à M. Yves Squerioni, juge d'instruction au tribunal de Carpentras. L'enquête préliminaire avait été réalisée par la section de recherche de la gendarmerie de Nîmes (Gard).

■ Les balles qui ont tué Jacques Roussel avaient été fabriquées en 1943. - Les trois balles de 11,43 qui ont tué Jacques Roussel appartiennent à un lot de munitions fabriqué aux Etats-Unis en 1943, révèle l'enquête balistique menée depuis l'assassinat, le 5 mars à Montpellier, du porte-parole du Rassemblement. Cette précision, connue quelques jours après celle indiquant que l'arme utilisée pour le crime était ancienne et usagée (le Monde du 14-15 mars), complique le travail des enquêteurs qui tentent de reconstituer le circuit commercial des balles meurtrières.

■ Les trois chercheurs de cristaux et de minéraux qui stockaient des explosifs dans un appartement de Grenoble remis en liberté. - Les trois chercheurs de cristaux et de minéraux interpellés après la découverte dans un appartement de Grenoble, mercredi 17 et jeudi 18 mars, de plus de 150 kilos d'explosifs volés (le Monde du 20 mars) ont été remis en liberté jeudi 25 mars. Les trois chercheurs de cristaux et de minéraux ont été mis en examen des chefs de « détention illégale d'explosifs et recel ». Les explosifs - de la dynamite volée sur des chantiers de travaux publics - étaient utilisés pour dégrader des cristaux de roche en montagne.

■ France-Soir condamné pour diffamation envers le maire de Montreuil. - Le directeur de la publication du quotidien France-Soir, M. Philippe Villin, a été condamné jeudi 25 mars à 1 franc de dommages et intérêts et 8 000 francs d'amende par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris pour diffamation envers M. Jean-Pierre Brard, maire communiste de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Dans un article du 17 mars intitulé « Le maire de Montreuil a fiché les juifs de sa ville », le quotidien du groupe Hersant évoquait une plainte déposée auprès de la

L'affaire du « palais enfoui » du cap d'Antibes

## M. Christian Pellerin est mis en examen pour infraction au code de l'urbanisme

NICE

de notre correspondant régional

Au terme d'une audition fleuve de sept heures, dans l'affaire de la villa de l'Islette, au cap d'Antibes (le Monde du 23 janvier 1993), M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse, a mis en examen, jeudi 25 mars, M. Christian Pellerin, PDG de la SARI, pour infraction au code de l'urbanisme, faux et abus de biens sociaux. Le promoteur parisien avait été précédemment inculpé dans les affaires de la tour BP de la Défense (le Monde du 19 janvier 1992) et des délits d'initiales de la Société générale ainsi que, plus récemment, dans celle du domaine de la Paillarderie, à Nevoay (Loiret).

L'affaire de la villa de l'Islette, dite « villa Pellerin », avait défrayé la chronique sur la Côte d'Azur, au début de l'année. Un collaborateur de M. Pellerin, M. Alain Aubert, avait été inculpé pour infraction au code de l'urbanisme en tant que gérant de la SCI Chemin du cap, qui avait construit une somptueuse villa, en bord de mer, dans l'axe de l'Argenteau, à l'extrémité du cap d'Antibes sur la commune d'Antibes.

A la suite d'une démarche des riverains de cette villa, intrigués par l'ampleur des travaux, le préfet des Alpes-Maritimes avait ordonné,

dans le courant de 1990, une enquête aux services de l'équipement. Dans un premier temps, un modeste dépassement de 73 mètres carrés, sur une surface autorisée de 320 mètres carrés, avait été constaté. L'affaire avait été régularisée par un permis modificatif délivré en juillet 1991 avec l'avis favorable des services concernés.

Après l'ouverture, fin 1992, d'une information judiciaire concernant, dans un autre dossier, le promoteur cannois Claude Muller, beau-père de M. Pellerin, le juge Murciano avait été amené à s'intéresser, à nouveau, à la villa de l'Islette. On avait alors découvert, parfaitement dissimulé, en surface comme en façade, un « palais » à demi enterré de 1 650 mètres carrés de superficie, construit en toute illégalité et dont la vue sur la mer aurait dû être, ultérieurement, dégagée. Cinq autres personnes ont déjà été mises en examen dans cette affaire, dont l'architecte de la villa, M. Pierre Bergeret, un architecte conseil de la direction de l'équipement, M. Pierre Février, et, récemment, la directrice des services du contentieux de cette administration, M<sup>me</sup> Marie-Claire Estabes soupçonnée, comme le précédent, d'avoir couvert la supercherie.

G. P.

Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL) par l'association israélienne Shamir (Sécurité, humanisme, amitié, modernisme, intégration, renouveau). Cette association accuse le maire d'avoir constitué un fichier des juifs de Montreuil qui lui aurait permis d'envoyer à chacun d'eux une carte postale avec des étiquettes informatives lors d'une mission parlementaire en Israël fin février.

■ M. Pierre Poujade condamné pour diffamation envers M. Le Pen. - M. Pierre Poujade, fondateur en 1955 de l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA), a été condamné jeudi 25 mars par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris à 15 000 francs de dommages et intérêts et 8 000 francs d'amende pour diffamation envers le leader du Front national, M. Jean-Marie Le Pen. Au cours de l'émission « Le droit de savoir » diffusée sur TF1 le 21 mai 1992, M. Poujade avait affirmé que M. Jean-Marie Le Pen avait coté les combattants français en Indochine, non « dans la boue » mais « dans les bords de Saïgon ». Bien que le tribunal ait considéré que M. Pierre Poujade n'avait « fait que rapporter une information notoirement admise » par la

« rumeur publique », il n'en a pas moins retenu la diffamation. Poursuivi en diffamation parce qu'il avait diffusé cet extrait litigieux dans le journal de 20 heures, Patrick Poivre d'Arvor a été relaxé car, selon le tribunal, « il n'a pas personnellement participé au choix de cette séquence ».

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 25 mars 1993 :

DES DÉCRETS  
- N° 93-449 du 23 mars 1993 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et modifiant le code du travail ;  
- N° 93-450 du 24 mars 1993 relatif à certaines allocations du Fonds national de l'emploi et modifiant l'article R. 322-7 du code du travail ;  
- N° 93-451 du 24 mars 1993 portant application de l'article R. 322-7 du code du travail.

UN ARRÊTÉ  
- Du 16 mars 1993 relatif à l'indemnisation du chômage partiel.

### MÉDECINE

■ Les directeurs du laboratoire d'Artois excluent de leur syndicat. - Les docteurs Philippe Gascon et Philippe Tombeck, directeurs du laboratoire parisien d'analyses médicales d'Artois, mis en cause pour sa façon de pratiquer des tests de dépistage du sida (le Monde du 23 février et daté 28 février-1<sup>er</sup> mars), ont été exclus, jeudi 25 mars, du Syndicat national des médecins biologistes. « L'exécution des analyses de biologie médicale doit être rigoureuse et répondre strictement aux prescriptions techniques et chaque échantillon doit être étudié individuellement dans le respect de l'éthique de la profession », a estimé le conseil d'administration du syndicat, qui a prononcé l'exclusion après étude des conclusions de la commission de discipline et dans l'attente des

décisions judiciaires et de celles de l'ordre des médecins.  
■ Baisse des dons de sang depuis douze ans. - En douze ans, le nombre de prélèvements sanguins a chuté de 8,8 %, révèle le dernier bulletin « Informations rapides » du ministère de la santé. Attribué à « l'exigence accrue de sélection des donneurs ainsi qu'un meilleur rendement global des prélèvements », cette baisse coïncide néanmoins avec le développement de l'affaire du sang contaminé : de 4 228 000 en 1987, les dons tombent à 3 846 000 en 1991. On estime à 2 283 000 le nombre de donneurs en 1991, contre 22 % de nouveaux donneurs, soit un peu plus de 500 000. Enfin le nombre de dons pour 100 habitants en France métropolitaine était de 6,8 en 1991, contre 7,6 en 1980.

## SOCIÉTÉ

L'occupation d'un foyer pour enfants à Paris

Des « sans-logis » de 1993 chez Louise Koppe féministe du XIX<sup>e</sup> siècle

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris devait se prononcer, vendredi 26 mars, sur la demande de la Ville de Paris visant l'expulsion des vingt-trois familles qui occupent, depuis mercredi 24 mars, les locaux de la Fondation Louise-Koppe, avenue René-Coty, dans le quatorzième arrondissement de Paris, avec l'approbation des responsables de l'établissement (le Monde du 25 mars). Tandis que trois cents personnes manifestaient leur solidarité, l'imposant déploiement de CRS autour de la maison maternelle a été levé, jeudi en début de soirée, en contrepartie d'un engagement écrit de l'association Droit au logement (DAL) de ne pas accueillir de nouvelles familles.

Choc des générations, choc des cultures. Dans les couloirs de la maison maternelle tendus de papier peint à fleurs, Sylvère Bernard-Koppe, quatre-vingt-trois ans, croise Jacques Higelin, Alain Krivine ou le professeur Théodore Monod, au milieu des grappes d'enfants africains et des journalistes. Le président de la Fondation Louise-Koppe paraît heureux : la maison fondée par sa grand-mère en 1908 pour accueillir les enfants en détresse a retrouvé la vie après trois années de totale léthargie. « Il n'est pas possible que des gens ne sachent pas où ils vont dormir la nuit », proclame Jacques Higelin devant les caméras. Je vois beaucoup de bureaux vides à Paris et de plus en plus de gens à la rue.

Quand une nuée de « sans-logis », chargés de sacs en plastique et de poussettes d'enfants, flanqués de Mgr Gaillot, d'Albert Jacquard, du pasteur Lignières et des militants du Droit au logement et des associations antiracistes ont pénétré, mercredi matin 24 mars, par la porte arrière de l'établissement, la secrétaire générale de la fondation, M<sup>me</sup> Baroin a retenu son souffle, puis elle a souri. Le lendemain, alors qu'une trentaine de cars de CRS cernaient la vénérable maison dont l'accès était interdit, elle montrait avec fierté les vastes dortoirs impeccablement entretenus où se sont installés soixante-dix-neuf « sans-logis ». La publicité faite à l'occupation du foyer, en pleine période de

transition politique, n'est pas non plus pour lui déplaire, à un mois de l'examen, par la cour d'appel de Paris, du contentieux entre la fondation et la municipalité, après un jugement de première instance favorable à la Ville.

La logique du droit immobilier affronte celle du droit au logement, de la solidarité et de l'histoire. La mairie de Paris, propriétaire des lieux, réclame en justice l'expulsion des occupants, rappelant qu'elle avait donné congé à son locataire, la fondation, en 1991, et que l'antique bail ne permettait, en tout état de cause, que l'accueil d'enfants et non d'adultes. Les responsables de la fondation, eux, entendent rester fidèles à l'héritage de Louise Koppe, militante féministe de la fin du dix-neuvième siècle, qui voulait permettre à des femmes en détresse de confier provisoirement leurs enfants à une institution plutôt que les abandonner à l'Assistance publique. Dans la maison de l'avenue René-Coty, proche du parc Montsouris, on a servi bien des soupes populaires, apaisées bien des drames de l'enfance. L'accueil de familles expulsées de leur logement allait de soi. Les locaux, déshabillés, ont repris du service.

## « Fatigué de vivre dehors »

Ahmed Toyb, son épouse et leurs trois enfants ont gardé leur matériel, même pour boire la soupe chaude servie par les Restos du cœur dans le réfectoire de la fondation. Ils ne se sentent plus chez eux, mais ne partent pas. En novembre 1989, une expulsion de leur logement, dans le quinzième arrondissement de Paris, les a condamnés à l'errance. Mercredi dernier, ils ont quitté l'hôtel de Montreuil où ils avaient posé leurs sacs pour suivre le DAL jusqu'à l'avenue René-Coty où un aile provisoire leur a été offert jusqu'au 26 mai, date à laquelle la cour d'appel doit trancher le différend entre la Ville et la Fondation Louise-Koppe. M. Toyb, français d'origine comorienne soupire : « Des lettres de Balzac (député du quinzième arrondissement), de Chirac, de Brard (mairie de Montreuil), j'en ai reçues beaucoup depuis 1987. C'était toujours pour attendre, voir avec un autre bureau. Aujourd'hui, je suis fatigué de vivre dehors. »

PHILIPPE BERNARD

## EN BREF

○ Lancement d'un satellite militaire de télécommunications russe. — Un satellite de télécommunications a été lancé par une fusée Proton, jeudi 25 mars, du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan) pour le ministère russe de la Défense, annonce l'agence ITAR-Tass. Le réseau de télécommunications par satellite du ministère de la Défense est l'un des plus efficaces de Russie. Pour le rentabiliser, le ministère loue des liaisons à des entreprises étrangères. — (AFP)

○ Deuxième échec consécutif pour le lanceur américain Atlas. — Un satellite de communications de la marine américaine a été placé sur une mauvaise orbite par une fusée Atlas-I lancée jeudi 25 mars à 22 h 38 (heure de Paris) de Cap-Canaveral (Floride). Cet échec est le troisième en sept lancements, et le deuxième consécutif subi par le lanceur de la firme General Dynamics. Le dernier, qui remontait au 23 août 1992, avait entraîné la destruction en vol de la fusée (le Monde du 26 août 1992). L'échec avait été attribué à une valve défectueuse sur le moteur du second étage Centaur, dont un modèle équipe aussi certaines versions des lanceurs lourds militaires Titan-IV de la firme Martin Marietta. Cette fois, le satellite a été largué sur une orbite trop basse en raison d'un mauvais fonctionnement des moteurs. — (UPI)

○ Inauguration du Centre franco-polonais de biotechnologie des plantes à Varsovie. — Le Centre franco-polonais de biotechnologie des plantes (CFPPB) a été inauguré jeudi 25 mars à Varsovie par le secrétaire d'Etat à la recherche polonaise, M. Jan Krzysztof Frackowiak, et par le directeur général du CNRS, M. François Kourilsky. Le gouvernement polonais a investi 15 millions de dollars (environ

83 millions de francs) dans ce nouvel institut, qui est le premier laboratoire associé mis en place par le CNRS en Europe orientale.

○ Reconduction de la convention européenne sur l'Institut Lavoisier-Langevin de Grenoble. — Français, Allemands et Britanniques ont décidé de prolonger la convention régissant l'Institut Lavoisier-Langevin (ILL) de Grenoble. Un avenant, signé jeudi 25 mars à Paris, prolonge jusqu'en 2003 les accords existants et va permettre à l'ILL de poursuivre ses activités avec un budget annuel minimal de 270 millions de francs (contre 320 en 1993). Ce montant a été couvert grâce à un effort financier supplémentaire de Paris et de Bonn, qui chercheront d'autres partenaires, en attendant que Londres puisse reprendre sa pleine participation, précise le ministère de la recherche. Mis en service en 1971, le réacteur à haut flux de l'ILL — utilisé par les chercheurs pour explorer la structure de la matière — devrait redémarrer en 1994 après modernisation (le Monde du 10 mars).

○ TENNIS : Guy Forget et Arnaud Boetsch disputent les simples contre l'Autriche en Coupe Davis. — Capitaine de l'équipe de France de Coupe Davis, Georges Goven a retenu Guy Forget et Arnaud Boetsch pour disputer les simples de la rencontre avec l'Autriche qui a lieu à Vienne du 26 au 28 mars. L'ordre des matches, qui se disputent sur terre battue, est le suivant : Horst Skoff contre Arnaud Boetsch puis Guy Forget contre Alexander Antonitsch vendredi 26 ; Guy Forget et Henri Leconte contre Alexander Antonitsch et Gerald Mandl samedi 27 ; Horst Skoff contre Guy Forget puis Arnaud Boetsch contre Alexander Antonitsch dimanche 28.

En novembre 1992, au large du Portugal, huit passagers clandestins étaient jetés à la mer par les marins ukrainiens du MC Ruby, un cargo en route pour Le Havre. Un seul a survécu. Après avoir évoqué l'escalade du bateau dans le port ghanéen de Takoradi (le Monde du 23 mars), la découverte des clandestins (le Monde du 24 mars), leur exécution (le Monde du 25 mars) et la personnalité des marins originaires d'Odessa (le Monde du 26 mars), nous poursuivons le récit de ce drame.

## ODESSA

de notre envoyé spécial

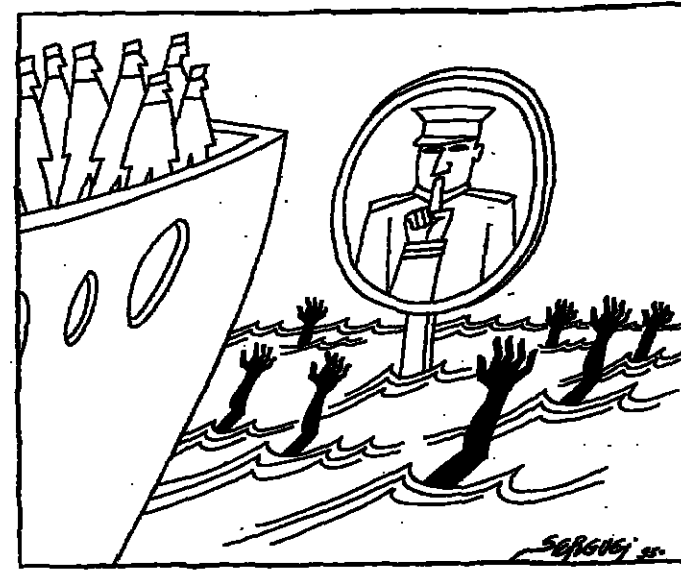
Dans le port d'Odessa, les marins ne dansent pas. Bref n'aurait pu leur prêter des vies de ripailles avec des femmes infidèles, leur inventer des morts de canailles, pleines « de bière et de drames ». Non, Odessa n'est pas Amsterdam. Elle répugne à se donner en spectacle, à s'exhiber. Soixante-dix ans de communisme lui ont appris la pudeur et la discrétion, les vertus du secret et les bienfaits du mensonge. Alors, elle se tait et impose le silence aux siens, surtout s'ils sont marins, ces hommes de grand large dont Joseph Conrad écrivait volontiers qu'ils sont « gens de peu de mots ».

Dès qu'un drame survient, la ville se referme aussi vite qu'une huître. Ainsi, depuis que six de ses matelots sont emprisonnés en France pour avoir exécuté puis jeté par-dessus bord huit clandestins africains, Odessa s'est-elle repliée sur elle-même, comme pour mieux dissimuler quelque défaillance inavouable. Personne n'ose confirmer la terrible évidence qui lie les ports du monde entier : de telles affaires sont fréquentes, mais nul n'en a jamais eu la preuve, faute de survivants.

## Des nababs au royaume des miséreux

Faut-il espérer des informations sur le port ? Après tout, c'est bien là que tout le monde est mort. Mais à l'impitoyable Compagnie de la mer Noire (26 000 personnes et 250 bateaux). Elle dispose d'une filiale, la société Argo, spécialisée dans la fourniture d'équipages complets pour les bateaux naviguant sous pavillon étranger. De telles agences se multiplient dans les pays fournisseurs de main-d'œuvre (Birmanie, Philippines, etc.). Les Ukrainiens, confrontés à la décomposition de la flotte soviétique et aux risques de chômage, se sont imposés sur le « marché », des équipages qualifiés et peu coûteux. Cinq mille marins, parmi les plus compétents, se sont inscrits sur les listes d'Argo. Chaque matin, devant le siège de l'agence, ils sont des dizaines à attendre un nouveau contrat.

La ruerie du MC Ruby ? Au deuxième étage de cette demeure bourgeoise, une porte s'ouvre. M. Felix Haritonov, avocat de la compagnie, affirme n'avoir « aucune nouvelle des autorités françaises ». Un bureau plus loin, M. Izha Nikolai, directeur général



d'Argo, prétend qu'une « somme importante a été envoyée au représentant de la compagnie à Paris pour payer les avocats ». Le président du syndicat des marins, M. Anatoli Sosnin, parle de « 2 ou 3 millions de francs ». Le vice-président de la compagnie, un homme à poigne, M. Gleb Zhigalov, dit ne pas savoir « s'il s'agit d'un crime ou d'une provocation » et soutient que les familles sont « aidées » et les avocats « rémunérés », sans pour autant indiquer le montant des sommes débouquées.

Tout cela est faux. Les familles, même si elles n'ont l'avouer par pudeur, ne bénéficient d'aucun soutien. Quant aux avocats fran-



çais, ils ont été — à une exception près — commis au titre de l'aide judiciaire et n'ont pas perçu un centime. Mais ainsi va Odessa, de mensonges en combines. Avec un syndicat qui ponctionne 30 % des salaires pour son « fonds social » et dispose de comptes en banque à Bruxelles, Paris et Genève. Avec aussi une compagnie qui fricote désormais avec de mystérieux armateurs (« Secret commercial, on ne dira pas leurs noms ! »). Le pavillon n'est plus rouge, mais les appartements sont toujours à la barre. Peu leur importe le dossier MC Ruby, l'essentiel est ailleurs. Dans les futurs contrats et commissions en dollars. Dans les accords passés avec des sociétés écrans installées dans des paradis fiscaux.

La générale Odessa, qui inspire les Contes de l'écrivain Isaac Babel, serait-elle devenue ingrate et cupide ? Elle navigue en eaux troubles, quelque part entre hier et demain. Les superbes bâtiments du siècle dernier, petits palais du front de mer où l'aristocratie valaisait les soirs d'été, s'effritent à chaque tempête. L'Opéra où chanta

## ENQUÊTE

## L'odyssée tragique du « MC Ruby »

V. — Les dollars du « long cours »

certaines vont également au marché aux puces. Des centaines de femmes au regard triste y bradent des souliers usés et diverses babioles. Des gamins marchent des jupes à trois sous et des livres effeuillés. Un homme sillonne la foule en chuchotant : « J'ai un gilet pare-balles à vendre. » Par ces temps de brigandage, il trouvera sans doute preneur. Et puis, il y a donc les marins. Ils sont de tous les bords, de toutes les couleurs. Ils proposent des culottes rapportées de Turquie, un téléviseur de Tokyo, une montre d'Anvers...

Pourquoi six d'entre eux auraient-ils tué huit Africains ? Peut-être, justement, pour ne pas perdre tout cela, les dollars, les « privilèges », l'assurance de nourrir leurs enfants et de voyager. « Le communisme nous a rongés, nous sommes obsédés par la hantise de l'exclusion », confesse une jeune Odessite. Or tous les marins du monde le savent bien : un clandestin est toujours source d'ennuis. A bord, le capitaine lui doit le gîte et le couvert. Dans certains pays (Etats-Unis, Canada), le transporteur est contraint de verser de lourdes amendes aux autorités locales. Dans d'autres (en France, notamment), les amendes n'existent pas, mais le bateau peut être retardé, ce qui entraîne des frais imprévus. En outre, l'armateur doit parfois prendre en charge les frais de rapatriement du clandestin.

## Le secret du « cargo de la mort »

La société V-Ships, qui gère le MC Ruby et travaille régulièrement avec Argo, nie l'existence, sur ses navires, d'un système de redevances sur les salaires en cas de présence de clandestins. Elle certifie être assurée contre ce type d'incidents, ce qui est certainement le cas. Il reste que le secret du « cargo de la mort » se cache sans doute là, dans l'ombre, quelque part entre un règlement officiel et l'interprétation qu'en font les marins, soucieux d'éliminer tout motif de reproches. Pour éviter d'éventuelles réprimandes, pour ne pas risquer de se retrouver ouvrier sur les chantiers navals à 50 francs par mois, un homme peut-il être amené à en tuer un autre ?

Les enquêteurs français devront dire si cette pression impalpable, sous-entendue mais jamais avouée, n'est pas à l'origine du massacre. Ils devront également définir le rôle du capitaine — incolpé, lui aussi — car il se dit à Odessa qu'un capitaine est toujours « Dieu et le zoz à la fois ». Rien ne se fait sans son accord. Au Havre, certains marins inculpés ont déjà évoqué cette crainte des sanctions et l'obligation d'obéir aux ordres de la hiérarchie. Ils tardent pourtant à entendre franchement le « loi du silence » qui régit l'univers du « long cours ». Sans doute espèrent-ils encore revenir à Odessa, avec leurs rêves et leurs dollars. Tandis que d'autres, au Ghana, malgré la tragédie, rêvent encore de se glisser à la dérobée dans un cargo en partance pour l'Europe.

PHILIPPE BROUSSARD

Prochain article :

L'exil, à la loterie du grand large

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-29-33  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie « Le Monde »  
12, M. Goussier  
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
18, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Tél. : 206.806 F

Le Monde  
PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cusi  
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tsahuridu  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDEPUB 434 128 F  
Fax : 46-62-72-71, Société filiale de la SARL Le Monde et de M. Hubert-Beuve-Méry

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 35-15 - Types LEMONDE  
ou 35-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS  
PAIEMENTS  
36-15 - Types LEMONDE  
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS  
PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-10 (de 9 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3	535 F	572 F	790 F
6	1 020 F	1 123 F	1 560 F
12	1 990 F	2 060 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (ISSN) est publié tous les jours sauf le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> mai. Les abonnés de l'étranger doivent adresser leur règlement en francs suisses ou en dollars. Les abonnés de l'étranger doivent adresser leur règlement en francs suisses ou en dollars. Les abonnés de l'étranger doivent adresser leur règlement en francs suisses ou en dollars.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐  
6 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous avez l'obligation d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  
301 MON 01 PP/Paris PF





**L  
fave  
nièr  
faib  
min  
voq  
lerr  
mir  
app  
2 a  
tes**

l'in-  
qui-  
tion  
sur  
Ecl-  
tes-  
pa-  
tre  
de  
ma-  
mi-  
un-  
ce-  
pa-  
ble  
m-  
m-  
ru-  
de  
tr-  
pe-

**REPUBLICIS CONSEIL JO95**



**qu'il n'y avait pas**

**de sensibilité**

## européenne commune ?

*Safrane  
élue 1<sup>re</sup> voiture  
européenne de  
l'année 92/93.*

**1**

9th 855th 1125th 14th 15th 16th 17th 18th 19th 20th 21st 22nd 23rd 24th 25th 26th 27th 28th 29th 30th 31st 32nd 33rd 34th 35th 36th 37th 38th 39th 40th 41st 42nd 43rd 44th 45th 46th 47th 48th 49th 50th 51st 52nd 53rd 54th 55th 56th 57th 58th 59th 60th 61st 62nd 63rd 64th 65th 66th 67th 68th 69th 70th 71st 72nd 73rd 74th 75th 76th 77th 78th 79th 80th 81st 82nd 83rd 84th 85th 86th 87th 88th 89th 90th 91st 92nd 93rd 94th 95th 96th 97th 98th 99th 100th 101st 102nd 103rd 104th 105th 106th 107th 108th 109th 110th 111th 112th 113th 114th 115th 116th 117th 118th 119th 120th 121st 122nd 123rd 124th 125th 126th 127th 128th 129th 130th 131st 132nd 133rd 134th 135th 136th 137th 138th 139th 140th 141st 142nd 143rd 144th 145th 146th 147th 148th 149th 150th 151st 152nd 153rd 154th 155th 156th 157th 158th 159th 160th 161st 162nd 163rd 164th 165th 166th 167th 168th 169th 170th 171st 172nd 173rd 174th 175th 176th 177th 178th 179th 180th 181st 182nd 183rd 184th 185th 186th 187th 188th 189th 190th 191st 192nd 193rd 194th 195th 196th 197th 198th 199th 200th 201st 202nd 203rd 204th 205th 206th 207th 208th 209th 210th 211th 212th 213th 214th 215th 216th 217th 218th 219th 220th 221st 222nd 223rd 224th 225th 226th 227th 228th 229th 230th 231st 232nd 233rd 234th 235th 236th 237th 238th 239th 240th 241st 242nd 243rd 244th 245th 246th 247th 248th 249th 250th 251st 252nd 253rd 254th 255th 256th 257th 258th 259th 260th 261st 262nd 263rd 264th 265th 266th 267th 268th 269th 270th 271st 272nd 273rd 274th 275th 276th 277th 278th 279th 280th 281st 282nd 283rd 284th 285th 286th 287th 288th 289th 290th 291st 292nd 293rd 294th 295th 296th 297th 298th 299th 300th 301st 302nd 303rd 304th 305th 306th 307th 308th 309th 310th 311th 312th 313th 314th 315th 316th 317th 318th 319th 320th 321st 322nd 323rd 324th 325th 326th 327th 328th 329th 330th 331st 332nd 333rd 334th 335th 336th 337th 338th 339th 340th 341st 342nd 343rd 344th 345th 346th 347th 348th 349th 350th 351st 352nd 353rd 354th 355th 356th 357th 358th 359th 360th 361st 362nd 363rd 364th 365th 366th 367th 368th 369th 370th 371st 372nd 373rd 374th 375th 376th 377th 378th 379th 380th 381st 382nd 383rd 384th 385th 386th 387th 388th 389th 390th 391st 392nd 393rd 394th 395th 396th 397th 398th 399th 400th 401st 402nd 403rd 404th 405th 406th 407th 408th 409th 410th 411th 412th 413th 414th 415th 416th 417th 418th 419th 420th 421st 422nd 423rd 424th 425th 426th 427th 428th 429th 430th 431st 432nd 433rd 434th 435th 436th 437th 438th 439th 440th 441st 442nd 443rd 444th 445th 446th 447th 448th 449th 450th 451st 452nd 453rd 454th 455th 456th 457th 458th 459th 460th 461st 462nd 463rd 464th 465th 466th 467th 468th 469th 470th 471st 472nd 473rd 474th 475th 476th 477th 478th 479th 480th 481st 482nd 483rd 484th 485th 486th 487th 488th 489th 490th 491st 492nd 493rd 494th 495th 496th 497th 498th 499th 500th 501st 502nd 503rd 504th 505th 506th 507th 508th 509th 510th 511th 512th 513th 514th 515th 516th 517th 518th 519th 520th 521st 522nd 523rd 524th 525th 526th 527th 528th 529th 530th 531st 532nd 533rd 534th 535th 536th 537th 538th 539th 540th 541st 542nd 543rd 544th 545th 546th 547th 548th 549th 550th 551st 552nd 553rd 554th 555th 556th 557th 558th 559th 560th 561st 562nd 563rd 564th 565th 566th 567th 568th 569th 570th 571st 572nd 573rd 574th 575th 576th 577th 578th 579th 580th 581st 582nd 583rd 584th 585th 586th 587th 588th 589th 590th 591st 592nd 593rd 594th 595th 596th 597th 598th 599th 600th 601st 602nd 603rd 604th 605th 606th 607th 608th 609th 610th 611th 612th 613th 614th 615th 616th 617th 618th 619th 620th 621st 622nd 623rd 624th 625th 626th 627th 628th 629th 630th 631st 632nd 633rd 634th 635th 636th 637th 638th 639th 640th 641st 642nd 643rd 644th 645th 646th 647th 648th 649th 650th 651st 652nd 653rd 654th 655th 656th 657th 658th 659th 660th 661st 662nd 663rd 664th 665th 666th 667th 668th 669th 670th 671st 672nd 673rd 674th 675th 676th 677th 678th 679th 680th 681st 682nd 683rd 684th 685th 686th 687th 688th 689th 690th 691st 692nd 693rd 694th 695th 696th 697th 698th 699th 700th 701st 702nd 703rd 704th 705th 706th 707th 708th 709th 710th 711th 712th 713th 714th 715th 716th 717th 718th 719th 720th 721st 722nd 723rd 724th 725th 726th 727th 728th 729th 730th 731st 732nd 733rd 734th 735th 736th 737th 738th 739th 740th 741st 742nd 743rd 744th 745th 746th 747th 748th 749th 750th 751st 752nd 753rd 754th 755th 756th 757th 758th 759th 760th 761st 762nd 763rd 764th 765th 766th 767th 768th 769th 770th 771st 772nd 773rd 774th 775th 776th 777th 778th 779th 780th 781st 782nd 783rd 784th 785th 786th 787th 788th 789th 790th 791st 792nd 793rd 794th 795th 796th 797th 798th 799th 800th 801st 802nd 803rd 804th 805th 806th 807th 808th 809th 810th 811th 812th 813th 814th 815th 816th 817th 818th 819th 820th 821st 822nd 823rd 824th 825th 826th 827th 828th 829th 830th 831st 832nd 833rd 834th 835th 836th 837th 838th 839th 840th 841st 842nd 843rd 844th 845th 846th 8

**EUROPE**  
*Quel est le rapport entre les sensibilités tchèques, anglaises, italiennes, françaises, turques, allemandes, hollandaises ? Une voiture. Pour choisir la voiture européenne de l'année 92/93, 7 pays se sont tout de suite impliqués. Ils ont élu Safrane 1<sup>re</sup> ex æquo avec le coupé Série 3 BMW. Vous pourrez toujours dire que l'entente n'a pas été parfaite... (Jury composé de lecteurs et de journalistes du groupe Auto Europe).*



**RENAULT**  
LES VOITURES  
A VIVRE

**Job abouts maitres**

## INDEX

# LE SOUVENIR



# CULTURE

## THÉÂTRE

### Trois atouts maîtres

Le brelan Brochet-Luchini-Berry est gagnant

PARTENAIRES  
à la Michodière

Trois acteurs sont aujourd'hui sur la scène de la Michodière : Anne Brochet, Fabrice Luchini, Richard Berry. Les voir à ensemble, les entendre, c'est un bonheur. Pourquoi s'en priver ? Anne Brochet, longue souple jeune femme, a la chance de disposer d'un trésor qui ne s'acquiesce pas : la présence. Elle irradie une finesse de regard, un calme d'esprit, des arrière-pensées en pagaille, une volonté d'acier qui va sa route en toute douceur, et surtout une gaieté d'imagination irrésistible, qui sont, à eux seuls, réunis sur un gisement en jupe longue, tout un monde. Exercer l'art de l'acteur semble ne pas en toute innocence, dans son lard. Ses parents n'ont pas dû s'ennuyer. Voilà une actrice à faire les quatre cents coups aussi vite et posément que si elle buvait un verre d'eau.

Fabrice Luchini opère sur une autre longueur d'onde. La présence, il l'a aussi, et on ne peut plus singulière. Sur fond de parodie de petit monstre des collages, de grand pervers des couverts, de Savonarole des parcs et jardins, il exerce un art très savant, circonscrit à un usage sous-marin, sous-faillé, de la voix et du regard. Il arrive à sembler ne pas voir ce qu'il fixe à la folie, et à sembler voir ce qui est dans son dos ou carrement ailleurs. Rien que par ce tir croisé de ses yeux de rouleur sauvage, il déconstruit entièrement l'espace du théâtre, déstabilise le récit, fait éclater l'action en gouttes d'intentions incertaines. Et, dans le même mouvement, il lance sa voix comme un lasso à hameçon, comme une ragnasse vague de fond d'équinoxe, amère, un peu verte, et l'auditoire bientôt un peu inquiet quand même se demande si cet amalgame d'inquisiteur et de cobra ne

va pas dévorer tout l'orchestre comme une volée de moineaux. On a compris que la méthode Luchini conçoit aux textes une énergie fascinante, un feu irrésistible.

Entre Bienheureuse Anne et Infernal Fabrice, Richard Berry est l'homme tout court. L'homme tout long. L'émotif-actif, le passionné, l'immédiat, le convaincu, l'homme à la mer, le sauveur breton des plages, le baroudeur des brousses perdues, le frère aîné, le tout-feu-tout-flamme. Avec lui le jeu du théâtre retrouve son risque, sa vaillance, son mistral, son rouge coquelicot, sa musculature.

Les acteurs sont des phénomènes, ils sont légion mais, tout de même, ils ne courent pas les rues, les planches. Trois vrais acteurs pour une seule pièce, c'est une occasion rare, à ne pas boudier. Ils font merveille ici dans une œuvre du dramaturge américain David Mamet, adapté par Pierre Laville, sur la vie des producteurs de cinéma. Une œuvre ficelée, et, s'ils jouaient autre chose, ils seraient aussi séduisants, enchanteurs. La mise en scène est de Bernard Stora, et le décor de Philippe Berry.

MICHEL COURNOT  
► 4 bis, rue de la Michodière, 75002 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30, mardi à 18 heures. Tél. : 47-42-95-22.

## MORT A LA GUERRE EN TEMPS DE PAIX

à la Cité internationale

Il n'était pas parti pour faire la guerre mais pour aider un peuple frère à construire des routes, livrer des engrais dans les villages, planter des pommiers. Aux médecins et infirmières qui les accompagnaient, on avait dit qu'on avait besoin d'eux pour accoucher les femmes afghanes. Certains pensaient déjà au pécule qui leur permettrait, au retour, de s'acheter un magnétoscope. Les moins chanceux ont été rendus à leurs familles dans un « cercueil de zinc » expédié aux frais de l'armée soviétique, victimes prétendues d'une « indigestion d'oranges » ou d'un accident de la circulation. Les autres sont revenus transformés, mutilés de corps et d'âme, pour la plupart incapables à toute réinsertion.

De ces « Afgans » survivants, soldats perdus de la guerre d'Afghanistan, Svetlana Alexievitch a recueilli les témoignages (1). Elle a forcé la barrière du mutisme, affrontant l'hostilité de tous ceux — « héros » et parents de « héros » — pour qui la vérité vraie est inacceptable parce qu'elle détruit l'illusion de l'héroïsme. Son livre, *Les Cercueils de zinc*, publié en 1990, continue de lui valoir menaces et attaques en justice de familles qui n'acceptent pas que la guerre soit appelée par son nom.

## Héros en transit

Une adaptation des « Cercueils de zinc » par l'Attroupement II

Il y a quelques mois, Didier Georges Gabily présentait une adaptation des *Cercueils de zinc* au Théâtre de la Bastille, dans le cadre des « Essais de théâtre du réel ». Son spectacle sera au programme des Rencontres de la Chartreuse, cet été, au Festival d'Avignon. Pour l'heure, Patrick Le Mauff et Laurent Vercelleto, deux membres du collectif Attroupement II, proposent avec *Mort à la guerre en temps de paix* une autre adaptation, qui intègre des textes de Joseph Brodsky, Vissotsky, Tim O'Brien : un regard sur l'horreur de la guerre, sans doute, mais plus encore une invitation à réfléchir sur les dérives de la démocratie.

## Souvenirs obsédants

La difficulté à surmonter, pour eux comme pour Gabily, était le caractère rapidement envieux des témoignages des soldats qui sont exposés par un comédien. Si fortes soient-elles dans le livre, les voix réunies par Svetlana Alexievitch pouvaient ne pas passer la rampe. Pour leur donner un impact dramaturgique, les deux adaptateurs ont imaginé une unité de lieu et de temps : une journée dans un camp de transit où seraient accueillis les Afgans à leur retour de guerre, pour une hypothétique réadaptation. L'arrivée dans ce lieu d'une

journaliste enquêtrice, représentant Svetlana Alexievitch, y déclenche une sorte de psychodrame par lequel la parole de ces hommes et femmes acquiert une résonance théâtrale.

Le décor de Charles Rios — le hall de quelque austère bâtiment stalinien, avec, au fond, des portes ouvrant sur des cabines de douches — accentue la mise en évidence de l'enfermement des Afgans : ils sont prisonniers d'une idéologie, d'un échec social, de souvenirs obsédants... La construction du spectacle, de l'arrivée de la journaliste à la fête qu'elle organise, tard dans la nuit, pour venir à bout de la résistance des interviewés, permet d'introduire des ruptures dans un texte qui, à la lecture, est presque constamment paroxystique. En même temps, les gestes quotidiens des enfermés leur restituent un peu de leur humanité perdue.

Le résultat n'est pas en tout

point convaincant — l'affaiblissement du document porté à la scène n'a été qu'en partie évité, — mais il y a de beaux moments dans ce spectacle. Par exemple, quand une des combattantes anonymes de Svetlana Alexievitch s'incarne dans le corps et la voix de Sylvie Milhaud ; ou lorsque la tentation de la désertion est évoquée dans un témoignage qui est aussi le texte d'un authentique écrivain, Tim O'Brien.

BERNADETTE BOST

(1) *Les cercueils de zinc*, éd. Christian Bourgois, dans la traduction française de Vladimir Benkovich et Elisabeth Mourvieu.

► Grand Théâtre, 21, bd Jourdan, 75014 Paris, métro Cité Universitaire, à 21 h du jeudi au lundi, à 17 h le dimanche (première le mercredi). Jusqu'au 10 avril. Tél. : 45-89-38-69. Représentations ultérieures à Sochaux, Meulan, Monthay (Suisse), Elancourt, Mulhouse, Annemasse et Chambéry.

## La mort du fils

Histoire de famille chez Melanie Klein

MADAME KLEIN  
à Aubervilliers

Un jeune homme est mort, loin de sa famille. Accident, suicide ? Sa mère et sa sœur ont chacune leur idée. La mère se prépare pour aller à son enterrement, puis revient de la gare sans avoir pris le train. Pour lui communiquer ce qu'elle pense, la sœur écrit à la mère une lettre qui ne sera jamais ouverte. Enfin, la mère fera comme si elle ne l'avait pas lue, et la fille sera bien obligée de parler.

Il y a une troisième femme, Paula, amie de la sœur, secrétaire de la mère. Toutes trois sont psychanalystes. La mère, c'est Melanie Klein, et l'histoire est vraie. Tout au moins est-il vrai que son fils est mort en 1934 à Vienne, loin d'elle qui s'était exilée à Londres, où se passe l'action. Il est vrai aussi que ses relations avec sa fille Melita étaient pour le moins houleuses.

De cette situation, Nicholas Wright a tiré une pièce (traduite par François Regnault, parue aux éditions du Seuil) qui possède toutes les qualités du théâtre anglais : une construction solide, des personnages bien typés, la distance du flegme pour poser des conflits qui pourraient verser dans le sordide et ne le froient même pas. Mais il y a aussi le poids d'un dialogue lourdement explicatif qui laisse peu de place à l'ambiguïté, et quand il s'agit de psychanalyse, c'est gênant. La première partie apparaît comme une longue scène d'exposition.

On peut toujours inscrire un conflit dans les grilles de la psychanalyse, notamment au théâtre, qui a fourni les symboles de base. Mais montrer des psychanalystes en crise n'est pas forcément théâtral. Ce serait peut-être possible indirectement, à travers d'autres grilles. Ce serait en tout cas plus logique. Aussi, malgré la mise en scène rigoureuse de Brigitte Jacques, malgré le talent des interprètes, Dominique Sanda (Melita), Dominique Reymond (Paula) et surtout Michelle Marquis (Melanie Klein), fascinant mère cannibale à l'intelligence redoutable, si on n'est pas amateur de ces docu-drames qui expliquent les mystères de la vie, on a du mal à apprécier le spectacle.

COLETTE GODARD

► Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), métro Quatre-Chemins, puis autobus (station Goutte-d'Or) du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 18 heures. Jusqu'au 18 avril. Tél. : 48-34-67-67.

**La fiancée du matin**  
HUGO CLAUSS  
BERNARD HÄBERMEYER  
MAURICE GABRIEL  
FREDERIQUE MEININGER  
CAROLINE APPEL  
BRUNO PUTZLICH  
AGNES DEBORD  
9 AVRIL  
MAISON DES  
CULTURES DU MONDE  
11, rue de la Michodière  
Tél. : 45 44 72 30

**LE SOUVENIR DU SIECLE**  
TRAAPPÉS PAR L'ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES  
POSSÉDEZ LA COLLECTION DES 12 ÉCUS EUROPÉENS  
VIVEZ L'ÉPOQUE EUROPÉENNE AVEC CES 12 ÉCUS  
En 1980, l'Europe compte neuf pays membres, en 1981 la Grèce ; en 1986 l'Espagne et le Portugal ; en 1991 Maastricht signe l'Europe. Chacune de ces prestigieuses médailles symbolise une étape, célèbre une année, immortalise la "marche" vers notre future monnaie : l'ECU.  
60.000 SÉRIES SEULEMENT  
POUR 320 MILLIONS D'EUROPEENS  
Frappés en Argentan, la brillance du métal met superbement en valeur tous les symboles et les détails de la gravure.  
EN CADEAU  
LE PIN'S BIJOU de l'ensemble monnaie européenne avec votre 2<sup>e</sup> ECU  
CET ÉLÉGANT ÉCRIN mettra en valeur votre collection et vous le recevrez avec votre 3<sup>e</sup> ECU.  
Une limite très faible : 60.000 séries pour le monde. Une frappe de l'Administration des Monnaies et Médailles (Monnaie de Paris) - Certificat d'authenticité avec la collection  
CLAUDE FRANÇAIS  
LE MONNAIE  
Un département de  
TRESOR  
L'EUROPEAN  
RECEVEZ SANS ENGAGEMENT  
LE 1<sup>er</sup> ECU  
Le 1<sup>er</sup> ECU est envoyé sans obligation d'achat, le premier des 12 Écus illustrés :  
- Il dispose de 10 jours pour le retourner sans rien devoir. Si le 10<sup>e</sup> jour de la conservation, le règlement de la somme de 25 F (soit 2 F de frais de port et d'emballage).  
- Le retour des médailles suivantes à raison d'une par mois et aux mêmes conditions d'envoi gratuit.  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_ 75101/0005/896

**TQI**  
La Balance  
POUR UN OUI  
OU  
POUR UN NON  
Nathalie Sarraute  
Elisabeth Chailloux  
16 mars - 11 avril  
à Ivry  
46 72 37 43

**Macintosh Si 5/80**  
Clavier - Nubus - 5 mégas de mem - disque dur 80 mégas  
Ecran Apple 12" n/b 256 gris : 1290F  
Ecran Apple 14" 256 couleurs : 2990F  
Ecran Apple 15" n/b Pleine Page A4 : 3990F  
Tél. (1) 45 56 11 00  
12, R. AMBROISE CROZAT  
94800 VILLEJUIF  
4000 PRODUITS MAC  
PARKING CLIENTS & VISITEURS

LOU DIAMOND PHILLIPS  
**AGAGAWK**  
Un film de JACQUES DORMANN  
AGAGAWK

RENAULT

11 bis, rue de l'Hôtel de Ville  
92411 COURBEVOIE CEDEX

## L

Fin

px

## LES FILMS NOUVEAUX

**SAMEDI 27 MARS**

à l'Institut de France, la coupole, le  
fontionnement des cir académies",  
15 heures, 23, quai de Conti (P. Fernan-  
dès).

« Le Duc d'Orléans et les arts au  
temps du romantisme », 15 heures,  
rotonde de la Villette (Approche de  
l'art).

« L'hôpital Lemaire et le tombeau  
de son architecte de Paul-Léon »,  
14 h 30, rue de Sévres (S. Rojot-Karn).

« L'église Saint-Sulpice »,  
15 heures, sous le porche (Ch. Baron  
Langlade).

**DIMANCHE 28 MARS**

« Salons et parc de l'Hôtel Matti-  
gnon » (Carte d'identité, Nombre  
limités, inscription au 45-51-386-85),  
10 h 30, 100, rue du Sac (P. Bou-  
cher).

« L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des  
hôpitaux parisiens, et la médecine  
du XVIII<sup>e</sup> siècle », 14 h 30, rue de  
l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-  
Dame (Paris autours).

« Les petites synagogues visitées  
au cours d'une promenade dans le  
Paris du XVIII<sup>e</sup> siècle », 14 h 30,  
7, quai de l'Horloge (Monuments his-  
toriques).

« Montmartre, une butte sacrée, un  
lieux pittoresque et vivant »,  
14 h 30, au service du touriste, au  
station Paris autours.

« L'hôtel Nisim de Camondo et  
son mobilier dix-huitième siècle »,  
15 heures, 63, rue de Monceau (Arts  
et Histoire).

« Tout le cinéâtre Montmartre jus-  
qu'à la fermeture », 14 h 30, métro  
Blanche (V. de Langlade).

« Le Chinatown du troisième ar-  
rondissement », 14 h 30, porte de  
Charente-le-Petit.

« Le couvent, la Sainte-Catherine  
et l'histoire de la Cité », 14 h 30,

## DIMANCHE 28 MARS

« Salons et parc de l'Hôtel Maitland (Carré d'Identité, Notre-Dame, *Insurrection* au 45-51-36-85, 9 h 30, 100, rue du Bas-Clou (O. Bouchard).

« L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des hôpitaux parisiens et la médecine autrefois, 10 h 30, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Parc autours).

« Les promenades visitées au cours d'une promenade dans le quartier qui fut le Marais, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Monuments historiques).

« Montmartre, une butte sacrée, un village d'art et de vie, 15 heures, sommet du funiculaire, au plateau Paris autrefois.

« L'Hôtel Nisim de Camondo et ses meubles d'exception, 15 heures, 53, rue de Monceau (Jusqu'à la fermeture).

« Tout le cinémas Montmartre jusqu'à la fermeture, 14 h 30, métro Blanche (V. de Langlade).

« Le Chinatown du troisième arrondissement, 14 h 30, porte de Clugny (Jusqu'à la fermeture).

« La Conciergerie, la Sainte-Chapelle et l'histoire de la Cité, 14 h 30.

## CONFÉRENCES

**SAMEDI 27 MARS**  
Maison de La Vilette, angle du quai de la Charente et de l'avenue Corantin-Cariou, 10 heures : « L'architecture du dix-neuvième arrondissement », par A. Orlandini (Maison de La Vilette).

**DIMANCHE 28 MARS**  
1, rue des Prouvaires, 15 heures : « L'avenir de la France d'après les prophéties », par Naty (Conférences Naty).

**DIMANCHE 28 MARS**

1, rue des Prouvaires, 15 heures :  
« L'avenir de la France d'après les  
prophéties », par Natya (Conférences  
Natya).

**PAREILLE A L'AMOUR EST LA GUERRE.** Maison de la poésie (l'arresse du Forum des Halles) (42-36-27-53), mer., jeu., ven., sam., 20 h 30 et dim. 16 h (24).

**QUELQUE CHOSE DE POURRI DANS LE ROYAUME.** Théâtre Montgoussi (42-71-37-58) (dim.), 20 h 30 (24).

**LES COUPEURS DE VIRAGES.** Théâtre Déjazet (48-87-52-55) (dim., lun.), 20 h 30 (25).

**ETRE OU NE PAS ETRE RYLE FATAT.** Théâtre du Tambour royal (42-51-38-39), jeu. ven., sam., mer. 18 h et dim. 18 h (25).

**THE PITCHFORK DISNEY.** Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim. 17 h (28).

**20 h 30.** *Réel.* *dim.* *Histoire d'un char-*  
*nier* : 20 h 30. *Rel., mar., jeu.* 22 h 15. *Où ils*  
*le kerd,* c'est toujours ce de pris : *san.* *Jér.*  
18 h 30. Si tu pars, je te quitte : ven., sam.  
*dim.* 22 h 15.

**HÉBERTOT** (47-87-23-23). Pymnagion :  
20 h 30. *Rel., dim.*

**HUCHETTE** (43-26-38-49). La Cantastine  
chaue : 19 h 30. *Rel. dim.* Le Lapon :  
20 h 30. *Rel. dim.* L'Augmentation :  
21 h 30. *Rel. dim.*

**LIERRE-THÉÂTRE** (45-86-55-83). L'es  
de l'homme : 19 h 30. *Vernance de Grotzov :*  
ven., sam. 20 h 30. *Rel.*

**LUCRÉNAIRE FORUM** (45-44-57-34).  
L'Esprit du monde : 19 h 30. *Démocratie :*  
20 h 30. *Rel. dim.* Diderot et le feu naturel ou les  
Epreuves de la vertu : *kun.* 21 h. Théâtre  
nou. La Petit Prince : 18 h 45. *Rel.* L'Escalier :  
20 h 30. *Rel. dim.* Tout va bien, je  
t'en prie : 20 h 30. *Rel. dim.*

**Le Théâtre rouge.** Les Dix Commandements :  
18 h. *Rel. dim.* Ici tu dois danser : 20 h.  
*Rel. dim.* La Si Jolie Vie de Sylvie July :  
21 h 30. *Rel. dim.*

**MAGDELINE** (42-65-07-09). Monseur  
du monde : 19 h 30. *Rel. dim.* Ven., sam. 17 h :  
20 h 30. *Rel. dim.* soir, *dim.*

**MAISON DE LA POÉSIE TERRASSE DU  
FORUM DES HALLES** (42-36-27-53).  
Paroles à l'amour est le guerre : *mar.* *jue.*  
20 h 30. *Rel.* 21 h 30.

**MAISON DES CULTURES DU MONDE**  
*(Maison)* (42-36-27-53). L'Europe : 21 h 30.  
20 h 30 : *dim.* 17 h. *Rel. dim.* soir, *kun.*

**MARAIS** (42-78-03-53). L'Ecole des  
femmes : 21 h. *Rel. dim.*

**MARIE STUART** (45-08-17-40). A Tri-  
butio to Eugene O'Neill (en anglais) : *dim.*  
*kun.* 20 h. 21 h. *Rel. dim.*

**MARION** (42-56-04-47). Je ne suis pas  
un homme facile : 21 h : *sam.* 17 h 30 :  
*dim.* 17 h 30. *Rel. dim.*

**MARINHA** [SALLA] POPESCO  
(42-55-70-34). Suite royale : 21 h. *Sam.*  
17 h 30 : *dim.* 17 h 30. *mar.* 15 h. *Rel. dim.* soir, *kun.*

**MATHURINS** (42-65-90-00). Les Palmes  
de M. Schurz : 20 h 30. *Rel. dim.*

**MÉTANORPHOSIS** (42-61-33-70).  
Mère, le magicien du l'écran : 21 h :  
20 h 30. *Rel. dim.* soir, *kun.*

**NICHEL** (42-65-35-02). Sexe & jeunesse :  
21 h : *sam.* 18 h 15 : 21 h 15 : *dim.* 18 h 30.  
*Rel. dim.* soir, *kun.*

**NICHODIÈRE** (47-42-85-22).  
L'Esprit du monde : 19 h 30 : *rel.* 17 h :  
*dim.* 17 h 30. *Rel. dim.* soir, *kun.*

**NONT-PARNASSE** (42-22-77-74). Mor-

**LA FROUSSE.** Edouard-VII Sacha Guity  
(42-47-89-92) (dim., soir. lun.).  
20 h 45 ; sam. 17 h et dim. 15 h (27).  
**LES ENIGMÉS.** Vincennes (Théâtre  
Diderot) (42-47-73-74) (samedi,  
dim. soir, mar.). 21 h ; 2e dim. 18 h (28).  
**LES FOURBERIES DE SCAPIN.**  
Neuilly-sur-Seine (Théâtre Saint-Pierre)  
(47-45-75-80), lun., mar. et jeu.  
14 h 30 (28).  
**HISTOIRE D'EN CHANTER.** Guichet  
Montparnasse (43-27-88-81) (dim.),  
22 h 15 (28).  
**A LA CONQUÊTE DES OCÉANS.**  
Berry-Zabre (43-57-51-55) (dim.,  
lun.), 20 h (30).  
**LE PALACE.** Le Funambule Théâtre  
(42-23-88-93) (dim., lun.), 21 h (30).

Rel. : 21 h ; dim. soir. 21 h 15 ; dim. 16 h 30  
**MONTMARNASSE** (PÉTIIT)  
 (43-22-77-30). Le Golem : 21 h ; dim.  
 16 h 30 ; dim. 16 h 30.  
**NOUVEAU THEATRE MOUFFERTARD**  
 (43-31-11-99). Rencontres : 20 h 30  
 dim. 16 h 30. Rel. dim. soir. lun. Jean Co-  
 ctEAU, ja reste avec vous : jeu, ven.  
 19 h 30.  
**NOUVEAUTES** (47-70-52-76). Les Ma-  
 heurs d'un PGD : 20 h 30 ; sam. 18 h  
 21 h ; dim. 16 h 15. Rel. dim. soir. lun.  
**ŒUVRE** (48-74-42-52). Horrids et joies  
 d'été : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.  
 lun.  
**OPÉRA-BASTILLE** (44-73-13-00). Berne-  
 nout Cellini : lun. 19 h 30. Faust : ven.  
 19 h 30.  
**OPÉRA-BOIS DE BOULE** **PALAIS GARNIER**  
 (47-42-53-71). Capriccio : ven., mar. (der-  
 rière 19 h 30).  
**PALAIS DES GLACES GRANDE SALETTE**  
 (42-02-27-17). C'est quoi ça voyage ?  
 20 h 30 ; dim. 16 h 30.  
**PALAIS DES GLACES (PETITE SALETTE)**  
 (48-03-11-36). Bad dans la r'se vu quan-  
 t'es rli : 21 h. Rel. dim. soir.  
**PALAIS-ROYAL** (42-47-59-81). Les  
 400 coups : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.  
 lun.  
**PARIS-VILLETTE** (42-02-02-68). Harriet  
 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir. lun.  
**PÉTIIT THÉÂTRE DE PARIS**  
 (42-02-02-68). L'Amour, la mort et les  
 autres : 20 h 30. Rel. dim. soir. lun.  
 du Sacre Guitry : sam. 20 h 30 ; dim.  
 16 h 30.  
**POÛCHE** **MONTMARNASSE**  
 (43-22-77-30). L'Amour, la mort et les  
 autres : 20 h 30. Rel. dim. soir. lun.  
 de la vie et de la femme : 21 h ; sam. 18 h  
 21 h. 15 h. Rel. dim. soir. lun. Solle M.  
 Mounsigne ou D'ici, que la femme me reste ob-  
 jectif : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun.  
**PROLOGUE** (45-75-33-11). ARTISTE  
 KROUZE : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 16 h  
 15 h. Rel. dim. soir. lun.  
**LE PROLOGUE** (45-75-33-11). Edger et sa  
 femme : jeu, sam. 20 h 45 ; dim.  
 16 h 30. Rel. dim. soir. mer. ven.  
 20 h 45 ; sam. 18 h.  
**RAMELIGH** (42-58-64-44). La Surprise de  
 l'amour : ven., sam. dim. mar., mer., jeu.  
 19 h 30. Les Enlèves du silence : 20 h 45  
 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir. lun.  
 une nuit d'Astérix : 22 h ; dim. 16 h 30.  
 Rel. lun. 19 h 30.  
**LE RELAIS DU BOIS** (40-50-19-56). Co-  
 cote : 20 h 30.  
**RENAISSANCE** (42-02-08-18-60). Pétou-  
 chok : 20 h 30. Rel. dim. 19 h 30.  
**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20).  
 L'homme qui plantait des arbres : 20 h 30.  
 Rel. dim. 19 h. Les Mécanismes de M.  
 de la : 22 h 15 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.  
 lun.  
**SAINT-GEORGES** (43-78-63-47). Un  
 aspirine pour deux : 20 h 45 ; sam.  
 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.  
**SAINT-GEORGES** (43-78-63-47). Un  
 aspirine pour deux : 20 h 45 ; sam.  
 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.  
 (42-06-21-93). Elle et D'ici : 22 h  
 15 ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir. lun.

20 h 45 - dim. 15 h. Rel. dim., jan. Etre ce  
pas dire l'histoire (vél. sans. 20 h).  
THÉÂTRE FRASILE (44-84-94-47). Er  
Thomas : ven., sam., mar., mer., jeu.  
20 h 30.  
THÉÂTRE LUCIEN-PAYE (45-99-36-95).  
Pedro et le Capitaine : ven., sam. 20 h 30  
20 h 45 dim. 17 h 30.  
THÉÂTRE MAUSEL-MICHEL GALABR  
(42-23-15-85). Madame de Sade : 20 h.  
Rel. dim., jan. Didier Fontaine : 22 h. H.  
rel. dim., jan. Alberto Soto : 22 h.  
THÉÂTRE DE LA CROIX-ROUGE (44-84-94-47). Les Carés Nuits : ven.,  
sam. 19 h. The Ball of Amherst : dim.  
15 h.  
THÉÂTRE MONTROUGE (41-37-98). Quinze chœurs de pour  
dans le royaume : 20 h 30. Rel. dim.  
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOU  
(47-27-81-15). Sella Gémier. Lewis. Car  
mère : ven., sam., jeu. 14 h 30 ; mer. 10 h.  
Rel. dim., jan.  
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODEON  
(44-41-36-38). Grande salle. John Gabri  
Borkman : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim.

**(43-91-16-30).** ARRIÈRE SÉVIER ou LE  
SÉVIER DE LA VILLE : ven., sam., mar.  
mer. 20 h ; dim. 18 h 30. Rd. dim.  
soir, lun.

**THÉÂTRE VALHURBET** (45-84-30-30)  
Le Roux de l'Infortune : ven., sam.,  
mar. 20 h 30 ; samed. 18 h.

**MARTEAU** (45-87-82-45) Variétés  
19 h. Rd. dim., lun. Les Petites Femmes  
Mauquaises : ven., sam., mar., jeu.  
(dimanche) 20 h 30.

**LE THIAISON** (45-55-08-71). Feodora  
ou le Drame d'un jour : ven., sam.,  
dimanches, lun. 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40)  
Marc Jouvet : 21 h. Rd. dim.

**VARIÉTÉS** (42-33-08-92). Thé à  
marchés ou les Chronos : 20 h 45 ;  
sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rd. dim. soir, lun.

**RÉGION PARISIENNE**

**ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-GHEZ)**  
(86-02-02-74). Les Jousiers : la Sortie d'  
théâtre : ven., sam. 21 h ; dim. (dimanche)  
15 h. L'Idée et L'Ami : sam. 21 h.

**ATHIS-MONS (CENTRE CULTUREL  
D'ARTS ET DE MÉTIERS)** (45-85-18-18)  
Les grandes : samed. 21 h. Voy : samed. 21 h.

**AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE J.  
COMMUNE)** (45-34-67-67). Grande salle  
Madame Klein : 20 h 30 ; dim. 16 h. R. Rd.  
dim. soir, lun. L'Histoire du soldat : samed.  
21 h.

**BEYNES (LA BARBACANNE)**  
(34-55-89-95). Aria di Roma : sam. 21 h.  
Marché d'improvisation théâtrale : samed.  
20 h 30.

**BONCHY MAISON DE LA CULTURE**  
(48-31-11-45). Grande salle. Les Miroirs  
de gloire : ven., samed., sam., mar.  
jeu. (dimanche) 20 h 30 ; samed. 15 h 30.

**CERGY-POINTEAUX (THÉÂTRE DU  
CERF)** (45-77-67-67). Les Miroirs  
d'Antoine Thibault : samed. 14 h ; ven.  
samedi, lun. mar. 20 h 30 ; dim. 15 h.

**CHATILLON (THÉÂTRE)** (48-57-22-12)  
L'Inquisiteur : 20 h 45.

**CHOISY-LE-ROI (THÉÂTRE PAUL  
ELIOT)** (45-60-03-79). Le Héros qui  
meurt.

**COMBS-LA-VILLE (LA ZÉNITH)**  
(48-69-89-11). Les Frères Cépoli : ven.  
(dimanche) 20 h 45.

**COGNAC-SAINNES MÉDIATHÈQUE**  
(45-63-63-67). Bonaparte et mercredi ou Non  
le théâtre ne remplace jamais  
télévision : mar., mer., jeu. 21 h.

**ELANCOURT (LES GILLOIS)** (30-22-58-12)  
Un Jour dans Bagdad : 20 h 45.

**EVRY-COURCOURT (POLLIGNY)**  
(30-82-82-81). Marcel Marceau : samed.  
20 h 30.

**FONTENAY-AUX-ROSES (THÉÂTRE  
DES SOURCES)** (46-61-30-03). Enfant  
du monde.

**GENTREVILLERS (THÉÂTRE)**  
(47-93-93-30). Le Belvédère : ven., samed.  
20 h 30 ; dim. 17 h. Henry VI, l'orage de  
l'été : samed. 20 h 30 ; dim. 16 h.

20 h 30 ; dim. 18 h. La Tonnelle : 15.  
20 h 30 ; dim. 18 h 30.

HENRI LAY (CENTRE CULTUREL)  
20 h 45-47. Le Tour du monde : sam.  
20 h 45. Pierre et le Loup : mar. 16 h 15  
(39-67-40-30). La Francophonie : ven.  
20 h 45.

IVRY-SUR-SEINE (LE THEATRE)  
20 h 30 ; dim. 18 h 30. Pour un oui, pour un non  
20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. soir. sur  
Comédies ou l'Opéra d'un tour : ven.  
22 h 30.

JUVISY-SUR-ORGE THEATRE DE  
L'ECLIPSE (89-21-80-34). Si l'oublié  
est mort... : 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim.  
soir. lun.

LE KREMLIN-CRISTALLES (ECAM)  
149-60-69-42. Le Plus Heureux des trois  
maris : mar. 20 h 30.

MEDANVILLE (LE PETIT THEATRE)  
147-48-19-17. L'Esprave du feu  
20 h 30. Rel. dim. lun.

MONTEHILLI (SALLE BERTHELTO)  
145-60-10-10. Les Princes, les Sorcières  
les Mandarins : sam. 21 h.

MONTEHOUSE (MAISON DE L'ACTEUR)  
147-35-89-30. Mon frère, mon ami  
20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. jeu., dim. soir.  
lun.

NANTERRE (THEATRE DES AMATEURS)  
DIERS (46-14-70-00). Grande salle. Le mal  
deux jurer du rien : ven., sam. 21 h ; dim.  
18 h 30.

SAINTE-MARIE (MUSEE JEAN JEROME)  
sam. 18 h ; mer., mar. jeu., dimanche

NEUILLY-SUR-SEINE (LA THÉÂTRE)  
(46-24-24-24) : Les Femmes de  
Cordouan : ven., sam. 20 h 30.  
NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE SAINT  
PIERRE) (47-45-75-80) : Andromaque  
lun., mar. 14 h 30. Les Fausseuses de Scapin  
lun., mar., jeu. (démarré) : 14 h 30.  
NÎMES (THÉÂTRE DU PIERRE SAULE DE  
JOUVEN) (46-24-47-17) : L'Offre d'amour  
plot ; Crise à l'usine ; Arrêt de bus ;  
Le Sente et le Truand : mer. 20 h 30.  
ONLY (SALLE ARAGON-TROILET)  
(46-24-30-29) : L'illusion comique : ven.  
21 h.  
PAVILLON-SOUS-BOSCH (ESPACE DES  
ARTS) (48-46-10-30) : Ubu : ven. 20 h.  
LE PERREUX (CENTRE CULTUREL DES  
BORDS-DE-MARNE) (43-24-84-28) : Les  
Femmes de Cordouan : ven., sam. 20 h 30  
démarré (18 h 45).  
POISSY (THÉÂTRE MUNICIPAL  
(46-65-58-40) : L'Aveugle : mer. 20 h 30.  
RUEIL-MALMAISON (THÉÂTRE)  
ANDRÉ-MALRAUX (47-32-24-42)  
L'Amour chez le plus cruel des auteurs  
français : ven. 20 h 45.  
SAINT-DENIS (SALLE DE LA LÉGIION  
D'HONNEUR) (42-43-17-17) : La Croix  
ven., mer. (démarré) 20 h 45 ; dem. 17 h  
L'Indulgence : sam., mer. jeu. (démarré)  
20 h 45.  
SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD-PHILIP)  
(42-43-17-17) : Grande soirée : Le Proche  
de Jeanne d'Arc : 20 h 45 ; dem. 17 h.  
Rel. dim. soir. lun. la mort du regard : lun.  
mer. 14 h 30 ; mer. 20 h 45.  
SAINT-DENIS (THÉÂTRE JEAN-PAUL  
ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07) : Les  
Fureurs de l'adolesce : mer. 20 h 45  
ven., mer. 19 h.  
SAINT-MAUR (THÉÂTRE THÉOPHILE)  
POINT-LIBERTÉ (48-58-58-10) : Le malin  
et la femme : plus de 20 h 45.  
SARCELLES (FOURM DES CHOUILLÈTES  
(34-19-54-30) : Pierre et Jean : mer. 14 h  
21 h.  
SAVIGNY-LE-TEMPLE (ESPACE PRÉ  
SENTIEL) (60-63-28-24) : Muppsess : sam.  
21 h.  
SURESNES (THÉÂTRE JEAN-VILAR)  
(46-87-80-10) : Les Fausse Confidences  
mer. 21 h.  
TREMBLAY-EN-FRANCE (CENTR THÉO  
CULTURE ARAGON) (46-63-70-58) : El  
et Mol : mer. 21 h.  
LES ULIS (CENTRE BORIS-VIAN)  
(89-07-55-53) : Elle et Mol... : ven.  
20 h 30. Le Malade imaginaire : ven.  
20 h 30.  
VILLIERS (THÉÂTRE ROMAIN-ROL  
LAND) (47-26-15-02) : Le Joueur : ven.  
sam. 20 h 30.  
VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-SO  
RANO) (43-74-73-74) : Les Emigrants : dem.  
21 h.

# ÉMA

## LES FILMS NOUVEAUX

**AGAGU, Film** franco-canadien de Jacques Dorfmann, v.o. : Forum Horizon, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; 14 Juliette Odéon, 8 (43-26-58-53) ; Gaumont Hautefeuille, 8 (46-63-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; George V, 8 (45-62-41-46, 36-65-70-74) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Grand Rex, 8 (42-36-82-83, 36-65-70-23) ; Forum, 8 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-04-04-67, 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis (ex-Faureux bise), 13 (43-04-08-83) ; Gaumont Adéma, 14 (36-65-75-11) ; Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (36-69-20-22).

**DANS LES POMMES D'UN AUTRE V.F. : Forum** Orient Express, 1<sup>re</sup> (42-36-62-26, 36-65-70-87).

**LUNE DE MIEL A LAS VEGAS, Film** américain d'André Huneault, CMC Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; George V, 8 (45-62-41-46, 36-65-70-74) ; UGC Opéra, 9 (45-69-89-80, 36-65-70-44) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78).

**LES PETITS CHAMPIONS, Film** américain de Stephen Herek, v.o. : Forum Horizon, 1<sup>re</sup> (45-06-57-57, 36-65-70-83) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-72-22-80) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40, 36-65-70-70) ; v.f. : Rex, 8 (43-35-83-83, 36-65-70-23) ; Paramount Opéra, 8 (42-56-81-36, 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12

(43-43-01-58, 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis (ex-Faureux bise), 13 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (36-65-70-33) ; Mistral, 14 (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40, 36-65-70-47) ; Pathé Clichy 19 (36-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96, 36-66-71-44).

**LE TEMPS D'UN WEEK-END, Film** américain de Martin Brest, v.o. : Forum Horizon, 1<sup>re</sup> (45-06-57-57, 36-65-70-83) ; Century, 14 (42-25-60-94, 36-65-70-88) ; UGC Records, 16 (45-74-94-94, 36-65-70-73) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16, 36-65-70-82) ; 14 Juliette Bastille, 11 (45-57-80-81) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-78-78-78) ; UGC Mollot, 17 (40-68-00-16, 36-66-70-61) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93, 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; Saint-Germain, 8 (43-87-35-65, 36-65-71-68) ; Paramount Opéra, 9 (42-56-81-36, 36-65-70-18) ; Les Nation, 12 (43-04-04-67, 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58, 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (43-61-94-95, 36-65-70-48) ; Mistral, 14 (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40, 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18 (36-68-20-22).

**LES VEURS, Film** canadien de Max Fischer : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Sept Paroissiales, 14 (43-20-22-20) ; Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22).

*[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side.]*



هكامل النجل

# ÉCONOMIE

Le Monde • Samedi 27 mars 1993 25

## BILLET

### L'impatience des gens du bâtiment

Les professionnels de l'immobilier sont impatients : ils attendent le verdict des urnes pour réclamer des mesures de soutien. Leur « lobbyisme » est impressionnant. Au début de la crise, les professionnels ont d'abord nié les difficultés, de peur de les aggraver en nourrissant une psychose à la baisse. Ensuite, le bâtiment et les promoteurs ont changé leur fusil d'épaule, multipliant les cris d'alarme. Après l'été, les banques (et, à moindre titre, les assurances) se sont jointes au chœur des pleureuses, empêtrées qu'elles étaient dans un marasme qu'elles ont largement contribué à alimenter. On est passé alors à la vitesse supérieure : il ne se passait pas de semaine sans colloque, assemblée ou rapport sur les solutions à apporter à la crise de l'immobilier, chacun y allant de son plan de sauvetage. En février, le ton a changé : abandonnant le marché des bureaux à son triste sort, certains professionnels (promoteurs, agents immobiliers) ont commencé à répandre l'idée que le logement était sur le point de repartir. « C'est vraiment le meilleur moment d'acheter », vous confiait-on, l'air gourmand, avant de se lancer dans une veste fraîche sur la politique monétaire de la Buba, son impact sur les taux, la pénurie de logements induite par la chute des mises en chantier, les besoins en logements non satisfaits... Des confidences suivaient sur les mesures que la droite allait inévitablement prendre pour relancer une industrie du bâtiment, forcément prioritaire étant donné son potentiel de création d'emplois. Si vous mettiez en avant le gouffre abyssal du budget de l'Etat, on vous démontrait que les mesures ne coûtaient rien (ou si peu) dans l'immédiat... De fait, la crise de l'immobilier est profonde. Mais il y a de quoi être agacé par les excès du monde bancaire, qui profite de ces difficultés pour réactiver de vieilles lunes qu'il a déjà échoué à imposer : en début de semaine, la charge de l'Association française des banques (AFB) et du Crédit agricole contre le livre A était révélatrice (le Monde du 25 mars). Tant pis si elle n'apportait pas de solution aux difficultés de financement du logement social... Décidément active, l'AFB joignait, le lendemain, sa voix à la Fédération nationale du bâtiment pour demander des mesures d'urgence. Quelques heures plus tard, c'était la Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC) qui (re) réclamait « un plan de relance vigoureux ».

Bien sûr, utiliser les difficultés du logement pour obtenir des aides fiscales entre deux tours d'élections relève d'une bonne stratégie de marketing. Mais c'est passablement inconvenant alors que chacun sait que c'est essentiellement la crise des bureaux qui « plombes » les résultats financiers des banques et des promoteurs et que... les unes comme les autres ont fait de surprenantes erreurs d'appréciation en finançant des milliers de mètres carrés excédentaires !

FRANÇOISE VAYASSE

○ Dévalèment du train à grande vitesse allemand. - Une rame du train à grande vitesse allemand InterCity Express (ICE) a déraillé, jeudi 25 mars, à l'entrée de la gare de Hanau. Aucun des cinq cents voyageurs n'a été blessé. La motrice arrière de la rame a quitté les rails pour une raison inconnue à la vitesse de 60 kilomètres-heure. Il s'agit du premier incident depuis la mise en service de l'ICE en juin 1992.

## Selon l'UNEDIC

### Dix-sept régions ont perdu des emplois en 1992

Seules la Corse, la Basse-Normandie, la Bretagne, les Pays de la Loire et Poitou-Charentes ont parvenus à créer des emplois en 1992 alors que les dix-sept autres régions métropolitaines ont vu leur situation se détériorer, selon les statistiques publiées, jeudi 25 mars, par l'UNEDIC. Au total, rappelle le régime d'assurance-chômage - qui se fonde sur une estimation du nombre de ses cotisants appartenant à des établissements de dix salariés et plus, - 149 400 emplois ont été perdus l'an dernier dans l'ensemble du pays.

L'Ile-de-France accuse le recul le plus important avec une chute de 2,06 %, soit 74 500 emplois perdus, devant la Bourgogne (baisse de 1,97 %, soit 7 200 emplois) et la région Rhône-Alpes (baisse de 1,75 %, soit 25 800 emplois).

En revanche, les cinq régions en situation favorable ne dégagent que des soldes positifs beaucoup plus modestes : 1 200 emplois nouveaux en Corse, 3 000 en Basse-Normandie, 2 400 en Bretagne, 1 700 dans les Pays de la Loire et 300 en Poitou-Charentes.

## Après le retrait du britannique MB Caradon

### La CGIP et Parfinance rachèteraient 7 % et 6 % des actions du groupe d'emballage CarnaudMetalbox

La Société des Bourses françaises confirme que la CGIP et Parfinance se sont mises d'accord pour acheter respectivement 7 % et 6 % des actions de CarnaudMetalbox dont souhaite se défaire le groupe britannique MB Caradon, selon un projet déposé en milieu de semaine auprès du Conseil des Bourses de valeurs.

L'information avait été révélée jeudi 25 mars par la Tribune-Des-fossés, qui précisait que le tour de table complet inclurait le Crédit lyonnais et la BNP. Le britannique MB Caradon détient 25,3 % des titres du groupe d'emballage. Le projet d'accord déposé auprès des autorités boursières ne précise pas si d'autres partenaires sont prêts à racheter le reste des parts de MB Caradon.

Par ailleurs, le pool d'investisseurs qui s'efforce de mettre en place la CGIP, le holding de la

## 2,37 milliards de francs de bénéfice net en 1992

### Saint-Gobain limite à 5,3 % la diminution de son résultat

Le groupe Saint-Gobain (verre, matériaux de construction, canalisations) a confirmé, jeudi 25 mars, qu'il avait dégagé en 1992 un résultat net consolidé de 2,37 milliards de francs. Le recul est de 5 % par rapport à 1991. Un repli relativement faible qui semble témoigner d'une résistance certaine du groupe à la crise. Le groupe est exactement en ligne avec ses premières estimations rendues publiques en janvier. Le chiffre d'affaires s'établit à 74 milliards de francs, soit un milliard de moins qu'en 1991. Comme il l'avait laissé entendre, le groupe a poursuivi sur la voie de la réduction des effectifs, qui sont tombés de 104 600 à 100 300 personnes.

## Aérospatiale perd 2,38 milliards de francs et se sépare de 1 645 personnes

Pour la première fois de son existence, Aérospatiale a affronté en 1992 une conjoncture défavorable sur l'ensemble de ses marchés, les avions civils, les missiles, le spatial et l'hélicoptère : les budgets militaires continuent à décroître ; le transport aérien mondial est en crise ; le marasme économique est général. Le déficit consolidé de 2,38 milliards de francs enregistré en 1992 par le groupe n'est donc pas surprenant, s'il représente une déception après le bénéfice de 213 millions réalisé en 1991.

L'entreprise demeure pourtant saine. Son chiffre d'affaires de 52,3 milliards de francs est en progression de 1,7 % à périmètre constant. Les prises de commandes ont représenté 39 milliards, soit autant qu'en 1991. Au titre des dépenses, une part notable est imputable à la préparation de l'avenir qu'il s'agit du maintien des crédits de recherche et développement (13,6 milliards de francs) ou des provisions pour restructuration (650 millions) qui verra la suppression de 1 145 d'emplois à Aérospatiale et d'environ 500 à Eurocopter, la filiale franco-allemande pour les hélicoptères.

## Rapprochement dans le Bordelais

### L'Union des producteurs de Saint-Emilion s'assure le contrôle de la Société Louis Eschenauer BORDEAUX

L'Union des producteurs de Saint-Emilion vient de prendre le contrôle de la Société Louis Eschenauer, une des plus vieilles maisons du négoce bordelais. Plus que d'une prise de contrôle, il s'agit d'un rapprochement entre la doyenne des coopératives de la Gironde (360 adhérents, 1 000 hectares de vigne, 20 % de l'appellation Saint-Emilion) et une maison fondée en 1821.

Cette fusion, qui permettrait de réaliser environ 270 millions de francs de chiffre d'affaires la première année, est peut-être le symbole d'une révolution dans le Bordelais. En effet, l'appellation saint-émilion avait été la première, dans les années 70, à prendre ses distances avec le négoce de Bordeaux. Ce divorce, occasionné en grande partie par des nécessités économiques, avait été consommé grâce au scandale des vins de Bordeaux qui avait poussé les organisations de producteurs à rendre obligatoire la mise en bouteilles au château.

## Vendre est un autre métier

Or, pour les vignerons de Saint-Emilion, la donne est totalement modifiée. Autrefois, des méthodes hétérogènes donnaient une production disparate, et le négociant, avant de vendre, devait assumer la fonction d'« étranger » avec un art qui a fait la fortune de Bordeaux, ils le reconnaissent encore. Aujourd'hui, les progrès technologiques permettent de livrer un produit homogène et de grande qualité. Produire est un métier. Vendre en est un autre. Il leur a paru nécessaire de revenir à cette vérité première.

« Il ne s'agit pas d'une démarche hégémonique, explique M. Jacques Baugier, directeur de l'Union des producteurs, mais de la conséquence d'une démarche beaucoup plus pragmatique. Notre cave vivait bien, mais, à l'époque des regroupements financiers et des centrales d'achat, nous ne pouvions continuer à fonctionner avec des producteurs ou des négociants atomisés. »

P. C.

## Un succès pour la CGT

### La justice refuse de condamner l'appel au boycottage des produits Sopalin

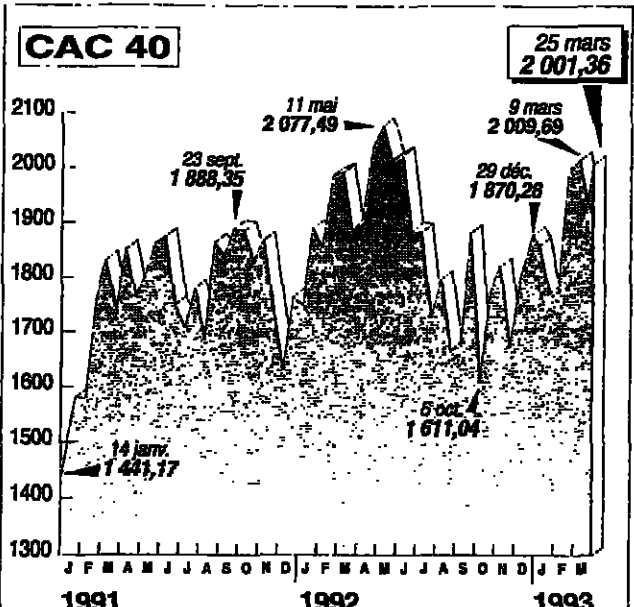
L'appel au boycottage est, au même titre que la grève, une forme d'action syndicale tout à fait régulière, a estimé, jeudi 25 mars, le tribunal de grande instance de Rouen. Sollicité par la direction de l'usine Kimberly-Clark Sopalin de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), le tribunal a admis que la campagne de boycottage lancée par la CGT contre les essuie-tout Sopalin, les mouchoirs Kleenex et les produits d'hygiène féminine Freedom est « susceptible de porter un préjudice à la société ». Cependant, il a refusé de condamner le syndicat qui, hostile à la délocalisation à l'étranger de la production de l'usine normande a diffusé des affiches et des autocollants incitant le public à se détourner des produits Sopalin.

« Rien n'interdit que, dans le cadre d'un conflit collectif, les salariés et leurs représentants mettent en œuvre d'autres moyens de pression » que les arrêts de travail « dès lors qu'ils ne constituent pas des voies de fait, sauf à considérer que la grève est le seul moyen de pression reconnu en cas de conflit collectif », souligne la décision. Après avoir débattu la direction de sa demande de référé, le tribunal a alloué 7 000 francs d'indemnités à la CGT qui, depuis un mois, occupe l'usine de Sotteville-lès-Rouen.

○ Engagement tripartite sur l'emploi des salariés agricoles. - Les ministères du travail et de l'Agriculture ont conclu le 23 mars avec les organisations professionnelles et syndicales de la production agricole un « engagement relatif à l'emploi et aux conditions de travail » concernant quelque six cent mille salariés permanents et saisonniers. Un « baromètre de l'emploi » visant à « estimer les intentions des employeurs en matière d'emploi » sera mis en œuvre et des négociations sur la durée et l'aménagement du temps de travail devront s'ouvrir.

## Les réactions à la conjoncture politique

### Bourse de Paris : le seuil des 2 000 points est à nouveau franchi



A l'image de la première journée du terme boursier de février qui avait permis à la Bourse de Paris de renouer avec des niveaux délaissés depuis le mois de juin 1992, la première séance du terme d'avril a vigoureusement démarré. En s'ajoutant à 2,39 % au terme des transactions, jeudi 25 mars, l'indice des quarante principales valeurs est repassé au-dessus du seuil psychologique des 2 000 points pour s'inscrire à 2 001,36 points. Ce n'est toutefois pas la première fois que l'indice franchit ce niveau puisque, à trois reprises (les 2, 8 et 9 mars), l'indice CAC 40 avait déjà - sans pouvoir s'y installer durablement - dépassé ce niveau.

Hormis le facteur technique propre à tout nouveau terme boursier, les opérateurs ont salué le relâchement des tensions en Russie et les propos rassurants de M. Otmar Ising, membre du directoire de la Bundesbank, en matière de taux d'intérêt. Les opérateurs ont également apprécié les déclarations des responsables de la nouvelle majorité sur leur futur programme économique, notamment sur la poursuite de la politique du « franc fort ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### Résultat net d'exploitation consolidé (part SOVAC) en hausse de 12 % Progression du dividende

Le conseil de surveillance de SOVAC, réuni le 23 mars 1993 sous la présidence de M. Michel David-Weill, a pris connaissance de l'évolution de l'activité du groupe ainsi que des comptes et résultats de l'exercice 1992.

**Activité du groupe**  
La récession amorcée dans le monde dès la fin du premier semestre 1990 s'est poursuivie en 1991 et aggravée en 1992 ; deux facteurs ont donné à cette récession certaines caractéristiques de la déflation : l'évolution des marchés immobiliers et la détérioration accélérée de la situation de l'emploi, qui ont conduit les particuliers et les entreprises à réduire la consommation et l'investissement et à prêter l'épargne et la liquidité.

Ces phénomènes ont réduit la demande de financement de la clientèle la plus solvable ; le groupe SOVAC avait anticipé ou accompagné ces évolutions par une plus grande sélectivité des financements exercée depuis juillet 1990, renforcée en 1991 et maintenue en 1992. Il en est résulté une baisse des financements distribués de 22 %.

Les encours gérés par l'ensemble des sociétés du groupe s'élevaient, à fin décembre 1992, à 55 618 MF contre 62 547 MF à fin décembre 1991 ; les encours en liquidités ressortaient à 41 880 MF contre 46 316 MF.

Par ailleurs, les fonds gérés au titre de l'activité d'épargne et de prévoyance, y compris les provisions techniques de l'activité d'assurance, sont passés de 1 773 MF à 2 114 MF.

**Résultats consolidés**  
Les comptes de 1992 ont commencé à bénéficier des efforts d'assainissement entrepris au cours des deux exercices antérieurs dans les secteurs des crédits aux particuliers et aux entreprises. Ils n'ont pas eu à souffrir excessivement de la mauvaise conjoncture immobilière dans la mesure où les financements aux professionnels de l'immobilier sont inférieurs à 3 % des encours consolidés et ne comprennent aucun programme de bureaux. Enfin, dans le secteur international, encore modeste, la contribution aux résultats consolidés est revenue d'un impact négatif de -4 % en 1991 à -1 % en 1992.

C'est dans ces conditions qu'après de larges provisions le compte de résultat consolidé de l'exercice 1992 fait apparaître les chiffres significatifs suivants :

- les produits d'exploitation s'élevaient à 8 234 MF contre 8 173 MF en 1991 ;
- le produit net bancaire s'élevait à 2 961 MF contre 2 947 MF ;
- le montant des « autres charges d'exploitation » ressortait à 1 472 MF contre 1 519 MF ;
- le résultat brut d'exploitation s'élevait à 1 469 MF contre 1 428 MF.

**Le résultat d'exploitation net consolidé de 1992 s'élève :**

- part des tiers exclus, à 438 MF contre 391 MF, en progression de 12 % par rapport à 1991 ;
- part des tiers inclus, à 463 MF contre 440 MF (+ 5 %).

**Le résultat net consolidé total s'élève :**

- part des tiers exclus, à 461 MF contre 385 MF (+ 20 %),
- part des tiers inclus, à 486 MF contre 434 MF (+ 12 %).

**Fonds propres consolidés**  
Après la répartition proposée, les capitaux propres consolidés s'élevaient, à fin décembre 1992, à 5 154 MF (part des tiers exclus) contre 4 747 MF à fin 1991.

Au 31 décembre 1992, le ratio Cooke s'élevait à 13,97 (ratio de solvabilité : 14,04) composé à plus de 90 % par des fonds propres de base.

La part d'actif net revenant à chaque action, après répartition, est de 1 227 F.

**Résultat social de SOVAC**  
Le bénéfice net social ressort, pour 1992, à 562 MF contre 973 MF pour 1991 ; il inclut les éléments hors exploitation pour 181 MF contre 622 MF en 1991, résultant essentiellement de la restructuration du patrimoine immobilier du groupe, étant observé que les éléments hors exploitation, lorsqu'ils correspondent à des plus-values internes, sont éliminés dans les comptes consolidés.

Le directeur propose à l'assemblée générale la distribution d'un dividende net de 34,50 F par action, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 17,25 F, contre un dividende net de 31 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 15,60 F au titre de 1991.

La distribution nette globale serait ainsi de 144,9 MF contre 130,2 MF pour l'exercice précédent, en progression de 11,3 % ; elle correspond à 33 % du bénéfice net d'exploitation consolidé, part des tiers exclus.

Le solde du bénéfice de l'exercice serait affecté aux réserves et au report à nouveau.

(1) L'incidence, à la suite d'une OPA amicale, de la déconsolidation de SOVABAT intégrée globalement dans SOVAC jusqu'au 30 avril 1992 a été de 25 MF sur la part des tiers dans le résultat d'exploitation consolidé.

## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

## ÉT

## Le ministre russe de l'économie, un libéral est relevé de ses fonctions

La crise politique qui secoue Moscou provoque de nombreux bouleversements économiques : en l'espace de vingt-quatre heures, la Russie a annoncé qu'elle suspendait le remboursement de sa dette, qu'elle mettait en œuvre un programme d'urgence, et que le ministre de l'économie, M. Andreï Netchaïev, était relevé de ses fonctions. Celui-ci figurait parmi les jeunes libéraux proches de l'ancien premier ministre, M. Egor Gaidar, violemment critiqués par les conservateurs. Des rumeurs sur son départ, comme sur celui de l'actuel ministre des privatisations, M. Anatoli Chouboï, avaient circulé à plusieurs reprises ces derniers mois.

Répondant aux décrets récents du président Boris Eltsine, le gouvernement russe a présenté, jeudi 25 mars, les grandes lignes d'un programme économique conçu en quelques jours seulement. Les mesures visent à apporter un peu d'optimisme à la population avant le référendum, toujours prévu par la présidence pour le 25 avril. Ainsi, le salaire minimum sera relevé de 2 250 roubles à 4 500

roubles par mois (de 18 francs à 36 francs seulement - au cours actuel), une mesure qui coûtera à l'Etat 300 milliards de roubles par mois (2,5 milliards de francs). Le Fonds monétaire international exige pourtant que le déficit budgétaire de la Russie soit contenu à 5 % du PIB. Le vice-premier ministre chargé de l'économie, M. Boris Fiodorov, a reconnu que les mesures d'urgence allaient à l'encontre des efforts de rigueur monétaire, mais a déclaré qu'on « ne peut torpiller les résultats du vote du 25 avril ». M. Fiodorov s'est d'autre part vu confier, vendredi 26, le poste de ministre des finances, en remplacement de M. Vassili Barchouk.

Le programme économique présenté jeudi comprend également la suspension du remboursement de la dette extérieure (80 milliards de dollars) aux gouvernements étrangers pour une durée de six mois. Le même jour, les banques commerciales occidentales créancières de la Russie ont annoncé qu'elles accordaient à Moscou un nouveau moratoire de trois mois.

## INFORMATIQUE

Succédant à M. John Akers

## M. Louis Gerstner patron de Nabisco pourrait prendre la tête d'IBM

Depuis deux mois, les milieux d'affaires américains commentent, supputent, potément sur ce qui restera la chaise de tête la plus médiatisée de l'actualité économique outre-atlantique, pour la présidence d'IBM. Une méditation à la mesure de l'enjeu, soit, comme le qualifiait *The Economist*, « the toughest job in american business », le poste le plus difficile qui soit, à l'heure actuelle, aux Etats-Unis.

La bombe avait été lancée le 26 janvier, lorsque le conseil de direction du géant informatique américain avait annoncé qu'il cherchait un successeur à l'actuel président, M. John Akers, et qu'il n'excluait pas de faire appel à des personnalités extérieures.

Le suspense, un peu écorché, ces derniers jours, par des rumeurs lancinantes dans les milieux proches d'IBM, devrait prendre fin vendredi 26 mars. IBM a convoqué une conférence de presse dans la matinée, à New-York, au cours de laquelle pourrait être annoncée la nomination de M. Louis Gerstner, cinquante et un ans, PDG du groupe alimentaire Nabisco. M. Gerstner, si l'introduction se confirme, aura pour tâche principale de redresser un groupe dont les pertes se sont élevées à 5 milliards de dollars (27 milliards de francs) en 1992.

C. M.

## Un plan de fermeture revu à la baisse

## Sursis pour certaines mines de charbon en Grande-Bretagne

Le plan de fermeture des mines de charbon britanniques a été revu à la baisse (le Monde du 26 mars). Finalement, sur les trente et une mines promises à fermeture à l'automne 1992 (pour cinquante et une exploitées), en prévision de la privatisation en 1995 de British Coal, douze d'entre elles bénéficieront d'un sursis sous forme de subventions accrues, a annoncé, jeudi 25 mars, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Michael Heseltine.

Douze autres mines, qui devaient également fermer, seront proposées sans attendre au secteur privé en même temps que les sept « mines sous cocon » à titre provisoire. En retrait par rapport aux projets initiaux du gouvernement conservateur, ce plan devrait permettre de ramener de 30 000 à 14 000 le nombre des suppressions d'emplois à British Coal.

GATT : l'Allemagne écarte « une renégociation du compromis agricole ». Le ministre allemand de l'Agriculture, M. Jochen Borchert, a estimé, jeudi 25 mars, qu'une renégociation du compromis agricole de novembre 1992 entre la CEE et les Etats-Unis, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), n'apporterait pas d'amélioration, mais au contraire le rendrait « plus mauvais ». « J'espère que nous parviendrons le plus rapidement possible à une confirmation du compromis bilatéral », a déclaré M. Borchert, à Bonn, lors d'une conférence de presse. Il a estimé que la nouvelle administration américaine n'était pas prête à faire davantage de concessions à la CEE. - (AFP)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SLIGOS

## DIVIDENDE EN HAUSSE DE 12,5 %

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Monsieur Gérard BAUVIN, a arrêté les comptes de l'exercice 1992, dont les éléments essentiels se résument comme suit :

En millions de francs	1992	1991	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	3 644,1	3 211,3	+ 13,50 %
Bénéfice net de l'ensemble	189,5	174,2	+ 8,80 %
Rentabilité	5,2 %	5,4 %	
Bénéfice net par action du Groupe	172,8	170,7	+ 1,25 %
Capacité d'autofinancement	376,2	373,6	+ 0,70 %

Ces chiffres définitifs sont conformes aux estimations publiées par SLIGOS dans son communiqué du 1<sup>er</sup> mars dernier.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 9 francs, auquel sera attaché un avoir fiscal de 4,50 francs, soit un revenu global de 13,50 francs par action, en progression de 12,5 % par rapport à l'exercice 1991.

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE

## Reconversion laborieuse dans l'Oural

Suite de la première page

Dans la Russie de 1993, où l'immense flotte de l'Aeroflot est en partie paralysée, l'avenir du PS-90 n'est pas garanti. Le plan soviétique prévoyait l'installation des moteurs sur les appareils de l'Aeroflot. Aujourd'hui, il n'y a plus de plan, plus d'Union soviétique, et guère plus d'Aeroflot. Là où l'usine de Perm aurait dû livrer des réacteurs, sans se soucier ni du financement de la construction ni de leur destination, elle doit aujourd'hui trouver des ressources et des clients.

La perestroïka a mis de longues années à se faufiler jusqu'en Oural. Mais elle y a finalement fait son chemin. Tout comme les principales villes de la région, Perm, avec ses millions d'habitants, possède sa Bourse du commerce - où s'échangent des vins d'Espagne et des automobiles Gigouli - ses commerces privés. Dans le grand magasin Universmag, on trouve des fours à micro-ondes et des costumes italiens. Alors que tout contact avec des étrangers était formellement interdit jusqu'au milieu des années 1980, les délégations occidentales se succèdent dans les bureaux de l'usine. Le constructeur français d'électronique SNECMA et l'industriel General Electric, associés pour la production de réacteurs, s'intéressent de près au PS-90. On parle privatisation, modernisation, rentabilité, crédits.

## Nouvelles épreuves

Un virage à 180 degrés ? Un bouleversement complet ? Des concepts totalement nouveaux ? Ici, l'enthousiasme démentit à l'égard du marché, que l'on rencontre parfois à Moscou ou dans les capitales occidentales, n'est pas de mise. Plus que l'admiration béate de l'ancien régime, l'effondrement de l'URSS, l'introduction du marché, sont de nouvelles épreuves que l'entreprise compte bien surmonter. Car si le passé n'a pas toujours été facile, le principal est d'éviter que l'avenir soit pire encore.

L'usine de Perm, deux kilomètres de long sur un kilomètre de large, sur lesquels se trouvent des dizaines de bâtiments aux degrés de vétusté variés, comprend en fait, depuis 1939, deux entités distinctes : une usine de moteurs, Motorostroïtel, qui a alterné, au cours de son histoire, avions et hélicoptères, civils et militaires, faisant même des incursions sur le marché des fusées ; et un bureau d'études, Aviadvigatel, qui ne compte pas moins de 3 500 ingénieurs. Pour l'instant, le visage de l'entreprise a peu changé. A l'entrée, un panneau rouge proclame que « le travail en URSS est un honneur et une gloire ». A côté des ateliers qui fonctionnent, comme on le dit pudiquement, « au ralenti », on trouve une école technique, une clinique, des installations sportives et d'autres institutions sociales.

Grâce aux avions spéciaux de l'entreprise, qui favorisent le shopping des deux plus éléments, et au kolchoz spécialement ratta-

ché à l'usine, les ouvriers peuvent encore se procurer des produits de consommation, pommes ou poisons, à des prix inférieurs de moitié à ceux pratiqués en ville. Comme si la crise n'existait pas, le 8 mars, jour de la fête des femmes, un vol spécial affrété pour l'Ouzbékistan a ramené des fleurs pour tout le personnel féminin ! Et le journal d'entreprise propose toujours de multiples services aux ouvriers, de la réparation de montres aux cadeaux d'anniversaire.

Surtout, personne n'évoque pour l'instant des réductions d'emplois allant au-delà de départs en retraite. Après tout, des générations entières ont fabriqué des moteurs à Perm, dans cette ville dans la ville. Le petit musée de l'usine expose les photographies émouvantes de familles de dix, quinze personnes qui, toutes, ont travaillé à l'usine. La mère de l'actuel directeur aurait elle-même participé, en 1931, au défrichage de la forêt, « au quatrième kilomètre, sur la route de Sibirie », emplacement désigné pour la construction de l'usine. La quasi-totalité des ingénieurs entrent au bureau d'études au sortir de l'institut technique, et ne le quittent qu'à l'âge de la retraite. Selon un expert français, 90 % du marché mondial des moteurs d'avions est assuré par 100 000 personnes. Dans l'ex-URSS, 250 000 personnes travaillent dans ce secteur, pour les 10 % du marché restants ! Conscients de la fragilité de cet édifice, les dirigeants essaient d'appliquer au mieux le « marché », tel qu'il a été défini à Moscou. Ainsi, Motorostroïtel a été mise aux enchères en février et le bureau d'études, non privatisable - il fait partie des intérêts stratégiques de l'Etat - a été transformé en société par actions. Les « vouchers », ces titres de participation distribués à l'ensemble de la population, ont donc fait leur apparition à Perm. Mais tous les intérêts ne sont pas aussi radicalement nouveaux.

La conversion de l'industrie militaire en activités civiles, très à la mode dans le complexe militaro-industriel de l'Oural, a ainsi déjà été pratiquée sous des formes variées. Après la deuxième guerre mondiale, l'usine avait commencé à produire des assiettes et divers objets en métal. Puis le plan quinquennal successivement la fabrication de moteurs de bateaux de plaisance (abandonnés par la suite pour cause de pollution des rivières), la production de petits moteurs agricoles, et même, au milieu des années 80, la construction d'une machine textile sous licence française, destinée aux pays du COMECON. « Avant la perestroïka, on nous a obligés à faire des produits de catégorie B (industrie légère). Mais celui qui a donné les ordres n'a jamais pensé à qui allait les acheter ! », déclare, amer, Andreï Maloutine, ingénieur d'Aviadvigatel. Résultat, trois ou quatre machines seulement ont été vendues. Désormais, la véritable conversion, aux yeux des ingénieurs d'Aviadvigatel, ne réside pas dans les moteurs légers. Ils se sont lancés dans un ambitieux plan d'adaptation du PS-90 au « forage pétrolier ».

La négociation des crédits auprès de l'Etat, obsession actuelle des dirigeants, n'est pas non plus tota-

lement inédite. « Le but des anciens directeurs était d'obtenir le plus d'argent mais de réaliser le moins de projets pour ne pas avoir de problèmes. Car l'entreprise ne touchait pas le profit des ventes », explique-t-on à Perm. Le programme PS-90, théoriquement, est toujours subventionné. Mais, tempère politique oblige, le budget de la Russie n'a pas encore été voté. « La moitié de la Russie est paralysée, mais ce n'est apparemment pas la préoccupation première du Congrès ! », constate Andreï Maloutine. Les dirigeants passent de longues heures à plaider leur cause dans les bureaux moscovites et « pour pouvoir payer les salaires, on est obligé de prendre des crédits à court terme ». Les 85 % d'intérêt annuel perçus par les banques sont, il est vrai, très modestes, alors que l'inflation dépasse 20 % par mois. Motorostroïtel, qui ne lésine devant aucun moyen pour trouver des devises, propose même aux Occidentaux de leur vendre des stocks de bois.

## Un avenir sombre

Car l'usine, théoriquement privatisée, ne reçoit plus de subventions mais doit se financer par emprunts, contribuant ainsi, comme des centaines d'autres firmes, au gonflement d'une dette inter-entreprises massive et à l'explosion de l'émission monétaire. Les deux firmes ont décidé de fusionner, afin que Motorostroïtel bénéficie des subventions, et puisse payer les études d'Aviadvigatel. Comme il est interdit d'augmenter la taille des entreprises privatisées, et que celles-ci ne peuvent recevoir de subventions, la nouvelle entité conservera deux adresses bancaires distinctes. Après tout, la triche avec l'Etat se pratique de longue date !

Rareté des crédits, personnel pléthorique, absence de débouchés... A court terme, l'avenir est sombre pour les moteurs d'avions de Perm. Plus question de vendre les réacteurs dans l'ancienne zone d'influence soviétique et même dans l'ex-URSS : le marché est quasiment inexistante. L'Aeroflot a échoué en compagnie régionale au statut encore incertain, et au porte-monnaie vide. Et de toute façon, la

technologie occidentale attire bien plus la clientèle.

Pourtant, aucun obstacle ne paraît insurmontable pour cette entreprise chez qui le temps s'écoule lentement - le cycle de développement de chaque moteur est d'une dizaine d'années au moins - et qui a déjà survécu à des crises extrêmement graves. Les purges staliniennes, d'abord, qui coûtaient la vie - entre autres - au premier directeur de l'usine et à sa femme, ainsi qu'à une équipe d'ingénieurs de retour d'un stage de formation aux Etats-Unis, à la fin des années 30. « C'est l'un des paradoxes de notre histoire », commente Andreï Maloutine, qu'une entreprise dont les fondateurs ont été liquidés reçoive des médailles de héros de l'URSS. La deuxième guerre mondiale, ensuite, qui vit des enfants âgés d'à peine douze ans mis au travail devant des machines bien plus grandes qu'eux. La guerre froide, enfin, pendant laquelle l'URSS prit conscience de ses retards technologiques. « Théoriquement, les contacts étaient interdits, mais nous connaissions en fait les modèles occidentaux ; et dans les zones d'exploitation commune, en Syrie ou en Irak, les avions soviétiques c'étaient les Boeing. Il suffisait de regarder », explique Valeri Chouboï, ingénieur en chef adjoint.

Aujourd'hui, la dépendance à l'égard de l'Occident est extrêmement pénible pour les descendants des pionniers de l'aviation russe, et les négociations avec SNECMA-General Electric ne sont pas toujours aisées. Plus dure encore, peut-être, l'évolution de l'industrie locale. Pendant des décennies, l'usine de moteurs d'avions fut l'une des plus prestigieuses de la région. « On a beaucoup de mal à supporter que l'on gagne 15 000 roubles par mois, alors que dans les usines de margarine, les salaires sont deux fois plus élevés », déclare un chef d'atelier, Vladimir Ioudkov. Mais la nouvelle Russie est plus récente que le PS-90, et la confiance dans l'avenir est encore solide. Commentant le départ vers le privé de certains de ses collègues, Edouard Tsiline, ingénieur, s'exclame : « Les spécialistes ne sont pas partis définitivement. Ils ont pris des congés sans solde ».

FRANÇOISE LAZARE

## Dans le district de Perm

## La révolution n'est pas dans les têtes

## PERM (Oural)

## de notre envoyé spécial

« Nous sommes plus civilisés que les sauvages qui sont à Moscou », affirme M. Evgenii Sapiro, chargé des questions économiques à l'administration du district de Perm. Pourtant, ici aussi, le gouvernement et le Parlement s'affrontent par administrateur et soviets interposés. Jeudi 18 mars, lors d'une séance parlementaire houleuse, les députés ont refusé d'entériner la forte baisse des crédits à l'agriculture demandée par l'administration. « Le soviets de la région est assez dur. Les émotions y sont fortes. Les députés disent que la privatisation n'apporte rien », affirme M. Alexandre Vassiliev, vice-président du comité des biens d'Etat du district de Perm, un organisme qui supervise la privatisation.

Dans cette vieille région industrielle de Russie, le soutien à M. Boris Eltsine est pourtant grand. Après tout, le président de la Russie n'est-il pas originaire de Sverdlovsk, l'un des principaux centres industriels de l'Oural ?

Mais les réformes très radicales sont le plus souvent rejetées. La région applique les nouvelles mesures avec un soin qui rappelle parfois l'ancien régime. « C'est l'Oural qui tient la Russie », dit-on à l'époque stalinienne. Perm portait alors le nom de Molotov, le ministre des affaires étrangères de Staline. Aujourd'hui, si des structures du marché se mettent en place, c'est grâce à l'action de nouveaux commerçants mais aussi souvent sous l'impulsion de Moscou ou de l'administration locale.

Ainsi, M. Sapiro revendique la

F. L.

هكمان النجل

communes vent  
specter la vie

La BBC

NOUVEAU

LES  
MIF  
VINS

VOUS VOTRE



## COMMUNICATION

Levée de boucliers des éditeurs de journaux en Grande-Bretagne

### La Chambre des communes veut contraindre la presse à respecter la vie privée

LONDRES

de notre correspondant

Il était prévisible que tout projet tendant à imposer des dispositions statutaires pour veiller au respect de la vie privée, et donc restreindre la liberté de la presse à passer outre, se heurterait à des réactions corporatistes. La levée de boucliers des éditeurs de journaux britanniques à la suite de l'annonce, mercredi 24 mars, des propositions de la commission ad hoc de la Chambre des communes, n'est donc pas surprenante.

La tâche des parlementaires n'était pas commode : en janvier dernier, à la suite de plusieurs « affaires » mettant notamment en cause les membres de la famille royale, Sir David Calcutt avait remis au gouvernement un rapport destiné, en particulier, à mettre fin aux excès de la presse à scandales.

Les journaux ayant, à l'époque, dénoncé l'instauration d'une certaine forme de censure, le gouvernement avait battu en retraite, le premier ministre, M. John Major, ne cachant pas son hostilité à l'égard de la principale recommandation de Sir David, c'est-à-dire l'établissement d'un tribunal chargé de réprimer les manquements à la déontologie professionnelle. Les parlementaires ont compris la leçon et proposent une série de quarante-trois mesures apparemment plus « douces » pour arriver à un résultat identique : protéger la vie privée, au besoin en sanctionnant les journaux.

Selon ces propositions, une loi interdirait l'obtention et la publication de photographies et d'informations non autorisées ou fausses, certaines méthodes d'intrusion dans la vie privée d'autrui (notamment les écoutes téléphoniques) devenant des infractions criminelles.

Les parlementaires écartent l'idée d'un tribunal, mais proposent de donner à un médiateur (« ombudsman »), et à une « commission de la presse » (qui remplacerait l'actuelle commission des

plaintes en matière de presse), des pouvoirs étendus pour imposer des amendes aux journaux et exiger d'eux des compensations financières au profit des plaignants.

Ceux-ci recevraient, d'autre part, une aide financière légale pour faire face aux frais de justice en application de cette nouvelle législation. Le médiateur, rémunéré sur fonds publics et responsable devant le Parlement, aurait également le pouvoir d'exiger excuses et corrections de la part des journaux et celui de traduire certains cas devant la Haute Cour de justice.

Enfin, les journalistes devraient être en mesure de présenter une preuve de leur identité ainsi qu'une copie du code de déontologie journalistique à toute personne qu'ils souhaitent interroger ou photographier.

La presse a réagi sans ménagement : ces recommandations sont jugées globalement « irréalistes », « confuses », « inutilement impraticables », « dangereuses » et surtout « politiquement hypocrites ». Andrew Neil, directeur du *Sunday Times*, résume ce point de vue en estimant que les parlementaires veulent surtout « se protéger eux-mêmes », et Chris Davis, directeur adjoint de *The Sun*, ajoute : « Nous continuerons à harceler les parlementaires ! »

Quant à l'un des principaux intéressés, lord McGregor of Durriss, président de l'actuelle commission de la presse, pour qui l'autodiscipline de la profession est la seule voie possible, tout en approuvant certaines dispositions, il se déclare « choqué » par un travail « bâclé ».

LAURENT ZECCHINI

Un accord pour la collecte en commun des informations

### ABC et la BBC se rapprochent

La BBC et ABC ont conclu un accord pour mettre en commun leurs réseaux de collecte d'informations, en partageant notamment leurs installations techniques, leurs correspondants et leurs équipes de production, dans le domaine de la radio et de la télévision.

La radio-télévision britannique publique, BBC, était associée depuis 1950 à NBC, un des trois autres principaux réseaux américains, tandis qu'ABC était liée à la chaîne britannique privée par satellite, Sky Television, concurrente de la BBC. Le nouvel accord devrait donc progressivement distendre ces liens antérieurs. Selon un représentant de la BBC, l'accord « va permettre de

regrouper deux des plus grands collecteurs mondiaux d'informations » et de restreindre leurs dépenses. Un porte-parole d'ABC a précisé que cet accord ne se ferait pas aux dépens de l'emploi, mais « pourrait conduire à créer des postes ».

La BBC dispose de plus de cinquante bureaux à l'étranger, et ABC contrôle une douzaine de sites couvrant quarante-huit pays d'Europe, du Proche-Orient, d'Asie et d'Afrique. Après la prise de contrôle complète de Visnews par Reuters, qui a rebaptisé cet ensemble Reuters Television, l'accord ABC-BBC illustre la concentration en cours dans le secteur de l'information télévisée.

Les difficultés du plus vieux quotidien des Etats-Unis

### M. Rupert Murdoch est candidat au rachat du « New York Post »

M. Rupert Murdoch, le magnat australien de la communication, a fait savoir, jeudi 25 mars, qu'il était candidat au rachat du *New York Post*, le plus ancien quotidien des Etats-Unis, placé le 15 mars sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Cette candidature sera officiellement déposée par News America Publishing Inc., la société d'édition américaine appartenant à M. Murdoch.

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour M. Murdoch, il s'agit d'un simple retour aux sources puisqu'il avait déjà acquis le *Post*, en 1976, pour la somme de 30 millions de

dollars (1), avant de le revendre en 1988 à M. Peter Kalikow, un promoteur immobilier new-yorkais accusé l'année dernière à la faillite personnelle et contraint de vendre le quotidien pour éponger une partie de ses pertes. Entre-temps, durant les douze années où il en avait été propriétaire, M. Murdoch avait englouti quelque 150 millions de dollars dans le *New York Post*, dont les pertes s'accumulaient au fil des ans.

Aujourd'hui, le tabloïd qui a toujours fait de la course au sensationnel sa politique rédactionnelle est théoriquement entre les mains d'un autre candidat au rachat, M. Abraham Hirschfeld, le « roi du parking », qui a fini de s'aliéner les derniers journalistes qu'il n'a pas encore licenciés (le *Monde* du 20 mars).

Ulcéré par les méthodes d'un patron dont il espère bien qu'il n'est là qu'à titre provisoire, M. Pete Hamill, le rédacteur en chef du *Post*,

reembauché par M. Hirschfeld deux jours après avoir été congédié par lui, vient d'installer son bureau dans un bistro voisin du journal. Armé de sa console d'ordinateur et d'un téléphone cellulaire qui le relie à ses collaborateurs, c'est de là qu'il reit la copie et qu'il espère encore sauver son journal.

Dans cette situation aussi cocasse que tragique, l'arrivée de M. Murdoch apparaît comme la moins mauvaise des solutions. Son groupe devrait présenter « dans les tout prochains jours » un plan de reprise dont nul ne connaît encore le contenu, sinon qu'il prévoit simplement de « gérer le quotidien pendant une période d'essai de soixante jours, à condition que M. Hirschfeld abandonne la partie ».

Pour qu'il soit accepté par le tribunal des faillites, il faut non seulement que ce plan soit jugé financièrement crédible mais qu'il se conforme à la réglementation fédérale actuellement en vigueur. Celle-ci prévoit l'interdiction de posséder, dans une même ville, à la fois un organe de presse écrite et une station de télévision. Si M. Murdoch a revendu en son temps le *Post*, il détenait toujours la chaîne de télévision WNYW-TV (Channel 5), acquise dans les années 80 et diffusée sur l'agglomération new-yorkaise.

Le gouverneur de l'Etat, M. Mario Cuomo, s'est employé à défendre la cause de M. Murdoch auprès de la commission fédérale des communications (FCC) chargée de l'application de cette réglementation, en plaçant la gravité de la situation dans laquelle se trouve le quotidien. De son côté, M. Murdoch a effectué un intense « lobbying » auprès du sénateur Ernest Hollings (démocrate, Caroline du Sud), auteur d'un projet d'amendement interdisant à la FCC d'accorder des dérogations à la réglementation actuelle. Bon prince, M. Hollings a indiqué qu'il accepterait de reporter le dépôt de son amendement si M. Murdoch apparaissait réellement comme le dernier espoir de sauver le *New York Post*.

SERGE MARTI

(1) Un dollar vaut environ 5,50 francs.

Remue-ménage à la Maison de la radio

### Brigitte Vincent quitte France-Inter

Brigitte Vincent a annoncé, jeudi 25 mars, au cours de son émission « On efface tout et on recommence », qu'elle quittait France-Inter « contrainte et forcée ». Reconnue à l'automne dernier pour sa troisième saison consécutive, son « émission de consommation » avait été réduite d'une heure, de 10 heures à 11 heures, par décision de la direction des programmes de la station de service public en janvier dernier. Brigitte Vincent, qui travaille depuis onze ans à France-Inter, estime qu'il y a eu « rupture de contrat sans concertation », et déplore les arguments avancés par la direction. « On m'a dit que je ne maîtrisais pas mes chroniques », Michel Polac, Claude-Jean Philippe, François Rollin – et on a reproché à l'un d'entre eux, l'avocat Didier Bergès, d'avoir lancé à l'antenne un appel au boycott des oranges du Maroc. »

Sans nier que cet argument ait été avancé il y a quelques mois, Pierre Bouteiller, le responsable des programmes, regrette, pour sa part, que la productrice déléguée d'« On efface tout... » se soit « laissée aller à régler ses comptes à l'antenne » lors de son émission de jeudi. Il rappelle qu'il s'agit surtout d'un classique réaménagement de grille : « Les émissions de France-Inter durent majoritairement une heure. »

France 2 : arrêt d'« Ardimat ». – La direction de France 2 a décidé, mercredi 24 mars, d'arrêter, pour insuffisance d'audience, la diffusion d'« Ardimat », l'émission hebdomadaire de Thierry Ardisson, en demandant à celui-ci « de finaliser l'un de ses nombreux autres projets de telle sorte qu'il revienne au plus vite à l'antenne ».

## LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MARS

### Le Monde des DEBATS

Le Monde

#### L'ÉCOLE NE SAIT PLUS FORMER LES CITOYENS

Au moment où les Français s'expriment par leurs votes, il faut s'interroger sur la façon dont les plus jeunes d'entre eux sont formés à la vie politique. Constat accablant : l'école n'a plus la volonté ni la possibilité de dispenser un minimum d'éducation civique qui traditionnellement assurait les fondements de la République. Les témoignages de l'écrivain Cavanaugh, du cinéaste Jean-Claude Brisseau, du professeur Patrick Eveno ; l'analyse de la sociologue Anne Muxel ; les points de vue de Jean-Pierre Chevènement et des porte-parole religieux Paul Valadier, Mohammed Arkoun, du philosophe Patrice Canivez ; la description du « modèle » hollandais.

#### LES ANIMAUX VICTIMES DE LA SCIENCE

Peut-on et doit-on éviter d'utiliser les animaux pour la recherche médicale et scientifique ? Les points de vue des chercheurs Pierre Tambourin, Georges Chapouthier, de l'avocat Jean-Marc Varaut, du théologien allemand Eugen Drewermann ; les leçons de l'expérience britannique.

#### L'école ne sait plus former les citoyens



Les animaux victimes de la science  
Pages 14 et 17

Les leçons de l'après-communisme  
Pages 24 et 29

L'Inde en péril  
Pages 34 et 37

#### LES LEÇONS DE L'APRÈS-COMMUNISME

Quelles leçons peut-on tirer des années qui ont suivi la fin des dictatures communistes en Europe de l'Est et franquiste en Espagne ? Le compte rendu de la rencontre organisée entre l'historien polonais Bronislaw Geremek et l'écrivain espagnol Jorge Semprun.

#### L'INDE EN PÉRIL

L'Union indienne est gravement menacée par la montée du fondamentalisme hindou et le ressentiment de la communauté musulmane. L'analyse de notre correspondant Bruno Philip, les prises de position opposées de Vinod Mehta et de Girilal Jain.

#### FIN DU PEUPLE JUIF ?

La stabilisation de l'Etat d'Israël, les bouleversements de l'Europe de l'Est, les progrès de l'assimilation annoncent-ils la disparition inéluctable de la diaspora juive ? Un dialogue entre l'historien Elie Barnavi et le sociologue Shmuel Trigano.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

11 bis, rue de l'Hôtel de Ville  
92411 COURBEVOIE CEDEX





# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 26 MARS

**Cours relevés à 13 h 30**

Page 1 of 2

Competition										Règlement mensuel										Competition										Competition									
VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS									
Cours précéd.										Cours précéd.										Cours précéd.										Cours précéd.									
Premier cours										Premier cours										Premier cours										Premier cours									
Derrière cours										Derrière cours										Derrière cours										Derrière cours									
% + -										% + -										% + -										% + -									
5200	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	% + -				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19				
981	B.A.P. T.P.	860	880	860	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380	+ 0 + 19	310	C.N.E. 3%	5380	5440	5380											

**Comptant (sélection)****SICAV** (sélection)

**25/3**

[illegible]

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernière cours	VALEURS	Cours préc.
Alcatel Ciblex	548	548	Gravoglyph	160
B.A.C.	23 70		Guinfil	798
Bolton Ryd	465	468	I.C.C.	215 80
Bolton Ryd	465	468	Morano	78 80
C.I.C. (ex- <i>de</i> C.C.I.)	840	820	Neuro. Hôpital	119
Calsonic	280	285	Neuro. Computer	125 20
C.E.G.E.P.	180	180	I.P.B.M.	37
C.F.P.	230	193 80	Older	170
CHIA	1150	1150	N.S.C. Schenkman	
Orator	302		Paid Regis.	725
Oratec	102	100 10	Phone-A-lyc. S.J.	517
Dauphin	230	230	Phone-A-lyc. S.J.	88
Delaney	123 25	126	Seba	184 20
Delaney	103 30	104 20	Sops	330
Elfrone Belland	180		TFI	485 20
Esco. Pollution	229 80	230	Thomson H. Lij	350
Financ	140	145	Uniq	215
G.F.P. (group fin- anc)	426	423	Vidéo C.D.	143
			Y. S. S. S. S. S. S.	767

## Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS prix.	COURS 26/3	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Esas Unie (1 unit).	5 581		5 3	5 8
Esas.	5 581			
Allemagne (100 dm).	340 020		330	350
Autriche (100 sch).	400 000		390	410
Pay-Bas (100 g).	302 430		282	312
Italie (1000 lire).	5 473		5 2	5 7
Denemark (100 kr).	380 000		370	390
Irlande (1 ir.).	5 274		7 9	6 6
Suisse romande (1 L).	5 219		5 1	5 8
Gélie (100 g).	367 900		356	376
Grèce (100 drachmes).	78 000		76	78
Norvège (100 k).	79 800		75	84
Autriche (100 sch).	48 323		46 8	49 8
Espagne (100 pes).	100 000		100	100
Portugal (100 esc).	3 638		3 3	4 1
Canada (5 c can).	4 466		4 2	4 7
Japan (100 yen).	360 000		350	370

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 26/3
fin (à la barre).....	59500	59700
fin (en lingot).....	59850	59800
spécimen (20).....	342	343
écus Fr (10 f.).....	390	.....
écus Suisse (20 f.).....	342	346
écus Lirine (20 f.).....	341	345
suédois.....	438	438
écus 20 dollars.....	2130	2130
écus 10 dollars.....	1122 50	1122
écus 5 dollars.....	690	.....
écus 50 pesos.....	2205	2225
écus 10 florins.....	356	365

**LA BOURSE SUR MINUTE**  
**36-15**

30-13

**PUBLICITÉ**

## FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**40 60 72 67**

**Marché à terme international de France MATIF**

Cotation du 25 mars 1993

**NOTIONNEL 10 %.**

Nombre de contrats estimés : 109 721

## CAC40 A TERME

Volume : 26 804

COURS	Mars 93	Juin 93	Sept. 93	COURS	Mars 93	Avril 93	Mai 93
Dernier ....	114,42	116,94	117,02	Dernier ....	2 005	2 027	2 024
Président .....	114,40	116,86	117,14	Président .....	1 972	1 993	2 000

Precedent	114,40	116,80	117,14	Precedent	1975	1993	2004
-----------	--------	--------	--------	-----------	------	------	------

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

11 bis, rue de l'Hôtel de Ville  
09411 COURMAYEUR CÉDEX



## RELIGIONS

Dans une lettre aux prêtres

## Le pape rappelle l'obligation du célibat sacerdotal

La lettre que le pape adresse traditionnellement aux prêtres, à l'occasion du prochain jeudi saint, rendue publique jeudi 25 mars à Rome, est consacrée cette année à l'enseignement du nouveau catéchisme, dont Jean-Paul II rappelle qu'il est « un point de référence sûr », « une norme authentique pour la nouvelle évangélisation dont le monde d'aujourd'hui a un profond besoin ».

Mais, exceptionnellement, le pape a ajouté à cette lettre une note sur le célibat des prêtres, issue d'une rencontre avec les présidents des conférences épiscopales d'Europe, le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Ce texte tient en un rappel très ferme de l'obligation du célibat, face à des demandes nombreuses d'assouplissement de la discipline. Il proteste contre une « stratégie déterminée » qui a pour but « d'éloigner l'Eglise de sa fidélité ». Il presse le clergé « de vaincre l'esprit du monde et d'envisager le célibat comme un choix de vie à l'encontre des faiblesses et des stratégies humaines. Il faut ne pas nous décourager, ni créer un climat de désespérance autour de cette vocation et de ce choix », dit-il.

Ce rappel de la discipline du célibat sacerdotal est notamment lié à des affaires de mœurs mettant en cause, aux Etats-Unis, des prêtres accusés de pédophilie, et même des évêques. Le 22 mars dernier, Mgr Robert Sanchez, archevêque de Santa Fe au Nouveau-Mexique depuis 1974, a demandé au pape d'accepter sa démission, après avoir publiquement reconnu des relations sexuelles avec trois jeunes femmes, révélées sur CBS. Une affaire identique avait touché Mgr Eugene Marino, archevêque d'Atlanta, qui a dû démissionner de ses fonctions.

Collecte nationale du CCFD dimanche 28 mars. — Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) vient de se voir attribuer le label de « grande cause nationale » qui permet d'obtenir des espaces publicitaires gratuits dans des chaînes publiques de radio et de télévision. La journée nationale de collecte du CCFD, organisme officiel de l'Eglise catholique en France, a lieu dimanche 28 mars (4, rue Jean Lantier, 75001-Paris. CCP.4600 F).

## MÉDECINE

Dans les pays européens

## Le nombre des cas de sida a fortement augmenté parmi les toxicomanes

Selon le rapport trimestriel du Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida, un total cumulé de 87 428 cas de sida avaient été recensés au 31 décembre 1992 en Europe. 21 566 cas ont été déclarés en 1992, soit une augmentation de 16 % par rapport à l'année 1991. Les taux cumulés par million d'habitants vont de 0 (Albanie et Azerbaïdjan) à plus de 200 (Danemark, Espagne, France, Italie, Monaco, Suisse). Le rapport indique d'autre part que, parmi les cas diagnostiqués depuis 1991, les toxicomanes représentent le groupe le plus important (on estime que 37,4 % des cas, en 1992, sont des toxicomanes, 34,5 % sont des homosexuels et des bisexuels masculins et 11,3 % ont été infectés par transmission hétérosexuelle). Un total de 3 834 cas pédiatriques (enfants âgés de moins de treize ans) a été déclaré (73,4 % d'entre eux étant liés à une transmission de la mère à l'enfant).

Pour ce qui concerne les hépatites malades du sida, on recense un chiffre cumulé de 331 en France, 365 en Allemagne, 186 en Italie, 534 en Espagne et 336 au Royaume-Uni. En revanche, pour ce qui concerne les transfusés atteints de sida, on retrouve le même phénomène que dans les précédents rapports, à savoir une incidence beaucoup plus forte en France que dans les autres pays (Roumanie mise à part) : 1 201 cas en France, 178 en Allemagne, 217 en Italie, 189 en Espagne et 82 au Royaume-Uni.

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Par un matin du 27 janvier 1993, Anna  
est arrivée pour la joie de ses parents, Laurence COHEN et Dominique CARRAUD.  
6, rue Legrand, Villeneuve-sur-Auger, 60800 Auger-Saint-Vincent.

## Mariages

— Les familles JACQUINS, ZAMI et MOERMAN ont le plaisir d'annoncer le mariage de

Gilberte et Jean-Louis, qui aura lieu le 27 mars 1993, à 11 h 10, à la mairie du treizième arrondissement de Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Décès

— Les directeurs Et le comité de rédaction de la Psychiatrie de l'enfant, ont la tristesse de faire part de la disparition d'un de ses membres-fondateurs, le

professeur Julien de AJURIAGUERRA. (Le Monde du 26 mars.)

— Les Rencontres internationales Henri-Langlois, La ville de Poitiers, Le Théâtre-Solenn nationale, ont la douleur de faire part du décès de

Maryse BERCHON DE FONTAINE, déléguée générale des Rencontres internationales Henri-Langlois, survenue le 23 mars 1993.

Maryse BERCHON DE FONTAINE nous a quittés mardi 23 mars 1993.

Elle sera inhumée ce vendredi 26 mars, à 16 h 45, au cimetière parisien de Pantin (Seine-Saint-Denis), grande porte.

— Bressuire. Niort. Sarl. Porto-Vecchio.

Sa famille, Et ses amis, font part du rappel à Dieu de

M. l'abbé Jean-Marie CANTET, du diocèse de Poitiers, membre de l'Equipe sacerdotale de Porto-Vecchio,

décédé à Marseille le 17 mars 1993, dans la soixante-quatrième année de son âge et la quarantième de son sacerdoce.

Les obsèques ont été célébrées le 22 mars, dans l'affection et la tendresse de tous, sous la présidence de Mgr Maurice Casanova, évêque de la Corse, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Porto-Vecchio.

L'évêque et les prêtres du diocèse de Poitiers étaient fraternellement représentés par un des leurs.

L'absoute a été donnée dans l'église Saint-Pierre de Sarl, au sein d'une communauté profondément bouleversée.

L'inhumation s'est faite au cimetière du village qui l'avait accueilli et adopté voici dix ans.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

## WEEK-END D'UN CHINEUR

## PARIS

Samedi 27 mars  
Dropt-Richelieu, 14 h : affiches, tableaux modernes, estampes, gravures, tapis d'orient. Hôtel Hilton, 14 h : poupées, jouets, accessoires.

## ILE-DE-FRANCE

Samedi 27 mars  
Compiègne, 14 h : vins, alcools. La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Provins, 14 h : cartes postales. Versailles (Rameau), 14 h 30 : tableaux modernes.

## Dimanche 28 mars

Chartres, 14 h : textiles américains 1820-1950. Dreux, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Etampes, 14 h : mobilier, tableaux. Fontainebleau, 14 h : mobilier, tableaux. Joigny, 14 h 30 : orfèvrerie, mobilier. L'Isle-Adam, 14 h 30 : Extrême-Orient. Provins, 11 h et 14 h : tableaux et sculptures. Versailles, 10 h : bijoux, fourrures. 14 h 30 : vins, alcools. Versailles (Cheval-Légers), 14 h : Extrême-Orient.

## PLUS LOIN

Samedi 27 mars  
Chassagnat, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Contances, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Dijon, 14 h : mobilier, tableaux. Gannat, 15 h :

— Paris, Bagères-de-Bigorre, Aix-les-Bains.

La famille Et les amis de

M<sup>me</sup> Gerorgette LECÉE, agrégée de l'université (sciences), docteur en lettres, membre de l'Académie internationale d'histoire de la médecine,

ont l'immense peine de faire part de son décès, survenu le 22 mars 1993, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Un service religieux a eu lieu ce vendredi 26 mars en l'église catholique grecque Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Jacqueline Legès, 24, rue des Pins, 63200 Gerde par Bagères-de-Bigorre. Françoise Viry, 3, chemin du Parc, 73100 Tignes par Aix-les-Bains.

— M. Maurice Lipp et M<sup>me</sup> Marie-Bénédicte Fayolle, ses parents, M. Frédéric Lipp, M<sup>me</sup> Anne-Cécile Lipp, ses frères et sœurs, M. et M<sup>me</sup> Pierre Grousson, et leur fils Marc, M. et M<sup>me</sup> Fernand Fayolle, et leurs enfants Florence et Alexis, Les familles Lipp, Fayolle, Bertrand, Derrien, Bonet, ont l'immense douleur de faire part du décès subit de

Christophe LIPP, dans sa vingt-huitième année, le 20 mars 1993.

La crémation a eu lieu le 26 mars dans l'intimité familiale. Une messe de funérailles sera donnée le samedi 27 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques-des-États-Unis, à Lyon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Jean-Michel Misguich, son fils, M<sup>me</sup> Lydie Misguich-Loomjens, sa belle-mère, M. et M<sup>me</sup> Paul Hademann-Misguich, M. et M<sup>me</sup> Jacques Misguich-Ripault et leurs enfants,

Ses frères et sœurs, beau-frère et belle-sœur, neveux et nièces, M<sup>me</sup> Claudine Parry, Les familles Adam, Gally, Seglas, Legend, Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Christian MISGUICH,

survenu le 22 mars 1993, dans sa soixante-neuvième année, à Gonesse (Val-d'Oise).

L'incinération a eu lieu le jeudi 25 mars, dans l'intimité familiale, au crématorium des Joncherolles, à Villaines (Seine-Saint-Denis).

17, boulevard d'Aulnay, 93250 Villeneuve. 45, square des Latins, 10500 Brunelles. 169, chemin de Grand-Gorge, Le Hamon des Michels, 13790 Peynier.

— Le président du conseil d'administration, Le directeur, Les professeurs, Les anciens visiteurs, Et le personnel de l'Institut des hautes études scientifiques, ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Léon MOTCHANE, secrétaire générale de l'Institut de 1958 à 1971.

IHES, 35, route de Chartres, 91440 Bores-sur-Yvette.

— Claude, Hélène et Dominique Saint-Marc Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques SAINT-MARC, directeur de centre d'information et d'orientation en retraite, officier des Palmes académiques, survenu le 23 mars 1993.

L'incinération aura lieu le mardi 30 mars, à 12 h 15, au crématorium du Père-Lachaise.

Villa « Les Vergers », road-point du Petit-Clamart, 92290 Châtigny-Malabry.

M<sup>me</sup> René TOURY, née Pauline Allala, est décédée à Paris le 15 mars 1993, dans sa cent troisième année.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale le 18 mars.

De la part de ses belles-filles,

H. Delmas-Toury, 46330 Saint-Cirq-Lapopie.

— M<sup>me</sup> Gérard Viché, son épouse, Philippe et Marie-Hélène Viché, Grégoire et Carole, Marie-Gabrielle Viché, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Max Viché, M. et M<sup>me</sup> Jacques Denoit, ses frères, beau-frère et belles-sœurs, Ses neveux, nièces et petites-nièces, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard VICHÉ, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, conseiller honoraire à la cour d'appel de Paris,

survenu le jeudi 18 mars 1993, à l'âge de soixante-dix ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église Saint-Baudille de Tonnac (Gard).

Une messe sera dite à son intention le jeudi 1<sup>er</sup> avril, à 19 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, Paris-5. Ils rappellent le souvenir de son fils

Thierry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

## Remerciements

— Nicole Zoberman, Ses enfants, particulièrement touchés par les témoignages d'amitié exprimés lors du décès de

Samuel ZOBERMAN,

remercient avec émotion tous ceux qui se sont associés à leur peine.

## Messes anniversaires

— Une messe à la mémoire du président

Georges POMPIDOU

sera célébrée en l'église Saint-Louis-en-l'Île.

Ses amis et ses anciens collaborateurs sont invités à se réunir en l'église Saint-Louis-en-l'Île le vendredi 2 avril 1993, à 9 heures.

## Anniversaires

— Il y aura un an, le 28 mars 1992,

Max BRUSSET

nous quitte pour sa demeure d'éternité.

Par un signe qui lui ressemble tant, ce dimanche se trouve être le jour d'une élection encore une fois très importante pour la France.

Une pensée, une prière sont demandées à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Une messe sera célébrée le 28 mars 1993, à 9 heures, en l'église Saint-Martin d'Avallon.

## Conférences

— L'enseignement de la Kabbale accessible à tous. Cours d'introduction, réincarnation, astrologie, 10 apéritifs. Séance d'information tous les dimanches à 19 heures. Centre de la Kabbale. Tél. : 43-56-01-38.

## Communications diverses

Réunion de l'Audace des commerçants du comité Falgaire-Vanglard.

Mardi 30 mars 1993, à partir de 20 h 15.

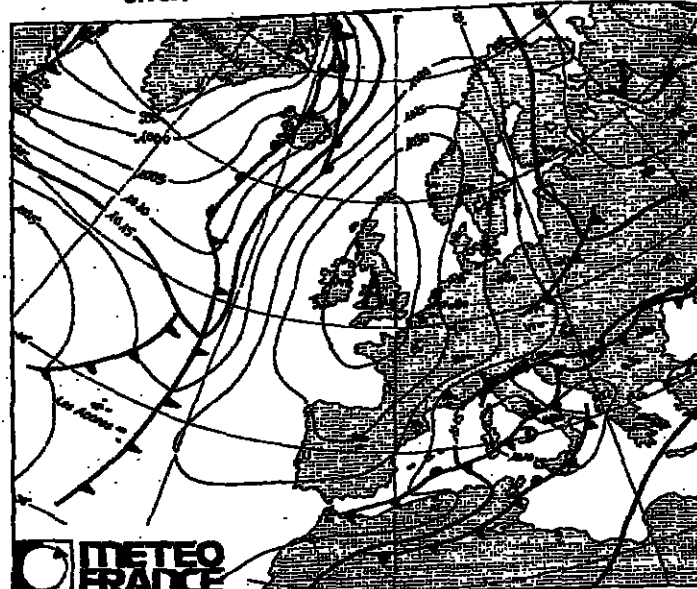
ESPI, 2, impasse du Mont-Tonnerre, 2<sup>e</sup> étage.

## Soutenances de thèses

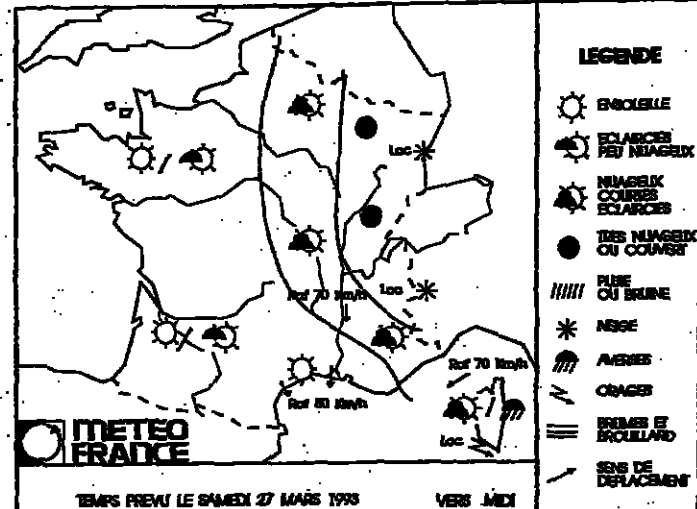
— Jean-Louis Joubert soutiendra une thèse de doctorat sur travaux « Insularité et littérature. Recherches sur les littératures de langue française aux îles de l'océan indien », le samedi 3 avril 1993, à 14 heures, en Sorbonne, amphithéâtre Leffevre, escalier R, salle J.B.-Dumas, 1, rue Victor-Cousin.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 MARS 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 27 MARS 1993



Samedi : bien ensoleillé sur la moitié ouest, nuages et averses à l'est.

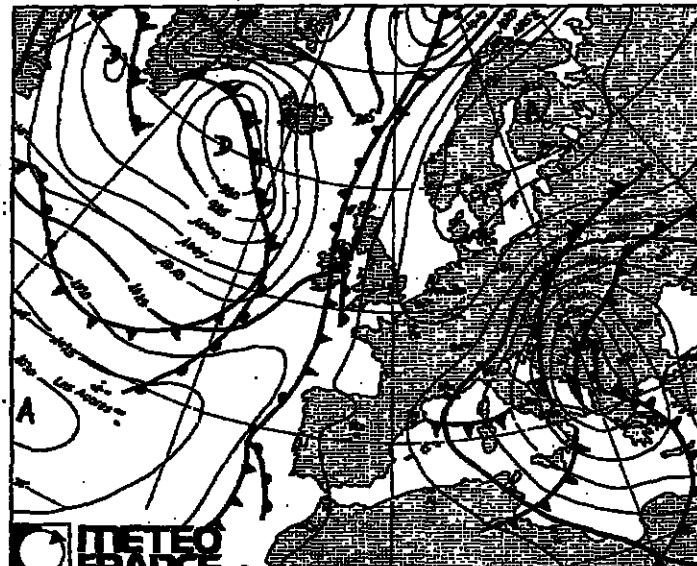
Sur la façade est du pays, de Champagne-Ardenne à l'Aisne, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur et Corse, et débordant jusqu'au Massif central, le ciel sera rapidement très nuageux. Ces nuages donneront des averses en particulier sur les reliefs de l'est, avec de la neige en basse altitude. La pluie quelques coups de tonnerre sont encore possibles en Corse et en Méditerranée.

Sur une grande moitié ouest du pays

le ciel sera clair à peu nuageux. Le vent de nord à nord-est, modéré, sera encore une grande partie du pays. Le mistral et la tramontane souffleront jusqu'à 90 km/h le matin. Ils faibliront dans l'après-midi.

Les températures au lever du jour sont comprises entre -4 et 2 degrés dans l'ouest. Elles sont comprises entre 1 et 5 degrés sur les côtes méditerranéennes. Elles ne monteront guère cet après-midi, s'élevant, de 6 à 13 degrés du Nord au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 28 MARS 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 26-3-93

FRANCE	STASBOURG	MARSEILLE	LYON	PARIS	STRASBOURG	LYON	PARIS
15	12	12	12	12	12	12	12
12	10	10	10	10	10	10	10
10	8	8	8	8	8	8	8
8	6	6	6	6	6	6	6
6	4	4	4	4	4	4	4
4	2	2	2	2	2	2	2
2	0	0	0	0	0	0	0
0	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-2
-2	-4	-4	-4	-4	-4	-4	-4
-4	-6	-6	-6	-6	-6	-6	-6
-6	-8	-8	-8	-8	-8	-8	-8
-8	-10	-10	-10	-10	-10	-10	-10
-10	-12	-12	-12	-12	-12	-12	-12
-12	-14	-14	-14	-14	-14	-14	-14
-14	-16	-16	-16	-16	-16	-16	-16
-16	-18	-18	-18	-18	-18	-18	-18
-18	-20	-20	-20	-20	-20	-20	-20
-20	-22	-22	-22	-22	-22	-22	-22
-22	-24	-24	-24	-24	-24	-24	-24
-24	-26	-26	-26	-26	-26	-26	-26
-26	-28	-28	-28	-28	-28	-28	-28
-28	-30	-30	-30	-30	-30	-30	-30
-30	-32	-32	-32	-32	-32	-32	-32
-32	-34	-34	-34	-34	-34	-34	-34
-34	-36	-36	-36	-36	-36	-36	-36
-36	-38	-38	-38	-38	-38	-38	-38
-38	-40	-40	-40	-40	-40	-40	-40
-40	-42	-42	-42	-42	-42	-42	-42
-42	-44	-44	-44	-44	-44	-44	-44
-44	-46	-46	-46	-46	-46	-46	-46
-46	-48	-48	-48	-48	-48	-48	-48
-48	-50	-50	-50	-50	-50	-50	-50
-50	-52	-52	-52	-52	-52	-52	-52
-52	-54	-54	-54	-54	-54	-54	-54
-54	-56	-56	-56	-56	-56	-56	-56
-56	-58	-58	-58	-58	-58	-58	-58
-58	-60	-60	-60	-60	-60	-60	-60
-60	-62	-62	-62	-62	-62	-62	-62
-62	-64	-64	-64	-64	-64	-64	-64
-64	-66	-66	-66	-66	-66	-66	-66
-66	-68	-68	-68	-68	-68	-68	-68
-68	-70	-70	-70	-70	-70	-70	-70
-70	-72	-72	-72	-72	-72	-72	-72
-72	-74	-74	-74	-74	-74	-74	-74
-74	-76	-76	-76	-76	-76	-76	-76
-76	-78	-78	-78	-78	-78	-78	-78
-78	-80	-80	-80	-80	-80	-80	-80
-80	-82	-82	-82	-82	-82	-82	-82
-82	-84	-84	-84	-84	-84	-84	-84
-84	-86	-86	-86	-86	-86	-86	-86
-86	-88	-88	-88	-88	-88	-88	-88
-88	-90	-90	-90	-90	-90	-90	-90
-90	-92	-92	-92	-92	-92	-92	-92
-92	-94	-94	-94	-94	-94	-94	-94
-94	-96	-96	-96	-96	-96	-96	-96
-96	-98	-98	-98	-98	-98	-98	-98
-98	-100	-100	-100	-100	-100	-100	-100

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SEMAINE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

هذه من الفضل



IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Caddie blues

**D**E ce royaume-là, celui de l'hypermarché, des tentations et des couleurs, nous sommes les rois apparents. Nos caprices, nos fantasmes, la plus fugace de nos arrière-pensées, captés, analysés, décryptés en statistiques, informatisés avec une rage méticuleuse, y sont rearchivés sous forme de logos, de paquets, de dessins. Que de talent, de recherches, pour nous amener, « nous les hommes », devant des produits de toilette dont le nom sonne mûre, le couleur fesse viril, la forme soit savamment phallique. Que de peine pour guider notre main vers ces yaourts-là plutôt que ceux-ci. Que d'efforts pour mesurer l'allure de la progression du Caddie dans les allées — un mètre à la seconde, — laquelle déterminera la longueur d'une marque, la taille d'un caractère sur une étiquette. On n'en revenait pas, à regarder ce reportage d'« Envoyé spécial », sur France 2, consacré à l'art de l'emballage, d'offrir si peu de résistance à la statistique, à la moyenne. De se révéler, au fond, si peu de chose au royaume des choses.

« Avec cette bouteille maximisée, l'alerte du consommateur devant le linéaire sera optimisée » (on n'invente pas un mot), explique sagement un de ces barbares qui, avec les policiers ou les médecins, sont de la mer à l'autre ceux qui nous connaissent le mieux, les princes du mar-

ting. Tout est étudié, calculé, rien n'est innocent, du gabarit d'une bouteille à la figurine sur les boîtes de chocolat en passant par l'intégration européenne a conduit à y dessiner un lapin, mascotte supposée la plus universelle chez les petits Européens. Des universitaires, des chercheurs, se sont donc penchés sur la popularité du lapin dans les oracles portugaises, les écoles irlandaises. Quel vertige !

Ce fut un curieux soulagement, une sorte de vengeance, d'explorer ainsi les rouages de la grande machinerie de la séduction qui, à chaque pas, nous assaille de ses grâces mercantiles. Car les pousseurs de Caddie ont du bleu à l'âme, ces temps-ci, et les fabricants les plus rusés l'ont bien senti, qui tentent désormais de faire croire que l'on achète une bonne action en même temps qu'une pâte dentifrice. Voici les lessives sans phosphates, les emballages en carton recyclé, du bien en barre, de la bonne conscience en bouteilles. De toute manière, tout va pour le mieux ! Haut les cœurs ! Cette exaltante jouissance de choisir entre dix paquets de lessive et trente sodas, cent peuples sur Terre nous l'envient. C'est pour eux le seul modèle, l'horizon indépassable. Et si c'était là, justement, pour nous, le plus désespérant ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 26 mars

TF 1

- 20.50 Magazine : Les Marches de la gloire
- 22.30 Magazine : Ushuala, Les Canariens, Les fous de Saint-Hilaire, Védérine de la mer à l'autre, La fleur d'eau, Le chant du Mekong
- 23.35 Divertissement : Sexy Dingo

FRANCE 2

- 20.00 Journal et Campagne électorale. PC (1 min) ; RPR (1 min) ; PS (1 min) ; UDF (1 min)
- 20.40 Journal des courses et Météo
- 20.50 Série : RG. Soudi voit rouge, de Jean-Claude Mézière
- 22.20 Magazine : Boutin de culture. Invité : Louis Malle, pour le livre *Conversations avec Louis Malle*, de Philip French ; Dominique Blanc ; Michel Piccoli ; Patrick Modiano ; Eric Neuhoff ; Jacques Dillion
- 23.45 Journal et Météo

FRANCE 3

- 18.20 Campagne électorale. PC ; RPR ; PS ; UDF (1 minute chacun)
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion
- 18.50 Un livre, un jour. Ce qu'a vu le vent d'Ouest, de Carlo Fruttero et Franco Lucentini
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région
- 20.05 Jeu : Hugodéfilé (et à 20.40)
- 20.15 Divertissement : La Classe
- 20.43 INC.

DEMAN 9H10 SUR 3  
L'ANTENNE EST À NOUS  
LE MAGAZINE TELE  
DU CONSEIL GENERAL  
DE SEINE-SAINT-DENIS

- 20.45 Magazine : Thelassa. Bobosse, Ribuzier, du bocage, de Rémi Meuger
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Robin Renoci. États-Unis : fin de semaine au Minnesota ; Colombie : l'été, paradis encombré ; Guadeloupe : les Blancs Maignon ; Espagne : les Temboura de Calanda
- 22.50 Journal et Météo
- 23.15 Campagne électorale. Mêmes parties qu'après le journal de 13 heures sur France 2 (1 minute chacun)

- 23.30 Magazine : Le Dhan. Invité : Michele Piccolo
- 23.55 Série : Les Inconscritables

CANAL PLUS

- 20.30 Sport : Boxe américaine. Réunion en direct de Lavalais : Les Vanoyes (Hollande) ; Rick Rulus (États-Unis) ; Ramon Dekkers (Hollande) ; Dick Dierfiet (France) ; A. Khalid Rahhou (France) ; Troy Delaney (États-Unis)
- 22.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux
- 22.50 Flash d'informations
- 23.00 Cinéma : Troubles. ■■ Film américain de Wolfgang Petersen (1990)

ARTE

- 20.30 8 1/2 Journal
- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lecomte. Regards des européens sur la France et les Français
- 22.10 Magazine : Macadam. Festival mondial du cirque de demain, de Jacques Malgouyres
- 23.10 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumayet et Robert Bober. Gustave Flaubert

M 6

- 20.45 Téléfilm : Le Crime de Pamela Smart. De Joyce Chopra
- 22.25 Série : Mission impossible, vingt ans après. Avec Peter Graves, Greg Morris
- 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Chine : atelier du monde
- 23.50 Magazine : Emotions

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio archives. Jean Paulhan
- 21.28 Poésie sur parole. Musique : Black and Blue. Le piano de Hank Jones. Avec Henri Renaud
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Roubaud
- 0.05 Musique : Coda

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 11 mars au Théâtre des Champs-Élysées) : Roussin et Ludmila, ouverture, de Glinka ; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en ré majeur op. 19, de Prokofiev ; Symphonie n° 3 en ré majeur op. 20, de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. Guennadi Rodostvenski ; Gil Shaham, violon
- 23.09 Feuilleton : Maledoror
- 23.15 Jazz club Per Claude Carrière et Jean Delmas
- 1.05 Papillons de nuit

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. 50 ans à fond la forme, de Jean-Michel Bellor et Christian Barthes
- 13.50 Jeu : Millionnaire
- 14.15 La Une est à vous
- 17.20 Trente millions d'amis
- 17.50 Divertissement : Les Roucasseries
- 18.20 Divertissement : Vidéo gag
- 18.55 Série : Beverly Hills
- 19.45 Tirage du Loto (et à 21.05)
- 19.55 Journal et Météo
- 20.15 Sport : Football. Éliminatoires de la Coupe du monde 1994, en direct du Prater à Vienne : Autriche-France : A 21.05, Mi-temps : A 21.30, 2<sup>e</sup> mi-temps
- 22.15 Sport : Formule 1
- 22.20 Tiercé
- 22.25 Téléfilm : Strip-tease infernal. De Joe Sargent
- 0.05 Magazine : Formule sport

FRANCE 2

- 13.25 Magazine : Sport passion. Tennis (1<sup>er</sup> tour de la Coupe Davis) : Autriche-France, en direct de Vienne : A 15.15, Vienne-Katolovs avec le Soul Makossa Gang. Invités : Maudie Le Forester, Pauline Ester
- 18.05 Série : Marti Houston
- 18.55 INC.
- 19.00 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo. Invité : Georges de Caunes
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo
- 20.50 Théâtre : La Soupière. Mise en scène de Francis Joffo
- 22.20 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids plume, à Boulogne-sur-Mer : Hervé Jacob contre Maurizio Stacca

TF 1

- 11.05 Magazine : Téléfoot
- 11.55 Jeu : Millionnaire
- 12.18 Météo
- 12.20 Jeu : Le Juste Prix
- 12.50 Magazine : A vrai dire
- 12.55 Météo et Journal
- 13.15 Côté enfants (et à 19.40)
- 13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc
- 14.15 Série : Perry Mason
- 15.50 Série : Starkey et Hutch
- 16.45 Disney Parade
- 17.35 Sport : Formule 1 à la Une. Présentation du Grand Prix du Brésil en direct d'Interlagos : A 18.00, Départ de la course
- 19.45 Soirée électorale. Présentée par Robert Namias et Patrick Polvre d'Arvor, invités : Gérard Carreyrou, Jérôme Jaffré, Anne Sinclair, Jean-Pierre Pernaut, Jean-Claude Narcy, Claire Chazal, Jean-Pierre Aumont, Jean-Marie Sylvestre, Ruth Elkrief et des liaisons en direct avec Marseille, Lyon, Lille, Strasbourg, Rennes, Bordeaux, Toulouse, Nice
- 22.35 Divertissement : Le Bébête Show
- 22.38 Tiercé et Météo
- 22.45 Cinéma : Le Téléphone rose ◻ Film français d'Édouard Molinaro (1978)
- 0.25 Soirée électorale (suite)

FRANCE 2

- 11.00 Messe, Célébrée en direct du lycée Notre-Dame-de-la-Paix à Lille
- 12.00 Documentaire : Des trains pas comme les autres. De François Gall et Bernard d'Abrego
- 12.59 Journal et Météo
- 13.25 Dimanche Martin. À 14.45 suite
- 14.55 Série : Mission casse-cou
- 17.20 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le Bûin de Pergame sauvé des eaux
- 18.20 Flash d'informations
- 18.25 Magazine : Stade 2
- 19.20 Journal des courses et Météo
- 19.30 Soirée électorale. Présentée par Paul Amar. Invités : Bertrand Tavernier, pour un spécial littérature américaine ; Pierre-Yves Pétillon (Histoire de la littérature américaine de 1939 à 1999) ; Jean-Paul Dubois, à propos de Jarry, de David Gates ; François Guérin, éditeur et auteur de James M. Cain ; Présentation de la revue *Gulliver* ; Reportage de Jean-Dominique Ferruci
- 19.00 La 19-20 de l'information
- 19.30 Soirée électorale. Présentée par Eric Cacharz. Commentaires d'Alain Duhamel et Gilles Leclercq : A 20.15, les résultats de votre région : A 20.30, certaines stations régionales sont susceptibles de poursuivre leur soirée électorale et de ne pas diffuser *Le Bébête*
- 20.30 Divertissement : Le Bébête
- 21.30 Soirée électorale (suite). Résultats nationaux : A 21.30, Microchocage par région : A 22.00, résultats nationaux, analyses et débats en direct de Paris

Samedi 27 mars

TF 1

- 23.40 Journal et Météo
- 23.55 Magazine : 25<sup>e</sup> Heures. Présenté par Jacques Perrin

FRANCE 3

- 13.00 Samedi chez vous. (et à 15.50, 16.45) Télévision régionale
- 14.00 Série : La Croisière s'amuse
- 15.55 Série : Matlock
- 17.40 Magazine : Montagne. Un tour dans la tourmente, de Jean-Michel Ogier
- 18.25 Flash d'informations
- 18.50 Un livre, un jour. Livres sur Malaisie
- 19.00 La 19-20 de l'information
- 20.05 Jeu : Hugodéfilé (et à 20.40)
- 20.15 Divertissement : Yacapa. Invités : Charles Dumont, Laurent Petitguillaume, Bernard Menez, Indra et Hélène
- 20.45 Téléfilm : La Vérité en face. D'Etienne Périer
- 22.20 Journal et Météo
- 22.45 Magazine : Vis-à-vis. Invités : Charles Dumont, Laurent Petitguillaume, Bernard Menez, Indra et Hélène
- 23.40 Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Vianney Katsoulas avec le Soul Makossa Gang. Invités : Maudie Le Forester, Pauline Ester
- 0.30 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00
- 13.30 Magazine : L'œil du cyclone
- 14.00 Téléfilm : Fausse Note pour un mariage. De Carol Willeson
- 15.30 Sport : Gymnastique. 2<sup>e</sup> journée des internationaux de France, en direct du Palais omnisports de Bercy

TF 1

- 17.00 Sport : Basket-ball américain. Match de championnat de la NBA : Chicago Bulls-Charlotte Hornets
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Dessin animé : Les Razmoket
- 18.25 Décade pas Bunny. Les Membres ; Barman
- 19.20 Animaux superstars
- 19.30 Flash d'informations
- 19.35 Le Top
- 20.30 Téléfilm : L'Amour coté en Bourse. De Chertone Brandström
- 22.00 Magazine : Dans la nature. De Stéphane Payron. Le rêve Moken
- 22.50 Flash d'informations
- 23.00 Cinéma : Retour de flamme. ◻ Film américain de Gilbert Cates (1987)

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lecomte (rediff.)
- 19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. La Catalogne
- 19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités allemandes et américaines de la semaine du 27 mars 1993
- 20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Télécom
- 20.30 8 1/2 Journal
- 20.40 Documentaire : Le Regard du docteur Pannwitz. De Didier Dangourt
- 22.10 Téléfilm : Parnapillon ou A la recherche de l'homme à la pompe d'Ursus. De Luc Mouillet, d'après Alfred Jarry
- 23.35 Musique : Montreux Jazz Festival. Quincy Jones, the Rippin' tons, Herbie Hancock

M 6

- 13.00 Série : O'Hara
- 13.55 Série : Supercopier
- 14.50 Série : Les Champions
- 15.40 Variétés : Matchmusic
- 16.40 Magazine : Culture rock
- 17.10 Série : La Saint
- 18.15 Série : La Monstre évadé de l'espace
- 19.05 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Champagne
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo
- 20.00 Série : Cosby Show
- 20.35 Divertissement : Tranche de rire. Les Vamps, Alex Métyer, Sim
- 20.40 Téléfilm : La Vengeance d'un père. De Billy Hale

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Paul Derieux, chargé des livres anciens et des éditions originales à la librairie Gallimard
- 20.45 Nouveau répertoire dramatique. Automne et hiver (2), de Lars Noren, texte français de Marie-Catherine de la Roche, Jean-Louis Jacopin et Per Nygrun
- 22.35 Musique : Opus. Mirailles

FRANCE-MUSIQUE

- 18.35 Soirée lyrique. Avant-concert. A 19.00, en direct de l'Opéra national de Vienne : Falstaff, opéra comique en trois actes, par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre national de Vienne, dir. Seiji Ozawa ; sol : Nancy Gustafson, Angela Gheorghiu, sopranos, Nelly Boschkova, contralto, Vassilina Kasarova, mezzo-soprano, Benjamin Luxon, Vladimir Chernov, barytons, Ramon Vargas, Helmut Wildhaber, Wilfried Gahmlich, ténors, Anatoli Kotscherga, basse
- 23.35 Ciné-radio Days. Par François Jarry

Dimanche 28 mars

TF 1

- 11.05 Magazine : Téléfoot
- 11.55 Jeu : Millionnaire
- 12.18 Météo
- 12.20 Jeu : Le Juste Prix
- 12.50 Magazine : A vrai dire
- 12.55 Météo et Journal
- 13.15 Côté enfants (et à 19.40)
- 13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc
- 14.15 Série : Perry Mason
- 15.50 Série : Starkey et Hutch
- 16.45 Disney Parade
- 17.35 Sport : Formule 1 à la Une. Présentation du Grand Prix du Brésil en direct d'Interlagos : A 18.00, Départ de la course
- 19.45 Soirée électorale. Présentée par Robert Namias et Patrick Polvre d'Arvor, invités : Gérard Carreyrou, Jérôme Jaffré, Anne Sinclair, Jean-Pierre Pernaut, Jean-Claude Narcy, Claire Chazal, Jean-Pierre Aumont, Jean-Marie Sylvestre, Ruth Elkrief et des liaisons en direct avec Marseille, Lyon, Lille, Strasbourg, Rennes, Bordeaux, Toulouse, Nice
- 22.35 Divertissement : Le Bébête Show
- 22.38 Tiercé et Météo
- 22.45 Cinéma : Le Téléphone rose ◻ Film français d'Édouard Molinaro (1978)
- 0.25 Soirée électorale (suite)

FRANCE 3

- 11.00 Magazine : Musicales. La Violette d'amour à Venise. Double Concerto pour luth et viole d'amour, Nisi Dominius. Concerto en la majeur pour viole d'amour, de Vivaldi, par l'Ensemble baroque de Limoges, dir. : Christophe Colin, sol. : Gloria Bendall, contralto
- 12.00 Flash d'informations
- 12.05 Télévision régionale
- 12.45 Journal
- 13.00 Magazine : Sport 3 dimanche. Tennis (1<sup>er</sup> tour de la Coupe Davis) : France-Autriche, en direct de Vienne : deux derniers simples pour Philippe Dana. Résultats des deux jours précédents. En cas de non-retransmission : A 13.00, Magazine : D'un soleil à l'autre A 13.30, Téléfilm : Concerto pour lady H., de Michael Rhodes, avec Jene Seymour, Chris A. 15.05, Tiercé, en direct d'Autzeli : A 15.30, Cross-country : championnats du monde en Espagne : A 16.15, Cyclisme (Critérium international de la route) : étape contre la montre à Avignon
- 18.00 Magazine : Jamais sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp. Invités : Bertrand Tavernier, pour un spécial littérature américaine ; Pierre-Yves Pétillon (Histoire de la littérature américaine de 1939 à 1999) ; Jean-Paul Dubois, à propos de Jarry, de David Gates ; François Guérin, éditeur et auteur de James M. Cain ; Présentation de la revue *Gulliver* ; Reportage de Jean-Dominique Ferruci
- 19.00 La 19-20 de l'information
- 19.30 Soirée électorale. Présentée par Eric Cacharz. Commentaires d'Alain Duhamel et Gilles Leclercq : A 20.15, les résultats de votre région : A 20.30, certaines stations régionales sont susceptibles de poursuivre leur soirée électorale et de ne pas diffuser *Le Bébête*
- 20.30 Divertissement : Le Bébête
- 21.30 Soirée électorale (suite). Résultats nationaux : A 21.30, Microchocage par région : A 22.00, résultats nationaux, analyses et débats en direct de Paris

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations
- 12.35 Magazine : Télévision dimanche. Présenté par Michel Denisot
- 13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols
- 14.00 Téléfilm : Il y a des jours comme ça. De Donald Wrye
- 15.30 Magazine : 24 heures. Présenté par Erik Gilbert (rediff.)
- 16.40 Documentaire : Les Rapaces, tueurs de plein vol. De Hugh Miles
- 17.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux (rediff.)
- 18.00 Cinéma : Docteurs in Love. ■ Film américain de Garry Marshall (1982)
- En clair jusqu'à 20.40
- 19.35 Flash d'informations
- 19.40 Ça cartoon (et à 20.02). Présenté par Philippe Dana
- 20.00 Flash d'informations
- 20.20 Magazine : Dis Jérôme ? Présenté par Jérôme Bonaldi. Kourou
- 20.25 Flash d'informations
- 20.30 Le Journal du cinéma. Spécial Oscars
- 20.40 Cinéma : Méchant garçon. ■ Film américain de Gilles Gaspard (1991)
- 22.10 Flash d'informations
- 22.20 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sied. Football : Gymnastique 2<sup>e</sup> journée des internationaux de France, en différé
- 0.55 Cinéma : Plaisirs mortels. ■ Film canadien de William Fruet (1984)

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumayet et Robert Bober. Gustave Flaubert (rediff.)
- 17.50 Magazine : Via Regio. Les régions européennes (rediff.)
- 18.20 Documentaire : Palettes. D'Alain Joubert. Pablo Picasso (rediff.)
- 19.00 Série : Trois étoiles. D'Antoni Janes (7<sup>e</sup> épisode)
- 19.30 ► Magazine : Mégamix. De Martin Malsionier. Michel Redolfi, Wally Badarou
- 20.20 Court métrage : Bol de jour. De Henri Gruvman

- 20.30 8 1/2 Journal. Spécial élections législatives
- 20.45 Feuilleton : Die Zweite Heimat. D'Edgar Reitz, 8. Le Mariage
- 22.45 Journal : 8 1/2. Spécial élections législatives
- 23.15 Cinéma : Le Grand Courteau. ■■ Film américain de Robert Aldrich (1955)

M 6

- 11.05 Magazine : Turbo (rediff.)
- 11.50 Série : Mariés, deux enfants
- 12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée
- 12.55 Série : O'Hara
- 13.50 Série : Cosmos 1999
- 14.45 Série : Solo, brigade des stupés
- 15.40 Magazine : Fréquentstar. Yannick Noah
- 16.35 Musique : Flashback. Spécial Europe
- 17.05 Série : L'Édit
- 17.50 Série : Clair de lune
- 18.55 Série : Tonnerre mécanique
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo. Elections législatives : les premières estimations
- 20.05 Série : Cosby Show
- 20.35 Elections législatives : les premiers résultats. Émission suivie de Sport 8
- 20.50 Cinéma : L'Homme aux deux carreaux. ◻ Film américain de Carl Reiner (1983)
- 22.25 Législatives express. Résultats, réactions et commentaires
- 22.50 Téléfilm : Jeux sensuels à Rio. De Michele Massimo Tarantini
- 0.20 Six minutes première heure. Elections législatives

FRANCE-CULTURE

- 20.35 Atelier de création radio-phonique. Compagtes
- 22.20 Spécial élections législatives
- 22.35 Musique : Le Concert donné le 16 mars à Radio-France. Un soir au cirque, avec Bobby Few, Claudine François, pianos

FRANCE-MUSIQUE

- 20.35 Concert (donné le 17 février à la maison de la radio) : musiques traditionnelles par l'Ensemble vocal de femmes corse Dorisland
- 22.33 Autoportrait. Claudy Malherbe, par Marc Texier
- 23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Maguy Lovano

ÉTI

## La crise de l'immobilier

## M. Michel Sapin met fin au mandat du président du Comptoir des entrepreneurs

M. Michel Sapin, ministre des finances a annoncé, vendredi 26 mars dans la matinée, qu'il mettait fin au mandat du président du Comptoir des entrepreneurs (CDE), M. Jean-Jacques Piette. L'arrêté doit être publié au Journal officiel du 27 mars. M. Piette avait été nommé à la tête du CDE en mai 1990 après le départ à la retraite de M. Paul Dufour. Son départ avait été réclamé par Bercy depuis la découverte de l'importance des difficultés de l'établissement spécialisé dans le financement de l'immobilier et son impossibilité, en février, de faire face à des échéances de prêts à court terme. Une augmentation de capital de 1 milliard de francs et un refinancement de 6 milliards de francs par l'ensemble de la place bancaire ont été mis en place pour sauver l'institution.

On indique au ministère des finances que le successeur de M. Piette pourrait être M. François Lemaçon, directeur-général adjoint de la Caisse française de développement. La décision prise lors du prochain conseil d'administration du Comptoir devra être avalisée par le nouveau ministre des finances.

■ **PAKISTAN** : cinq chûtes tuées par des missiles - Cinq chûtes ont été tuées et une quarantaine blessées par des missiles qui ont frappé la mosquée à Bahawalpur, au sud d'Islamabad, jeudi 25 mars. Les assaillants appartenaient au mouvement Sepah-e-Sahaba qui a, par le passé, mené plusieurs agressions de ce type. Ils ont lancé trois grenades dans la mosquée et se sont enfuis en tirant sur les fidèles rassemblés pour les prières de la fin du ramadan. - (UPI).

## Alors qu'un cinquième suspect a été arrêté

## Deux des inculpés dans l'affaire de l'attentat contre le World Trade Center de New-York plaident non coupable

MM. Mohamed Salameh et Nidal Ayyad, deux des inculpés dans l'affaire de l'attentat contre le World Trade Center de New-York, ont plaidé non coupable jeudi 25 mars. Interrogés par le juge Michael Dolinger sur la défense qu'il allait adopter, M. Salameh a dit : « Je ne suis pas coupable. » Quant à M. Ayyad, il a répondu : « Je jure par tout ce que j'ai de plus cher, le Coran, ma femme, mon enfant, ma mère, que je ne suis pas coupable. Je n'ai rien à voir là-dedans. »

Un troisième inculpé, M. Ibrahim Elmaghrabi, a plaidé non coupable de l'accusation d'obstruction à la justice et de recel de faux passeports. Il est accusé de voies de fait sur deux agents fédéraux venus

fouiller son appartement. M. Salameh est accusé d'avoir loué le véhicule contenant les explosifs, tandis que M. Ayyad, un ingénieur chimiste, aurait activé l'engin explosif.

Un quatrième suspect, M. Mahmoud Abouhalima, présenté par le FBI comme le « cerveau » du groupe, chauffeur de taxi new-yorkais qui s'était réfugié en Egypte après l'attentat, a été arrêté à son retour mercredi aux États-Unis et inculpé jeudi. Son avocat affirme qu'il a été torturé pendant ses dix jours de détention en Egypte. Un cinquième suspect, un Jordanien âgé de vingt-sept ans, M. Bilal Alkhatib, a été arrêté mercredi soir après s'être présenté lui-même à la police à Newark (New-Jersey). - (AFP, Reuters)

## Le Sénat américain a adopté le programme économique de M. Bill Clinton

Le Sénat a approuvé jeudi 25 mars le programme économique du président Bill Clinton, moins d'une semaine après une décision similaire prise par la Chambre des représentants. Par 54 voix contre 45, la Chambre haute du Congrès a approuvé une résolution générale reprenant les grandes lignes du programme économique de l'administration. Le vote a été acquis sans aucune voix de la minorité républicaine, à laquelle s'étaient ralliés pour l'occasion deux sénateurs démocrates, MM. Richard Shelby (Alabama) et Bob Krueger (Texas).

Ce programme prévoit notamment des économies budgétaires de

l'ordre de 500 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Ces économies devront être réalisées, de manière concomitante, par une réduction des dépenses publiques, notamment celles du Pentagone, et par une augmentation de la fiscalité.

Après ce vote, le Sénat a immédiatement entrepris l'examen d'un plan de relance de 16,3 milliards de dollars pour 1993, également soumis au Congrès par la Maison Blanche. Ce plan, qui s'adresse aux collectivités locales et aux petites et moyennes entreprises, doit permettre la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois nouveaux. - (AFP)

## En Israël

## M. Benjamin Netanyahu a été élu à la tête du Likoud

Succédant à l'ancien premier ministre, M. Itzhak Shamir, M. Benjamin Netanyahu a été élu, jeudi 25 mars, chef du Likoud, la principale formation de l'opposition de droite en Israël, et il s'est immédiatement juré de renverser le gouvernement du premier ministre, M. Itzhak Rabin.

Avec 52,1 % des 145 000 votes exprimés, il a devancé largement son principal rival, l'ancien ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, qui s'octroie 26,3 % des voix. M. Benjamin Begin, fils d'un autre ancien premier ministre, Menachem Begin, a obtenu 15,1 % des voix.

« Nous allons faire en sorte, par les votes parlementaires ou autrement, de renverser ce gouvernement le plus vite possible », a déclaré M. Netanyahu à quelque 500 partisans enthousiastes, lors d'un rassemblement de la victoire organisé près de Tel-Aviv. « Quand je contemple tous les défaits de ce gouvernement, la question que je me pose est celle-ci : comment ont-ils pu se tromper si souvent en si peu de temps ? », a-t-il ajouté.

Surnommé « Bibi », M. Netanyahu, quarante-trois ans, ancien soldat d'élite et ex-ambassadeur aux Nations unies, est le représentant de la nouvelle génération. Il s'est fait connaître comme porte-parole de la délégation israélienne à la conférence de paix de Madrid en octobre 1991. Un récent scandale à propos de ses relations extraconjugales n'a apparemment pas entaché sa popularité. Selon le règlement intérieur du Likoud, M. Netanyahu, qui est hostile à l'évacuation des territoires occupés depuis 1967, sera en tête de la liste de sa formation aux élections législatives de 1996 et donc candidat au poste de premier ministre. - (AFP, Reuters)

## La liberté de la presse dans l'ex-Yougoslavie Des voix sur fond d'artillerie...

On a beaucoup parlé d'Oslobojena, le journal héroïque de Sarajevo, dont les journalistes, croates, serbes et musulmans, continuent de travailler ensemble malgré les pressions, le manque d'électricité et de papier, au milieu des bombes et des grèves. Ce quotidien, qui a payé un lourd tribut à la guerre (on compte plusieurs morts parmi les journalistes et les employés), est devenu le symbole même de la résistance à tous les nationalismes. On ne sait pas, en revanche - ou on le sait moins - qu'il existe dans les autres Républiques de l'ex-Yougoslavie des journaux indépendants et des radios qui tentent de faire face à l'artillerie lourde de la propagande officielle déversée quotidiennement par les divers pouvoirs en place par l'intermédiaire de leurs médias.

Antoine Spire, qui s'est rendu plusieurs fois en ex-Yougoslavie ces derniers mois, a réuni pour son émission hebdomadaire du samedi sur France-Culture, « Voix du silence », plusieurs journalistes pour parler de ces journaux, fabriqués par des professionnels entités qui continuent de défendre des principes.

Très récemment, un petit groupe d'opposants serbes a réussi à monter le projet d'une radio installée sur un bateau, au large de la Dalmatie, qui doit commencer d'émettre d'ici quelques jours sur la Croatie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro. « On ne s'adresse pas à une nation ou un peuple particulier », précise Zvezd Sedlakovic, ancien rédacteur en chef à la télévision de Belgrade, aujourd'hui rédacteur en chef de Droit de parole, cette nouvelle radio dont l'objectif est de donner une « information objective, non partielle » et qui défend les « principes démocratiques sur lesquels se bat l'Europe ».

Droit de parole apporte également une aide humanitaire (papier, etc.) aux radios et journaux indépendants qui tentent ici et là de survivre. Du quotidien monténégrin Monitor au journal slovène Medias, du petit et courageux Republika (tantôt quotidien, tantôt hebdomadaire) à Vreme, Borba, Radio B 92 et Studio B en Serbie, ce que l'on découvre au fil des interviews, c'est un paysage un peu plus complexe qu'on ne le croit. Il existe une presse d'opposition en Serbie, il n'y en a pas en Croatie. Partout, en revanche, ce sont les mêmes difficultés : manque de papier, petits moyens, tentatives d'intimidation permanentes, pressions, menaces (Monitor a déjà connu deux attentats).

CATHERINE HUMBLLOT

« Voix du silence : la liberté de la presse en Yougoslavie ». Samedi 27 mars à 10 heures sur France-Culture.

## SOMMAIRE

**AU COURRIER DU MONDE** ..... 2

**ÉTRANGER**

La crise dans l'ex-Yougoslavie ..... 3

La situation politique en Russie ..... 4

La Flandre souhaite se rapprocher des Pays-Bas ..... 4

Election libre chez les pauvres au Niger ..... 6

Cambodge : dérivés khmers ..... 6

## ESPACE EUROPÉEN

« Les « épées rouges » de la Baltique »

L'arme radiophonique émueuse

Tribunes yougoslaves • Bibliographies ..... 9 à 11

## POLITIQUE

La préparation du second tour des élections législatives ..... 12 à 18

Quelle histoire ! par Claude Sarraute : « Ça fait désordre » ..... 18

## SOCIÉTÉ

Une circulaire clarifie l'application de la nouvelle loi sur la famille, les droits de l'enfant et l'état civil ..... 19

L'inspection des services judiciaires enquête sur la mise en cause par M. Bontor du procureur adjoint Paul Weisbuch ..... 19

L'occupation, à Paris, d'un foyer pour enfants par des sans-logis 20

L'odyssée tragique du « MC Ruby » : V. - Les dollars du « long cours » ..... 20

## CULTURE

Musiques : le désordre nouveau de Heiner Goebbels ..... 21

Les cent cinquante ans du Philharmonique de New-York ..... 21

Le retour sur scène de Laurent Voutry ..... 21

## Théâtre : Brochet-Luchini-Berry à la Michodière ..... 21

## ÉCONOMIE

Dix-sept régions ont perdu des emplois en 1992 ..... 25

La Bourse de Paris au-dessus du seuil des 2 000 points ..... 25

Le ministre russe de l'économie est relevé de ses fonctions ..... 25

Vie des entreprises ..... 28

## COMMUNICATION

Grande-Bretagne : la Chambre des communes veut contraindre la presse à respecter la vie privée 27

M. Rupert Murdoch est candidat au rachat du « New York Post » ..... 27

## SANS VISA

« Les forçats de l'or bleu »

La Rochelle, mémoire de huguenot

« Le peintre et la mouche »

Table : Premiers plats... • Jardin : Des légumes • Coccagne et Cro-Magnon ..... 33 à 40

## Services

Abonnements ..... 20

Annonces classées ..... 18

Canet ..... 30

Jour ..... 38

Marchés financiers ..... 28 et 29

Météorologie ..... 30

Radio-télévision ..... 31

Spécial ..... 24

Week-end d'un chineur ..... 30

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

## Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »

Le numéro du « Monde » daté 26 mars 1993 a été tiré à 487 533 exemplaires.

## A la conférence d'Addis-Abeba

## Les représentantes des femmes somaliennes dénoncent l'attitude des chefs de guerre

En dépit des espoirs affichés par l'ONU, les quinze factions somaliennes, réunies à Addis-Abeba (Éthiopie) depuis le 15 mars, ont retardé la signature du projet d'accord politique prévoyant un régime de gouvernement de transition (le Monde du 26 mars), ce projet nécessitant, selon certaines d'entre elles, de nouveaux amendements. Les représentantes des femmes somaliennes, présentes à la conférence, ont aussitôt menacé d'entamer, dès le vendredi 26 mars, une grève de la faim, afin de dénoncer l'attitude des chefs de guerre.

Par ailleurs, à Mogadiscio, le porte-parole de la force multinationale - toujours sous commandement américain - a annoncé, jeudi, qu'un groupe naval amphibie américain, comprenant notamment un porte-aéronefs, avait été dépêché à Kismayo, au sud-ouest de la capitale, où de nouveaux mouvements de troupes somaliennes ont été observés. Le déploiement américain a été précédé d'une distribution de 200 000 notices d'avertissement, rédigées en somali, à Kismayo et dans sa région. « Tout individu ou

groupe en possession d'armes, à Kismayo ou se dirigeant vers Kismayo, sera considéré comme une menace pour la paix », et les forces multinationales s'en occuperont « de manière adéquate », y lit-on notamment. - (AFP)

## Selon une organisation caritative

## Des millions de personnes seraient menacées de famine en Afrique du Sud

Des millions de Sud-Africains, y compris des dizaines de milliers de Blancs, sont « au bord de la famine », a affirmé, jeudi 25 mars, à Johannesburg, la directrice de la plus importante organisation caritative sud-africaine, Operation Hunger (Opération Famine). Selon l'organisation, 90 % des 30 millions de Noirs manquent de pain, et 84 % gagnent moins que ce qui est nécessaire pour nourrir une famille.

Une situation d'autant plus « honteuse », estime-t-elle, que le PNB sud-africain s'est élevé, en 1992, à près de 3 000 dollars par habitant. La famine en Afrique du Sud s'explique, non par la pénurie des produits alimentaires mais par la pauvreté économique des populations, ainsi que par « la désorganisation, la corruption et l'indifférence des ministères concernés », a affirmé Operation Hunger. - (AFP)

## (Publicité)

## LE FRANÇAIS EN RETARD D'UNE FENÊTRE

Sans du confort et de l'économie, en RFA on change trois fois plus de fenêtres que chez nous. Pourtant, les France-Fenêtres pose en une journée, sans aucune dégradation, une fenêtre en bois, alu ou PVC. Herméticité totale et gain de lumière grâce à leur procédé exclusif. Garantie décennale. Également portes blindées. Agent Vélux, 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>), M<sup>o</sup> Gare-du-Nord et 26, av. Quilhou, à St-Mandé. M<sup>o</sup> St-Mandé-Tourville. 48.97.18.18. Grenoble, 75.41.17.47. Lyon, 05.05.18.15. Rouen, 05.04.18.18.

du 26 mars au 17 avril

Fourrures George V

VENTE À PRIX COUTANT

sur les articles suivants...

(Prix coutant déposés chez Maitres PINOT et FARRUCH Huissiers de justice à PARIS)

Châles laine et cachemira	4150 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	534 <sup>F</sup>
garnis pompons Renard		
* Afin de satisfaire l'ensemble de la clientèle ces châles seront vendus à l'unité		
Parkas microfibre int. Renard		
col garni Renard	3850 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	1186 <sup>F</sup>
Pelisses int. Lapin, col Renard	2380 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	1410 <sup>F</sup>
Trench coat int. Lapin		
bordé Renard	7250 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	3350 <sup>F</sup>
Vestes Marmotte	4920 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	4718 <sup>F</sup>
Parkas microfibre int. Lapin, capuche amovible bordée Renard	4850 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	1935 <sup>F</sup>
Parkas en Soie int. Lapin, capuche bordée Renard		
Vestes Vison dark	9850 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	5444 <sup>F</sup>
3/4 Vison lunarine	22850 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	4620 <sup>F</sup>
3/4 Vison black	19700 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	8620 <sup>F</sup>
Parkas Ragondin égaré	27350 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	6590 <sup>F</sup>
3/4 Renard argenté	11950 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	11080 <sup>F</sup>
Manteaux Vison dark	14250 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	8390 <sup>F</sup>
3/4 Vison ranch femelle	24950 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	1787 <sup>F</sup>
Manteaux Vison ranch	14200 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	11610 <sup>F</sup>
Manteaux Vison dark	16200 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	6750 <sup>F</sup>
3/4 Vison égaré	16200 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	7160 <sup>F</sup>
Vestes Mouton double face	9850 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	5340 <sup>F</sup>
3/4 Mouton double face	5250 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	2230 <sup>F</sup>
homme	8450 <sup>F</sup> PRIX COUTANT	2430 <sup>F</sup>

PRIX COUTANT sur les Manteaux et Vestes en Zibeline, Chinchilla, Castor, Lynx, Pékari...

FOURRURES GEORGE V

22,24 Avenue Hoche, Paris 8

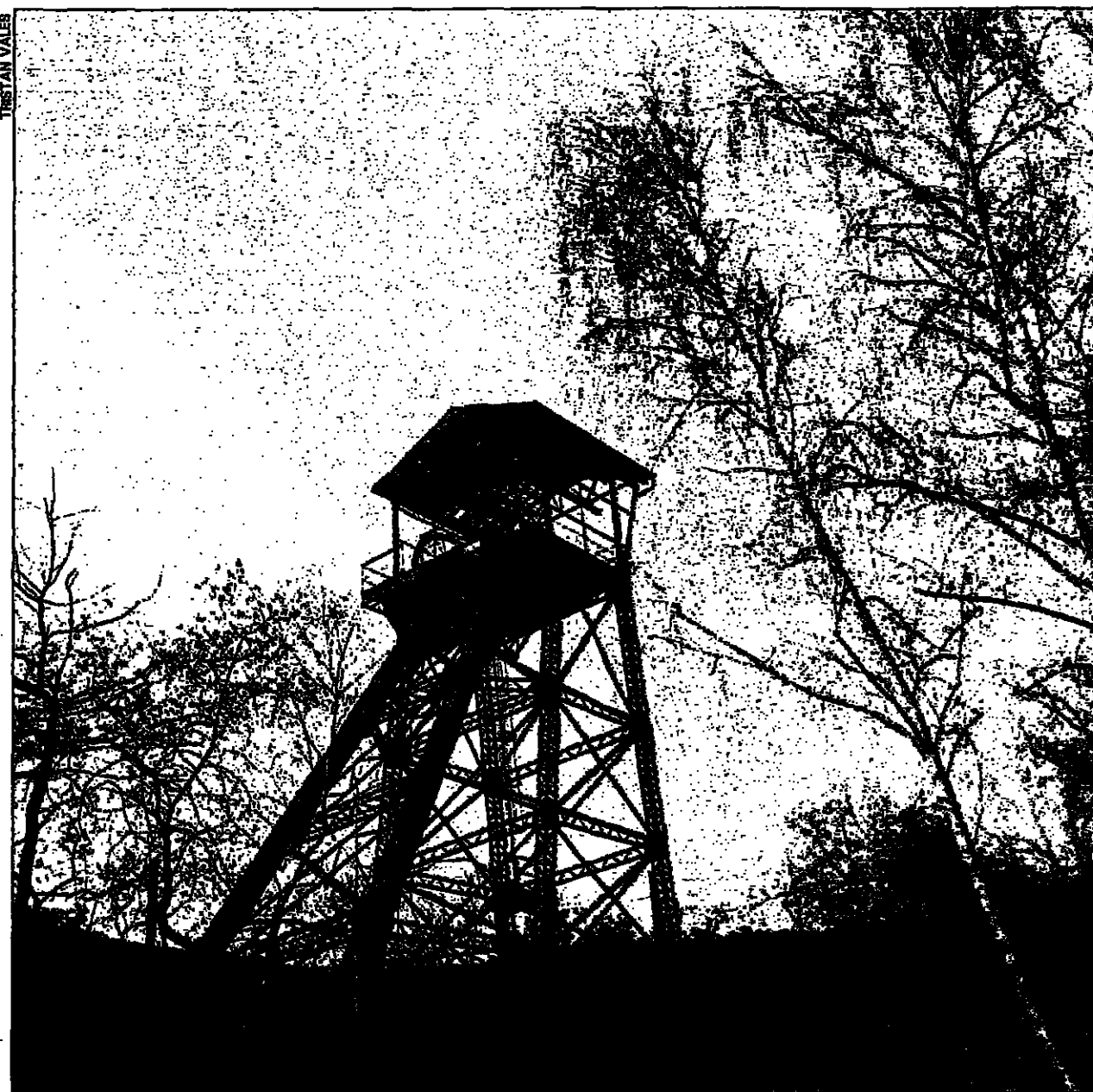
Parking : Hoche - Métro : Étoile, Ternes.

هشتم من الفصل



# S A N S V I S A

## Les forçats de l'or bleu



Trélazé, dans le Maine-et-Loire, a été longtemps la capitale de l'ardoise. La cité minière tenait sa réputation de la qualité de son gisement et de l'adresse de ses fendeurs, mais pas seulement, si l'on se souvient qu'est né ici l'un des mouvements les plus originaux de la lutte ouvrière.

Ce fut sans doute l'unique cadeau qu'il reçut, mais comme il venait de sa mère et que, chez les pauvres, ce genre de largesses ne se discute pas, il s'appela Ludovic Ménard, juste d'entre les justes, syndicaliste au timbre vif qui, dans les brumes industrielles de ce début du vingtième siècle, tentait de faire entrer le monde ouvrier dans les paradis de la journée de huit heures et de mettre un peu de braise sur des gersures qui n'étaient plus de ne pas guérir. Il était fendeur d'ardoise, un métier comme un autre, classique, ici, dans ce pays de pics et de pioches où les hommes, depuis toujours, s'enfoncent pour leur survie et l'essor du capital dans les profondeurs du schiste bleu.

Ce jour-là, Trélazé était en grève, ou plutôt en fin de grève. En berne. Vite les petits moments de revendications fanées qui laissent traîner dans les rues le sentiment de l'échec mêlé à celui de la chose

jugée. Une centaine de licenciements venaient de tomber, rongés sous le couperet de la concurrence de Galice, de la mécanisation et du bâtiment en crise. La ville posait sur le tumulte de son passé les fleurs sèches de la récession.

Des femmes étaient parties en cortège invoquer des dieux qui ne les écoutaient plus. Elles écrivaient à l'Etat, au président, aux hommes, en ne pensant qu'à eux : « Laissez-les travailler dans la dignité et l'espoir de voir un jour nos enfants vivre et travailler comme eux avec fierté. » C'était trop tard, et leur colère avait une méchante résonance dans ces lieux où s'était si difficilement soulevée l'unité de l'action et qui avaient vu naître les premiers rameaux de la justice sociale à goût libertaire. Une sorte de marche en arrière, très déglissante, très fâcheuse.

Sous le ciel de l'Anjou, un bref morceau de Nord, comme l'autre, laissé pour mort sur le carreau des batailles. Six mille ouvriers dans les années 60, un peu plus de quatre cents aujourd'hui. Le paysage se ressent de ces choses. Le champ de l'effroi n'a pas l'amplitude ni la grandiloquence des panoramas dévastés des grands bassins miniers, mais le drame rôde autour de chacune de ces buttes sombres, autour de chacun de ces chevaliers laissés sans force ni servants.

Une industrie avait pris son envol, l'une des plus remarquables, qui laissait à l'habileté de l'artisan, en final de la chaîne des gestes, le soin de rendre un objet parfait, inégal, longtemps inégalable : l'ardoise. Cette écaille de pierre, douce au vent et à la main du couvreur, robuste et souple, inattaquable et inattaquée. Court miracle avec peu de mystère pour ces hommes qui se brisaient les reins à sectionner d'une frappe sans appel le bloc primitif pour en tirer le chef-d'œuvre le plus banal et le moins contestable, mais qui, en le dérobant ainsi à la longue mémoire de la terre, lui offraient les éclats et le plain-chant de la lumière. Ils finirent par se servir de la fierté de l'objet de leur tourment pour mener leur propre combat et réclamer, eux aussi, le droit à moins d'obscurité.

Période incertaine où le patronat sait qu'il ne pourra pas tenir très longtemps encore sa main-d'œuvre

sous la souple discipline de l'illettrisme et des fillettes de vin blanc qu'on siffle à tire-larigot dans les cafés du chemin de retour. Des Bretons sont venus en renfort qui s'installent et ne repartiront plus. La compagnie ardoisière est riche. Il y a du travail pour tous. Pour ceux « d'en bas » qui taillent dans le filon, pour ceux « d'en haut » qui façonnent et vendent le produit fini des pierres qu'ils ont achetées. Ils sont installés autour des carrières, longtemps à ciel ouvert, ou des puits, dans des cahutes élevées de leurs mains. Là se passe leur vie à ces « perrayens » trélazéens à l'adresse aristocratique et à la tête mangée par l'ogre du rendement. Mais ils avaient le sentiment d'être libres, et d'une certaine façon, ils l'étaient.

Tous répondaient à un surnom qui leur avait été attribué lors de la cérémonie du « guérage » qui marquait la fin de leur apprentissage : Biscuit, Mitaine, La Rafale (un lent à la tâche), Chocolat, La Gaieté (celui qui ne riait jamais), Cinq Frères, La Tronche... Communauté de robustes que le syndicalisme allait avoir du mal à discipliner, mais qui, une fois convertis, se lancèrent avec ferveur, sous la bannière du socialisme révolutionnaire, dans la grande hermine revendicative. Mieux : l'unité syndicale fera toujours donner ici - jusqu'à ces dernières années, ces derniers mois, ces dernières semaines, où le ressort de l'entente semble, pour la première fois, s'être détendu - la pleine force du combat commun. Ces isolés, ombrageux et virulents, arrogants et soifards, avaient déjà beaucoup d'histoires à raconter et d'arguments à faire valoir, quand viendrait le temps de faire comprendre au calif patronal qu'il y allait de son avenir de cesser de les prendre pour les nouveaux esclaves de l'ère moderne.

Une poignée d'entre eux s'étaient superbement illustrés, en 1855, en se lançant dans une aventure aussi rocambolesque que périlleuse qui visait rien moins qu'à dessouder le régime impérial pour installer à sa place une « République démocratique et sociale ». Deux fendeurs de Trélazé appartenant à une société secrète, dite « La Marianne », entraînaient à leur suite, dans une nuit d'août, plusieurs centaines

d'ouvriers des ardoisières qui prenaient la gendarmerie de la localité et marchaient sur Angers, où ils sont dispersés ou arrêtés. Le bain et la déportation pour les plus en vue, peines de prison pour les autres. On pouvait difficilement faire moins, ni plus.

Il se trouva pourtant que l'un des deux dangereux utopistes condamnés aux galères de Badinguet, François Attibert, réussira à faire l'acrobate et à s'échapper de l'île du Diable pour gagner la Guyane hollandaise puis Londres, où il s'installe. Au lendemain de l'annexion, en 1859, il retrouve le lieu de ses exploits où il continue, selon les meilleurs rapports de police, à « semer l'agitation et l'esprit de révolte » au sein d'une population qui en a fait son héros.

Décidément, l'endroit est peu ordinaire. On voulait Napoléon III pendu à la lanterne en 1855, le voilà sur place, médecin sans frontières, un an plus tard en train d'apporter son soutien à la petite ville noyée par une Loire qui s'est jetée du haut des falaises des mines comme un Niagara. Il n'est pas chien et fait le généreux en apportant les plans d'une levée qui protégera la région des excès du fleuve, tout en demandant à Antigène et à Louis Moullin de peindre, pour l'honneur du régime, la rencontre entre les rebelles d'hier et les pardonnés d'aujourd'hui. Soumission et applaudissements chez Moullin, mouvements d'humeur et mines renfrognées chez son confrère qui, apparemment, n'a pas vu la même scène...

Tous ces événements débridaient un peu plus l'esprit subversif d'un prolétariat qui entrerait bientôt en lutte ouverte contre l'implacable machine à casser le dos mise au point par les patrons de l'or bleu. Il lui fallait d'abord s'instruire. Il y a, à la mairie de Trélazé, une salle de réunion, appelée « La Maraichère », endroit tout entier livré à l'exploit du débat, place forte où le monde ouvrier, depuis toujours, est venu consacrer ses victoires, venger ses morts ou remédier ses déceptions. Elle abritait des cours du soir quand des instituteurs à l'orgone et blouse rapiécée tentaient de faire tenir des porte-plumes à des colliers de la dernière chance aux doigts engourdis de fatigue.

La décoration est d'origine, les slogans aussi : « Gloire et honneur à l'école laïque », « Dans le pays du suffrage universel, tout citoyen doit savoir lire et écrire ». C'est dit. Ici Ludovic Ménard enseigna l'art de se présenter au combat en formation serrée, donna ses premières leçons magistrales sur le droit de grève, interpellé, menaçé, rétorqua à la rugueuse mauvaise foi des dirigeants des ardoisières, plus spécialement à un certain président Blavier, un bravache à la cervelle cloutée dont le sang-froid imbécile finira par donner des poussées de fièvre au préfet et au commandant de la place d'armes eux-mêmes. « La Maraichère », que le prochain ministre de la culture devrait faire classer d'urgence avant que la corporation ne soit pas assez fournie pour avoir seulement le souci de la fréquenter.

Mais où ranger le reste, dans quels rayons faire tenir toute cette mémoire batailleuse dont les années referment sagement et injustement les pages ? Dans quel

réduit un peu sérieux la présenter, l'expliquer, la codifier ? De vieux ouvriers, aux gestes mérovingiens et à l'œil gaillard, viennent encore, le dimanche, fendre devant des curieux la lourde pierre de leur jeunesse. Les jambes cuirassées de chiffons, sabotés de billots de bois lourds comme des poutres de navire de haut bord, armés de maillets, de coins et de lames d'acier à faire peur, ils s'amusent à réinventer des gestes qu'ils n'oublieraient jamais, en se demandant confusément qui saura un jour raconter à leur place le long chemin parcouru pour qu'on leur offre enfin de meilleures définitions au mot égalité.

De notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Quélin

► Musée de l'ardoise, 32, chemin de la Maraichère, 49800 Trélazé ; tél. : 41-69-04-71. Musée de l'ardoise de Renazé, dans la Mayenne. Longchamp, 53800 Renazé ; tél. : 43-06-41-74.

VENTE  
à  
PRIX  
COUTANT

### AU SOMMAIRE



Pêche, le peintre et la mouche	p. 37
M <sup>me</sup> de Sévigné, de Paris à Grignan	p. 35
La Rochelle, mémoire de huguenot	p. 36
Cro-Magnon au pays de cognac	p. 40
Enjeux (p. 34) Jeux (p. 38)	Télex (p. 34) Table (p. 39)

FOURRURES  
GEORGEY  
22, 24 A. RUE HOCHE

ICELANDAIR  
Vois directs de Paris

## Islande

l'île Nature

vos libérés  
+ notre compétence  
= 2 fois plus d'Islande.

LES VACANCES QUI FONT BRONZER DE L'INTERIEUR

## SCANDITOURS

Norvège, Islande, Finlande, Canada  
BROCHURES DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES  
ou à la Maison de la Scandinavie 11 47 42 38 65

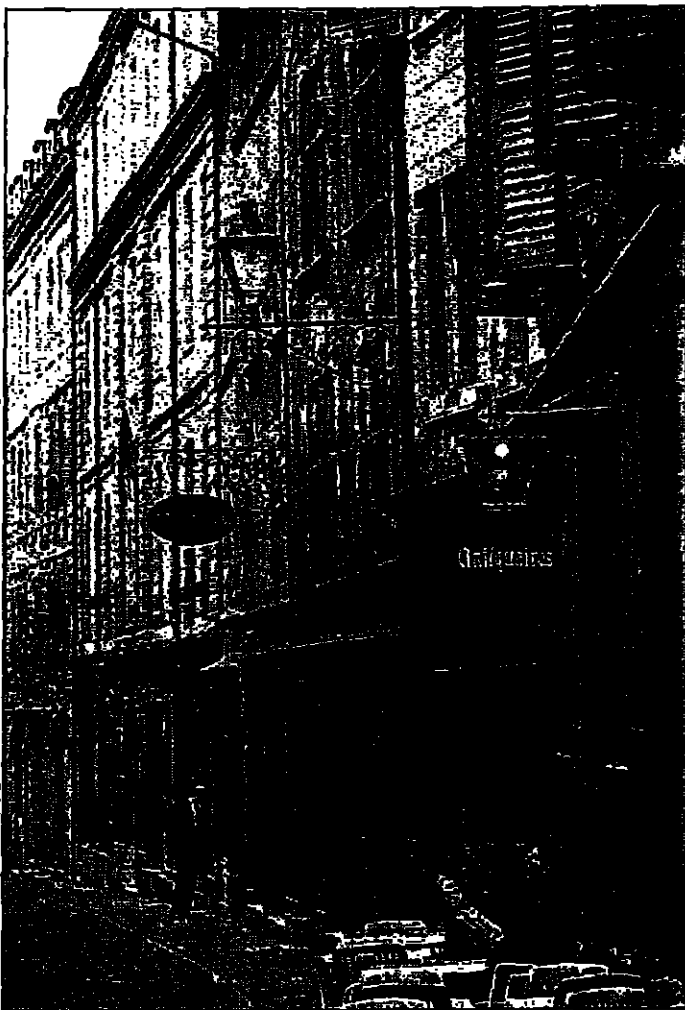
# La discrète

GENÈVE

**D**EVANT les grands hôtels, le long du lac, les Rolls-Royce sont toujours garés, masses sombres et luisantes dans la nuit, en files silencieuses. Les vitrines de la ville basse regorgent toujours de montres, d'or et de bijoux. A peine si quelques «tags» viennent, ici et là, érailler le sage ordonnancement de l'opulence suisse. A la sortie de la ville, les villas de milliardaires – architecture moderne, voire quelques chalets suisses – se partagent une vue imprenable, et cher payée, sur le Léman. Accrochées au flanc de la colline, elles bordent les tranquilles rues en lacet du village de Cologny. De l'autre côté du lac, dans la «Genève internationale», les bâtiments sans grâce des organisations internationales émergent des parcs où nichent des écuries, voisinant avec les dernières propriétés de campagne.

Au cœur de la ville, en surplomb des «bastions», à deux pas de la place Neuve où, dans un raccourci architectural très pédagogique, l'opéra inspiré du palais Garnier parisien fait pendant au conservatoire de musique, pur exemple de théâtre italien, un écriteau propret identifie, sans la moindre trace d'humour, le marionnettiste sur lequel un fonctionnaire municipal, le surligneur, vient, chaque année, relever la première feuille apparue à la fin de l'hiver. Histoire d'alimenter les statistiques locales. Chaque année en décembre, les nageurs frigorifiés de la «Coupe de Noël» plongent dans le lac. Et chaque été, quelques six cents voiliers s'élancent sur les eaux du Léman pour le non moins traditionnel «Bol d'or». Le tout entre soi, entre Genevois. En admettant que ces derniers existent vraiment, dans cette cité qui compte plus d'étrangers à la ville et au pays que de «vrais» Genevois. Genève, en somme, est toujours dans Genève, attachée aux traditions. Riche, malgré la crise qui frappe ici aussi, discrète, tranquille et calviniste.

Mécomus, plus attirante pourtant que les larges arrières commerçantes, la vieille ville est bien, à sa façon, à cette image : tout au long de ses rues pavées et pentues, se succèdent les vitrines d'antiquaires cossus. Entre cour et jardin, les hôtels de la bonne société genevoise se cachent derrière des portes closes. Côté rue, des façades souvent austères, tandis que, à l'opposé, triomphent la pierre blonde et l'architecture classique des terrasses qui surplombent la rampe de la Treille, partie de la place Neuve pour s'en aller dominer elle-même le parc des Bastions. L'édification de cet alignement majestueux fut, dit-on, décidée de façon



délibérée afin d'offrir au visiteur un visage convenable de ce qui marquait alors les limites de la ville.

Une fois par an, certains propriétaires acceptent d'ouvrir les portes des appartements de ces hôtels particuliers. Instructive leçon de choses sur les règles de bonne éducation en vigueur dans une ville où «il ne faut surtout pas faire riche», comme le murmure, en souriant, une Genevoise. Ainsi le «bel étage» – celui où, autrefois, on recevait les visiteurs – respire-t-il l'austérité et l'économie : meubles sans éclat, vieux grille-pain, sans oublier, éparpillés dans tous les coins, les pelotes de laine destinées à tricoter des vêtements pour les pauvres.

Si le Mur des Réformateurs – un alignement de statues, énormes et imposantes, représentant les pères spirituels de la religion réformée, flanquées de sculptures illustrant les grands épisodes historiques – en est le symbole le plus spectaculaire, nulle part plus que dans cette ville haute, l'esprit protestant

éclate aux yeux du promeneur, qui y découvre également que Genève a, aussi, une très longue histoire. On dit même ici que la Grand-Rue et quelques autres constituent «le plus ancien tracé urbain au monde». Dans l'ancienne cathédrale Saint-Pierre, on montre respectueusement la chaise qui fut celle de Calvin, et un écriteau de 1814 souligne que «la République, quoique éteinte, a continué de vivre dans l'Eglise».

Si printemps et été sont, naturellement, les meilleurs moments pour profiter des jardins et des terrasses face au lac et à son jet d'eau (arrêté en hiver), c'est à la mi-décembre qu'on découvre la Genève la plus authentique. Celle des fêtes de l'Escalade, célébrées par l'ensemble des Genevois avec un sérieux tout helvétique et une intensité qui, dans la ville-Etat, prend des allures de manifestation d'identité presque «nationale».

Les cérémonies de l'Escalade rappellent le souvenir d'une victoire militaire des Genevois contre

les ducs de Savoie, dans la nuit du 11 au 12 décembre 1602, succès qui, face aux appétits de ses encombrants voisins, assura définitivement l'indépendance de la République réformée fondée par Calvin. C'est par des échelles dressées discrètement contre les remparts que les Savoyards tentèrent, la nuit venue, d'envahir la ville. D'où ce terme d'«Escalade». Un épisode dont la célébration, chaque année, pendant trois jours, ramène la vieille ville près de quatre siècles en arrière. Curieusement, c'est une marmite qui symbolise l'Escalade, marmite dont les répliques en chocolat – suisse, bien entendu – fleurissent dans les vitrines des pâtisseries. Celle qu'une robuste Genevoise de l'époque, la mère Royaume, déversa sur la tête de l'envahisseur surpris sous ses fenêtres.

L'histoire ne précise pas si l'infortuné Savoyard mourut ébouillanté par la soupe de légumes ou assommé par la marmite, mais la mère Royaume, elle, y gagna sa place dans l'épopée genevoise. Pour le plus grand plaisir d'une foule où se mêlent enfants déguisés et adultes en costume d'époque, et qui se régale de vin chaud et de «soupe de la mère Royaume». Au son des tambours et des fifres, on assiste à des démonstrations d'arquebuse, tandis que cavaliers et hommes d'armes, sanglés dans leur cuirasse, patrouillent, pique sur l'épaule, dans les rues. Trois jours de fête qui se concluent par un grand défilé où se mêlent miliciens à pied ou à cheval de la Compagnie 1602, paysannes portant poules et canards, édiles de la ville et, bien sûr, la mère Royaume et sa marmite. Le tout couronné par un grand feu de joie devant l'ancienne cathédrale Saint-Pierre.

Folklore, peut-être, mais en fait beaucoup plus que cela. Car ces combats, qui opposèrent quelques centaines d'hommes au total, sont restés gravés dans la conscience collective. Pour la plus grande surprise des visiteurs, qui découvrent l'existence d'un répertoire téléphonique qui égrène en permanence la liste des dix-huit Genevois qui perdirent la vie dans ces combats ! Curieusement, la renommée des fêtes de l'Escalade n'a guère franchi les murs de la ville. En fait, les Genevois ne sont pas vraiment mécontents de cette situation. Certes, la participation active aux festivités a été ouverte aux Suisses non originaires de la ville, mais les étrangers, eux, n'ont pas accès au Saint des Saints : le défilé en armes et en costumes. A Genève la discrète, on aime bien rester entre soi.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Andréani

## La Provence au fil de l'eau

Ambitieux, novateur, séduisant, le projet de faire de Martignes, à quelques encablures de Marseille, le seul port d'escale de Méditerranée qui servirait de trait d'union entre des croisières maritimes et des promenades fluviales, en l'occurrence sur le Rhône. Un projet qui ouvre la porte à des voyages conjuguant le charme de la côte aux couleurs et aux senteurs de l'arrière-pays provençal. Voire, dans l'avenir, aux paysages de la France profonde avec, en perspective, la création du canal Rhin-Rhône.

En guise de préambule, la mise en service, le 3 avril, du MS *Cézanne*, paquebot fluvial de 118 mètres de long, flambant neuf et pouvant accueillir 105 passagers. Basé à Martignes, il sera le premier navire à assurer un service régulier entre Lyon et l'embouchure du Rhône. Les 53 cabines, dont quatre suites, réparties sur deux ponts, sont décorées avec raffinement : teck et marbre dans les salles de bains, mobilier en cerisier, tons ocre et bleu pour les tissus provençaux aux motifs inédits. Chaque cabine est équipée d'un téléphone, d'un climatiseur et d'une télévision. A bord également, un espace de remise en forme (bains à remous, sauna, appareils de musculation, etc.), un vaste salon, un piano-bar, un restaurant gastronomique, deux piscines-jacuzzi prévues sur le pont-solarium. L'armateur italien, directeur de Provence Line Company, une société d'exploitation et de location du bateau, vise le haut de gamme et une clientèle européenne (60 % dont 10 % de Français) et américaine (40 %). Il en coûte entre 3 500 F et 12 820 F pour des croisières de 4 ou 8 jours.

Commercialisé par Anytour et d'ores et déjà programmé par les voyagistes Kuoni et Visit France, le MS *Cézanne* a également séduit de nombreux professionnels étrangers. Un programme de croisières régulières et de séminaires d'entreprise (d'octobre à fin mars) devrait lui permettre de naviguer toute l'année. Un défi que n'ont pas osé relever les deux navires concurrents basés à Lyon, l'*Arène* (pavillon lyonnais) et le *Princesse de Provence* (pavillon allemand). Sur le plan touristique, le produit est original. On cabote de ville en ville, on accoste à Arles, Avignon, Viviers, Tournon et Vienne pour des escapades culturelles ou sportives. A la fin de la saison, à la Fête des olives, Fête des vins à Châteauneuf-du-Pape, Festivals d'Aix-en-Provence, d'Avignon ou de Vaison-la-Romaine, nombreux golfs de la région. Une agréable façon de déclinier tous les charmes de la Provence. Croisières de printemps du 10 au 13 avril, entre

Lyon et Viviers, et du 14 au 17 avril, d'Avignon à Martignes (3 500 F en pension complète) et croisières d'automne entre le 5 novembre et le 9 décembre (Martignes-Viviers ou Viviers-Martignes), 3 690 F les 4 jours. Renseignements au 42-80-08-19.

F.S.

## Une semaine en Albanie

Aux marges de l'Europe, l'Albanie sort de sa «folie» (voir le reportage de Corinne Lesnes dans «Le Monde Sans visa» du 24 octobre 1992). Le communisme rejeté, mais pas encore effacé, le désir de vivre des Albanais éclate, enfin. Une sorte d'avidité de découvrir l'Europe et sa liberté d'aller et de venir. Tant de choses à exprimer à ces visiteurs plus fortunés. Pour Objectifs (18, rue des Ecoiffes, 75004 Paris, tél. : 42-72-48-86), «la nouvelle Albanie, conservatoire de la vieille Europe, sort de son isolement et redéfinit sa place au sein d'un monde balkanique en pleine recomposition». Cette association se propose de faire connaître des pays qui, malgré une grande richesse culturelle, demeurent méconnus. Et commence par l'Albanie.

Huit jours rendront justice à son patrimoine naturel, artistique et humain. De Tirana à Berat (ancienne forteresse, églises byzantines, musée d'icônes), Tepelenë, dont le château-fort servit de résidence au sultan Bajazet II, Gjirokastrë, une ville construite en gradins et qui abrite un très intéressant musée d'armes, Butrint où l'on remarque le sanctuaire d'Esculape, l'un des plus beaux théâtres romains, un baptistère et une citadelle turque. Le passage du col du Llogara, qui domine la ligne de séparation entre l'Adriatique et la mer Ionienne, conduit au site d'Apollonia, grand centre archéologique de l'Albanie, cité successivement grecque, romaine puis byzantine. A Krujë, village médiéval et château-fort où vécut Skanderbeg, héros de la lutte pour l'indépendance de l'Albanie. Temps libre au bord d'une plage de sable et retour à Tirana pour une visite en semi-liberté de la capitale. Du 24 avril au 1<sup>er</sup> mai, 7 845 F (sur la base de dix participants), prix comprenant les vols sur ligne régulière Alitalia, le circuit en autocar, l'hébergement en hôtels 3 étoiles et en pension complète ainsi que les visites.

Dans ce même esprit de découverte politico-culturelle, Objectifs propose également deux voyages en Corée du Nord, l'un de 16 jours (24 mai-8 juin, 15 000 F), l'autre de 22 jours (24 mai-14 juin, 16 000 F) avec extensions en Chine et en Russie.

## TÉLEX

Renseignements : Rev'Vacances, 52, rue de Bassano, 75008 Paris, tél. : 47-23-32-71.

Troisième Salon francilien du week-end, des courts séjours et des loyers, du 1<sup>er</sup> au 4 avril, avenue de l'Europe, à Versailles, dans les Yvelines. Créé pour «mieux vendre» la qualité et la diversité des sites et produits touristiques de l'Ile-de-France, ce Salon s'adressera aux professionnels (les deux premières journées leur seront réservées) et au grand public, invités à rendre visite aux 150 exposants réunis autour d'une place d'animations. Entrée : 25 F, gratuit pour les moins de treize ans. Renseignements au 45-67-89-41.

Les lacs de la forêt d'Orient (Aube) accueillent, depuis le 20 mars, les passionnés de sports nautiques. Dans un parc naturel régional de 70 000 hectares, ces trois plans d'eau sont situés à 150 km de Paris. Le lac du Temple (200 ha) permet la pratique de l'aviron, du dériveur léger et de la planche à voile. Le lac Amanance (500 ha), premier lac européen dédié au motonautisme, est également le rendez-vous des adeptes du ski nautique et du jet-ski. Quant au lac d'Orient (2 500 ha), il accueille voile, baignade et plongée.

Renseignements au CRT : 34, quai Dampierre, 10000 Troyes, tél. : 25-42-50-91.

Portes ouvertes dans une cinquantaine de golfs répartis dans tout l'Hexagone, les 3, 4 et 5 avril, pour permettre à ceux qui le souhaitent de découvrir ce sport détente dans les meilleures conditions possibles : baptême gratuit, prêt de matériel et démonstrations diverses. Renseignements par Minitel au 3615 code golf 93 et, à partir du 29 mars, au 46-62-23-93.

Tourisme vert par le biais de deux livres. *Vacances et week-ends à la ferme*, de Michel Smith, 446 p., 159 F (Balland), véritable guide où l'auteur s'exprime et commente – ce qui est la fonction de ce type d'ouvrage – sa sélection de «1 000 bonnes adresses et 200 fermes-auberges», et *Bienvenue à la ferme*, publié par les Chambres d'agriculture, 560 p., 100 F, simple répertoire de «3 000 formules d'accueil à la ferme».

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramad.

## Guide

● Partir. Genève est reliée au monde extérieur par un réseau dense d'autoroutes (490 km de Paris), de lignes aériennes (aéroport de Cointrin est, à une heure de vol de Paris, desserte quotidienne par Air France et la Swissair, vols de Bordeaux, Nice et Marseille) et de chemins de fer (3 h 30 environ en TGV). Parmi les voyagistes, Frantour (train + hôtels), Visit Europe (groupe Air France) et Swissôtel, qui regroupe les hôtels gérés par Swissair. Consulter une agence de voyages.

Séjourner. Mieux vaut, évidemment, choisir un hôtel au bord du lac, le Noga Hilton, par exemple, ou l'Hôtel des Bergues, le Richmond ou le Beau Rivage. Etant entendu que, côté palaces, on a l'embaras du choix et qu'en ville certains établissements (Les Armures, l'Hôtel de la Cigogne) ne manquent ni de charme ni de classe. Des forfaits pour des week-ends «à la carte» (2 ou 3 nuits dans des hôtels de 2 à 5 étoiles en chambre double avec petit déjeuner, deux jours d'accès aux transports locaux et diverses réductions) sont proposés par l'office du tourisme local, où ils doivent être réservés (éventuellement pas le biais d'une agence de voyages) au plus tard le jeudi avant 17 heures. De 105 à 274 francs suisses par personne pour

2 nuits, de 153 à 406 FS pour 3 nuits.

Voir. On peut visiter la vieille ville munie d'un lecteur de cassette portable et d'un itinéraire à se procurer à l'office de tourisme, situé dans la gare de Cornavin. Ne pas manquer la Maison Tavel, ancienne maison de négociants en vins qui abrite un Musée de la vie quotidienne à Genève, du Moyen Âge au dix-neuvième siècle. Voir les fouilles de la cathédrale Saint-Pierre et admirer la ville du sommet de la tour nord. Une trentaine de musées dont le Musée d'art et d'histoire (une niche section d'antiquités), le Cabinet des estampes (iconographie genevoise), le Musée d'histoire naturelle, les Musées de l'horlogerie et des instruments de musique, le Musée Rath (expositions thématiques), le Musée d'art moderne, les Collections Baur (art chinois et japonais), le Musée d'ethnographie et, à l'université, le Musée Jean-Jacques Rousseau et le Musée historique de la Réformation. Egalement un jardin botanique et un superbe herbier. Sans oublier le siège des Nations unies (visites guidées) et le Musée de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Sur votre agenda 1993 : les Fêtes de Genève (première quinzaine d'août), le Festival de jazz (octobre) et la Fête de l'Escalade, du 10 au 12 décembre.

Marché aux puces les mercredis et samedis, place de Plainpalais. Concerts, expositions, pièces de théâtre se succèdent tout au long de l'année. L'Opéra et le conservatoire de musique accueillent les plus grands artistes (renseignements au : (022) 738-62-00).

Lire. Des villes en Suisse, dans la série «Monde» (Autrement). Les livres de Georges Haldas (L'Age d'homme, Lausanne) dont *Chronique de la rue Saint-Ours* et *Boulevard des philosophes*. Chez le même éditeur, le *Bâtard de Calvin*, de Denis Guelpa, auteur des textes de photomontages de Max Jacot et Julie Sauter (Ollizane). Cinq livres conseillés par le romancier Michel Butor : les *Confessions*, de Jean-Jacques Rousseau, *Guide d'un petit voyage en Suisse*, de Jean Paulhan (Gallimard), *OV*, de Valéry Godel (La Différence), *Bois sec*, de Charles-Albert Cingria (Gallimard), et *Table d'orientation*, de Jean Starobinski (L'Age d'homme).

S'informar. A Paris, à l'office du tourisme suisse, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-74-87. Sur place, au bureau de l'office de tourisme local, dans la gare de Cornavin. ●

Paris-Grig



Paris-Grig

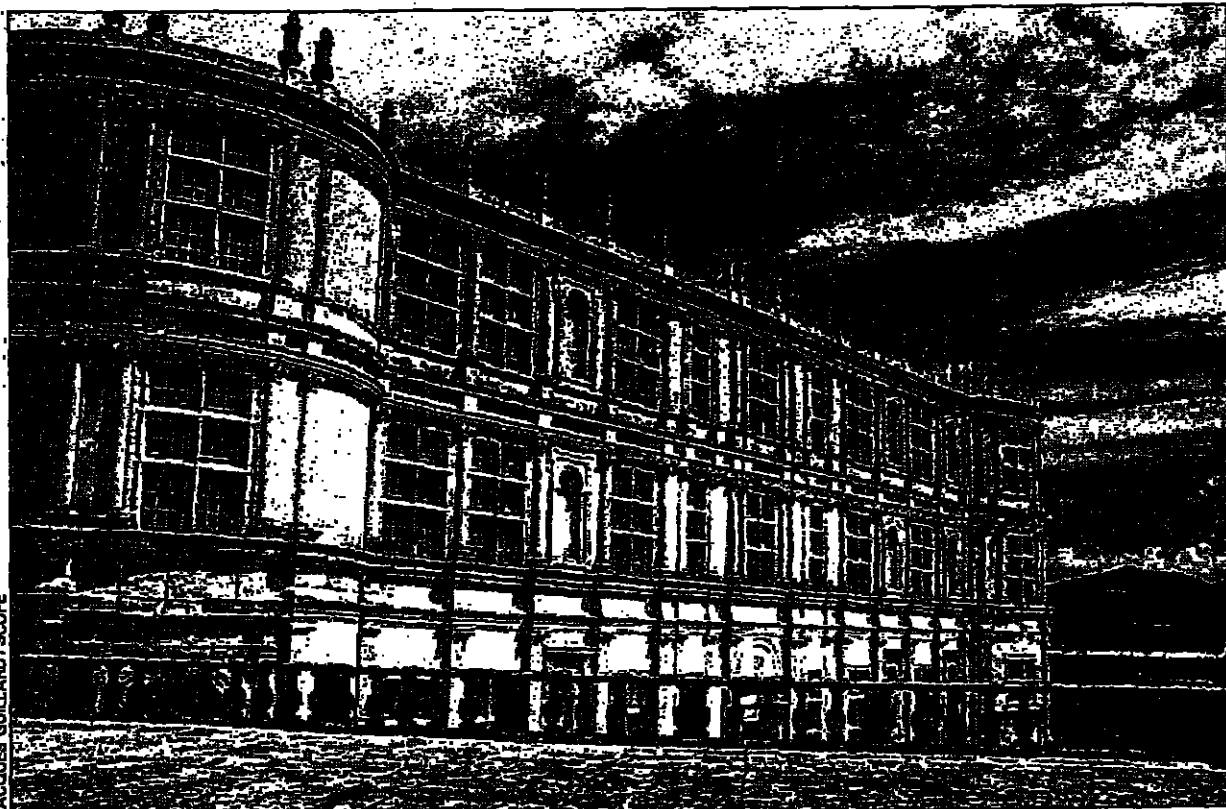
Paris-Grig

Paris-Grig



# Paris-Grignan avec la marquise

M<sup>me</sup> de Sévigné vit comme un déchirement le départ de sa fille pour « ce diantre de Provence », en 1671. Chaque jour ou presque, elle écrit pour combler le vide de l'absence et, dès qu'elle le peut, elle court la rejoindre dans son château de Grignan, par les chemins et par les fleuves. Une épopée de trois semaines, quand aller en Drôme était une aventure qui commençait au seuil de son hôtel particulier.



La façade François I<sup>er</sup> du château de Grignan

**A**UXERRE, le 16 juillet 1672. Enfin partie retrouver sa « très chère fille » en son château provençal de Grignan, Mme de Sévigné « court la bague » sur les grands chemins, sans oublier de confier, aux courriers de la poste, encore et toujours, ses lettres. « Enfin, ma fille, nous voilà. Je suis encore bien loin de vous, et je sens pourtant déjà le plaisir d'en être plus près. Je partis mercredi de Paris, avec le chagrin de n'avoir pas reçu de vos lettres le mardi. L'espérance de vous trouver au bout d'une si longue carrière me console. » C'est que se rendre à Grignan, en cette fin de dix-septième siècle, n'est pas une sinécure. Il faut compter trois semaines pour couvrir les « cent cinquante lieues » (six cents kilomètres) qui séparent la capitale de ce bout du Sud. La chance, heureusement, accompagne la marquise : les chemins sont secs, « il n'y a point de poussière, il fait frais, et les jours sont d'une longueur infinie. Voilà tout ce qu'on peut souhaiter ».

Ces détails n'en sont plus, si l'on veut bien se représenter le transport de l'époque — chose difficile aux voyageurs que nous sommes : de l'hôtel Carnavalet, où résidait Mme de Sévigné, le plus dur aujourd'hui sera d'atteindre la porte d'Orléans avant de se laisser porter par l'A63, jusqu'à son péage de Montélimar, d'où la N 541 mène en une heure au pied du château de Grignan : parti de Paris le matin, on peut sans excès de vitesse coucher au modeste Hôtel Sévigné le soir même.

Trois cent vingt ans plus tôt, c'est à raison d'une moyenne de 30 kilomètres par jour qu'avance la marquise, qui ignore jusqu'aux routes. Sorti des grandes villes, c'est de chemins qu'il faut parler — encore faut-il espérer que les paysans, plutôt que de se soumettre à la « corvée », n'aient pas préféré effacer d'un coup de herse vengeresse l'ornière étroite qui traverse leurs champs et qu'aucun arbre ne borde. Ce n'est qu'au dix-huitième siècle que l'Etat prendra en charge la voirie (le corps des Ponts et chaussées date de 1716), ce qui

permettra à Voltaire de glorifier le réseau français.

Pour l'heure, quand on ne s'embourbe pas dans les traces du prédecesseur, c'est qu'on s'est égaré au beau milieu d'un champ. Ajoutez que les ponts sont rares, et vous comprendrez qu'il ne fait pas bon voyager en hiver, quand « les pluies ont été et sont encore si excessives, qu'il y aurait eu de la folie à se hasarder. Toutes les rivières sont débordées, tous les grands chemins sont noyés, toutes les ornières cachées ; on peut fort bien verser dans tous les gués ». Sombre tableau !

Il n'y manque pas même les chauffards, puisque la marquise en croise, une autre fois, à Nevers : « Quatre belles dans un carrosse, nous ayant vus passer dans les nôtres, eurent une telle envie de nous revoir qu'elles voulurent passer devant nous lorsque nous étions sur

une chaussée qui n'a jamais été faite pour plus d'un carrosse. Ce téméraire cocher nous passa sur la moustache : elles étaient à deux doigts de tomber dans la rivière ; nous criions tous miséricorde ; elles pâlaient de rire, et coururent de cette sorte, et par-dessus nous et devant nous, d'une si surprenante manière, que nous en sommes encore effrayés ». La route, décidément, est une aventure. Mais elle ne l'est jamais tant que dans les paysages montagneux. Ainsi, entre Moulins et Lyon, de la « montagne de Tarare » qui faisait « transir » la marquise lorsqu'elle suivait par l'imagination le voyage de sa fille.

Tarare ? Mais oui, cette « pittoresque que bourgade » que traverse la nationale 7 chère à Charles Trenet, Tarare et ses 375 mètres d'altitude sont un cauchemar par où il faut bien passer avant d'atteindre le Rhône où l'on embarque. Car les

voies terrestres sont à ce point éprouvantes — que l'on opte pour la rudesse des carrosses aux essieux dépourvus d'huile ou pour le confort instable des litières (un mulet devant, un autre derrière) — que les fleuves restent le meilleur moyen de transport. Le Rhône, d'ailleurs, irrigue constamment les Lettres ; s'il hante les esprits de la marquise quand sa fille le descend (« Mon Dieu, ma chère bonne, quelle pensée que celle que ce Rhône, que vous combattez, qui vous gourmande, qui vous jette où il veut ! ») ; s'il fait l'objet de toutes les spéculations avant un départ (« Nous verrons bientôt comme nous nous démêlerons de ce fleuve si fier et si peu traitable »), on ne l'admire pas moins : « Et moi, ma bonne, je vous aime, avec la même inclination que ce fleuve va de Lyon dans la mer : cela est un peu poétique, mais cela est vrai ».

Du moins le voyage sur l'eau évite-t-il le bruit et la poussière ; pour peu que le fleuve y mette du sien, on y prendrait presque du plaisir : « Nous sommes montés dans le bateau à six heures par le plus beau temps du monde ; j'y ai fait mettre le corps de mon grand carrosse, d'une manière que le soleil n'a point entré dedans : nous avons baissé les glaces ; l'ouverture du devant fait un tableau merveilleux ; celle des portières et des petits côtés nous donne tous les points de vue qu'on peut imaginer. Nous ne sommes que l'abbé et moi dans ce joli cabinet, sur de bons coussins, bien à l'abri, bien à notre aise. » Comme quoi même les voyages réservent d'agréables moments à qui sait les saisir. D'autant que, entre gens de lettres, les occupations ne manquent pas ; on dispute à propos de Corneille et Racine, on cite Molière et La Fontaine, on

écrit des lettres, bien sûr, et puis on lit (« Nous n'avons point trouvé de lecture qui fût digne de nous que Virgile, non pas travesti, mais dans toute la majesté du latin et de l'italien »).

Comme on n'est plus à un jour près, on s'arrête longuement chez des gens de bonne compagnie à qui l'on apporte les nouvelles de la Cour ; ce n'est que par défaut qu'on fréquente les hôtelleries qui rythment les chemins (« Je ne croyais pas que mon souvenir vous pût rattraper dans ces hôtelleries ; j'y avais passé si légèrement que je croyais mes traces effacées »).

Et, au bout du voyage, l'accueil est à la hauteur du périple entrepris. « J'ai été reçue de M. de Grignan et de ma fille avec une amitié si cordiale, une joie et une reconnaissance si sincère, que j'ai trouvé que je n'ai pas fait encore assez de chemin pour venir voir de si bonnes gens, et que les cent cinquante lieues que j'ai faites ne m'ont point du tout fatiguées », écrit la marquise à son cousin Bussy-Rabutin.

L'amour donne des ailes, or, comme disait l'intime de M<sup>me</sup> de Sévigné, La Rochefoucauld : « L'absence diminue les médiocres passions, et augmente les graves, comme le vent éteint les bougies et allume le feu ». Au point que la marquise brûle les étapes : sa passion lui fera faire le voyage — et renaitra dans la douleur — trois fois.

Elle mourra d'ailleurs à Grignan, où les pèlerins de la littérature viennent saluer sa tombe. Celui-ci, aux lunettes cerclées sur une barbe peignée, baigne, mystique, dans ses souvenirs d'un autre temps. Mais sa petite fille, s'impatiente. Les grottes, c'est amusant un instant. A ce rythme, on ne sera jamais à Saint-Raphaël. « Savez-vous ce que c'est que flâner ? », murmure le père, quittant d'un sourire son mutisme pour rejoindre la petite famille déjà redescendue. Le soleil tape, et l'on ne s'était pas garé à l'ombre. Les sièges brûlent la peau nue sous le short. De l'air, vite, roulons. « Dis, c'est encore loin, Saint-Raphaël ? » Nuage de poussière. Silence, Marquise !

Bertrand Leclair

## Guide

« Cette maison est d'une grandeur, d'une beauté et d'une magnificence de meubles dont je vous entretiendrai quelque jour. » Si, hélas ! nous n'avons point conservé de lettre où la marquise décrit cette magnificence à son cousin, comte de Bussy-Rabutin et auteur de la scandaleuse histoire des Gaules, on peut toujours y goûter, puisque le château de Grignan, dressé sur une butte rocheuse, perpétue religieusement le souvenir de M<sup>me</sup> de

Sévigné jusque dans les meubles d'époque.

On comprend son enthousiasme pour la terrasse de sa fille lorsqu'on découvre successivement, tournant le regard d'est en ouest, la montagne de Rachas, le mont Ventoux, les bois de Grignan et au loin la montagne du Viverais. La marquise, quoique fidèle à son époque littéraire et fort chiche en descriptions (seuls comptant le cœur et la raison : Boileau est passé par là), ne manque pas de faire saliver ses correspondants des richesses de la Provence : « Pour les melons, les figues et les muscats, c'est une chose étrange : si nous voulions, par quelque bizarre fantaisie, trouver un mauvais melon, nous serions obligés de le faire venir de Paris : il ne s'en trouve point ici. Les figues blanches et sucrées, les muscats comme des grains d'ambre (...), mon cher cousin, quelle vie ! »

La marquise écrivait-elle cette lettre de la grotte de la Rochecourbière, à un kilomètre au sud du château ? Les touristes, en tout cas, sont invités à le croire et à s'y rendre. Il leur faut sortir de Grignan par le sud, par la N 541, prendre à hauteur du calvaire le chemin qui s'en détache un kilomètre plus loin, jusqu'à atteindre l'escalier de pierre qui mène à la grotte. On peut toujours rêver y trouver une inspiration digne de celle de la marquise. Quant à y acquiescer ne serait-ce que l'ombre de son style à la pureté inégalée, ne rêvons pas : si ce miracle était possible, les gens de plume se presseraient si nombreux que Grignan ressemblerait à Lourdes...

PARIS - NEW YORK A/R 1940 F  
PARIS - ILE MAURICE A/R 5280 F  
PARIS - RIO A/R 5085 F

**ACCESS**  
voyages

Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !!!

ACCESS est le spécialiste des vols réguliers à prix réduits sur 450 destinations

6, rue Pierre Lescot, 75001 PARIS. TEL (1) 40 13 02 02 et (1) 40 21 46 94  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PARTICIPA. TEL. 78 63 67 77  
OU DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES

**PROVINCES DE FRANCE**

Catalogues par Provinces.

Librairie GUÉNÉGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 43-26-07-91

**UNE SEMAINE EN FLORIDE**

à partir de 5 910 F\*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.

\* Prix basé sur 4 personnes minimum.

**CONTACTOUR**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.  
Tél. : (1) 42-46-02-25.

**Islande**

le secret le mieux gardé de l'Europe

ALANTOURS vous propose de découvrir votre ISLANDE... Voyages individuels, location de 4x4, randonnées à pied, à cheval, circuits accompagnés avec hébergement à l'hôtel etc.

Demandez la brochure ALANTOURS ISLANDE à votre agent de voyage ou 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris Tél. : (1) 42 96 59 78 Info minitel : 3615 code ALANTOURS un vrai spécialiste de l'Islande

**LES TOURNANTS DE LA GLOIRE**

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraudo

EN VENTE EN LIBRAIRIE

# La Rochelle, mémoire de huguenot



Devant l'hôtel de ville de La Rochelle, la statue de Jean Guizon, maire protestant pendant le Grand Siècle.

L'histoire du protestantisme français passe par La Rochelle qui fut pendant soixante ans, il y a quatre siècles, la capitale des Huguenots. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Le duc de Buckingham était venu, les Anglais étaient dans l'île de Ré, ils étaient repartis. Sans pouvoir intervenir. Une deuxième tentative de la flotte anglaise, après un an de blocus total, en octobre 1628, se solda aussi par un échec. Ils abandonnèrent les assises de La Rochelle démunies de tout, qui mouraient de faim et de maladies, mais priaient Dieu en français. Et payaient de leur vie la liberté de croire autrement, de penser autrement.

1628 : la chute de La Rochelle ouvrait la voie à l'absolutisme royal. Une date dans la formation de l'unité nationale puis du centralisme républicain, diront les historiens. Une image inscrite dans les mémoires écolières : celle d'un tableau du dix-neuvième siècle, plein de vent de mer et de flammes, qui campe le cardinal-amiral inspectant les défenses durant le « grand siège ». Richelieu avait convaincu le roi de l'urgence de « détruire le parti huguenot » et de réduire la dernière et la plus autonome des places fortes que l'édit de Nantes, trente ans plus tôt, accordait aux protestants.

Pourquoi La Rochelle ? Sans qu'on sache bien lequel des deux entraînait l'autre, deux caractères propres à la grande cité portuaire de l'Atlantique s'étaient épaulés pour accentuer sa puissance : son statut de ville affranchie dès le douzième siècle par Aliénor d'Aquitaine, sans suzerain direct, dépendant tantôt des Anglais, tantôt du roi de France, exemptée de droits de douane, autorisée à commercer avec tous, même en temps de guerre, qui faisait prospérer son commerce et attirait de nombreux étrangers ; l'emprise rapide – et bientôt majoritaire – sur ses habitants des idées de la

Réforme... ce qui attirait aussi les « hérétiques » d'autres régions ou d'autres pays, et les nombreux réfugiés chassés par la guerre civile du milieu du seizième siècle. Si bien que La Rochelle, en 1568, avait finalement chassé ce qui lui restait de catholiques, tué quelques prêtres et abattu les églises.

Elle avait choisi son camp. Jeanne d'Albret, mère huguenote du futur Henri IV, s'y installa avec sa cour, avec les chefs de l'armée des « Princes ». On y célébra en grandes pompes le deuxième mariage de l'amiral de Coligny, le même jour que celui de sa fille Louise. La ville accueillit en 1571 un synode national où fut rédigée, en présence de Théodore de Bèze, disciple direct de Calvin, venu de Genève, la confession de foi qui est celle des réformés et porte le nom de La Rochelle. Des chaires d'hébreu et de grec furent créées au collège pour y former les futurs pasteurs. La Rochelle était bien la « capitale » des huguenots.

Après la Saint-Barthélemy (1572) et l'embuscade tendue aux princes protestants par Catherine de Médicis à Paris, les armées royales assiégèrent pendant plusieurs mois la ville. Sans parvenir à la prendre. A la fin du siècle, après vingt années de troubles et de guerres, La Rochelle saura profiter pleinement de la pacification réussie par l'accession d'Henri IV sur le trône de France. Tout en n'appliquant qu'à regret l'édit de Nantes, qui la contraignait à rendre quelques droits aux non-protestants... Le cliquetis des armes, la sauvagerie des affrontements laissent place aux luttes commerciales. Exportations de vin, de blé, importations presque libres de drogues : le Hongkong de l'époque se portait bien. Trop bien. Aisance finan-

cière et puissance politique allaient de pair, assez pour irriter l'entourage du nouveau roi, Louis XIII.

Depuis déjà soixante ans, La Rochelle, devenue la « capitale » des réformés, véritable « boulevard du calvinisme », défiait le pouvoir central, et on l'accusait de vouloir former « un Etat dans l'Etat ». Il ne faudrait pas moins de onze mois de siège, des milliers de soldats, des travaux de fortifications considérables, une digue reconnue comme le plus grand ouvrage de son temps, et la détermination du Cardinal, pour venir à bout du courage et de la résistance des Rochelais : d'une ville florissante de vingt mille habitants, il ne restait que cinq mille survivants au bord de l'épuisement.

Pourtant, ce ne fut pas la fin de l'histoire protestante de La Rochelle. Même si l'Eglise catholique fit son possible pour animer une Contre-Réforme efficace, même si les seuls protestants autorisés à se réinstaller en ville furent ceux qui prouvaient y avoir leurs racines, le calvinisme n'était pas mort. La révocation de l'édit de Nantes, en 1685, porta, là comme partout en France, un coup terrible et à la religion protestante et à l'activité économique, entraînant l'exil de nombreuses familles parmi les plus actives. Mais, par la suite, des prêches clandestins, dans les caves, dans les bois, des assemblées de prière, furent organisés, et, dès 1755, vingt ans avant l'édit de tolérance de Louis XVI qui donnait enfin un état civil aux non-catholiques, la ville avait déjà un pasteur.

Sans jamais retrouver l'équivalent de la puissance que lui avait donnée, au seizième siècle, son statut de ville libre et cosmopolite, La Rochelle était redevenue une cité marchande dynamique et une grande place financière pour l'armement des navires, où se distinguaient des lignées de protestants, français, hollandais ou flamands. Au dix-septième et au dix-huitième siècle, surtout. Un particularisme encore nettement sensible au vingtième siècle.

Nette, sobre, lumineuse, l'architecture urbaine de La Rochelle semble illustrer à sa façon les vertus que l'on prête aux réformés : droiture, simplicité démocratique, sens de la communauté, esprit d'autonomie. Eloquente, mais

sans la superbe de Bordeaux ou de Nantes, elle parle surtout du caractère constant de cette ville de marchands ouverte aux étrangers et au commerce des idées, et en même temps bien dans ses murs. Malgré une histoire mouvementée, le centre, les rues à arcades, les façades de pierre blanche, le plan intact, offrent aujourd'hui l'image d'une harmonie sereine, à l'abri des bouleversements d'un dix-neuvième siècle qu'elle a ignoré, épargnée aussi par les bombardements de la dernière guerre, alors que La Rochelle fut la dernière « poche » de l'occupation allemande et l'objet d'un ultime – et long – siège de septembre 1944 à mai 1945.

Même si les hôtels particuliers les plus élégants sont estampillés dix-huitième siècle et si les églises datent, bien sûr, de la Contre-Réforme, les proportions n'ont pas changé : il est facile d'imaginer ce que pouvait être La Rochelle avant Louis XIII et Richelieu, et de prendre la mesure des remparts qu'elle s'était donnés à l'aune de ce qui en subsiste : les deux tours, Saint-Nicolas et la Chaîne, qui gardent toujours le bassin du vieux port.

Les vestiges de la digue – barges chargées de pierres enchaînées et coulées dans la rade – restent invisibles, mais le nom de celui qui la fit dresser pour parachever l'enfermement, et compléter les 12 kilomètres de fortifications terrestres, demeure inscrit sur une bouée de métal, la bouée Richelieu, rouge « cardinal » par les hasards de la signalisation maritime... La Rochelle aime l'histoire, son histoire, même si elle a parfois du mal à y voir clair : « La Rochelle a été privée d'une partie de son passé, note Jean-Michel Deveau, historien, auteur d'un ouvrage sur le commerce triangulaire. Empoisonnée à Paris par Richelieu, les archives antérieures au siège ont brûlé lors de l'incendie de la Chambre des comptes. » De même, la première bibliothèque publique, mise en place par les protestants soucieux de l'éducation des enfants de toute condition, avait été confisquée et transférée à la Sorbonne...

La Rochelle, cité huguenote, bastion de la Réforme ? « Il y a cinquante ans, j'aurais répondu oui sans hésiter », Olga de Saint-Affrique, conservateur honoraire de la bibliothèque de la ville, est la mémoire vivante du protes-

tisme rochelais. Son père, René de Saint-Affrique, fils de pasteur, fut maire de la ville, de 1951 à 1958. « Quand ma famille est arrivée ici, en 1937, je me souviens parfaitement avoir ressenti une atmosphère très différente. Nous venions d'Angoulême, où, comme protestants, nous étions montrés du doigt. Ici, à La Rochelle, les réformés tenaient le haut du pavé, occupaient des postes importants dans l'administration, dans les affaires. » Dès le dix-huitième siècle, la chambre de commerce était présidée alternativement par un protestant et par un catholique. Jusqu'aux années 1950, de nombreux maires étaient issus de la communauté réformée.

Contrairement aux origines, où la religion calviniste touchait toutes les classes de la société, elle était devenue surtout celle de la bourgeoisie, une « HSP », haute société protestante, à la rochelaise. Sans éviter les travers qu'encombre une telle position dominante. Sans y perdre forcément toutes ses qualités, « cette rigueur morale qu'on veut bien nous prêter », comme dit modestement Olga de Saint-Affrique. C'est sans doute fort de son éducation protestante, de sa foi très affirmée, autant que touché dans son honneur de soldat, que Léonce Vieljeux, maire de la ville en 1940, refusa d'arborer le drapeau à la demande des Allemands. Résistant, il sera déporté et fusillé, en septembre 1944, avec son gendre pasteur.

Aujourd'hui, les protestants à La Rochelle ne sont ni plus ni moins nombreux qu'ailleurs en France. Deux mille environ pour une agglomération de cent mille habitants : déplacements dus aux études, aux professions, dispersion, mariages mixtes, ou tout simplement l'intégration trop réussie dans la société. On ne remarque plus de « grandes familles » aux commandes de l'économie locale. Les membres actifs de la paroisse se manifestent plutôt dans l'action caritative, selon une tradition bien établie, l'association la plus ancienne remontant à 1826. D'ailleurs, les tâches d'entraide ne manquent pas dans une région où la vie facile n'est souvent qu'une apparence et où les statistiques sont cruelles.

Le particularisme « porpoillot » s'est estompé. D'autant que l'économie a incité à mettre en commun des forces affaiblies des deux côtés, sous des formes nouvelles :

ainsi cette communauté de l'abbaye de Sablonceaux, composée de familles catholiques et dirigée par un protestant, celui-là même qui assure l'intérêt pour la paroisse de La Rochelle dans l'attente d'un nouveau pasteur. Mais un certain esprit demeure qui autrefois avait donné à cette ville une place à part, au point d'en faire un symbole.

« Je voudrais créer une association des Rochelais de La Rochelle », disait le père de cette dame protestante qui compte parmi ses ancêtres un Jean Seignette qui fit le coup de feu durant le Grand Siècle. Fierté d'être Rochelais. Ce goût pour l'autonomie, pour la laïcité, le sens des libertés publiques qui remonte aux origines de la ville, autant de qualités que l'actuel maire de la ville, Michel Crépeau, catholique et radical de gauche, n'hésite pas à rapprocher des valeurs propres aux réformés, à leur souci de se gouverner eux-mêmes. A quoi s'ajoute la lutte du Midi contre le Nord, contre le pouvoir central.

A moins que la géographie n'offre une explication plus large : cité fortifiée, tenue par son rempart jusqu'au début du dix-neuvième siècle, La Rochelle est naturellement un site isolé, entouré de plaines marécageuses, sans véritable arrière-pays. Un port tellement abrité qu'il a dû se déplacer vers La Pallice pour entrer en contact avec le large. Une sorte d'île.

De notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois

► A visiter : le petit musée protestant de La Rochelle, à côté du temple, rue Saint-Michel, rassemble objets, portraits et documents, notamment une édition imprimée de la confession de foi de La Rochelle contre-signée par les pasteurs successifs, et une chaire démontable qui servait aux prédicateurs clandestins.

► A lire : Histoire de La Rochelle, avec des contributions d'Etienne Trocmé et d'Olga de Saint-Affrique notamment. Ed. Privat : la Vie quotidienne à La Rochelle pendant le Grand Siècle, de Liliane Crété, Hachette. L'interview de Michel Crépeau dans le Peuple protestant français d'aujourd'hui, de J.-P. Richardot, Laffont, 1992.

Avec Le Monde sur Minitel

**GAGNEZ UNE CROISIÈRE  
SUR LE NIL**

pour deux personnes avec SNVB

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

هذه من النسخة



de huguenot



La pêche à la truite s'est ouverte samedi dernier en Champagne. Mais pour sortir les mouches sèches, il faudra attendre que la nature, les insectes, en décide. Pêcheur depuis l'âge de douze ans, le peintre Paul Rebeyrolle, qui vit et pêche entre Champagne et Bourgogne, raconte.

« Quel est le principe de la pêche à la mouche sèche ? »

Le principe est de présenter à la truite l'insecte qui naît de la rivière même. Qui sort du fond de l'eau, traverse, passe à la surface, fait en général un vol nuptial et revient pondre sur l'eau. La truite le prend soit au moment où il monte, lorsqu'il n'a pas encore déployé ses ailes et qu'il est encore imparfait, soit au moment où il est en train de devenir un insecte parfait à la surface de l'eau, soit au moment de son vol nuptial lorsqu'il revient pondre sur la rivière. Voilà le cycle. Il faut donc savoir que si on est en train de se passer dans la rivière, quel est l'insecte qui est en train de naître et en donner une imitation à la truite qui, à ce moment-là, si elle est bonne fille, la prend, si elle ne l'est pas, la laisse.

« C'est un travail d'entomologiste ? »

Toute l'histoire est là. Il y a une querelle chez les pêcheurs à la mouche. Entre ceux qui sont des entomologistes et qui prétendent présenter à la truite un insecte parfait, c'est-à-dire un vrai trompe-l'œil, et puis des gens comme moi qui affirment que ce n'est pas cela le problème, que la truite ne voit pas du tout comme nous voyons et qu'il faut lui présenter autre chose mais encore plus ressemblant que le vrai. Autrement dit, il y a les scientifiques et les « braconniers ».

« Là est tout l'intérêt de cette pêche. Vous établissez un rapport curieux avec le poisson que vous voulez prendre. Vous le voyez, vous le choisissez, et vous êtes amenés à déterminer ce qu'il a envie de faire, ce qu'il a envie de manger et comment il a envie de mordre la mouche. Parce qu'il y a quand même un paradoxe : sur une rivière où passent dix mouches en même temps, il choisit la mienne. Il y a là un puissant mystère. C'est qu'en fait la façon de présenter celui qui est loin d'être la réalité est plus importante que celle d'un appât qui veut copier la réalité. Personne ne sait ce qu'une truite voit sur l'eau.

« Communique-t-on à la truite son désir de la pêcher ? »

Dans nos régions, en Champagne et en Bourgogne, les truites apprennent. Très vite. Je suis pratiquement le seul à pêcher dans la rivière qui passe chez moi. Je ne prends que des truites de grande taille. Je sélectionne absolument celle que je veux prendre, qui, généralement, est la plus difficile. Et celle que je n'attaque pas, que je ne pêche pas, si j'ai un ami qui vient, je lui dis : « Pêche ! Ces truites-là savent qu'elles sont pêchées ! » Alors que moi, je ne les pêche pas. Parce qu'elles se transmettent quelque chose. Je ne sais pas comment. Elles se communiquent entre elles des leçons. Auparavant, je rejetais beaucoup des truites que je prenais. Il y a trois ou quatre ans, j'ai décidé de ne plus le faire parce que je me suis dit que c'était peut-être celles que je rejetais qui racontaient aux

autres leur histoire. Mais ça n'a rien changé.

« Rejeter la truite, est-ce un geste de violence, de compassion, de complicité ? »

Il y a des truites si belles et qui ont été si difficiles à prendre qu'on ne les rejette pas, mais on le regrette beaucoup. Chez moi, j'ai des rendez-vous avec mes truites. Je sais quel jour celle qui m'intéresse va sortir, ce qu'elle va prendre, à quelle heure. Si je la prends, je suis un peu triste. Mais d'un autre côté, je ne peux pas la rejeter parce qu'après toute mon histoire s'écroulerait. Ce ne serait pas la peine d'avoir eu ce rendez-vous avec elle fin à l'avance, de savoir que c'est une bête difficile avec beaucoup d'expérience. Pourtant, je suis tout à fait triste parce que c'est une belle bête.

« Que dit la rivière ? »

Quand vous pêchez souvent dans les mêmes rivières, que ce soit à votre porte ou dans un pays lointain, vous savez quel type de mouche convient à telle rivière au mois de mai, quel type au mois de juillet. Il faut aussi prévoir ses rendez-vous avec la rivière. C'est une des grandes choses de la pêche à la mouche. Ajouter la connaissance de la rivière à celle du poisson. Il faut presque être poisson soi-même. Voilà l'intérêt de cette pêche, ce n'est pas de prendre une truite.

« Quel est le plus important : le poisson ou la rivière ? »

Les deux. Puisque chaque type de rivière a ses particularités. Par exemple dans cette région, les bassins de Seine-et-Marne, vous avez une éclosion de perches (ce sont des mouches blanches qui naissent des cailloux) du 10 juillet au 20 juillet. Ce sont des mouches dont les grosses truites sont très friandes. La même mouche va se manifester dans une rivière de montagne durant une autre saison et durant une période beaucoup plus longue avec d'autres particularités. Les mêmes phénomènes se répètent toujours, mais avec des différences considérables.

« Les très grosses truites, qui sont presque des monstres et que vous avez repêchées, vous savez que ce poisson-là, vous l'avez vu le 9 juin à 8 heures du soir. Ce sont des poissons qui ne gobent que deux ou trois fois l'an. Ils mangent au fond. Plus ils sont vieux, plus ils sont méfiants. Si vous l'avez vu tel jour à telle heure, l'année suivante, ou même deux ans après, avec un décalage d'un jour ou deux, il sera là.

« Il faut de la patience ? »

La pêche à la mouche n'est pas une affaire de patience. Un poisson comme ça, vous lui passez la mouche deux fois au-dessus du bec ou derrière la queue selon la posi-

tion qu'il a dans l'eau. Ça aussi, c'est très important. C'est ce que les tenants de la mouche exacte ne considèrent pas comme capital tant ils font confiance à l'exactitude de leur mouche. Et c'est là où ils se trompent. Selon la position qu'il a dans l'eau, il faut lui jeter la mouche 55 cm avant lui pour qu'elle redescende ou la lui jeter sur la queue pour qu'il se retourne pour la prendre. Selon la lumière, si le ciel est couvert ou si le soir est clair, il faut la jeter d'une manière différente dans son rayon de vision, soit plus près de la berge opposée, soit plus près de la vôtre. La pêche à la mouche n'est rien d'autre qu'une affaire de rapport tout à fait intime avec le poisson que vous recherchez.

« Est-ce qu'il y a une mouche type ? »

Pour moi, quatre ou cinq mouches suffisent. Mais j'ai des amis pêcheurs qui ont mille mouches dans le coffre de leur voiture. Il sont d'ailleurs tellement occupés à chercher la mouche qu'ils n'ont pas le temps de pêcher. Quand ils ont trouvé la mouche, l'heure est passée. La question essentielle est celle de la sensibilité, de l'instinct. Je me considère plus près du braconnier que du scientifique dans cette affaire. La masse de littérature sur la pêche à la ligne est énorme, mais je ne peux pas lire ces livres-là, à l'exception d'un seul, celui de G. E. M. Skues (*La Truite et la Mouche*), un Anglais du début du siècle qui a trouvé des choses comme ça, un peu empiriques.

« Quels sont les termes du combat ? »

Une truite moyenne d'un kilo, si vous la prenez sur une sablière, ce n'est pas gagné d'avance mais ça ne pose pas de gros problèmes. C'est plus délicat en revanche dans un endroit où il y a des souches, des racines, des algues. Celles que l'on rencontre dans ces postures sont généralement celles qui m'intéressent parce que, bien souvent, elles ont déjà échappé au pêcheur. Ces truites-là savent des choses.

« Mais il y a toujours des surprises. Vous voyez gobe. Selon le rond qu'elle fait, selon l'endroit, vous pouvez déterminer sa taille et, souvent, vous avez la chance de la voir. Vous avez affaire à un problème bien précis. Elle est là, elle est dans telle position, elle a tel comportement. Elle sort plus ou moins la tête de l'eau ou pas du tout. Ce sont des indications très précieuses. Mais dans ma rivière, elles ont une habitude démoniaque. Elles laissent passer la mouche, font demi-tour et vont la chercher plus bas. Alors, quand vous tirez, c'est dans le mauvais sens. Vous vous trouvez dans une position insensée pour ferrer et vous leur enlèvez la mouche. Voilà

une particularité que je n'ai relevée que dans cette rivière. Elles me plaisent beaucoup parce qu'elles ont inventé quelque chose qui m'ennuie. Là, c'est un comportement pervers.

« Elles sont toujours féminines ? »

Il y a des mâles.

« Leur comportement diffère ? »

Le mâle est plus brutal dans son attaque.

« C'est lui qui attaque ? »

Ce sont des animaux voraces et violents. J'ai pris une fois une truite de taille moyenne qui m'ignorait beaucoup par sa forme, large. Elle avalait tout ce qui passait. Je l'ai prise très facilement. Elle avait 22 vairons dans le ventre et elle continuait à manger ! C'est un animal très vorace.

« Celle avec qui vous avez pris rendez-vous une année à l'avance, n'êtes-vous pas déçu de l'avoir pêchée ? Vous avez gagné, c'est fini ? »

Non, parce que la même histoire va se reproduire. Il y aura la même truite à la même place presque aussitôt. Parce qu'elles changent d'habitat au fur et à mesure qu'elles grandissent. La même

espèce aura le même comportement.

« Ce ne sont pas des individus ? »

Non, je ne crois pas (rire).

« L'habileté de lancer ? »

L'habileté, c'est comme en peinture, ça ne sert à rien.

« Cela s'apprend ? »

Ne parlons pas d'apprentissage, mais de l'acquisition d'une connaissance intime. Tout se fait par le regard. C'est une approche physique et non pas scientifique en rapport avec mon travail de peintre. C'est à force de regarder qu'on découvre des aspects secrets. Ce sont les sensations globales qui importent. C'est la même chose quand on regarde beaucoup une rivière, un paysage, on y découvre des choses intéressantes. On a envie de dire les choses qu'on a observées, qu'on a vues. On a envie de transmettre le paysage. Une envie qui se traduit. La poésie de la rivière, si vous voulez.

« Le « braconnage », tel que vous l'entendez, est-il une manière de se tenir hors école ? »

Le « braconnier » qui m'intéresse est celui qui aime connaître les mœurs de l'animal qu'il poursuit.



Un pêcheur à la mouche saisi par Raymond Depardon.

Qui approfondit son sujet, sa connaissance. Quand on a des passions, c'est pour mieux ressentir les choses. Les rivières, les femmes, c'est la même chose.

« Est-ce un exercice forcément solitaire ? »

Dans l'action, c'est solitaire, mais on peut tout à fait pêcher avec des amis. J'ai initié quelques personnes à la pêche et j'ai beaucoup aimé.

« Quelle est l'importance du soir ? »

Ce qu'on appelle le coup du soir va jusqu'à la nuit noire. Le coup du matin, c'est le contraire. Le crépuscule du matin est plus court, plus irrégulier, moins intense. Le crépuscule est un moment privilégié. En toute saison, la température de l'eau et de l'air guide les éclosions. Le soir, à la fin du printemps et dans l'été, elle se rapproche de l'idéal. L'observation d'un paysage fait intervenir une somme de connaissances. La pêche participe à la conception de la peinture, où elle est source d'observation au bord de l'eau, de cette lumière du soir, des reflets. Tout cela offre un bagage riche de possibilités plastiques.

« Comment pourrait-on peindre une truite ? »

Elle fait partie de la rivière. Si vous pouvez la peindre, c'est plutôt l'herbier où elle habite, son volume, la couleur qui vont compter. La truite y est dans l'observation de l'endroit. Elle n'est pas représentée. Sa présence approfondit le regard qu'on peut porter sur telle ou telle partie de la rivière.

« Tous les mystères restent entiers. On n'y comprend rien. C'est précisément ce qui alimente la passion en art comme dans la pêche à la mouche. On ne sait pas où sont les solutions. Il y a toujours à inventer. Et on ne sait qu'une infime partie des choses. En fait, on ne comprend rien à ce monde. C'est ce qui fait sa richesse. C'est un univers fait de choses élémentaires, évidentes, qui ne font que rendre le mystère plus épais car il peut toujours vous mettre en contradiction avec ce que vous croyez savoir. »

Propos recueillis par Jean-Louis Penier

**Le Monde EDITIONS**

**PLANTU LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE**

20 ans de dessins sur l'Europe

EN VENTE EN LIBRAIRIE

**Islande**

66° latitude nord, 20° longitude ouest une île oscille entre la sagesse et la folie...

Voyages à thèmes - Découvertes  
Circuits en hélicoptère - Excursions  
Raids à ski et en Moto-neige  
Trekking - Randonnées à cheval  
Location de véhicules - Hébergement

Voyages à la carte  
Week-end à partir de 2850 F

**COMPTOIR D'ISLANDE**

Demandez notre brochure :  
Comptoir d'Islande 8 bd Pasteur  
75015 Paris  
Tél: 45 67 99 34

Nom: \_\_\_\_\_  
Prénom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_

## Bridge

n° 1529

## LA BASCULE DE ROSATI

Le « squeeze bascule » est un coup très rare et difficile, mais il est possible de le réussir à la table, comme le montre cette donne, jouée dans le match Italie-Islande des Olympiades de Venise.

♠ R94	♥ R94	♦ A103	♣ A103
♥ R94	♦ A103	♣ A103	♠ R94
♠ R94	♥ R94	♦ A103	♣ A103
♥ R94	♦ A103	♣ A103	♠ R94

Ann. : S. don. EO vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Rosati	X	Y	Y...
10	10	40	Y...

Ouest a entamé la Dame de Trèfle prise par l'As de Sud qui a joué aussitôt la Dame de Pique. Est a pris avec l'As de Pique et il a continué Trèfle. Sud a mis le Roi de Trèfle (car Ouest pouvait avoir le Valet). Ouest, après avoir coupé avec le 7 de Cœur, a rejoint Pique. Le déclarant a fourni le Roi du mort (sur lequel il a défusé le 3 de Cœur). Il a continué avec le 9 de Pique qu'il a coupé, puis joué le 3 de Cœur dans l'intention, si Ouest ne fournissait pas l'As, de mettre le Roi de Cœur et de terminer en double coupe. Mais Ouest s'est précipité sur son As et a rejoint tout. Comment Rosati, qui avait déjà perdu trois levées (As de Pique, Trèfle coupé et As de Cœur), a-t-il fait le reste pour gagner QUATRE CŒURS contre toute défense ?

## Réponse :

Le raisonnement est le suivant : le retour d'atout d'Ouest ne permet que de faire cinq atouts séparément, soit un total de six levées en comptant l'As de Cœur. Or il faut en faire sept, et la seule possibilité est que Est puisse être « squeezé à Carreau et Trèfle » quand Ouest rejoue son dernier atout. Essayez.

Voici comment on arrive à affranchir un Carreau ou un Trèfle alors qu'il reste en Est :

♦ V542 ♦ V85

Sur le 7 de Cœur d'Ouest, Rosati fournit le 9 de Cœur, et deux cas sont possibles :

1. Est défusé un Carreau. Rosati laisse la main au mort afin d'affranchir le 10 de Carreau (en tirant l'As de Carreau, puis en coupant un Car-

reau, ensuite un Trèfle et enfin un autre Carreau et un autre Trèfle).

2. Est défusé un Trèfle. Rosati prend avec le 10 de Cœur (la bascule), puis il affranchit son dernier Trèfle (en coupant un Trèfle, puis un Carreau, ensuite un autre Trèfle et un autre Carreau pour reprendre la main et faire le 10 de Trèfle affranchi).

Un coup très difficile avec les mains adverses cachées, et on comprend que Laura ait été fier de son partenaire.

## DUEL AU SOMMET

Chaque année les grands championnats sont invités à disputer des tournois dont le prestige est comparable à celui des Grands Prix auto de Formule 1. Le Tournoi du Sunday Times a cette réputation, et voici une manche qui a donné lieu à un duel vraiment spectaculaire.

♠ A88	♥ 72	♦ A103	♣ A103
♥ 72	♦ A103	♣ A103	♠ A88
♠ A88	♥ 72	♦ A103	♣ A103
♥ 72	♦ A103	♣ A103	♠ A88

♠ 6432	♥ 975	♦ A103	♣ A103
♥ 975	♦ A103	♣ A103	♠ 6432
♠ 6432	♥ 975	♦ A103	♣ A103
♥ 975	♦ A103	♣ A103	♠ 6432

♠ 6432	♥ 975	♦ A103	♣ A103
♥ 975	♦ A103	♣ A103	♠ 6432
♠ 6432	♥ 975	♦ A103	♣ A103
♥ 975	♦ A103	♣ A103	♠ 6432

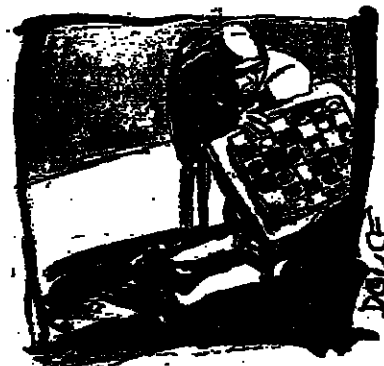
Ann. : N. donne Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Goldman	Repl	Solway	Mari
10	10	20	20

Ouest ayant entamé le 6 de Cœur (la troisième carte dans la couleur du partenaire), quel a été le plan de Mari en Sud pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense, et grâce à quel stratagème Ouest a-t-il fait chuter le contrat ?

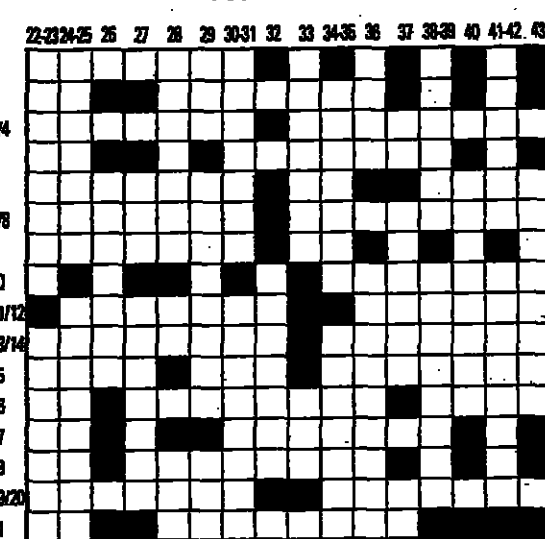
Sur la surenchère de « 1 Cœur » Sud n'a pas d'annonce parfaite à sa disposition car « 2 SA » promet en principe un double arrêt à Cœur. Mais les autres déclarations (« 3 Trèfle » ou « 2... Carreaux » ou « 1... Pique ») ne seraient pas bonnes.

Philippe Brugnion



## Anacroisés (R)

n° 760



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par des lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent indiquent le nombre de lettres de la définition.

Comme au Scrabble, on peut composer tous les mots figurant dans l'Officiel du Scrabble (Léonard).

## HORIZONTALEMENT

1. ACEINPU. - 2. BEIORTU. - 3. AENRTU. - 4. AEERRSSS (+ 1). - 5. AINOPST (+ 4). - 6. BEGLNO (+ 2). - 7. CEIRSUU. - 8. AEEHLNPT. - 9. EEEHRT (+ 2). - 10. CEELOS. - 11. ABCELP. - 12. ALLSUU. - 13. AEULSUU. - 14. INOPRSV (+ 1). - 15. CEEGRNU. - 16. CEEHLLN. - 17. EEEENNO (+ 1). - 18. AAILNORT (+ 1). - 19. AEEIMRS (+ 4). - 20. ACELSS. - 21. AEESSSY.

## VERTICALEMENT

22. CEHILOPU. - 23. AEEISSU. - 24. EGIIRRU. - 25. BEERTTU. - 26. EHLNRT. - 27. CEINPS. - 28. ABEERR. - 29. AEILNSTU (+ 2). - 30. EEEERTTU. - 31. AACEINNS (+ 1). - 32. EEEIRSS (+ 2). - 33. EEEIPRU (+ 1). - 34. AAILRT. - 35. ACELPST (+ 3). - 36. EEEELRRSU. - 37. GLOOPR. - 38. AHSSTU. - 39. CEEELSUU. - 40. AAEILNPT (+ 3). - 41. EHNPT. - 42. AEEELNN. - 43. EEESSST.

## SOLUTION DU N° 759

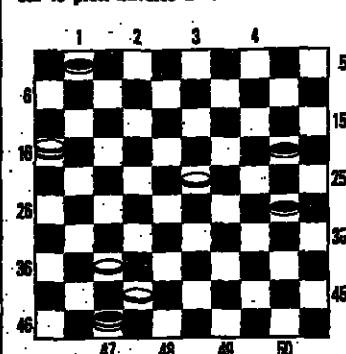
1. MENTIMES (MENTISME). - 2. AUTOURS. - 3. OCEANE. - 4. CASSEUR (SUCRASE...). - 5. RUTOSIDE (ETOURDIS OURDITES OUTSIDER). - 6. TOUNORAS. - 7. ULULAS. - 8. EBAUDIE. - 9. QUIRTE. - 10. EVENTS (VENETS VENTS). - 11. CENTURIES (CEINTURES CINTREUSE INCRUSTEE RECUSEMENT). - 12. ACATENE. - 13. VACUUM. - 14. BENTHOS. - 15. DENUDA. - 16. REALITE (ALTIERE ETALIER ATELIER). - 17. ENOSTOSE. - 18. PRESTER (PRESTRE). - 19. SOUDAKS. - 20. DEBRAIE. - 21. ECHNISE (EMINCE). - 22. SLALOME. - 23. MORSURE (MOURES). - 24. ARBIVIE. - 25. VICENAL. - 26. NETSUKE. - 27. ANNONE (ANONNE). - 28. LINTOTES. - 29. INSTANT. - 30. MEIOSES (MOISES). - 31. NOROISES (EROSIONS OSERIONS SONORISE). - 32. SCENIQUE. - 33. CENURE. - 34. ASTREINT (ARTISTES...). - 35. DRAPAS (DIAPRAS). - 36. ARABIEVE (ERABUVE). - 37. TERSAI (ATRES...). - 38. RANALAS (ARSENAL). - 39. UTRICULES. - 40. URSDIE (DISEUR REDUS RESIDU). - 41. EUDISTE (DUTTES ETUDIES SEDUIT). - 42. SURDENT, dent surannière. - 43. MIEVRETE.

Michel Charlemagne et Michel Dugnet

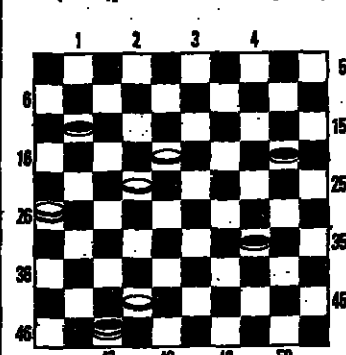
## Dames

n° 453

LE COIN DU DÉBUTANT  
Formez les crochets : Les Blancs jouent et gagnent. Une petite finesse grâce à la règle de la prise majoritaire prioritaire. La dame blanche prend appui sur le pion adverse à 1.

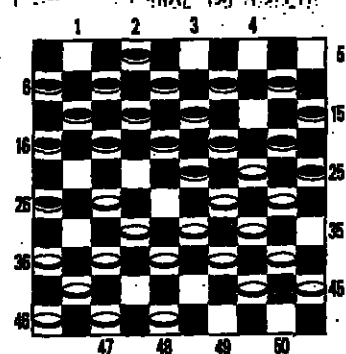


SOLUTION : 1-6-7 (47x18...) [et non (1x12)] 7x14... nulle trois pièces, +.



Les Blancs jouent et gagnent.  
SOLUTION : les blancs forment le crochet 22-17 (47x21) [et non (11x15)] 26x6, nulle tout.

L'UNIVERS MAGIQUE  
Combinaison en dix temps exécutée avec les blancs en... simultanée, par le GMI néerlandais et ex-champion du monde, SUBRANS, de 42, septembre, 1981.



Les Blancs jouent et gagnent à la case 1 : 22-21 (11x28) [forcé] 33x22 (18x27) 29x18 (12x23) [forcé]

32x21 (20x29) 36-31 !! [pointe très difficile à détecter en simultané] (16x36) 47-42 (36x47) 37-31 (26x37) 42x31 (47x33) 39x28 [ultime facette pour libérer la voie] (23x32) 34x1 !!, +.

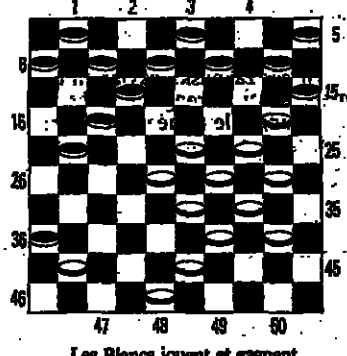
## SOLUTION DU PROBLÈME n° 452

P. GARLOPEAU (Rochefort)  
Blancs : pions à 11, 15, 16, 17, 20, 21, 30, 34, 36, 39, 40, 41, 43, 44, 45, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100. Noirs : pions à 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

PARIS, Espace Jeunesses, 116, qui de Jeunesses, du samedi 15 mai au samedi 22 mai 1993, Tournoi international organisé par la mairie de Paris, l'Eurocopter Athlétique Club et la Compagnie des eaux de Paris. Séries pour tous niveaux de force (du débutant au GMI). Démonstrations vidéo sur le jeu de dames pour les scolaires. Sous le patronage des Fédérations mondiale et française du jeu de dames. Inscription avant le 5 mai auprès de M. A. ALMANZA, 35, rue de Sedan, 93700 Drancy. Tél. : 48.31.70.89 précédé du 161 pour la province) ou 48.31.83.84. Se recommander du « Monde ».

## PROBLÈME N° 453

M. POLIGNON B.P. 1825 DAKAR



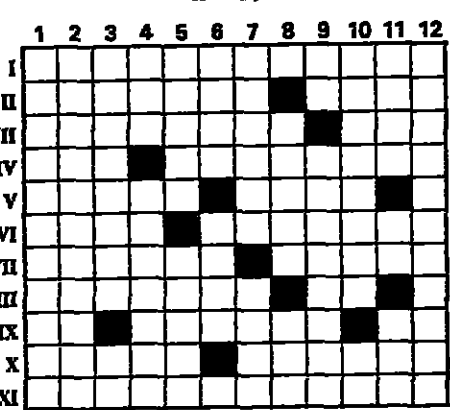
Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION DANS LA PROCHAINE CHRONIQUE  
Fidèle solutioniste, M. POLIGNON a conçu cette capture, sans doute pour aller plus loin dans la présentation d'un problème « achevé ». Depuis Dakar ou de l'île de Gorée...

Jean Chaze

## Mots croisés

n° 759



## HORIZONTALEMENT

1. Ils vont avoir la grosse part du camembert. - II. N'a rien donné. Pour Margot. - III. Un esprit mal tourné. - IV. Mer. On leur reconnaît une certaine valeur. - V. Jettent leurs feux. Enrichit son être. - VI. Ne se laisse pas attraper par des pêcheurs amateurs. Inactifs. - VII. S'attellent au chariot. Coupât. - VIII. Fictiles. Appel. - IX. Annonce la paire. Pro longe le patois. Portée par l'onde. - X. En règle. Au comble de l'étonnement. - XI. Farces anodines.

## VERTICALEMENT

1. Un parmi quelques dizaines. - 2. Toujours en sommeil. - 3. Feront un exemple. En groupe. - 4. Arraché. Casai. - 5. Se suivent et se ressemblent. Ne fait plus beaucoup d'effet. - 6. Points dans l'œuf. Vieux philosophe. - 7. Plus péjoratif qu'affectueux pour notre voisin. Le début d'un tyran.

8. On les aime riches. Il y passe un usage, parfois. - 9. Note inversée. Se procure bien du plaisir à bon marché. - 10. Elle ne recommencera pas. Participe. - 11. Ecole d'Italie. Voyelles. Suivi. - 12. On ne les avait pas mis à leur juste place.

## SOLUTION DU N° 758

## Horizontalement

1. Législatives. - II. Ictine. Latine. - III. Bouteille. - IV. Elle. Noircit. - V. Ronds. Paris. - VI. Ages. Poète. - VII. Li. Emissions. - VIII. Iso. Era. Flua. - IX. Struc. Est. Erg. - X. Merlan. Hé. Se. - XI. Essentielles.

## Verticalement

1. Libéralisme. - 2. Ecologistes. - 3. Goulue. Ours. - 4. Intense. Clé. - 5. Sée. Me. An. - 6. Inspirent. - 7. Allo. Océ. - 8. Talipes. Thé. - 9. Itératif. EL. - 10. Vi. Créole. - 11. Enva. Nurse. - 12. Sertissages.

François Dorlet

## Echecs

n° 1532

## TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES

Linares, mars 1993.

Blancs : A. Karpov.

Noirs : G. Kasparov.

Défense est-indienne.

Système Saemisch.

1. d4 Cb5 15. Cc1 d5 21. Cc1 d5 27. Cc1 d5 33. Cc1 d5 39. Cc1 d5 45. Cc1 d5 51. Cc1 d5 57. Cc1 d5 63. Cc1 d5 69. Cc1 d5 75. Cc1 d5 81. Cc1 d5 87. Cc1 d5 93. Cc1 d5 99. Cc1 d5 105. Cc1 d5 111. Cc1 d5 117. Cc1 d5 123. Cc1 d5 129. Cc1 d5 135. Cc1 d5 141. Cc1 d5 147. Cc1 d5 153. Cc1 d5 159. Cc1 d5 165. Cc1 d5 171. Cc1 d5 177. Cc1 d5 183. Cc1 d5 189. Cc1 d5 195. Cc1 d5 201. Cc1 d5 207. Cc1 d5 213. Cc1 d5 219. Cc1 d5 225. Cc1 d5 231. Cc1 d5 237. Cc1 d5 243. Cc1 d5 249. Cc1 d5 255. Cc1 d5 261. Cc1 d5 267. Cc1 d5 273. Cc1 d5 279. Cc1 d5 285. Cc1 d5 291. Cc1 d5 297. Cc1 d5 303. Cc1 d5 309. Cc1 d5 315. Cc1 d5 321. Cc1 d5 327. Cc1 d5 333. Cc1 d5 339. Cc1 d5 345. Cc1 d5 351. Cc1 d5 357. Cc1 d5 363. Cc1 d5 369. Cc1 d5 375. Cc1 d5 381. Cc1 d5 387. Cc1 d5 393. Cc1 d5 399. Cc1 d5 405. Cc1 d5 411. Cc1 d5 417. Cc1 d5 423. Cc1 d5 429. Cc1 d5 435. Cc1 d5 441. Cc1 d5 447. Cc1 d5 453. Cc1 d5 459. Cc1 d5 465. Cc1 d5 471. Cc1 d5 477. Cc1 d5 483. Cc1 d5 489. Cc1 d5 495. Cc1 d5 501. Cc1 d5 507. Cc1 d5 513. Cc1 d5 519. Cc1 d5 525. Cc1 d5 531. Cc1 d5 537. Cc1 d5 543. Cc1 d5 549. Cc1 d5 555. Cc1 d5 561. Cc1 d5 567. Cc1 d5 573. Cc1 d5 579. Cc1 d5 585. Cc1 d5 591. Cc1 d5 597. Cc1 d5 603. Cc1 d5 609. Cc1 d5 615. Cc1 d5 621. Cc1 d5 627. Cc1 d5 633. Cc1 d5 639. Cc1 d5 645. Cc1 d5 651. Cc1 d5 657. Cc1 d5 663. Cc1 d5 669. Cc1 d5 675. Cc1 d5 681. Cc1 d5 687. Cc1 d5 693. Cc1 d5 699. Cc1 d5 705. Cc1 d5 711. Cc1 d5 717. Cc1 d5 723. Cc1 d5 729. Cc1 d5 735. Cc1 d5 741. Cc1 d5 747. Cc1 d5 753. Cc1 d5 759. Cc1 d5 765. Cc1 d5 771. Cc1 d5 777. Cc1 d5 783. Cc1 d5 789. Cc1 d5 795. Cc1 d5 801. Cc1 d5 807. Cc1 d5 813. Cc1 d5 819. Cc1 d5 825. Cc1 d5 831. Cc1 d5 837. Cc1 d5 843. Cc1 d5 849. Cc1 d5 855. Cc1 d5 861. Cc1 d5 867. Cc1 d5 873. Cc1 d5 879. Cc1 d5 885. Cc1 d5 891. Cc1 d5 897. Cc1 d5 903. Cc1 d5 909. Cc1 d5 915. Cc1 d5 921. Cc1 d5 927. Cc1 d5 933. Cc1 d5 939. Cc1 d5 945. Cc1 d5 951. Cc1 d5 957. Cc1 d5 963. Cc1 d5 969. Cc1 d5 975. Cc1 d5 981. Cc1 d5 987. Cc1 d5 993. Cc1 d5 999. Cc1 d5 1005. Cc1 d5 1011. Cc1 d5 1017. Cc1 d5 1023. Cc1 d5 1029. Cc1 d5 1035. Cc1 d5 1041. Cc1 d5 1047. Cc1 d5 1053. Cc1 d5 1059. Cc1 d5 1065. Cc1 d5 1071. Cc1 d5 1077. Cc1 d5 1083. Cc1 d5 1089. Cc1 d5 1095. Cc1 d5 1101. Cc1 d5 1107. Cc1 d5 1113. Cc1 d5 1119. Cc1 d5 1125. Cc1 d5 1131. Cc1 d5 1137. Cc1 d5 1143. Cc1 d5 1149. Cc1 d5 1155. Cc1 d5 1161. Cc1 d5 1167. Cc1 d5 1173. Cc1 d5 1179. Cc1 d5 1185. Cc1 d5 1191. Cc1 d5 1197. Cc1 d5 1203. Cc1 d5 1209. Cc1 d5 1215. Cc1 d5 1221. Cc1 d5 1227. Cc1 d5 1233. Cc1 d5 1239. Cc1 d5 1245. Cc1 d5 1251. Cc1 d5 1257. Cc1 d5 1263. Cc1 d5 1269. Cc1 d5 1275. Cc1 d5 1281. Cc1 d5 1287. Cc1 d5 1293. Cc1 d5 1299. Cc1 d5 1305. Cc1 d5 1311. Cc1 d5 1317. Cc1 d5 1323. Cc1 d5 1329. Cc1 d5 1335. Cc1 d5 1341. Cc1 d5 1347. Cc1 d5 1353. Cc1 d5 1359. Cc1 d5 1365. Cc1 d5 1371. Cc1 d5 1377. Cc1 d5 1383. Cc1 d5 1389. Cc1 d5 1395. Cc1 d5 1401. Cc1 d5 1407. Cc1 d5 1413. Cc1 d5 1419. Cc1 d5 1425. Cc1 d5 1431. Cc1 d5 1437. Cc1 d5 1443. Cc1 d5 1449. Cc1 d5 1455. Cc1 d5 1461. Cc1 d5 1467. Cc1 d5 1473. Cc1 d5 1479. Cc1 d5 1485. Cc1 d5 1491. Cc1 d5 1497. Cc1 d5 1503. Cc1 d5 1509. Cc1 d5 1515. Cc1 d5 1521. Cc1 d5 1527. Cc1 d5 1533. Cc1 d5 1539. Cc1 d5 1545. Cc1 d5 1551. Cc1 d5 1557. Cc1 d5 1563. Cc1 d5 1569. Cc1 d5 1575. Cc1 d5 1581. Cc1 d5 1587. Cc1 d5 1593. Cc1 d5 1599. Cc1 d5 1605. Cc1 d5 1611. Cc1 d5 1617. Cc1 d5 1623. Cc1 d5 1629. Cc1 d5 1635. Cc1 d5 1641. Cc1 d5 1647. Cc1 d5 1653. Cc1 d5 1659. Cc1 d5 1665. Cc1 d5 1671. Cc1 d5 1677. Cc1 d5 1683. Cc1 d5 1689. Cc1 d5 1695. Cc1 d5 1701. Cc1 d5 1707. Cc1 d5 1713. Cc1 d5 1719. Cc1 d5 1725. Cc1 d5 1731. Cc1 d5 1737. Cc1 d5 1743. Cc1 d5 1749. Cc1 d5 1755. Cc1 d5 1761. Cc1 d5 1767. Cc1 d5 1773. Cc1 d5 1779. Cc1 d5 1785. Cc1 d5 1791. Cc1 d5 1797. Cc1 d5 1803. Cc1 d5 1809. Cc1 d5 1815. Cc1 d5 1821. Cc1 d5 1827. Cc1 d5 1833. Cc1 d5 1839. Cc1 d5 1845. Cc1 d5 1851. Cc1 d5 1857. Cc1 d5 1863. Cc1 d5 1869. Cc1 d5 1875. Cc1 d5 1881. Cc1 d5 1887. Cc1 d5 1893. Cc1 d5 1899. Cc1 d5 1905. Cc1 d5 1911. Cc1 d5 1917. Cc1 d5 1923. Cc1 d5 1929. Cc1 d5 1935. Cc1 d5 1941. Cc1 d5 1947. Cc1 d5 1953. Cc1 d5 1959. Cc1 d5 1965. Cc1 d5 1971. Cc1 d5 1977. Cc1 d5 1983. Cc1 d5 1989. Cc1 d5 1995. Cc1 d5 2001. Cc1 d5 2007. Cc1 d5 2013. Cc1 d5 2019. Cc1 d5 2025. Cc1 d5 2031. Cc1 d5 2037. Cc1 d5 2043. Cc1 d5 2049. Cc1 d5 2055. Cc1 d5 2061. Cc1 d5 2067. Cc1 d5 2073. Cc1 d5 2079. Cc1 d5 2085. Cc1 d5 2091. Cc1 d5 2097. Cc1 d5 2103. Cc1 d5 2109. Cc1 d5 2115. Cc1 d5 2121. Cc1 d5 2127. Cc1 d5 2133. Cc1 d5 2139. Cc1 d5 2145. Cc1 d5 2151. Cc1 d5 2157. Cc1 d5 2163. Cc1 d5 2169. Cc1 d5 2175. Cc1 d5 2181. Cc1 d5 2187. Cc1 d5 2193. Cc1 d5 2199. Cc1 d5 2205. Cc1 d5 2211. Cc1 d5 2217. Cc1 d5 2223. Cc1 d5 2229. Cc1 d5 2235. Cc1 d5 2241. Cc1 d5 2247. Cc1 d5 2253. Cc1 d5 2259. Cc1 d5 2265. Cc1 d5 2271. Cc1 d5 2277. Cc1 d5 2283. Cc1 d5 2289. Cc1 d5 2295. Cc1 d5 2301. Cc1 d5 2307. Cc1 d5 2313. Cc1 d5 2319. Cc1 d5 2325. Cc1 d5 2331. Cc1 d5 2337. Cc1 d5 2343. Cc1 d5 2349. Cc1 d5 2355. Cc1 d5 2361. Cc1 d5 2367. Cc1 d5 2373. Cc1 d5 2379. Cc1 d5 2385. Cc1 d5 2391. Cc1 d5 2397. Cc1 d5 2403. Cc1 d5 2409. Cc1 d5 2415. Cc1 d5 2421. Cc1 d5 2427. Cc1 d5 2433. Cc1 d5 2439. Cc1 d5 2445. Cc1 d5 2451. Cc1 d5 2457. Cc1 d5 2463. Cc1 d5 2469. Cc1 d5 2475. Cc1 d5 2481. Cc1 d5 2487. Cc1 d5 2493. Cc1 d5 2499. Cc1



Dames

# Premiers plats...

ES cartes des restaurants d'aujourd'hui offrent de moins en moins des hors-d'œuvres. Plus exactement, si les plats proposés en tête restent les mêmes, ils sont intitulés « entrées ». Ce qui est plus juste car, logiquement, hors-d'œuvre devrait indiquer ce qui se peut manger hors l'œuvre du repas.

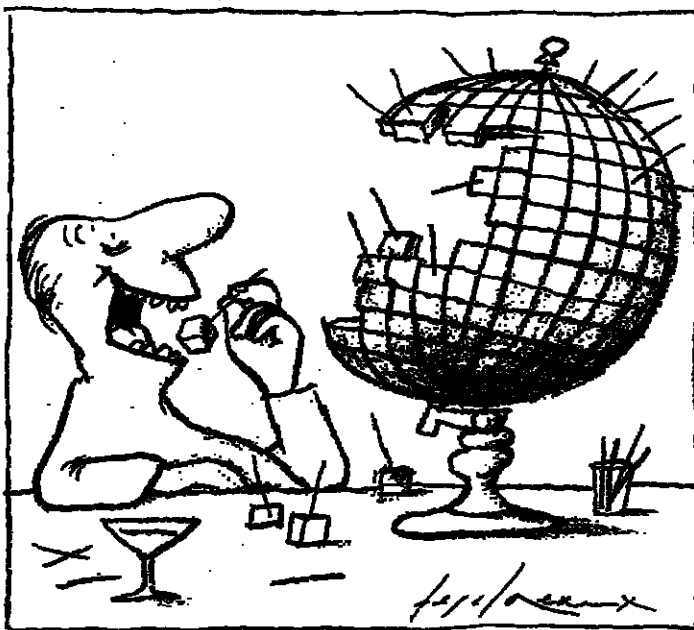
Il n'empêche, le Larousse gastronomique indique au mot « entrée » : « Premier plat d'un menu mais, dans l'ordre classique, il doit arriver en troisième position, après hors-d'œuvre ou potage et le poisson. » L'entrée serait alors le plat précédant le rôti dans les copieux repas d'autrefois, mais, de nos jours, l'entrée, froide ou chaude, marque le début du repas.

Les hors-d'œuvre, alors, seraient plus exactement les petites bouchées diverses servies avec l'apéritif. Familièrement, disons, les « amuse-gueules ».

Dans certains pays étrangers, ces entrées en matière gourmande deviennent de véritables petits repas. En Suède, le « smörgåsar » (littéralement « table de pain beurré ») est un buffet très complet, des harengs marinés aux poissons fumés, des charcuteries aux viandes froides, voire à quelques plats chauds, avec tout un assortiment de pains. A noter que le « smörgåsar » suédois devient « smørbrød » au Danemark, « smørbrød » en Norvège.

Les zakouski russes sont un peu la même chose. Pour ceux-ci, on assure que leur origine est l'arrivée à l'improviste, dans les maisons de campagne, d'invités amis exténués et affamés par une longue route. Pour les tenir en bonne humeur durant que se préparait le repas, le maître de maison faisait servir ces zakouski, caviar en tête mais aussi harengs à la crème aigre, anguille fumée, spits, pilchard et anchois, accompagnés de pain noir. Et bien sûr de vodka !

Les Turcs, eux, ont les mezés.



J'ai fait, si je puis écrire, leur connaissance en 1935, en lisant les *Clients d'Arrenos*, que Simon venait de publier. On y voit, à Istanbul, les amis de Selim Bey s'en régaler. Il s'agit, écrivait Simon, de « hors-d'œuvre turcs : poisson séché, caviar de brochet, étranges petites choses salées ou poivrées que l'on grignote en buvant du raki ». De Turquie les mezés sont passés en Grèce, où on les accompagne d'ouzo. Je ne connais pas de restaurant turc à Paris, mais on trouve des mezés dans les maisons grecques, voire libanaises. Notamment à *Al Ajami* (58, rue François-I<sup>er</sup>, Paris-9<sup>e</sup>; tél. : 42-56-00-08).

En Italie ils ont les antipasti. Le mot « pasto » signifie repas. L'antipasto est donc l'avant-repas, un hors-d'œuvre dégustatoire, nous y revenons. Jambon de Parme aux figues fraîches, charcuteries diverses, marinades

de légumes et de poissons, coeurs d'artichaut, voire fondue piémontaise, servis en ravier, ce sont les entrées transalpines. Mais il est une autre formule d'amuse-gueule, ce sont les tapas d'Espagne.

« Tapas » signifie couvercle, et, à l'origine, on recouvrait, dans les bistrots de la bas, le verre de vin d'une tranche de pain pour le protéger des mouches. Certains

mangeaient ladite tranche. A l'heure apéritive, Madrid, en ses cafés et bars, propose en d'innombrables bols : petits morceaux de jambon aux poivrons, haricots blancs, fèves avec saucisses, crevettes sautées à l'huile, morue sauce tomate, calmars dans leur encrue, etc. Ce sont les tapas. A Paris l'*Arco Tapas y Vinos* (12, rue Daunou, Paris-2<sup>e</sup>; tél. : 42-60-07-30), ancien club britannique passé au Sud, propose ses vins de Rioja avec ses tapas. Mais il faut noter surtout, l'*Espace Tapas*, du néo-Café de Madrid ressuscité (8, boulevard Montmartre, Paris-9<sup>e</sup>; tél. : 48-24-97-22). Trente-six propositions, des pimientos aux sardines en escabèche, de la tortilla aux calamars fritos ou à la plancha, des gambas al ajillo aux corchettes de bacalao... avec les sangrias et de bons vins d'Espagne.

Notons encore *Tapas nocturnes* (17, rue de Lappe, Paris-11<sup>e</sup>; tél. : 43-57-91-12) pour les amateurs de son virulent et de souvenirs coquins. Et, côté restaurants, les tapas proposés par *Candido* (40, avenue de Versailles, Paris-16<sup>e</sup>; tél. : 45-27-86-68) passent avec brio du rôle d'amuse-gueule à celui d'entrées, prélude à un agréable et dépayssant repas dans le petit jardin, ouvert du plus vif ambassadeur de la cuisine ibérique à Paris.

La Reynière

## Semaine gourmande

### L'Ostréade

La Porte océane était (et reste toujours) une brasserie donnant sur la gare. Brasserie intéressante où l'on peut se restaurer simplement d'une des quatre « grandes assiettes » (de 62 F à 75 F), d'une excellente andouillette AAAA du « père » Duval, de grillades, avant les desserts, avec aussi deux formules à 69,50 F (une assiette et le dessert). On y pouvait pénétrer par la gare mais aussi, difficilement, par le boulevard de Vaugirard et un escalier de deux étages.

L'idée de transformer cette immense cage d'escalier en un bar et un restaurant devait venir aux propriétaires bien avisés. C'est donc ici L'Ostréade, salles baignées de clarté et ornées de photos de la mer. Un rez-de-chaussée bar où l'on peut, depuis des sets de table coquets, surveiller l'écailler (un « pro » que nous avons connu ailleurs, notamment chez Aristide) ouvrir les huîtres de Prat-ar-Coum, et un premier étage (en tout 60-80 places, dont un salon 20 couverts) où, de 11 heures à 15 heures et de 19 heures à 23 heures, on peut, après les diverses huîtres, découvrir les plats « tapas » (cinq préparations diverses : par exemple scampi au pistou, rouget grillé à la compote de pommes, brandade gratinée, salade de coques), ou choisir une entrée et les poissons du jour de l'ardoise. A la carte, compter de 150 F à 175 F et noter que quelques vins de qualité sont proposés en carafe (25 cl) à 23 F et en pot (46 cl) à 38,50 F.

D'avoir « pignon sur rue » pour La Porte océane est important, mais mieux est encore cette Ostréade d'entrée, d'une architecture originale mais avenante, et de toutes les promesses de la mer (d'Armor entre autres). C'est vraiment dans le Montparnasse à l'encontre de la gare, complètement « bouculé » par le modernisme, la Tour et la circulation, une révolution gourmande intéressante que celle-là ! Félicitations au jeune chef J.-F. Maillet.

► L'Ostréade, 11, boulevard de Vaugirard, Paris-15<sup>e</sup>. Tél. : 43-21-87-41. Tj. CB-AE.

### Le Manoir normand

Il y a des lustres, le meilleur pot-au-feu de Paris était celui de M<sup>me</sup> Gorisse, rue Nollet. Après sa retraite, elle eut des successeurs, dont Remy Pommerai fut incontestablement le meilleur. Puis Pommerai, se rapprochant de l'Étoile, reprit Le Manoir normand, belle petite maison élégante, agréable, et où, depuis dix

ans, il fait merveille avec modestie. Il est temps qu'il s'impose un peu plus, car le quartier n'est pas riche en maisons sèches et de prix honnêtes. Donc, ici, des menus à 100 F (par exemple frisée aux lardons, entrecôte échalote, œufs à la neige), 145 F (plus grand choix : par exemple terrine de volaille aux pistaches, baron de lapin pâtes fraîches, marquise au chocolat) et enfin, pour les dîners, 145 F (chariot de hors-d'œuvre à volonté, grand choix de plats, de poissons ou viandes, desserts). A la carte, compter 250 F à 300 F avec des vins à moins de 100 F et le « vin du mois » (actuellement un délicat Château Potensac 1985 à 160 F, une merveille !). Et les plats du jour : la tête de veau du lundi (95 F), la raie beurre noisette du mardi (110 F), le pot-au-feu ménagère du mercredi (110 F). C'est là où je voulais en venir : copieux, ce beau morceau de plates côtes, avec le bol de bouillon, les légumes abondants : la vieille France, quoi ! Le jeudi, c'est la canette en barbotte et, le vendredi, la bouillabaisse du Vieux Port « avec » la rouille (130 F). Les foies gras sont excellents, le beurre d'Eclair sur table et un seul fromage : un magnifique camembert au lait cru, avant de nombreux desserts.

L'adresse d'un modeste à découvrir pour en faire une grande adresse des connaisseurs !

► Le Manoir normand, 77, boulevard de Courbevoie, Paris-9<sup>e</sup>. Tél. : 42-27-38-97. Fermé dimanche.

### Armand

Au Palais-Royal ! Dans les anciennes écuries du maréchal de Richelieu, ce petit restaurant est l'étoile du quartier, à mon goût. Très bonne cuisine de J.-F. Ferron et B. Roupié, et bonne cave. Ce qui enchante les familiers du déjeuner accédant à la « formule du marché » (200 F, une demi-bouteille de vin compris). Le menu-carte à 240 F est, lui aussi, bien satisfaisant (j'ai apprécié la crêpe de maïs au foie gras chaud et sa crème au vinaigre de xéres, les escalopes de saumon braisées, la poularde farcie sauce diable, le filet de bœuf bordelaise, tout autant que le feuilleté de fromage et sa salade. Bons desserts également et bonne carte des vins.

► Armand, au Palais-Royal, 2-6, rue de Beaujolais, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-05-11. Fermé samedi midi et dimanche. CB-AE-DC.

L. R.

JARDIN

## Des légumes

LA cuisinière des *Paysans*, le roman posthume de Balzac, c'est M<sup>me</sup> Rigou. Chez elle, « les légumes étaient cueillis de manière à sauter de leurs planches dans la casserole ». Cette vision du Jardin d'Eden est-elle encore d'actualité ? Certains cuisiniers s'y emploient et un livre de Jean-Marie Pelt, *Des légumes* (1), tente d'y répondre. Car, ajoute Balzac, « les Parisiens habitués à manger des légumes exposés au soleil, à l'infection des rues, à la fermentation des bœufs, arrosés par les fruitières qui leur donnent ainsi la plus trompeuse fraîcheur, ignorent les saveurs exquises que contiennent ces produits auxquels la nature a confié des vertus fugitives mais puissantes, quand ils sont mangés en quelque sorte tout vifs ». Et Jean-Marie Pelt de nous dire que des deux cents espèces de légumes de France recensées au dix-neuvième siècle par le catalogue Vilmorin de 1883, il n'en subsiste qu'une trentaine dans le choix offert par nos marchés. Les légumes de Balzac, ce sont les asperges d'Argenteuil, dans *Splendeurs et misères*... choux et choux-fleurs dans *Une vieille fille* (le président du Ronceret y conseille à la cuisinière de M<sup>me</sup> Cormon de « les mouiller avec du jus au lieu de bouillon, car c'est plus onctueux »), mâche, navets au sucre et petits pois, bien sûr, dans *Illusions perdues*.

« Leur saveur était liée au rythme des saisons », rappelle Jean-Claude Dray, le cuisinier de *La Renaissance* (58470 Magny-Cours; tél. : 86-58-10-40), qui cultive fruits et légumes d'un beau jardin potager. Les méthodes culturales modernes ont à peu près fait disparaître les anciennes appellations : précoces, primeurs, tardives. C'est bien regrettable. Les fèves, *Vicia faba*, sont le régal du printemps en Méditerranée, épluchées, à la croque-au-sel. Le petit pois est une légumineuse aussi, *Pisum sativum*, symbole du renouveau des saisons. Il s'harmonise avec la jeune laitue, la carotte et l'oignon nouveau. Sur la table française, il connaît son heure de gloire sous Louis XIV. Le canard aux petits pois trouve son empire dans l'*Education sentimentale*. Flaubert en raffolait. Sur les bords de l'Erdre, le talentueux Shigeo Torigai (restaurant Torigai, Ile de Versailles, 44000 Nantes; tél. : 40-37-06-37), prépare une délicieuse mousseline de pois frais avec un ris de veau rôti au curcuma.

L'aubergine est native de la région de Madras. Sa fortune date du dix-neuvième siècle. Elle est alors servie au Palais-Royal, au fameux restaurant *Les Frères provençaux*. Une vocation méditerranéenne qu'elle ne cessera d'affirmer, bien que cultivée aujourd'hui en toutes saisons en Hollande, sous serre ! L'auber-

gine caractérise aussi bien la cuisine mythique d'Istanbul et d'Odesa : en caviar, elle est la reine de l'assiette de zakouski chez Goldenberg (69, avenue de Wagram, Paris-17<sup>e</sup>; tél. : 42-27-34-79). L'artichaut, *Cynara scolymus*, est une cardo. Nous en mangeons le bourgeon et l'inflorescence. La sélection massive a privilégié le gros légume, alors que, en ce printemps et temps passal, nous aimons le « petit violet », presque fleur. Il accompagne à merveille le lapin sauté, dont Jean-André Chariol explique la recette aux habitués de ses cours de cuisine (2). Il se mange aussi croquant, à la poivrade, avec ce rien d'amertume qui selon la « théorie des signatures » le rend souverain pour le traitement de l'ictère. Ce fait est prouvé par l'analyse récente, et Jean-Marie Pelt nous en fait récit. C'est passionnant.

L'auteur balle le terrain de l'agroalimentaire et passe en revue mutations et progrès, qui aboutissent à l'immangeable tomate (3), et aussi l'épineux problème de la productivité, lié à la pollution chimique engendrée par les engrais et pesticides. Le constat est effrayant et l'autorité de l'auteur — éminent professeur en biologie végétale — renforce l'effet d'annonce. De douze mille espèces recensées, il ne reste à l'hypermarché « qu'une sorte de tomates et deux de pêches ». Quel restaurant pourrait offrir à l'amateur de produits sains une « zone non pesticide » ? Alors, à nous l'ortie, le pissenlit, le *Cheopodium bonus henricus*. C'est le triomphe des « légumes oubliés », dont on a peu compris l'exigence nécessaire. A leur propos, l'auteur dresse un plaidoyer pour la diversité, la capacité de choisir parmi des aliments multiples qui se compensent mutuellement. Son archaïsme de Noé végétale est le domaine du Balandrou, près de Nîmes. Car le Jardin d'Eden est une nécessaire utopie. C'est bien ce que nous raconte Balzac dans *Les Paysans*, roman de la politique agricole, mais où la cuisine est celle de l'âge d'or. C'est la voix en écho de Jean-Marie Pelt : « La recherche de la qualité des productions légumières par des méthodes moins traumatisantes pour les sols et pour les plantes est une des grandes orientations modernes de l'écologie. »

Jean-Claude Ribaut

(1) *Des légumes*, de Jean-Marie Pelt, Fayard, 1993, 231 p., 95 F.  
(2) A l'*Ouvrage de Baumeville*, aux Baux-de-Provence : cours de cuisine et menu légumes.  
(3) Christian Etienne (10, rue de Mons, 84000 Avignon; tél. : 90-86-16-30) aura des vraies mariondes de jardinier, à la saison. En attendant, vous apprécierez son grand « menu légumes » dans le plus agréable restaurant de la Cité des papes.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

NICE  
HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plaisance, centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, clim.  
Téléphone direct, minibar.

#### Côte basque

HÔTEL DE CHIBERTA  
ET DU GOLFE \*\*\*NN  
(3 km de Biarritz)  
La « forme » de l'océan  
et le calme de la forêt de pins  
Séjour en chambres et confort  
halcon, jardins (tél. direct, TV Canal +).

HIVER 92/93 et printemps 93

EN FORMULE HÔTEL :  
Forfait 7 nuits et petit déj.  
+ 6 « gîtes en liberté » au choix  
sur 8 gîtes (Chiberta  
Biarritz-Hossegor-La Nivelle  
Seignosse-Arcachon-Moliets-  
Fouarabie/Sapagne). Prix par pers.  
en ch. double : à partir de 2 775 F.

Supplément 1/2 pension  
700 F/pers/sem.

EN FORMULE RÉSIDENCE-HÔTEL :  
Séjour semaine  
pour 1 ou 2 personnes : 1 575 F.

Supplément Thalasso :  
Aux Thermes Marins de Biarritz  
à partir de 1 700 F (sem.).

Service de plateau-repas, le soir.  
Navette Thermes Marins.

104, boulevard des Plages,  
64600 ANGLET  
Tél. Réserv. : 59-52-15-16.  
Fax : 59-52-11-23.

#### Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
HÔTEL LE CHAMOIS\*\*  
LOGIS DE FRANCE  
Soleil, calme, toutes randonnées  
dans le parc régional du QUEYRAS  
Tél. : 92-45-83-71.  
Fax : 92-45-80-58.

05350 SAINT-VÉРАН  
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Été-hiver, plus haute comm. d'Europe.  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France

Ski de fond, piste, promenade.  
Mobilier, chambres studios, chambres,  
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.  
HÔTEL LE VILLARD\*\*\*  
Tél. : 92-45-82-08  
et l'HÔTEL LE BEAUREGARD\*\*  
Tél. : 92-45-82-62. Fax : 92-45-80-10.

#### Paris

##### SORBONNE

HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE  
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS  
\*\*\*NN LOGIS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24530 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.  
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

## GASTRONOMIE

Au cœur de St-Germain-des-Près !  
De 12 h à 3 h du matin.  
L'ARBUCI  
d'authenticité et de qualité  
25 rue de Buci - 6<sup>e</sup>  
Tél. : 44.41.14.14  
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

LE SOUFFLÉ  
Menu à 210 F  
et ses soufflés.  
36, rue de MONTMABART  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42-60-27-19.  
Fermé le dimanche.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR  
A LA MONTAGNE  
Pour tout savoir  
sur les stations SKI-FRANCE

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

# Cocagne et Cro-Magnon



Dessin de Z. BURIAN

A l'occasion de la fête de la Science, qui aura lieu les 4, 5 et 6 juin prochains aux Eyzies-de-Tayac en Dordogne, les préhistoriens tenteront de reconstituer les modes d'alimentation du néolithique. Cette manifestation illustre la tendance actuelle de la science préhistorique à s'intéresser à la vie quotidienne et aux comportements sociaux de nos lointains ancêtres.

LS fouillent dans les poubelles de la préhistoire. Des os, des cailloux, des cendres... Un foyer avec des esquilles de tibias, des rognons de silex, une mandibule de renne, parfois, ô surprise, une dent de *sapiens sapiens*. Tout est passé au tamis, strate après strate, os, cendres, cailloux... Du matin au soir, sur d'interminables chantiers. A l'époque où les paléontologues recherchaient les fossiles des mastodontes, ils piochaient large. Aujourd'hui, rien ne se perd, pas même une vertèbre de saumon. Tout ou presque tout est daté au carbone 14, les restes, les reliefs, le moindre artefact, comme ils disent, avant de finir dans des caisses sous de nouveaux sédiments de poussière. Qu'on exhume, au cimetière du pléistocène, un pauvre Néandertalien — même un enfant! — avec ses belles orbites frontales et son chignon crânien, ou mieux, un Cro-Magnon, un frère, et aussitôt ces portions de clavicule, de calcaneum, ces symphises mentonnières, sont soumises aux raffinements des technologies de pointe, à la trachéologie, à la thermoluminescence, à la palynologie, au paléomagnétisme.

Les premiers paléolithiciens allaient à la pêche au gros os et défendaient un peu les gisements. Pour eux, ces morts n'avaient pas été tout à fait des hommes: ils étaient la préhistoire, les traités de «brutes ingénieuses». Ils les laissaient crouper tout en bas de l'échelle de l'humanité avec des gourdins sur l'épaule et des femmes à la traîne tirées par les cheveux, vivant dans l'effroi et la nuit, toujours en quête de nourriture et chassés par les animaux féroces. Les pères fondateurs ne croyaient pas au trouble, à l'âme, à l'art des Paléolithiques. Ils avaient d'ailleurs accusé d'imposture le marquis Sanz de Sautola qui, vers 1880, attribuait à ces idiots de la famille les peintures rupestres d'Altamira. Au fond, ils préféraient à l'homme le mammouth, symbole de ces temps reculés. Ils en avaient d'ailleurs mangé au cours d'un repas mémorable: du congelé en provenance de Sibérie.

Pendant des décennies, les pionniers se sont contentés de numérotter, de classer et dater. Ils ont ainsi parvenus à établir une chronologie acceptable des époques du quaternaire, des premiers hominidés aux hommes de l'âge des métaux. A présent, les «néo-préhistoriens», leurs descendants, veulent faire vivre leurs trouvailles, animer leurs provisions de vestiges, mettre un peu de chair

sur tant d'os. Ces austères détecteurs, depuis toujours privés d'événements, réclament des tranches de vie, des parts de rêve. Ils ont rejoint sans peine les préoccupations des nouveaux historiens: l'étude des comportements et des activités du quotidien.

Après le froid souffle le chaud, comme pour l'alternance des climats. Les «néo-paléolithiciens», moins darwiniens que leurs prédécesseurs, ne veulent plus bestialiser l'*Homo sapiens sapiens*, le montrer couvert de peaux de bêtes humides, errant perclus de rhumatismes, le cerveau encore trop archaïque pour comprendre l'abstrait de la situation, tournant en rond dans son biotope avec l'ours avarié et le renne en sabots. Ils rejettent les extravagantes hypothèses de leurs aînés. Ils ont changé le décor de la Guerre du feu. La chasse au mammouth n'était pas si fréquente, la rencontre avec le tigre aux dents de sabre très improbable. En revanche, la cueillette était, à bien des époques, la principale source de nourriture, et la pêche jouait un rôle non négligeable comme activité d'appoint.

Grâce aux progrès de la science et malgré leurs limites — on ne peut toujours pas dater à des siècles près certains vestiges —, une «préhistoire de l'instant» a vu le jour. On sait maintenant à quel mois de l'année a été pêché un brochet ou les couleurs des fleurs qui recouvraient la tombe d'un enfant mort au printemps. Les peintures pariétales ont permis de mieux cerner le «complexe culturel», objet de tant d'hypothèses et de travaux actuels. En montrant l'adresse des artistes, leurs traits élégants et fins comme l'esprit, précis comme l'observation et la raison, libres aussi comme le cœur humain, ces œuvres ont rapproché les Paléolithiques de l'homme moderne.

Après les désillusions du positivisme, la glaciation des analyses marxistes, certains préhistoriens, puisant de préférence leurs raisons dans l'ethnologie, ont relancé le mythe du bon sauvage et loué les bienfaits de la vie au grand air. Age de pierre, âge d'abon-

dance, *Homo erectus* n'aurait plus à se battre contre le rhinocéros laineux, les sentiers seraient moins guerriers, la violence n'apparaîtrait plus, avec les notions de propriété et de pouvoir, qu'au néolithique; le cannibalisme des *Sinanthropes* pourrait même s'expliquer par des motifs d'ordre religieux et l'anthropophagie du Néandertalien se comprendre puisqu'elle consistait à s'incorporer les forces de l'ennemi ou l'esprit du père, dont la cervelle était d'ailleurs particulièrement appréciée.

Une vision idyllique qui renverse les priorités bourgeoises et les interprétations mécanistes. Si, par exemple, les peuples de cueilleurs-chasseurs de l'holocène n'ont pas inventé la céramique, c'est, affirmement, qu'ils n'en éprouvaient nul besoin. Comme pour les actuels Bushmans du Kalahari, ces poteries les auraient encombrés dans leur vagabondage le nez au vent. A cet âge d'or, les naturels n'avaient qu'à lever le bras pour manger des pommes, et le gibier abondait au point qu'ils se livraient à des chasses sélectives: ils ne tuaient que les plus jeunes et les plus tendres, qu'ils emportaient que les meilleurs morceaux. N'aurait-on pas jusqu'à penser que, dans leur infinie sagesse, ils avaient attendu deux ou trois cents millions d'années pour trouver utile de maîtriser le feu en percutant deux silex, et d'entrer du même coup dans le piège des sociétés industrielles?

Désormais, il ne faut plus imaginer qu'il gelait au paléolithique supérieur, comme en pays lapon. Au contraire, il arrivait aux Magdaléniens de lézarder sur une pierre au soleil, aux moutons de suffoquer dans leur lainesse. Pour qu'on ne pense que ces conditions, se demandant les amis des vieilles bordes, le petit monde — quelques centaines de milliers d'individus — devant qui s'étendaient l'immensité des terres vierges, la flore et la faune du premier âge, se serait-il soucie de l'avenir, de la fusion des métaux, de l'écriture ou de la roue? Le lion, la panthère, le lynx qui se gavaient d'antilopes aux

temps chauds, tantôt de bouquets, n'attaquaient pas. L'aurochs broutait paisiblement de vastes prairies. Les hommes, les malins, ne chassaient pas comme des *Néandertaliens* ou la bécasse, mais, à l'occasion, ils achevaient une bête malade ou charognante dans son cadavre. Question de goût diront encore nos peintres en rose. Et après ces festins coutumiers, c'étaient de bonnes siestes digestives, car en terre d'abondance le sommeil aussi est généreux.

Il ne faut plus croire non plus qu'ils habitaient dans des cavernes, abris précoces, qu'ils disputaient à des ours hibernants. Ils préféraient sans doute les habitats de plein air, des tentes de peaux sur des poteaux de bois, au sol rouge d'ocre, avec un beau feu de chêne au milieu et, bien sûr, «un trou pour laisser passer la fumée». Hélas! les restes végétaux, les matières organiques ont disparu. Plus d'osier, plus de vanneries, de sparteries, de boiseries, ces éléments du confort sont partis dans la poussière du temps. Toutefois, la corde de Lascaux retrouvée dans une grotte d'argile, les fibres qu'on observe sur les lames des silex, ici ou là des morceaux de fourrures, des bouts de filets de pêche miraculeusement conservés, témoignent d'une industrie plus légère que la pierre et moins minérale que l'os. En quelques centaines de millions d'années, ils avaient appris à tailler des lames toujours plus tranchantes et plus minces, c'était devenu chez eux une obsession, comme une seconde nature. La finesse des pointes solutréennes, dites à feuille de laurier, et les aiguilles percées d'un chas datant de la même civilisation, permettent de penser que ces virtuoses devaient tout aussi bien vanter, tresser, coudre et tanner les peaux. Cette préhistoire de cocagne donne envie de s'asseoir et de fumer une pipe en leur compagnie.

Même les Néandertaliens, qui passaient jusqu'ici pour des brutes, profitent de ce courant de sympathie. On ne manque plus de sou-

gnier qu'ils avaient une capacité cérébrale (1450 cm<sup>3</sup> en moyenne) comparable à celle du Cro-Magnon, et qu'ils n'étaient pas voués comme des singes mais bien droits comme des piquets. De plus, ils collectionnaient, paraît-il, des curiosités naturelles et se barbouillaient avec des colorants, et, preuve de bons sentiments, ils enterraient leurs morts, du moins ceux qu'ils ne mangeaient pas.

Les paléolithiciens s'efforcent aujourd'hui de remplacer les effrayants «tableaux vivants» qu'on affectionnait à l'orée du siècle par des reconstitutions plus modestes, mais plus fidèles et rassurantes. Ils construisent des cabanes dans le style de l'époque, ils apprennent aux collègues à cuire à l'ancienne, car, depuis Lévi-Strauss, la cuisine, c'est l'homme, les ateliers de taille de silex tournent à plein rendement, on s'écrase les doigts à faire jaillir l'étincelle d'un feu. Yves Coppens lui-même a donné de sa personne: il lui est arrivé de dormir à poings fermés comme un anthropien sur un lit d'herbe recouvert de peaux d'ours. Comme on ne cesse de remonter la pendule de l'humanité — 7 millions d'années pour les premiers hominidés —, les Néandertaliens et les Cro-Magnon nous sont devenus de plus proches parents. Vus de plus près, leurs grands malheurs ne sont que de petites misères: leur vie avait de bons côtés.

Le renne pullulait — on parle de la civilisation du renne —, ils en auraient eu à tous les repas s'ils n'avaient su varier leurs menus. C'était tantôt du cerf, tantôt du chevreuil ou de la gazelle, souvent du lapin, rôti, grillé sur des pierres et parfois bouilli en jetant des galets rouges au feu dans des outres. Avec les bêtes des os, ils obtenaient des bouillons gras, ils faisaient aussi cuire leur poisson — truites fario, brochets, saumons, rotengies — dans des feuilles. Ils avaient des caches à viande, des trous qu'ils recouvraient de terre et qu'ils rejetaient à la morte saison: ils ne détestaient ni le cru, ni le

pourri. Ils cueillaient toutes sortes de baies, des pois, des gesses, des vesces, des poisereaux et des asperges sauvages. Il fauchaient toutes sortes de graminées: les lames des silex portent encore le «lustre des moissons». Ils savaient le sucre des fruits — un de leurs coprolithes renferme un pépin de raisin — et le miel qui coulait des arbres. Ils allaient gaiement à la pêche assommer le saumon pendant le frai.

Les coquillages qu'ils gobaient à longueur de plages leur plaisaient tant qu'ils s'en faisaient des colliers. Ils raffolaient des escargots, bourgognes ou petits-gris: on a retrouvé près des habitats des montagnes de coquilles. Ils volaient leur grain aux fourmis moissonneuses, prenaient les oiseaux, des lagopèdes, des perdrix des neiges, avec une glu faite de l'écorce interne du houx. Ils savaient fumer leurs saumons et peut-être connaissaient-ils les effets stupéfiants de certains champignons. Voilà donc l'homme du paléolithique gourmand, délicat, prêt à s'asseoir à la table commune, laissant proprement ses débris d'os sur le bord de l'assiette, car il aimait la moelle crue des métastériens délicieux.

Les veilleurs avaient tout sous la main. En Afrique du Nord, ils gobaient les œufs d'autruche puis s'en faisaient des bouteilles. En Europe, ils se fabriquaient des goblets avec des merrains de cerf et des pelles avec des omoplates de renne. En Ukraine, ils se construisaient des yourtes avec des défenses de mammouth et, pour rôti, ils prenaient des tibias pour des montants de broche. Ils travaillaient peu, mangeaient à leur faim, gaspillaient même leur nourriture, du moins à certaines périodes, massacraient des hardes entières sans souci de l'écologie. Très rieurs et joueurs à n'en plus douter, nul ethnopréhistorien cependant n'a mesuré le temps qu'ils passaient à forer.

Si l'approche rousseauisante n'est pas moins fautive — en fait on ne sait pas grand-chose sur le psychisme des Paléolithiques —, elle est à l'évidence plus gaie. Mieux vaut descendre d'un singe heureux. «Le comportement de l'homme préhistorique serait à étudier, écrit André Leroi-Gouhan, non en fonction des faits qu'il sont minces, mais à travers les biographies des préhistoriens.» Le lourd et lent balancier de la préhistoire repartirait-il dans l'autre sens, d'autres découvertes, de nouvelles hypothèses viendraient-elles assombrir ce décor primitif? Les Paléolithiques, et la cohorte des ancêtres avec eux, seraient alors chassés de ce jardin imaginaire pour errer de nouveau comme des bêtes dans la rigueur des climats wurmiens. Et l'on verrait — quel dommage! — Lucy tout en bas, si gracieuse et féminine, si friande de feuilles tendres, rétrécir comme une méchante petite boule de griffes et de poils.

De notre envoyé spécial  
Christian Colombani

► A lire: *La Préhistoire, la recherche d'un paradis perdu*, de Gabriel Camps, éd. Perrin, 483 p., 152 F; *La Préhistoire et la pêche*, de Jean-Jacques Cleyet-Merle, éd. Errance, 200 p., 175 F; *La Cuisine préhistorique*, d'Alain Bernard, Maryline Pétrot, Mathis et Marcel Pajot, éd. Fayard, 50 p., 89 F.

M. François  
avec une

Le général de Gaulle

Bataille de

هكمان النحل